LA BANQUISE

Revue de critique sociale

un an chez les pingouins

(qu'avons-nous fait de notre temps ?)

les révolutionnaires ont-ils une contre-révolution de retard ?

(notes sur une classe impossible)

le bombardement de Dresde comme rapport social

(les restructurations et la guerre)

3

20 F.

au sommaire du numéro 1

avant la débâcle
guerre et peur
l'horreur est humaine
pour un monde sans morale
Pologne : voir ailleurs

au sommaire du numéro 2

le roman de nos origines
y a-t-il une question juive ?
camarade Bulldozer, faut pas pousser !
ami(e)s pédophiles, bonjour !
pravda/public opinion

LA BANQUISE

Revue de critique sociale

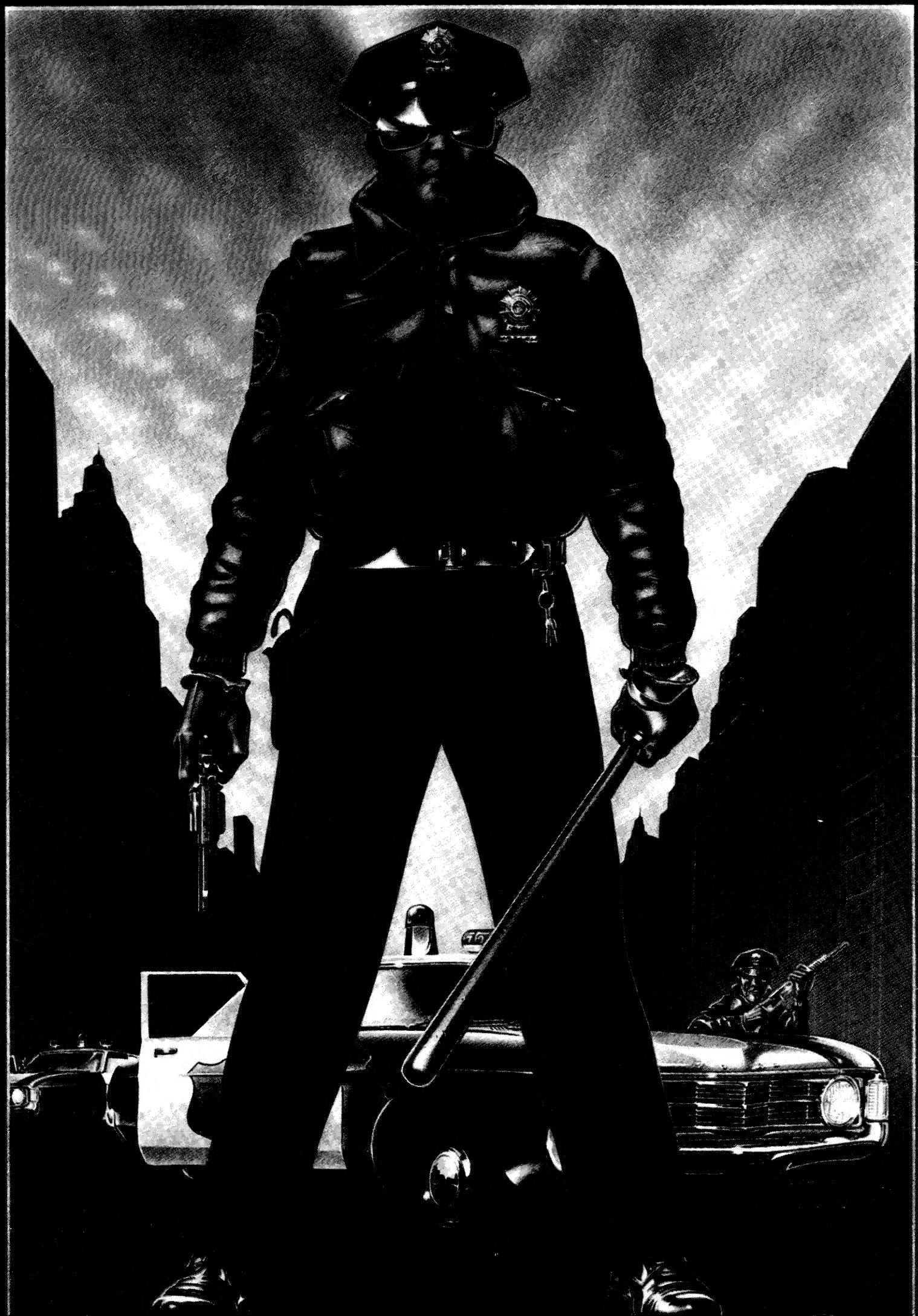
un an chez les pingouins
(qu'avons-nous fait de notre temps ?) 3

les révolutionnaires ont-ils une contre-révolution de retard ?
(notes sur une classe impossible) 17

le bombardement de Dresde comme rapport social
(les restructurations et la guerre) 57

courrier 80

Responsable de la publication : S. Quadruppani
Pour toute correspondance : LA BANQUISE • B.P. n° 214 • 75623 Paris Cedex 13.



un an chez les pingouins
(qu'avons-nous fait de notre temps ?)

« Paraît quatre fois l'an » : cette mention imprimée sur les deux premiers numéros de la revue pourrait prendre place dans une anthologie des ambitions louables mais irréalistes qui jalonnent l'histoire du communisme théorique. Comme nous le disions dans une lettre à nos abonnés : « En vieux partisans de la révolution prolétarienne, ne sommes-nous pas habitués à voir nos espoirs toujours démentis ? » Les difficultés que peut rencontrer un projet d'association à perspectives communistes ne sont pas sans enseignement sur l'époque et sur la bonne manière de la critiquer, car ces difficultés sont évidemment en rapport avec les questions que l'association pose sur l'époque et avec les débuts de réponse qu'elle apporte.

En publiant *La Banquise*, nous voulions, indissociablement poursuivre une réflexion et tisser des liens avec ceux dont la réflexion convergeait avec la nôtre. « Nous », qu'était-ce ? La mise en commun, par une dizaine de personnes, d'affinités subjectives, de quelques prémisses théoriques et de bon nombre de perplexités. Ensemble tendu vers une certaine cohérence : nos liens affectifs n'étaient guère séparables de nos vues sur le monde et nos perplexités n'étaient pas sans rapport avec la difficulté de tisser des liens autres que capitalistes entre les hommes. *La Banquise* exprimait entre autres la volonté de dépassement de cette incertaine « communauté » : nous avons mesuré son degré d'incertitude, et mieux compris ce qui empêche son dépassement. L'affectivité peut aussi bien être entrave que stimulant, et l'approfondissement de l'accord théorique entre nous n'a pas empêché la psychologie individuelle de nous imposer un changement de responsable de la publication. *La Banquise* a été de fait un point de contact. Mais de convergence il n'y en a eu guère. Cela tient sans aucun doute au fait que le communisme n'a que fort peu l'occasion, ces temps-ci, de sortir de la théorie et que ceux qui s'efforcent de l'exprimer n'ont guère l'occasion de vérifier la validité de leurs différentes hypothèses.

En février 1984, nous avons répondu à un « *Appel pour une union des tendances révolutionnaires* » * qui commençait sous forme de provocation : « *On peut considérer que la théorie révolutionnaire est achevée* », se poursuivait par une analyse des menaces de guerre pesant sur le monde, en faisant largement appel à la psychologie des dirigeants et se concluait par un appel à la formation d'un mouvement révolutionnaire « *dont la devise devrait être : "la praxis de l'unité avant tout, ensuite la théorie"* ». Ce fut pour nous l'occasion d'exposer les principes de notre action et quelques-uns de ses résultats.

Aux camarades de l'appel pour une union mondiale des tendances révolutionnaires.

Notre position tient en peu de mots : nous ne voyons pas l'utilité de s'unir pour s'unir. Les partisans d'une révolution anticapitaliste radicale sont aujourd'hui extraordinairement minoritaires, éparpillés, isolés et déchirés. Leurs faiblesses sont le produit de la faiblesse du mouvement réel : cette banalité ne saurait à nos yeux justifier l'apathie. De toutes façons, dans la mesure où nous sommes apathiques, nous ne ressentons pas le besoin de nous justifier, notre apathie est à elle seule un jugement sur la période et sur nous-mêmes, indissociablement. En cela nous croyons être, jusque dans l'inaction, fidèles à ce que la théorie prolétarienne a apporté de plus neuf à l'époque du capitalisme triomphant ; la conscience de ses propres limites. C'est en effet par la reconnaissance de ses limites que la théorie s'arrache au monde de la fausse conscience et à toutes les variétés de l'idéologie dominante. La conscience ne précède pas l'action, elle en est le produit. Ce que nous essayons de balbutier dans nos revues comme dans nos tracts est le produit de l'échec du vieux mouvement ouvrier à changer le monde et de la critique de cet échec par ses éléments les plus radicaux (anarchistes, conseillistes, luxembourgistes, bordiguistes...). La crise sociale qui a secoué les pays occidentaux dans les années 70 a non seulement permis de rendre encore plus éclatant ce que tant d'ouvriers savaient déjà : les organes institutionnels de la classe ouvrière sont de simples rouages capitalistes, mais elle a encore permis de vérifier ce qui était moins évident, et qui ne l'est toujours pas pour certains révolutionnaires : les idéologies classiques et les pratiques allant avec (conseillisme, gestion ouvrière, ouvriérisme, démocratisme) sont condamnées à rester lettre morte. Le spectacle lamentable des ouvriers de LIP se promenant à travers toute la France sans jamais sortir des limites de leur entreprise aurait dû achever de convaincre les plus têtus que la

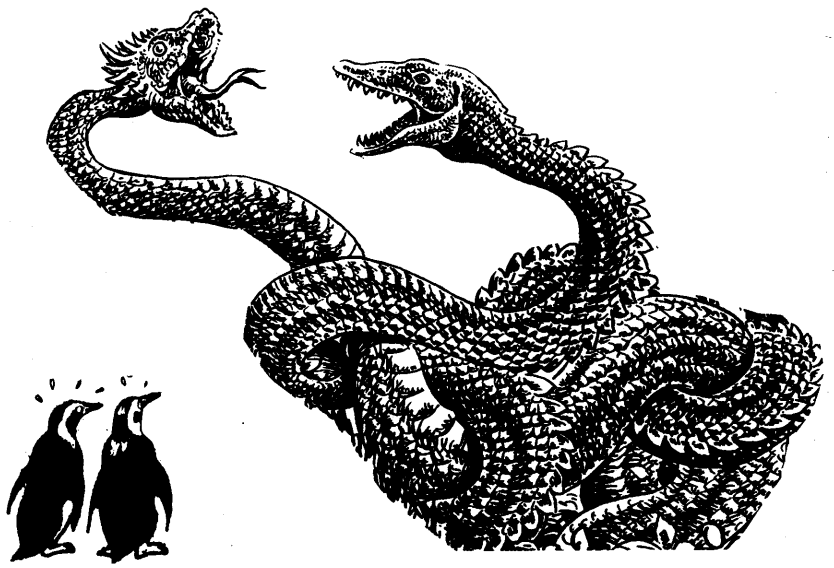
seule défense de l'autonomie de l'action ouvrière ne pouvait répondre aux besoins révolutionnaires profonds de l'époque. La survivance du vieux mouvement ouvrier à l'Est — survivance qui ne sera pas éternelle, cela nous pouvons le prédire sans crainte — et singulièrement en Pologne a permis à certains de continuer à croire qu'il suffisait de faire de la propagande pour les conseils ouvriers pour qu'un jour... Nous ne partageons pas cette foi-là. Que les luttes prolétariennes de Pologne aient donné naissance à l'organe contre-révolutionnaire dénommé Solidarité, que les ouvriers polonais se soient, en dépit d'heureux ratés, largement reconnus dans cet organe, constituent des réalités devant lesquelles il ne sert à rien de se voiler la face en invoquant les manifestations d'insubordination auxquelles Walesa et consorts se sont heurtés. L'importance du mouvement polonais, en tout cas dans ses manifestations les plus visibles, l'importance de ce mouvement pour l'avenir de la révolution mondiale est inversement proportionnelle au battage publicitaire qui l'a accompagné.

Qu'on ne nous fasse pas le chantage à l'inaction ou à l'extériorité au mouvement social. Nous qui faisons plus ou moins une revue, et de temps en temps quelques tracts, nous ne nous sentons pas plus théoriciens ou pas plus isolés du mouvement social que d'autres qui passeraient leur vie à diffuser des tracts incitant les prolétaires à briser eux-mêmes leurs chaînes, ou dénonçant les pratiques des patrons et des syndicats. La totalité des groupes et des individus partisans de ce que nous appelons communisme, sont aujourd'hui condamnés à une activité essentiellement théorique. Car il ne suffit pas que la théorie tende vers la réalité, encore faut-il que la réalité tende vers la théorie. Nous vivons une époque confuse : « Au moment même où une grande masse d'ouvriers polonais remettent en cause ce qu'avait de radical leur mouvement antérieur, on voit des métallurgistes anglais menacés de licenciement se polariser sur la défense de l'emploi, de jeunes postiers français réagir par l'absentéisme, des mineurs américains sortir le fusil pour mener une grève revendicatrice très dure, des immigrés marocains lutter à Aulnay à l'aide de leurs liens communautaires.

Tous ces exemples contiennent un germe communiste — les métallurgistes refusent les diktats de la fatalité économique, les postiers font la critique en acte de l'idéologie du travail, les mineurs ne reculent pas devant la lutte armée, les immigrés privilégient une communauté autre contre la fausse communauté du travail — mais l'environnement particulier empêche à chaque fois le mûrissement et l'épanouissement de ces germes. C'est la présence *simultanée* de ces éléments encore *séparés*, qui constituerait l'amorce d'un mouvement communiste. » (*La Banquise* n° 1) mouvement qui, peut-on ajouter, ne pourrait se former qu'en critiquant en acte ce qu'ont de borné la communauté immigrée, la critique du travail, la lutte revendicative, etc... Le mouvement communiste ne serait évidemment pas l'addition des limites des différentes luttes mais leur dépassement grâce à leur confrontation. Aux exemples cités dans l'extrait de *La Banquise*, on en pourrait ajouter d'autres, guère différents : le récent affrontement de Poissy présente un aspect très positif : l'extrême combativité d'une fraction des licenciés a réussi un moment à bloquer la machine. Que des hommes refusent la logique capitaliste, et la refusent en un lieu et un moment névralgique pour cette logique, est une bonne chose, qui permet de ne pas désespérer de l'avenir. Mais cela ne doit pas nous empêcher de voir l'extrême isolement de cette lutte, dans l'entreprise même. Le plus grave, ce ne sont pas tant les violences des contremaîtres et ouvriers français contre les grévistes, que la passivité de la grande masse des ouvriers qui suivaient ces combats en spectateurs. A ce point d'isolement extrême, cette lutte ne pouvait certes pas dépasser la pure et simple défense d'un travail, pour toucher à la critique du travail.

Nous ne voulons pas lutter pour une organisation, mais pour le communisme. A chaque manifestation d'insubordination des ouvriers et des salariés, les souteneurs professionnels vont à la pêche aux militants. Pas nous. Quand nous disons « nous », ici, nous pensons être représentatifs de ceux à qui l'*Appel* a été lancé. Mais si nous disons que nous n'avons que faire des manifestations de solidarité, ce « nous » risque de s'amenuiser considérablement. C'est là pourtant, qu'on retrouve la nouveauté radicale de la théorie révolutionnaire. Quels liens pouvons-nous tisser avec des ouvriers en lutte ? aucuns qu'ils n'aient pas eux-mêmes aussi cherché à tisser : condition nécessaire mais non suffisante. Car ce qu'il s'agit de rechercher, ce sont des liens non pas de solidarité, mais de *communauté*. Manifester une solidarité, c'est forcément manifester une séparation et sa pseudo-abolition par la magie de la réthorique révolutionnaire. Nous ne désirons nous retrouver avec des prolétaires en lutte que dans ce que nous aurons de *commun*. Quand la violence ouvrière déborde le cadre de l'usine et s'en prend aux forces de l'ordre ou aux marchandises, n'importe lequel d'entre nous s'intègre spontanément à la communauté de lutte qui se forme là. Quand elle s'enferme dans le cadre de la défense d'une entreprise ou d'un travail, nous ne pouvons participer à cette lutte que si, par hasard, nous nous trouvons dans cette entreprise ou ce travail. Vouloir obtenir, *de l'extérieur*, qu'une lutte se dépasse, c'est rejouer la comédie léniniste.

Nous partageons l'effarement du rédacteur de l'appel, face au comporte-



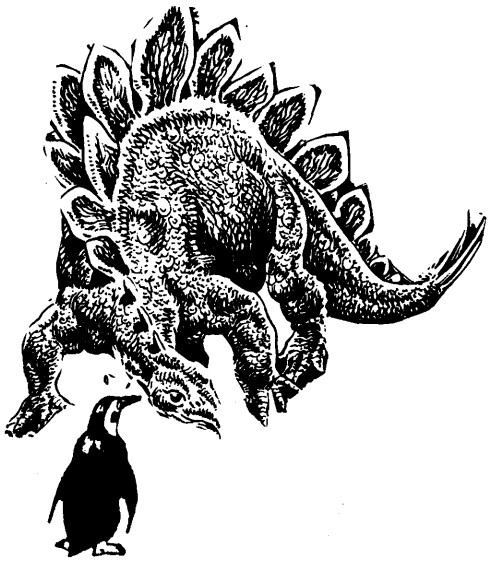
ment dérisoire de sectes qui bien souvent donnent le sentiment d'avoir perdu de vue que le but de tout regroupement révolutionnaire conséquent devrait être sa dissolution et son englobement dans un mouvement bien plus vaste. Mais ce mouvement ne sera sûrement pas un cartel d'organisation.

Tous ceux qui seront d'accord avec ce qui précède ne peuvent que tomber d'accord sur le fait qu'entreprendre de s'unir pour faire de la propagande pour la révolution serait une entreprise vaine quoiqu'estimable. Il existe de par le monde des groupes et des individus à travers lesquels se cherche une théorie révolutionnaire qui, par définition, ne sera achevée que lorsque la révolution le sera.

A notre avis, la tâche de ces groupes et individus est d'intervenir là où ils peuvent, là où ils en sentent le besoin, là où ils se retrouvent dans une communauté de lutte. Elle est aussi de poursuivre une réflexion tendant à liquider théoriquement tout ce qui pourrait entraver un mouvement à venir : démocratisme, autogestionisme, néoréformisme écologiste ou autre, etc... Il existe entre tous ces courants, groupes et individus, des points de contact. En l'état actuel du mouvement communiste (très-très embryonnaire), il nous semble qu'une tâche réaliste serait de renforcer ces points de contacts, ou de leur en substituer d'autres plus larges. Exemple de point de contact : les *Cahiers Spartacus*. En dépit d'un lourd passé social-démocrate, et grâce à la personnalité de leur fondateur qui, pourvu qu'on ne soit ni stalinien, ni fasciste, fait passer le contact humain bien avant la réflexion théorique, les *Cahiers Spartacus* demeurent un lieu de passage et de rencontre, qui joue un peu le rôle qu'a pu jouer une librairie comme la Vieille Taupe autrefois. La disparition de leur fondateur, en dépit de ses efforts pour se trouver un ou des successeurs signifierait à court terme la disparition de ce point de contact. Or, la transmission orale joue dans la reproduction et l'approfondissement de la théorie révolutionnaire un rôle essentiel : combien d'entre nous qui ont saisi l'essentiel de la théorie révolutionnaire à travers des discussions (sans compter bien sûr, l'expérience pratique) ?

De même les rédacteurs de *La Banquise*, en faisant paraître leur revue, cherchaient avant tout à nouer des liens avec ceux dont la réflexion et la pratique convergeaient avec la leur. Une rencontre cet été sur le thème d'une définition du prolétariat, des tracts à l'automne sur la question de l'immigration et du racisme, nous ont permis de constater que dans le milieu révolutionnaire, on souffrait à la fois des maladies sectaires (goût de la manœuvre, tout pour l'organisation, etc...) et de la crainte chronique d'être trop vite d'accord avec l'interlocuteur. Malgré cela, une douzaine de gens venus d'horizons divers ont montré qu'ils étaient capables de discuter en s'écoutant les uns les autres, et de se mettre d'accord, dès qu'il s'agissait d'interventions ponctuelles. Cela nous a conduit à proposer des réunions mensuelles sur des thèmes préparés à l'avance, qui nous permettraient peut-être de dissiper quelques unes de nos perplexités (restructuration et crise, guerre, terrorisme, immigration, etc.). Il est encore trop tôt pour savoir si ces réunions ne vont pas se résorber dans le bavardage. Auquel cas, nous y mettrons fin. En tout cas, l'important est de progresser pas à pas, de ne pas chercher à se réunir pour se réunir, mais de tenter d'élargir les activités communes, quand faire se peut, quand les gens commencent à établir des rapports de confiance entre eux.

La nécessité de conserver une structure matérielle qui permette un point de



contact, la recherche d'activités communes hors sectes aussi bien que notre appréhension générale de la période, nous incitent donc à proposer à tous les camarades contactés d'envisager avec nous de créer un point de rencontre permanent. Un local où pourraient se tenir des réunions à thèmes, mais aussi où l'on pourrait passer en pensant trouver quelqu'un avec qui discuter d'une idée ou d'un événement, ou pour proposer telle ou telle intervention ponctuelle dans la vie sociale. Un local, ou autre chose. En tout cas, la seule « stratégie » que nous prétendions avoir, c'est celle-là : permettre aux balbutiements de la théorie de l'époque de s'articuler mieux, à travers des contacts plus étendus et mieux organisés. Quant aux relations internationales, c'est affaire de listes d'adresses et de circulations de textes. S'il existe à Paris et ailleurs suffisamment de points de contact hors sectes, les relations internationales seront d'autant plus riches. Et pour peu que le mouvement réel nous y aide, elles seront d'autant plus efficaces...

La Banquise.

Parler des limites de la théorie, ce n'est pas faire la théorie de notre impuissance pour mieux la supporter. Mais de même que face à un mouvement social, nous ne cherchons pas à l'organiser dans un sens subversif, mais à entrer dans une relation organique avec ses tendances subversives — et cette recherche peut nous montrer que ce mouvement ne tendait pas à la subversion — de même la théorie qui prétend fournir des recettes pour combler le fossé qui la sépare d'une pratique sociale sombre dans l'idéologie. La question du type de relation que la théorie doit rechercher avec les mouvements sociaux a été au centre de nos accords et de nos désaccords avec tous ceux qui nous ont contactés, avec qui nous avons tenté quelques interventions et avec lesquels nous avons amorcé une réflexion commune, comme l'évoque la réponse « Aux camarades de l'appel... » citée.

Le programme de *La Banquise* n'a pas changé : avec tous ceux que nous rencontrerons, nous voulons avancer dans la compréhension de ce monde et de ce qui peut en changer les bases, c'est-à-dire, mieux saisir la relation entre capitalisme et communisme, ce qui ramène toujours la réflexion à ces deux axes : le communisme et son agent, le prolétariat.

Le communisme : qu'est-ce que des rapports sociaux communistes ? A cette question doivent répondre les articles se rattachant à l'anthropologie révolutionnaire. « Pour un monde sans morale » a opéré quelques percées dans ce

domaine que les articles à venir sur le langage, la biologie, etc. exploreront encore. L'important est de pratiquer l'utopie à partir de ce qui existe. Par exemple, à propos de phrases comme : « Parmi les richesses qu'une humanité débarrassée du capital ferait prospérer figurent les innombrables variations d'une sexualité et d'une sensualité perverses et polymorphes », on nous a, à juste titre, reproché d'affirmer un avenir sans expliquer quelle dynamique y conduirait. En fait, si nous avons voulu exprimer là un programme, c'était un programme de *travail* : il faudra démontrer que l'« amour » est une construction culturelle transitoire et que la sensibilité communiste est efflorescence du divers.

Comme tout découpage nécessaire à l'analyse, la séparation en deux questions de la réflexion sur le communisme et son agent, est artificielle. Car l'efflorescence du divers repose sur des richesses humaines transmises par des communautés particulières (ethniques, traditionnelles villageoises, culturelles contemporaines, etc.) dont la négation par la valeur est à la fois source d'universalisation et d'appauvrissement. De même, le prolétariat se constitue contre le reste de la société à travers la contradiction entre les déterminations particulières des groupes humains et la détermination fondamentale du travail producteur de valeur.

Le prolétariat, agent du communisme : « Pour transformer réellement leurs conditions d'existence, les prolétaires ne doivent pas se soulever en tant que "classe ouvrière" ; mais c'est ce qui est difficile, puisqu'ils se battent précisément à partir de leurs conditions d'existence. La contradiction ne sera tout à fait éclaircie théoriquement que lorsqu'elle aura été surmontée dans la pratique » (*LB*, n° 1). Le présent numéro est en grande partie consacré à cet effort d'éclaircissement condamné à l'inachèvement, et qui ne saurait se limiter à la réflexion en chambre. On ne comprend pas la même chose suivant qu'on contemple la réalité ou qu'on y intervient. *La Banquise* n'est pas une revue questionnante. Comme il est indiqué dans la réponse à l'« Appel », nous nous sommes rencontrés durant l'été 1983 avec des individus venus de divers horizons critiques de l'ultra-gauche, sur le thème d'une définition du prolétariat. L'article « Les révolutionnaires sont-ils en retard d'une contre-révolution ? » est issu de cette rencontre, de même qu'un réseau de liens de confiance qui a produit les tracts ci-contre.

Comme le disait fort bien Ernest Everhard du groupe « Volonté Communiste » qui, nous ayant mal lus, croyait nous critiquer :

S'il est clair qu'à travers les différents aménagements du capital et sa rationalisation technologique, la composition sociologique du prolétariat moderne n'est plus la même que celle de la classe ouvrière traditionnelle (extension du salariat et des secteurs improductifs, croissance des exclus de la production et du chômage...) il n'y a pas pour autant à chercher d'autre figure de proue, d'autre moteur de l'Histoire, que la communauté des exploités enchaînés au travail ou confrontés à la survie quotidienne sans travail.

S'il est clair que des mouvements importants peuvent venir des ghettos dans lesquels le capital enferme tous les exclus de la production (*cf.* les émeutes de l'été 81 en Angleterre, les émeutes quasi-quotidiennes au Brésil depuis plusieurs mois...), le combat central des ouvriers au cœur de la production et dans les entreprises demeure un axe essentiel qui peut faire éclater durablement le consensus social (*cf.* la résistance des prolétaires polonais à toute « normalisation » militaire, politique, religieuse ou syndicale, c'est-à-dire à tout compromis national).

De plus, il est à noter que si les luttes ouvrières peuvent être récupérées, dévoyées, etc. (usinisme, corporatisme, autogestion...) celles des prolétaires extérieurs à la production sont également soumises aux pressions du capital (culte du marginalisme, quotidiennisme, mythes « alternatifs »...). C'est dans le dépassement de leurs limites propres que les unes et les autres auront la capacité d'enclencher une dynamique unitaire et d'affronter radicalement le capital.

A l'exemple de la Pologne près (la résistance des ouvriers polonais à la normalisation militaire n'a-t-elle pas au contraire abouti à souder le consensus de la société civile polonaise contre son Etat ?), nous pouvons contresigner les trois paragraphes qui précèdent. Ernest Everhard nous posait la question : « Pourquoi avoir décidé de rédiger et diffuser un tract unitaire en cet automne 1983 ? ». La réponse est assez simple : parce que nous en avions le désir et la possibilité. Il y avait d'un côté une réalité sociale (politique gouvernementale envers les immigrés et multiplications d'agressions racistes) qui nous donnait envie de réagir et de l'autre une dynamique de contacts qui nous en donnait l'énergie et la capacité. Les groupes révolutionnaires qui parlent de leur pratique comme d'une « stratégie » ajoutent à leur mégalomanie l'usage malencontreux d'un terme qui contient la séparation entre mouvements et direction de ces mouvements. Nous recherchons un type d'activité dans lequel réflexion et action se transforment mutuellement sans cesse, contrairement aux stratèges qui prétendent posséder « l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des buts du mouvement ». (*Manifeste du Parti communiste*). Cette intelligence claire à laquelle prétendait Marx est-elle celle qui lui a fait placer des espoirs trompeurs dans les *trade-unions* et la démocratie, et face aux débuts de la Commune de Paris, adopter une position qu'il a dû rapidement abandonner ? Ou bien est-elle seulement compréhension générale des grandes tendances de l'histoire de son époque ? Mais dans ce dernier cas, il n'est plus question de stratégie. Le fait que l'auteur de la formule qui sert de devise aux stratèges révolutionnaires ait laissé inédits la plupart des textes qui nous sont essentiels aujourd'hui, devrait donner à réfléchir sur les capacités des individus à discerner l'essentiel dans ce qu'ils éprouvent le besoin d'exprimer. Sans compter qu'un individu capable de concentrer dans sa personne la théorie la plus profonde de son temps, est aujourd'hui impensable.

IL Y A DE PLUS EN PLUS D'ÉTRANGERS DANS LE MONDE

Ces temps-ci les racistes se font plus arrogants et l'État de gauche les encourage puisqu'il a repris à son compte le slogan d'extrême-droite : « la France aux Français ».

Pourtant, cela fait longtemps que nous sommes devenus étrangers à nos nations. L'identité nationale n'a plus guère de sens que juridique : c'est le fait d'avoir des « papiers » d'un État ou d'un autre. On « a » une nationalité comme on a un chéquier, ou une fiche de paie, ou une contravention. Le nationalisme, qu'il soit français, arabe, israélien, russe, américain ou chinois, se fonde sur des références culturelles de plus en plus dérisoires et stupides.

Le mouvement de l'économie a généralisé le nomadisme industriel et urbain et a fait de tous des « immigrés », des gens qui sont partis de là où ils étaient enracinés, de leurs communautés, de leurs villages, de leurs montagnes, de leurs vallées. L'économie se moque bien des patries !

Ceux qui mettent en avant leur identité nationale par peur de la différence ne sont pas moins déracinés que les autres. Et au fond, ils le savent. Ce qu'ils défendent c'est leur État et l'illusion que ce dernier leur assurera un « emploi ».

Quand, à la Courneuve ou à Nanterre, un pauvre type qui se prend pour un « Français » flingue un môme qu'il prend pour un « Arabe », parce que c'est plus facile que de tirer sur son chef, voilà qui est dégueulasse, d'accord. Mais il faut bien voir que de tels misérables se sentent couverts par l'État. C'est l'activité même de l'État qui entretient le racisme : il imprime et distribue des cartes d'identité nationale à « ses » ressortissants comme les maîtres d'antan marquaient au fer rouge esclaves et bétail. Et puis il organise un système de cartes de séjour qui maintient des millions d'êtres humains dans une situation d'expulsables à tout moment.

Les politiciens qui chaque jour proclament « produisons français », qui chaque jour expulsent des Maghrébins parce qu'ils sont Maghrébins et des Noirs parce qu'ils sont Noirs ont bonne mine avec leurs appels antiracistes. Avec la complicité des États étrangers et de leurs polices déléguées, les « Amicales », l'État français accumule contrôles, rafles et quadrillages policiers contre les immigrés pour les dissuader de sortir de leurs ghettos et les empêcher d'utiliser, comme à Talbot Citroën, la force de leurs liens communautaires pour se défendre. L'extrême-droite sert de bouc-émissaire. En réalité, entre Marchais, Mitterrand, Le Pen et Chirac, il n'y a que des querelles de chiffres sur le nombre d'immigrés à virer.

Beaucoup de travailleurs « français » supportent mal l'image de l'immigré parce qu'il leur rappelle qu'eux aussi sont des prolétaires, c'est-à-dire des exclus potentiels. Plutôt que de jeter un regard lucide sur leur propre misère, ils préfèrent se replier sur une pseudo-communauté : celle du travail garanti par l'État.

Mais la communauté du travail est devenue aussi incertaine que la communauté nationale. Personne n'est à l'abri des attaques de l'économie – cet autre nom du capitalisme. Les ouvriers du bassin lorrain et d'ailleurs ont pu vérifier que « Français » ou pas, le capitalisme a vite fait de les rendre étrangers à leurs régions, après les avoir rendus chaque jour un peu plus étrangers à eux-mêmes.

Car c'est l'économie qui nous traite chaque jour davantage en étrangers, en nous « employant », c'est-à-dire en nous assignant à des activités aussi vides que l'inactivité du chômeur, en nous contraignant à perdre notre vie pour assurer notre survie.

Nous n'avons que foutre des races et des nations. Nous sommes tous étrangers. Nous voulons vivre nos différentes façons d'être humains comme il nous plaît. La vie nous paraît plus attrayante lorsque l'universel y est vraiment en jeu. La diversité des aspects physiques, les manières variées, les goûts et les couleurs nous sont des possibilités de bonheur.

C'est dans le jeu gratuit de nos différences, de nos attirances, de nos répulsions, de nos révoltes, de nos amours et de nos élans communautaires que nous devenons humains.

A bas toutes les patries !

A bas la France !

Des partisans de la communauté humaine.

MARCHER POUR L'ÉGALITÉ, C'EST MARCHER POUR QUOI ?

La marche contre le racisme a rassemblé autour d'elle à chacune de ses étapes, les immigrés, les jeunes des cités et tous ceux qui sentent le besoin de riposter collectivement aux agressions insupportables des racistes et des flics.

Mais, elle a aussi attiré groupuscules, curés et pasteurs, ministres et souteneurs de gauche.

Pourquoi sont-ils tous là ? S'ils peuvent parader, se faire photographier, tenir quelques beaux discours anti-racistes qui n'engagent à rien, en même temps qu'ils expulsent à tour de bras, c'est que les revendications des marcheurs, l'appel aux bons sentiments, ne les dérangent pas vraiment.

Il en allait autrement pendant l'été 80, aux Minguettes et ailleurs, quand les jeunes des cités, en se battant en dehors de la légalité, faisaient plus pour leur dignité qu'en mendiant leurs droits auprès de l'État.

COMBATTRE LE RACISME ?

En guise de riposte, les organisateurs de la marche ne proposent que de réclamer à l'État la sécurité, la reconnaissance de la « dignité humaine » et le droit de s'intégrer à la « communauté nationale », tout en conservant une identité culturelle. Ils prônent la non-violence, en appellent à la bonne volonté des gens et de l'État pour faire reculer le racisme.

Quelle aubaine publicitaire pour le pouvoir de gauche, qui peut jouer les anti-racistes à peu de frais, alors que dans les faits, il a repris à son compte le slogan d'extrême-droite: « la France aux Français », en faisant la chasse aux sans-papiers et en fermant les frontières aux Maghrébins, aux Noirs, aux Turcs, etc. Il a aussi repris la notion de « seuil de tolérance »: 10% d'immigrés, ça va, mais pas plus, sinon le tir au fusil est légitime, ou du moins compréhensible...

Mais le racisme n'est pas qu'une simple idée dans la tête des gens, que l'on pourrait combattre en faisant appel à leur raison et à leur bonne volonté.

D'autant plus qu'avec l'aggravation de la crise, les racistes se sentent de moins en moins honteux et de plus en plus couverts par l'État qui avec ses cartes d'identité ou de séjour, nous divise en « bons » citoyens d'un côté et mauvais étrangers de l'autre.

Le racisme c'est notre monde, c'est celui du capital tout entier qui enferme les immigrés et leurs enfants dans une situation précaire (chômage, expulsions) pour mieux tenter d'attacher les prolétaires « français » à la défense de l'économie nationale.

DEMANDER DES DROITS ET DES GARANTIES A L'ÉTAT ?

C'est demander à l'État qui nous divise et nous exploite d'aller contre sa nature. C'est soumettre encore plus la communauté immigrée à l'arbitraire de la société capitaliste.

Demander à la Justice de « faire son travail » en punissant plus sévèrement les racistes ? Alors que le travail de la justice c'est précisément, tous les jours, d'expulser les sans-papiers, de condamner aux peines les plus sévères les beurs qui tombent entre les griffes de la police.

Demander à la police de garantir la sécurité des immigrés ? Alors que c'est la police qui quadrille, intimide les cités et quartiers d'immigrés ! Alors que police et justice n'ont d'autre fonction que de réprimer tous les exploités, « français » ou immigrés.

Et même si les revendications des bonnes âmes (carte de séjour de dix ans, par exemple) étaient satisfaites, ces garanties pourraient être supprimées à tout moment. On a vu comment l'État anglais pouvait retirer du jour au lendemain leur passeport britannique à des millions d'Asiatiques et d'Antillais.

INTÉGRATION ?

Tant que la crise durera, il n'y aura ni « intégration sociale », ni « dignité civique » pour les immigrés et les jeunes de la deuxième génération, parce qu'ils seront toujours plus exclus de la communauté du travail, considérés comme la lie de la société, et serviront de boucs émissaires.

Pour prévenir une possible explosion, l'État tente d'occuper les jeunes des cités à des activités stériles: camps de vacances surveillés, stages de « formation » où ils se font surexploiter. Il fait également miroiter le mirage d'une « identité culturelle » beur, qui ne permettra qu'à quelques intellectuels de la communauté de jouer les vedettes et de rafler les subventions. Ce folklore n'a pour but que de faire oublier aux beurs leur communauté réelle: celle de la révolte contre tout nationalisme et tout État.

L'avenir est là: non dans la « dignité » et la « respectabilité » bourgeoises à l'abri des lois de l'État, mais dans l'association révolutionnaire des immigrés avec tous les autres prolétaires frappés par la crise: chômeurs, squatters, intérimaires, ouvriers se retournant contre la défense de l'économie nationale, pour la destruction de notre condition prolétarienne commune et l'affirmation d'une communauté humaine universelle en laquelle nos différentes manières de vivre, de sentir, s'épanouiront en autant de richesses humaines et d'occasions d'aventure pour chacun de nous.

A BAS LA FRANCE !

A BAS TOUTES LES PATRIES !

Des partisans de la communauté humaine.

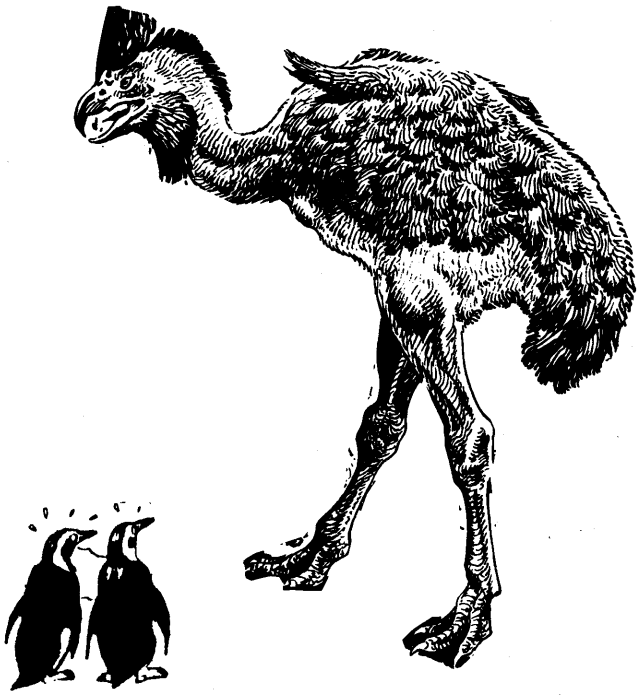
L'intelligence des conditions, de la marche et des buts est bel et bien ce que nous recherchons. Mais nous savons qu'elle ne s'éclaircira qu'en se faisant pratique. Nous sommes bien davantage capables de critiquer le monde, que de comprendre comment il finira. Le minimum pour la théorie, c'est de reconnaître que si elle possédait une intelligence claire de la fin du vieux monde, il lui resterait à résoudre cette nouvelle énigme : comment cette fin ne serait-elle pas encore advenue alors que nous en posséderions déjà la conscience ? La prescience et l'anticipation ne peuvent prétendre à la clarté mathématique d'une stratégie.

S'il convient de ne pas s'aveugler sur l'aspect contingent de notre activité, notre envie d'intervenir n'est pas non plus pur caprice. Les discussions de l'été, sans aboutir à un accord sur le fond, avaient dégagé en tout cas un consensus sur divers thèmes : rupture avec l'identité ouvrière, importance de la restructuration et en son sein, de la dynamique qu'on peut définir ainsi : des communautés à la communauté humaine, en passant par la lutte des classes (voir : « Les révolutionnaires ont-ils... »). Ce consensus a trouvé l'occasion de se cristalliser dans le refus viscéral qu'on ne pouvait manquer d'éprouver face à l'aggravation des manifestations de racisme et de bonne conscience antiraciste.

Racisme populaire et racisme étatique se renforcent sur fond de nécessités économiques tandis que ce qui suscite justement le racisme — une différence culturelle et des liens communautaires — est porteur de richesses humaines, de capacités de révolte et d'intégration mêlées. Ces deux tracts le disaient bien, même si l'on peut regretter qu'il y manquait une analyse de la crise. Mais par ailleurs, rabâcher simplement que le racisme est une affaire de concurrence entre prolétaires nous aurait laissés insatisfaits. Ce n'est certainement pas un hasard d'une part si les prolétaires qui en sont victimes ont un type physique qui les rend reconnaissables par le premier flic venu, et d'autre part s'ils conservent des liens communautaires pré-capitalistes dont les manifestations provoquent des réactions de rejets de la part des prolétaires modernes — c'est-à-dire plus atomisés. Qu'est-ce qui tue les victimes du racisme ? La restructuration et la crise, certes. Mais tout autant des goûts et des dégoûts socialement produits bien antérieurement au plan Mauroy. A travers le capitalisme, c'est toute l'histoire humaine concentrée en lui qu'il faut critiquer.

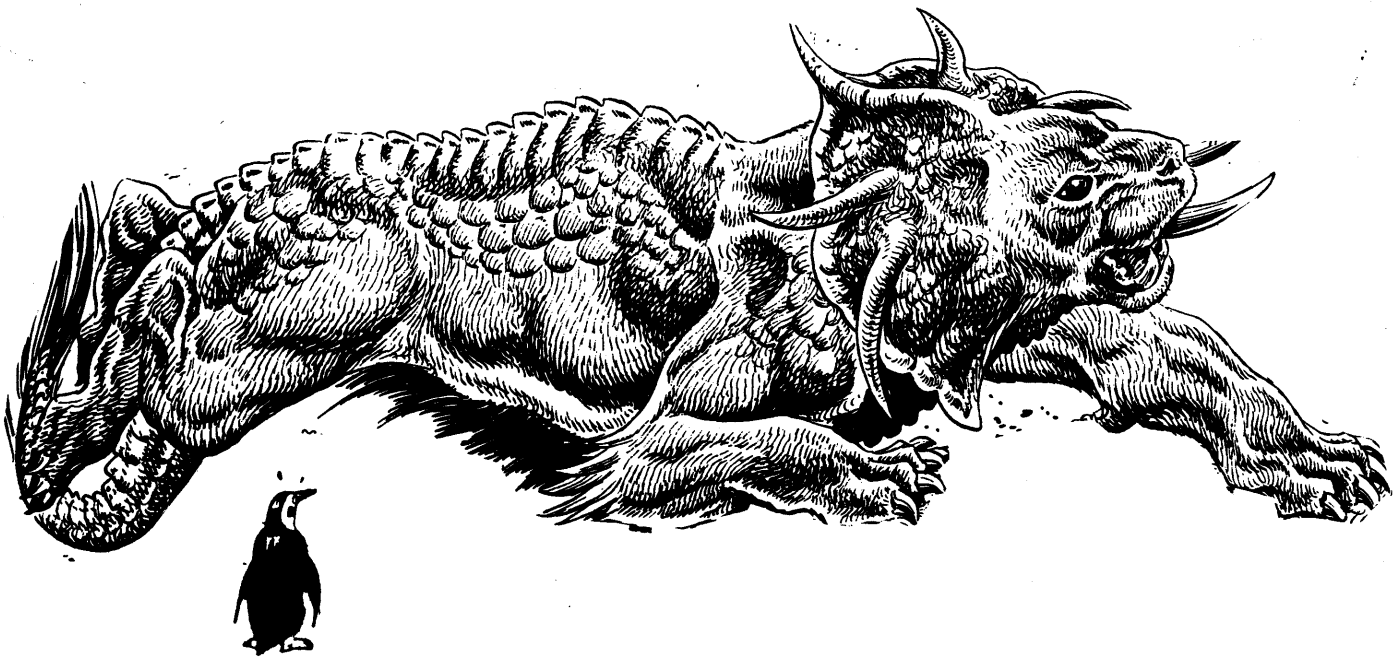
Le premier tract a été diffusé en province, en banlieue et à Paris. Nous l'avons distribué à la fois dans les ghettos et dans les gares de banlieusards, car son contenu explicite et implicite s'adressait aussi bien aux déracinés d'aujourd'hui qu'à ceux d'hier, aussi bien aux victimes du pathos raciste qu'à celles de l'idéologie des droits de l'homme, et qu'à ceux en qui se mêlent la volonté de rupture et celle d'intégration. Le deuxième tract a été diffusé en même temps que le premier à la grande manifestation qui a marqué l'arrivée de la « marche des beurs » à Paris le 3 décembre 1983. Nous avions quelque chose à dire et nous avons été entendus : à la manifestation, de petits groupes de « beurs » nous ont spontanément aidés à distribuer les tracts, et pendant les autres diffusions, il y a eu de nombreuses manifestations individuelles de sympathie ou d'hostilité. Une patriote palestinienne nous a écrit pour nous dire son dégoût en nous assimilant à « l'apatride Gainsbourg qui insulte La Marseillaise ». Des racistes classiques nous ont fait part de leurs obsessions sexuelles. Les seules réactions écrites n'émanant pas de groupes et d'individus avec lesquels nous étions en rapport, ont été haineuses, car seuls les idéologues et les racistes nous ont écrit spontanément. Il fallait s'y attendre : nous n 'avions rien à proposer de « concret ». C'est-à-dire que nous ne nous proposions pas pour organiser les luttes des autres. Et les formes que prend la résistance au racisme populaire et étatique sont trop sporadiques pour conduire ceux qui s'y livrent à se lier avec des distributeurs de tract, ou trop réformistes pour leur donner envie de contacter les distributeurs d'un tel tract. En dehors de quelques instants ensoleillés de complicité, nous ne sommes pas sortis de la théorie.

La rédaction et la diffusion de ces tracts a permis d'éprouver le sérieux des relations que nous avions nouées à l'occasion de la parution des deux premiers numéros de *La Banquise*. Un changement de titre survenu sans l'accord explicite de deux sur vingt des participants à cette initiative a entraîné un long et pénible incident qui nous a permis de découvrir la présence dans plusieurs têtes d'une dangereuse idée : il faudrait que toute action collective soit, dans tous ses détails et à chaque étape de son exécution, contrôlée par chaque participant. Dans l'action commune,



le délire basiste est aussi encombrant que le goût du pouvoir des chefaillons. Aucune procédure, aussi tâtillone soit-elle, ne garantira jamais que le résultat d'une activité corresponde bien au désir de tous ceux qui l'ont entamée. Tout ce qu'on peut gagner en exigeant un contrôle de chaque instant, c'est de diminuer les possibilités d'initiatives individuelles, dont le risque vaut d'être couru, car elles sont souvent un apport décisif. Lorsque des individus sont disposés à la manœuvre, chaque contrôle nouveau ne fait qu'ajouter une nouvelle occasion de manipulation. La seule garantie contre le dévoiement de l'action collective, c'est l'accord de fond et la confiance qui lient les participants.

Nous sommes allés jusqu'au bout de l'effort collectif dans la rédaction du premier tract : nous avons accepté que le plus obstiné à imposer sa conception finisse par l'emporter. Il n'est pas mauvais de laisser courir la pensée de l'autre,



de l'accompagner même si l'on n'est pas très convaincu dès le départ. Ainsi avons-nous accepté que le texte attaque surtout l'Etat et le nationalisme sans analyser en profondeur la particularité du racisme, parce que le rédacteur identifiait purement et simplement xénophobie et racisme, ce qui est tout à fait faux. Mais il nous semblait néanmoins important de montrer ce qui relie l'une à l'autre ces deux réalités. Notre bonne volonté s'est cependant muée en inattention lorsque nous avons laissé passer ce membre de phrase stupide : « plutôt que de jeter un regard lucide sur leur propre misère... » qui devrait s'appliquer davantage aux théoriciens qu'au prolétariat.

Dans l'ensemble, nous pouvons être satisfaits du type de relations que nous avons établi avec ceux qui nous ont contactés. Malheureusement, en rencontrant ces individus, nous avons aussi rencontré un milieu, ou ce qu'il en reste. Dans les années 68-77, la société a produit bon nombre de révolutionnaires qui ont intégré la critique de l'échec du vieux mouvement ouvrier mais n'ont pas su ni pu aller plus loin. Le reflux relatif des luttes de classe a entraîné l'atomisation ou le repli sur des groupes menacés de devenir des sectes. Toute nouvelle revue s'expose à des réflexes de boutiquier craignant la concurrence. Tous les groupes n'ont pas ces réflexes-là, mais il en est certains qui voudraient apparemment nous entraîner dans une guéguerre polémique. Ce n'est pas par angélisme que nous ne jouerons pas à ce jeu-là, mais parce que les simulacres de guerre ou de procès n'ont rien à voir avec la critique. La polémique utilise la forme aux détriments du fond du désaccord. Au lieu de donner du tranchant à la pensée, le style déforme la pensée de l'autre, et l'insulte vise à faire taire.

La critique s'apparente à l'activité subversive, la polémique au réquisitoire de l'avocat général. La critique est une activité humaine, dans laquelle celui qui critique ne craint pas d'être transformé par la rencontre de ce qu'il critique, et par l'activité critique elle-même. Alors que la condamnation est un rituel, une énonciation formellement séparée de ses conséquences, énonciation qui place celui qui condamne dans une position de domination magique. C'est une forme de domination magique parce que la sentence prétend contenir le condamné et que dans une certaine mesure elle y réussit. Car le juge prétend juger non seulement l'acte, mais l'être même du prévenu. La critique ne prononce ni n'administre de peine, elle transforme sans crainte d'être transformée. En cela elle n'a rien à voir avec le dialogue démocratique.

La démocratie réunit le séparé en tant que séparé, et maintient la séparation. Dans les procès, il existe une sorte de dialogue démocratique entre juge et prévenu, au cours duquel l'un et l'autre s'emploient à construire une image du prévenu en fonction de laquelle la condamnation sera prononcée. Sauf dans les rares cas où le prévenu refuse de jouer le jeu et se fait expulser, quelle que soit son attitude — et s'il est combatif, cela ne fait que renforcer le caractère démocratique du dialogue, le prévenu concourt à la production d'une image qui lui est radicalement étrangère, puisqu'il s'agit d'envisager un individu en regard d'un acte préjugé par des lois hors d'atteinte de la discussion. La mystification repose sur l'oubli volontaire, au cours du dialogue, de la présence des gendarmes et de leurs flingues aux côtés du prévenu, pour l'empêcher de dire : ce dialogue, dans ces termes, ne m'intéresse pas, je m'en vais. Ainsi placé dans une situation de domination, le prévenu concourt à son aliénation.

Au contraire, la critique, y compris la critique des armes, s'affronte au corps à corps avec l'objet de la critique et si elle l'emporte, ce n'est pas parce qu'elle est en position de domination mais parce que son principe est plus proche du monde humain, et qu'elle s'attaque aux maux de celui qui critique aussi bien que de celui qui est critiqué. Comme le réquisitoire de l'avocat général, la polémique fait des effets de style pour impressionner sans démontrer et quand elle démontre, elle découpe les textes pour y chercher des preuves et des intentions, et choit parfois carrément dans le mensonge et la calomnie.

Avec le premier tract sur le racisme, nous avions fait l'expérience des insuffisances des autres. Il nous restait à découvrir que la collectivité des rédacteurs de *La Banquise* n'était pas à l'abri du cafouillage. En prévision de la venue à Paris des sidérurgistes lorrains, nous avions eu des contacts avec un certain nombre d'individus et de groupes, dont certains proches de l'« autonomie ». Nous avons présenté un projet de tract qui, dans notre esprit, devait servir de test à la possibilité d'un accord avec les groupes et individus que nous ne connaissions pas. La volonté de trouver un moyen d'agir ensemble était manifeste chez tous les participants. Malheureusement, nous avons bien failli suivre le conseil de l'auteur de l'« Appel.. » et « mettre la praxis

de l'unité avant tout », y compris avant les principes mêmes de notre action. Pour saisir ce qui s'est passé, on lira dans l'ordre notre projet de tract, le tract qui fut finalement rédigé par un petit comité auquel nous étions représentés, et le texte que nous avons présenté à une réunion bilan, après nous être abstenus de distribuer le tract.

L'économie nous rejette nous la détruirons

Autrefois, il fallait obéir à Dieu et à son église. Aujourd'hui, dans les pays modernes, les églises ont été remplacées par l'économie. Tout le monde, politiciens, économistes, journalistes et syndicalistes responsables, nous dit que nous devons obéir à l'économie. Les hommes politiques sont les curés de l'économie. Non seulement ils sont à plat-ventre devant elle, mais en plus ils ne comprennent rien à ses ordres. Il y a dix ans, ils ont cru qu'il fallait installer une aciérie à Fos. Des milliers de gens ont été transplantés là-bas. Aujourd'hui, on les invite à aller se faire voir ailleurs ! Depuis quinze ans, les « Plans Acier » se succèdent, tous plus ratés les uns que les autres. Mitterrand reconnaît que lui et tous ses semblables, de droite et de gauche, se sont trompés. Mais il promet que cette fois, il ne se trompera pas ! *En réalité, les politiciens, de quelque bord qu'ils soient, ne maîtrisent pas plus l'économie que nous. Ou plutôt, le peu de pouvoir qu'ils ont sur elle, c'est notre impuissance qui le leur donne.*

Ce qui se passe en Lorraine et à Fos, ce qui s'est passé à Poissy et ailleurs, n'est pas le problème des seuls sidérurgistes ou des seuls OS de l'automobile. C'est le *marché mondial* qui détruit une industrie ici pour en rebâtir une là-bas. Des licenciés, des déracinés, des hommes en trop pour l'économie, des exploités par elle, il y en a partout dans le monde. Si nous sommes impuissants face à l'économie, c'est parce que nous acceptons de défendre « notre » région, « notre » nation, « notre » branche de la production, « notre » culture, « notre » métier. En réalité, ici comme à Gdansk, à Longwy, à Tunis ou à Détroit, la région, la nation, la branche de production, la culture ou le métier ne sont pas « nôtres» — ils appartiennent à l'économie, c'est-à-dire aux mécanismes de la concurrence capitaliste.

L'économie, c'est l'autre nom du capital. C'est une force étrangère à nous-mêmes, qui nous opprime et que pourtant *nous produisons*, en perdant notre vie à la gagner. LA SEULE FAÇON D'ECHAPPER A SES ORDRES, C'EST DE LA DETRUIRE.

Cela ne se fera pas en un jour. Il nous faudra pour cela rompre avec les catégories de l'économie et de sa société, en trouvant des terrains de lutte commune. Ceux qui distribuent ce tract aujourd'hui ne cherchent pas à soutenir des luttes quand elles leur sont extérieures. Les Lorrains qui laissent exploser leur colère quand l'économie leur fait sentir qu'ils sont de trop, les immigrés qui n'acceptent pas qu'on les rejette après les avoir déracinés, les squatters qui refusent l'expulsion des prolétaires dans les banlieues-dépotoirs, tous ceux qui refusent les ordres de l'économie n'ont pas besoin de souteneurs ! C'est quand ils viennent s'en prendre à l'organisation capitaliste de la vie, dans le centre des villes, que les ouvriers attaqués par le capital peuvent lui répondre en trouvant un terrain de lutte commune avec les autres humains en rupture avec un aspect ou un autre de la vie capitaliste.

En attaquant, de manière encore limitée, la marchandise et la finance dans le centre de Paris, en attaquant ceux qui défendaient l'une et l'autre — la police et les syndicats, des sidérurgistes ont montré, en 79, qu'ils pouvaient retrouver des immigrés, des jeunes, des humains tout court dans la lutte contre ce qui les opprime.

LEUR POINT D'ARRIVEE SERA NOTRE POINT DE DEPART, OU BIEN NOUS NE SERONS RIEN.

LA VIE EST AILLEURS

Aujourd'hui la sidérurgie. Après l'automobile. Après les mines, les chantiers navals. Après le textile et la chimie. Partout on « restructure »: c'est ainsi, nous dit-on, que la France pourra faire sa « révolution technologique »; c'est ainsi que nous entrerons dans le « Monde Moderne ».

Étrange « Monde Moderne » que le leur ! Un univers d'usines électronisées, informatisées, nucléarisées, robotisées. D'usines imperturbables qui ne connaîtront ni fatigue ni repos. D'usines silencieuses où seul parlera l'ordinateur. D'usines laborieuses où des syndicats « modernistes » sauront tenir le langage de la « rentabilité » au nom d'une race nouvelle d'ouvriers — des ouvriers en petit nombre, qualifiés, dévoués et grassement payés.

Étrange « révolution » que la leur ! Une « révolution » qui jette à la rue les prolétaires par milliers et à la mer les immigrés. Une « révolution » qui désertifie les régions et militarise le territoire. Une « révolution » qui parque dans les villes — ruches électronisées, informatisées, nucléarisées, robotisées — des populations dérangées et dressées à consommer. C'est la vie tout entière qui est restructurée.

De Longuy 1979, à Talbot 1983, toutes les luttes d'usine contre la restructuration ont échoué. Des Minguettes 1982 à la Goutte d'Or 1984, toutes les luttes

territoriales ont été torpillées. *Gérées par les syndicats*, la sectorisation des luttes, le corporatisme ouvrier, l'enfermement dans les quartiers ont à chaque fois empêché le combat de s'étendre, ont à chaque fois reconduit notre misère. Et pour Longwy 1984, ce sera la même chose ? Finissons-en avec les « secteurs », les « régions », les « bassins », les luttes enfermées.

Licenciés ou chômeurs, ouvriers ou anti-nucléaires, français ou immigrés, locataires expulsés ou habitants des cités, les besoins sont les mêmes : l'exigence de vivre envers et contre les « mutations », avec ou sans travail, l'exigence de se loger avec ou sans salaire.

S'il y a un combat commun (Longwy / Paris) ce n'est pas un combat pour la défense de l'usine. C'est un autre combat, aux composantes diverses mais aux objectifs communs. Un combat qui casse les séparations et brise les syndicats et les partis.

CASSONS LES MURS DE L'USINE ET DES CITÉS !
CASSONS LES FORTERESSES SYNDICALES.
LA VIE EST AILLEURS.

NOUS AUTRES.
PARIS 13 AVRIL 84

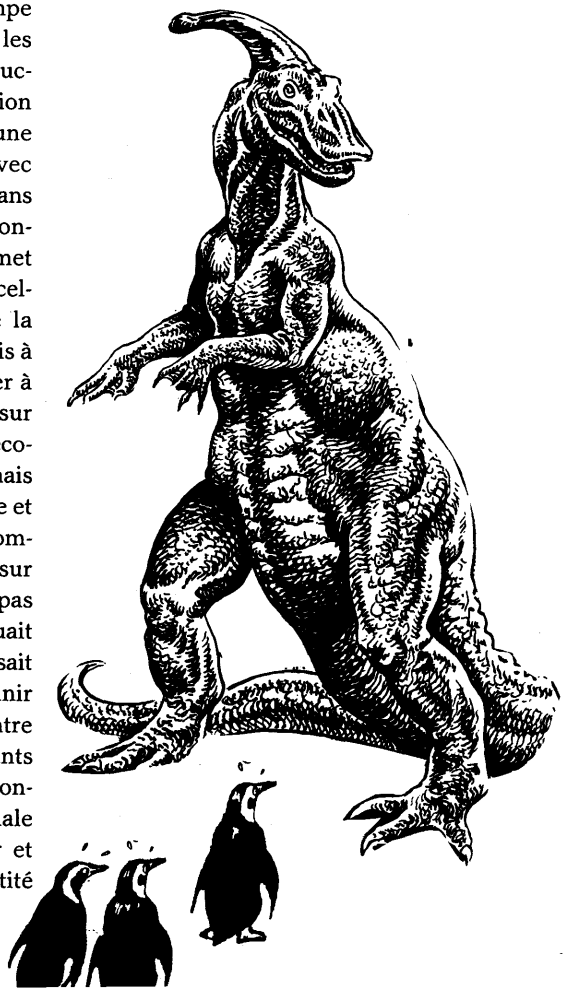
Aux camarades rédacteurs du tract « la vie est ailleurs », explications de quelqu'un qui ne l'a pas distribué.

Rien à foutre de sauver la sidérurgie lorraine : ce fut la base minimum de discussions qui se sont conclues par la rédaction de « la vie est ailleurs ». Après avoir participé aux discussions préliminaires, le petit groupe qui anime la revue *la Banquise* a renoncé à distribuer le tract. Il y a eu un cafouillage certain de notre part, puisque l'un d'entre nous a participé à la rédaction du tract, avant de le trouver mauvais, à la relecture... Sur ce cafouillage, nous sommes prêts à fournir toutes les explications nécessaires mais il ne faudrait pas que cette discussion empêche d'aborder la question du fond de notre désaccord. La meilleure garantie qu'un tel cafouillage ne se reproduira plus, ce sera que nous aurons éclairci la question de la possibilité ou de l'impossibilité d'un accord pour toute intervention commune.

L'agitation en pays lorrain était (est encore) un mouvement encadré par les syndicats et dont la dynamique générale nous était étrangère, non seulement parce qu'aucun de nous n'était sidérurgiste, mais encore parce que son objectif : « Nous voulons travailler au pays », on n'en avait rien à foutre. La seule question était de savoir s'il y avait au sein de ce mouvement, des tendances assez fortes pour opérer un début de dépassement des limites corporatistes régionales et donc pour faire la critique pratique de l'identité ouvrière.

Le texte « L'économie nous rejette, nous la détruirons », était articulé autour de deux points essentiels, qui ont disparu dans « La vie est ailleurs » : nécessité de la rupture avec l'économie, question du lien à trouver avec le mouvement des sidérurgistes.

Pour que le mouvement des sidérurgistes se dépasse, il fallait qu'il rompe avec le consensus général sur les « nécessités économiques ». La destruction de toute économie est la condition *sine qua non* de la construction d'une société communiste. Et la rupture avec les diktats de l'économie s'annonce dans tous les actes de rébellion ; l'approfondissement de cette rupture permet l'élargissement de mouvements parcellaires à la subversion générale de la société. Nous ne participerons jamais à aucune initiative qui, pour s'intégrer à un mouvement social, transigerait sur la question du refus des nécessités économiques. La crise met plus que jamais à l'ordre du jour la critique théorique et pratique du monstre étranger aux hommes et *produit par eux*. La phrase sur « les dirigeants qui ne maîtrisent pas mieux que nous l'économie » manquait peut-être de nuances. Ce qu'elle visait était pourtant essentiel : pour en finir avec une vision simpliste qui concentre l'attaque sur les méchants dirigeants dupant les masses abusées, il faut montrer que c'est une dynamique sociale globale qu'il s'agit de contrecarrer et que l'activité même qui fonde l'identité ouvrière — le travail, est un élément essentiel de cette dynamique. La subversion de cette dynamique entraîne nécessairement l'attaque des dirigeants et de leurs différentes polices, mais elle ne se réduit pas à cela. Le dépassement



des luttes partielles, c'est la critique en actes du travail, de la capitalisation de la nature et des hommes, et du lien social fondamental, la valeur. Il y avait une continuité possible entre la condition faite aux Lorrains — celle d'une force de travail brutalement dévalorisée, et la remise en cause de cette condition, c'est-à-dire, des nécessités économiques — et donc de la valeur. C'était à nous d'exprimer la possibilité de cette continuité-dépassement. *Et c'était tout ce que nous avions à faire*, même si, surtout si cette possibilité apparaissait extrêmement réduite d'après ce que nous en savions dès avant l'enterrement du vendredi 13.

Telle est notre position générale quant aux actions et aux interventions possibles : face à des mouvements auxquels nous sommes largement extérieurs, nous ne pouvons qu'exprimer les conditions d'un dépassement qui nous engloberait. Cette expression peut prendre des formes plus musclées que celle de la diffusion d'un texte. Mais il ne faut pas nous leurrer. Bomber des slogans ou casser, ce n'est pas *en soi* l'assurance de sortir de la théorie. [...] Une diffusion de tract qui n'est pas inclue dans la pratique générale de ceux auxquels ce tract s'adresse, qu'est-ce d'autre que de la théorie ? Vouloir combler le fossé qui nous sépare — provisoirement, peut-être, d'un mouvement social à coups de slogans, ce n'est qu'une tentative magique pour sortir de la théorie. Ainsi, les slogans qui terminent le tract « La vie est ailleurs », ne sont qu'exhortations vides. Nous ne voulons diffuser ni mots d'ordre, ni revendications, si « radicales » fussent-elles.

Quand nous sommes dans un mouvement, nous nous efforçons d'en exprimer les tendances les plus subversives, et d'agir pour renforcer ces tendances : cela peut signifier s'assigner des buts précis et le proclamer. Mais que signifie aujourd'hui « cassons les forteresses syndicales », pour les gens qui distribuaient ce tract ? Ils n'étaient pas sidérurgistes et nullement liés par une pratique commune à des sidérurgistes en opposition à leurs syndicats. Quand à « l'exigence de vivre envers et contre les « mutations », avec ou sans travail, l'exigence de se loger avec ou sans salaire », qu'est-ce d'autre sinon la revendication du salaire garanti ? Car de telles exigences qui ne s'en prennent pas justement à la nécessité des mutations, à la nature du travail, à la question du logement telle que le capitalisme la

pose, de telles exigences ne peuvent aboutir qu'à la revendication d'un « droit » qui laisse intact ce qui accorde le droit. La communauté de combat entre différentes composantes du prolétariat est la condition nécessaire d'un combat communiste, mais elle est loin d'être suffisante. Ce qui compte c'est le *contenu* de ce combat. Ce contenu s'il est universel — c'est-à-dire critique même embryonnaire de ce qui unifie les hommes dans le capital : l'économie, le travail, la valeur — ce contenu seul peut vraiment unifier les différentes composantes, hors de cette impasse théorique et pratique : « l'autonomie du prolétariat par rapport au capital ». Quand des révolutionnaires lancent ce slogan, ils reprennent à leur compte la tendance la plus moderne du capitalisme : n'est-ce pas l'utopie du capital que d'être autonome par rapport au prolétariat ?

Notre refus de la revendication correspond à celui de toute forme de « programme de transition ». La logique de la revendication radicale, c'est une pédagogie : en posant des revendications simples reconnues par les prolétaires, on va les unifier contre le capital, et les prolétaires, parce que ces revendications sont inacceptables par le capital, entreront sans même le savoir dans un processus d'affrontement radical avec le capital et avec l'Etat. En réalité, les prolétaires ne se mobilisent plus sur un programme changeant leur condition dans le capitalisme. Mais ils mènent bon gré mal gré des luttes où la rencontre de l'impasse réformiste suscite des noyaux informels radicaux. Il n'y a plus de place pour de grands mouvements revendicatifs du type « congés payés » ou « semaine de quarante heures ».

Le deuxième point, essentiel du texte « L'économie nous rejette... », portait sur la critique des « souteneurs ». A chaque manifestation d'insubordination des ouvriers, des salariés et des autres, les souteneurs professionnels vont à la pêche aux militants. Pas nous. Pas vous non plus, nous le supposons, sinon nous n'envisagerions aucune espèce de collaboration avec vous. Quels liens pouvons-nous tisser avec des ouvriers en lutte ? *Aucuns qu'ils n'aient pas eux-mêmes aussi cherché à tisser* : condition nécessaire mais non suffisante. Car ce qu'il s'agit de rechercher, ce sont des liens non pas de solidarité, mais de *communauté*. Manifester une solidarité, c'est forcément manifester une séparation et sa pseudo-abolition par la magie de la réthorique révolutionnaire. Nous ne désirons nous retrouver avec des prolétaires en lutte que dans ce que nous aurons de *commun*. Quand la violence ouvrière déborde le cadre de l'usine et s'en prend aux forces de l'ordre ou aux marchandises, n'importe lequel d'entre nous s'intègre spontanément à la communauté de lutte qui se forme là. Quand elle s'enferme dans le cadre de la défense d'une entreprise ou d'un travail, nous ne pouvons participer à cette lutte que si par hasard, nous nous trouvons dans cette entreprise ou ce travail. Vouloir obtenir, *de l'extérieur*, qu'une lutte se dépasse, c'est rejouer le léninisme, non plus en tragédie, mais en farce. Une lutte partielle peut très bien créer les conditions d'une exigence globale, mais les révolutionnaires ne peuvent, par la seule magie du verbe ou de l'action exemplaire, provoquer ce dépassement. Leur contact avec le mouvement social n'a lieu que si celui-ci tend déjà vers une exigence plus vaste, une critique embryonnaire de la totalité, contenue même dans les gestes les plus simples. Tel était le sens de la dernière phrase du texte « L'économie nous rejette... » : « Leur point d'arrivée (c'est-à-dire la jonction des sidérurgistes et des autres prolétaires dans l'attaque contre la marchandise et la finance) sera notre point de départ, ou bien nous ne serons rien ».

Comme il était à craindre, ce fut le deuxième terme de l'alternative qui l'emporta. Nous avons assisté au chemin de croix d'une fraction de la classe ouvrière. Quelle classe ouvrière a été enterrée ce vendredi 13 ? Voilà pour ceux qui ont suivi l'enterrement depuis les trottoirs, un sujet de réflexion *commune*.

parler de la crise, pour quoi faire ?

I. *Question de méthode*

La compréhension d'une révolution future ne vient pas de la compréhension de la crise présente. C'est au contraire la compréhension de la révolution future qui doit nous permettre d'appréhender la crise présente. Autrement dit, *c'est l'analyse de la crise fondamentale que serait une révolution communiste, qui détermine l'analyse des crises du capitalisme*. En saisissant de quelle façon le monde continue, jusque dans la et les crises, on verra pourquoi il peut s'écrouler.

A la place des périodisations binaires, (tant que le capitalisme peut continuer/quand il lui devient impossible de continuer), mieux vaut une périodisation historique, basée par exemple sur les grands systèmes de production (de la manufacture à l'OST, et aujourd'hui ?). Quand Marx opérait la distinction soumission formelle/soumission réelle, il parlait du capitalisme de son temps et non d'une distinction entre son époque et une époque à venir radicalement nouvelle.

II. *Crise, automation et valeur*

Il n'y a pas de déterminisme technologique. La crise actuelle n'est pas due aux robots. Même du point de vue capitaliste, l'avance japonaise sur la France ne vient pas du nombre de robots, mais de leur efficience, donc des conditions sociales globales. Le texte de Saint James* décrit bien la crise de rentabilité. La crise vérifie la validité de la théorie de la valeur. Equipements vieillis, force de travail usée et rebelle, énergie plus chère, épuisement des satisfactions sociales entraînent des surinvestissements coûteux.

L'extension d'un machinisme automatisé ne supprime nullement la réalité du capitalisme comme univers de valorisation. « La combinaison de l'activité sociale » constitue désormais toute la force productive, y compris la science, la vie sociale, qui crée la richesse, et non plus le «travail isolé et direct » (*Manuscrits de 1857-58*, *Œuvres*, II, 308). Qui créerait la valeur dans un monde où ne resterait qu'un seul travailleur actif ? *Tout le monde*.

La nouveauté de l'automation n'est ni dans une soumission totale de l'homme à la machine, ni dans une déqualification généralisée. L'automation est plus un effet de la crise (et en particulier de l'action des salariés) qu'une cause, bien qu'elle aggrave la soif de capitaux souvent introuvables.

L'automation inserre l'« information », c'est-à-dire le commandement, dans l'acte productif, dans la machine même. Mais si l'on peut innerver ainsi le système productif, il faut encore savoir quoi produire et comment. Le XXe siècle finissant annoncerait l'émancipation par rapport à la nature, l'abstrait vécu par la transformation de tout en données numériques, la circulation de l'information devenant la base de tout. Cette image est et restera aussi fidèle à la réalité que les romans de Jules Verne à la réalité du XIXe. De toutes façons, la libération de l'énergie par le nucléaire et la réorganisation du système réclament des investissements *aujourd'hui* impossibles.

La perspective quasi certaine d'un chômage massif d'ici l'an 2000 n'est pas le point de départ d'une analyse. La misère noire après 1929 n'a pas entraîné de révolution, car les prolétaires se sont battus pour du travail et les droits du travail. Certes, la société reposant sur le travail en même temps qu'incapable d'en donner, révèle son absurdité. Mais l'absurde n'est pas un agent social.

III. *Il n'y a pas de néo-prolétariat et le capitalisme social n'est pas fini.*

Autrefois, réunis par le capital dans le travail et même à l'extérieur, les ouvriers tendaient à constituer un monde autre, à part, mais toujours fondé sur le travail. Le clacissme consiste à voir dans la lutte de classe un bien en soi. Le classicisme a fait faillite au XIXe et au XXe siècle et la communauté ouvrière décline. Sa dernière manifestation massive en France fut la grève des mineurs en 1963. On est passé d'une communauté basée sur une capacité concrète (le métier) à une communauté dans l'obligation de se salarier, sans reconnaissance dans une qualification quelconque. On n'est plus soudeur ou ajusteur mais agent de production ou opérateur.

Le travail ne peut plus être, n'est déjà plus *le* pivot social. *Mais une société peut intégrer des gens sans leur offrir du travail.* L'intégration n'est ni économique, ni politique, ni culturelle mais les trois. Une société peut très bien intégrer des masses de chômeurs à vie. Mais ce qui est vrai pour les Noirs des Etats-Unis ne pourrait l'être pour la société américaine tout entière. L'exemple étasunien offre une image de l'avenir : une minorité, problablement importante, vivra en marge des activités régulières du reste de la société.

Le problème n'est pas le nombre de chômeurs, mais l'équilibre entre les couches. L'OST n'a pas transformé tout le monde en OS et recouvre une grande variété de formes. *Le développement de la précarisation est important en ce qu'il transforme la relation au travail de tous, travailleurs et non-travailleurs.* On peut certes objecter que la précarisation et l'hétérogénéité de la classe ouvrière ne sont pas si nouvelles que cela : les usines américaines du début du siècle étaient de véritables tours de Babel. Néanmoins, la particularité de notre époque est que la tendance la plus novatrice surgie de la crise ne peut qu'accentuer précarisation et chômage. Il faut pourtant se garder des conclusions hâtives.

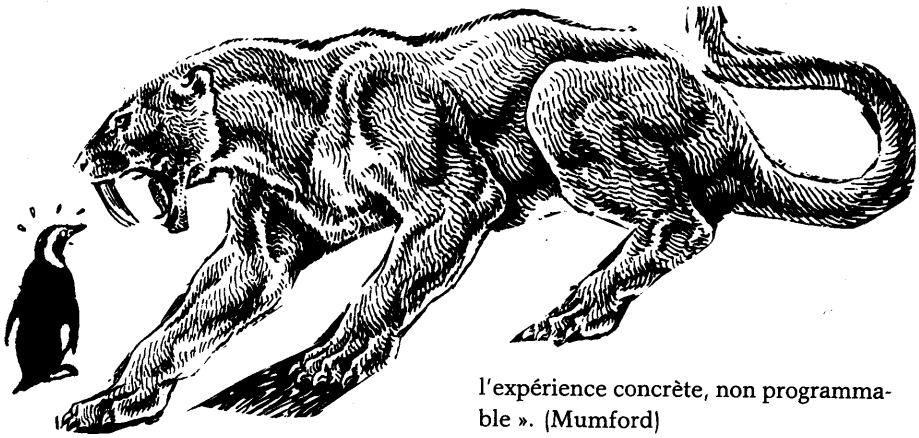
Pour le moment, on n'assiste ni à la fin du capitalisme social, ni à son éternisation par l'affirmation d'un programme social-démocrate ou PC. Nous vivons à la fois le maintien de ce capitalisme et la tentative d'émergence d'autre chose, qui pourrait très bien coexister avec lui. La vraie limite de l'automation actuelle est qu'elle suscite des *procédés* plus que des *produits*. Elle n'a pas fait naître, jusqu'ici, de nouveau mode de vie et elle ne liquide pas la société d'assistance, elle développe même une paupérisation assistée. Thatcher, Reagan, tous les capitalismes nationaux taillent sans pitié dans les programmes sociaux mais conservent une aide sociale rognée.

L'important, c'est que le capitalisme n'offre plus une situation dynamique à la masse (pas à tous, bien sûr) des salariés. C'est cela qui compte pour nous, et non une misère rampante. De l'insatisfaction qui découle de cette situation peut naître quelque chose. L'insatisfaction n'est que l'expression affective

d'une pratique qui se forme encore mal. Ce n'est pas dans l'exclusion radicale ou dans la pauvreté que se fera quelque chose. Illusion de situations enfin pures et radicalisantes ! La chance d'un mouvement communiste éventuel, c'est cette situation entre deux phases, pendant laquelle le capitalisme peut dévoiler davantage ses contradictions.

La distinction précaires/non-précaires peut induire en erreur si l'on oublie que les uns comme les autres font face à une même réalité de fond. Ils se battent à partir de leurs conditions, et comment faire pour que leur lutte aille au-delà d'un réaménagement de leurs conditions ? La révolution communiste n'est pas l'émergence d'une couche particulière posant son problème particulier, d'ouvrier ou de chômeur. Quand le prolétariat se pose comme tel face au reste de la société, il n'est ni un mouvement d'exclus se reconnaissant dans leur exclusion et agissant en fonction de cette seule détermination, ni un mouvement de travailleurs se définissant par le travail. La révolution ne se fait qu'à travers l'éclatement des communautés partielles. La violence antisyndicale et antiréformiste de Talbot-Poissy ne suffit pas : les immigrés se sont avant tout conduits en travailleurs licenciés, d'où leur exigence de droits. Une communauté se battait sans pouvoir s'ouvrir sur d'autres. On restait dans des actions redresseuses de tort. Le mouvement communiste est au-delà des droits. Il ne saurait y avoir de mouvements révolutionnaires sans des refus des conditions faites aux prolétaires mais ces refus, malgré leur virulence, ne sont pas le mouvement communiste qui, lui, balbutie autre chose que le capitalisme.

Le capitalisme tend, et *tend seulement* à supprimer les prolétaires. *Mais de la négation des prolétaires par le capitalisme, on ne peut déduire l'auto-négation de leur condition par les prolétaires eux-mêmes.* La



négation capitaliste des prolétaires peut les pousser à revendiquer leur être de prolétaire et à s'y enfermer. La négation peut même aller jusqu'à l'anéantissement (guerre...) sans que les prolétaires réagissent par la révolution. Ce n'est ni la paralysie possible de la production par les actifs, ni celle de la circulation par les exclus, qui font le mouvement communiste, mais la capacité de se diriger ailleurs que dans la voie capitaliste. La destruction de l'économie et du travail sera faite en commun par des ouvriers sortant de l'entreprise et par des non-travailleurs intervenant sur les lieux de production.

IV. *Critiquer le contenu du nouveau mode de vie capitaliste*

Ce qui frappe dans les commentaires des révolutionnaires sur la crise, c'est qu'ils laissent la critique du contenu d'un nouveau mode de vie capitaliste à des écologistes, des biologistes, etc. Le machinisme a toujours buté sur la difficulté à intégrer l'expérience humaine. C'est une limite sociale : le maître ne peut faire à la place de l'esclave. Le capitalisme n'a jamais inclus vraiment la vie dont il se nourrit. L'ordinateur tend, et tend seulement, à dépasser cela, en incorporant en quelque sorte la classe dirigeante dans la machine sous forme de code. Mais, n'étant pas précisément un être vivant, l'ordinateur ne peut prendre en lui « l'influx régulier de l'expérience concrète, non programmable ». (Mumford)

L'automation incorpore la capacité de réaction humaine dans le mécanisme productif tout en la limitant. Elle a accéléré son absorption par la machine tout en la tenant à distance. Car l'ordinateur, même de la « 5e génération » peut s'auto-corriger, non admettre un autre type d'organisation que le sien. Sa capacité à remplacer le traducteur serait un test : il ne le passera pas. Ou plutôt, s'il devait le passer, ce serait après le triomphe de la novlangue, triomphe qui n'est pas du ressort de l'ordinateur. Dans la production, l'intervention humaine reparaît avec l'atelier flexible (voir « Ouvriers et robots », Spartacus).

Ni l'amélioration des conditions de vie après 1850, ni le dérivatif politique fascisme-antifascisme après 1930, ni la consommation spectaculaire après 1950, n'auraient suffi à intégrer tous les prolétaires. Il fallait une perspective sociale unifiante. Comment le capitalisme dès à présent réunit-il les quatre composantes ? Question plus centrale que celle du nombre de chômeurs. Il faut faire, à la période charnière où nous sommes, la critique d'un nouveau système de vie, critique du même type que celle de l'IS dans les années 60 contre la société de consommation alors à son apogée. *Le monde informatisé, c'est aussi l'individualisation accrue de la vie,* parallèlement à la connexion de moyens de communications qui mettent en commun des êtres et des activités séparés.

En 1979, lors de la venue des sidérurgistes à Paris, ceux qui voulaient en découdre avec la police et casser des vitrines étaient suffisamment nombreux pour s'imposer contre le service d'ordre de la CGT. Ce fut une camionnette de sidérurgistes lorrains qui transporta l'essentiel du matériel qui fut utilisé contre la police, et même par moments contre les syndicats. Il n'est pas étonnant que tous les non-sidérurgistes qui partageaient la même rage que les Lorrains aient pu aisément les rejoindre. En 1984, les représentants de l'autonomie qui ont défilé dans la manifestation reconnaissent eux-mêmes que ce n'était qu'en raison de leur nombre dérisoire que la CGT les a tolérés. Dans *LB* n° 2, nous regrettions que « notre courant » ne se fût guère exprimé *dans* la manifestation du 23 mars 1979. En 1984, notre courant était sur les trottoirs. Souhaitons que nos principes d'action aient l'occasion de trouver une vérification moins déprimante.

Pour quitter le domaine des souhaits et entrer dans celui de la prévision, il faut mener une réflexion sur la restructuration.

Fin décembre 83, nous avons écrit aux participants à la réunion de rédaction du tract « Marcher pour l'égalité... »

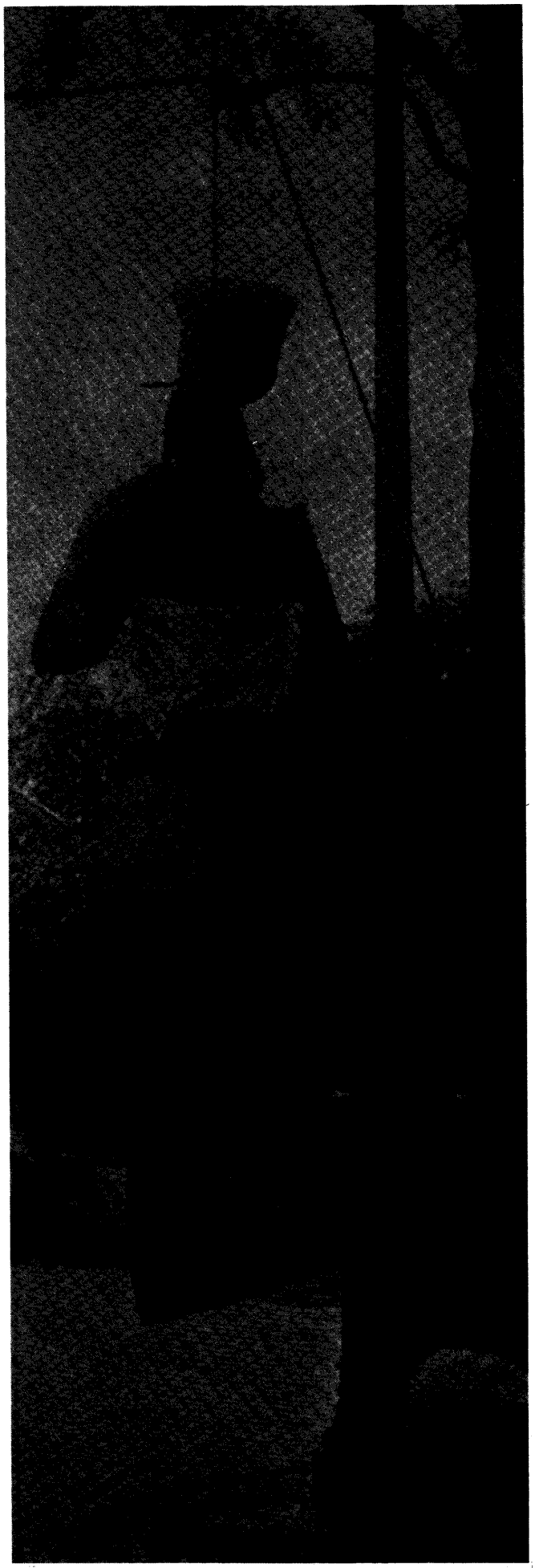
en leur proposant un cycle de réunions régulières « sur des sujets comme l'immigration, mais aussi le terrorisme ou la guerre. » Très vite, ces réunions ont tourné autour du thème de la restructuration, et aucune convergence ne s'est dessinée. Pour ne pas « sombrer dans le bavardage », comme il était annoncé dans notre réponse à l'« Appel... », nous avons mis fin pour l'instant à ces réunions, en nous réservant de nous revoir sur des sujets plus précis, comme ceux évoqués plus haut. Le texte qui suit, présenté à la discussion sur la restructuration, doit être lu comme la première esquisse d'un article à paraître dans le n° 4 de *La Banquise*. (Le texte initial a été légèrement modifié.)

Quelle classe ouvrière a suivi son chemin de croix le vendredi 13 avril 1984 ? La possibilité de répondre à cette question recoupe celle de nous fondre un jour dans une communauté de lutte bien plus vaste que l'éphémère communauté de pingouins rassemblés sur *La Banquise*.

Le 28 avril 1984

* Pour obtenir le texte intégral de l'« Appel » et le *Bulletin de correspondance* n° 0, contenant les premières réponses, écrire à : D. Gontarbert, 18, Bd Soult, 75012, sans autre indication.

* Nous avons supprimé les redites par rapport au texte de la réponse à l'« Appel... »



« *La classe la plus nombreuse et la plus utile de la société est sans contredit la classe des ouvriers. Sans elle les capitaux n'ont aucune valeur. Toutes les classes s'appuient sur elle [...].* »
L'Artisan, journal ouvrier paru à Paris après 1830.

les révolutionnaires ont-ils une contre-révolution de retard ? (notes sur une classe impossible)

1. *définir le prolétariat, pour quoi faire ?*

Tout ce que nous disons n'a de sens et d'intérêt qu'en fonction d'une réalité qu'il n'est pas facile de fixer dans une définition simple, immédiatement accessible à ceux qui sont porteurs de cette réalité. C'est l'ironique paradoxe de la théorie révolutionnaire, présent dès ses origines. Les écrits de Marx abondent en formules surprenantes, dès qu'il s'agit de définir le sujet révolutionnaire : **« une classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile »** (*Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, Gallimard, *Œuvres*, t. III, p. 397). **« La classe qui, dans la société, n'a plus rang de classe et n'est pas reconnue comme telle : dès maintenant, elle marque la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., au sein même de la société présente »** (*Idéologie allemande*, Gallimard, *id.* p. 1123). Pour obscures qu'elles soient au premier abord, ces définitions se sont montrées bien plus fécondes que la simple égalité avec laquelle elles voisinent chez le même Marx : prolétaires = ouvriers. Les définitions qui rendent compte de la nature contradictoire du prolétariat reflètent ce qu'il y a de plus profond, et de plus profondément neuf dans le travail de Marx et dans la théorie révolutionnaire en général. La nouveauté nous apparaît aujourd'hui plus neuve que jamais, car la contradiction n'a pas cessé de s'approfondir, et de s'étendre : la condition prolétarienne tend à s'imposer à la grande majorité de l'humanité et l'activité contradictoire du prolétariat ne cesse de répandre ses produits minés sur la planète. En même temps, le prolétariat en tant que tel ne s'est guère manifesté ces dernières années. Approfondissement de la contradiction prolétarienne et faiblesse des attaques du prolétariat expliquent la crise actuelle du communisme théorique, où l'on voit les uns abandonner toute référence à la lutte de classe et les autres se raccrocher à un effort de formulation qui peut ressembler parfois à de la scholastique. Nous allons prendre le risque de nous exposer aux deux reproches à la fois.

Toute la difficulté vient de ce que la dynamique qui définit le prolétariat est celle de son autonégation. Il n'est pas aisé de saisir dans la réalité une entité dont le maximum d'existence consiste à s'abolir ! L'effort de saisie théorique anticipe sur l'effort de saisie du prolétariat par lui-même. Seule cette réalité à venir donne au fond son sens à l'effort théorique. Et cet effort qui ne contient pas en lui-même son propre sens est pourtant doublement nécessaire. Nécessaire parce que si nous n'avions que notre subjectivité pour nous dire que ce monde est lamentable, il n'y aurait même plus à parler de mouvement révolutionnaire mais de poésie ou de mystique. Doublement parce que la définition du prolétariat étant celle de la dynamique de sa détermination fondamentale, elle est forcément analyse de la révolution à venir, elle-même indissociable d'une analyse de la période. On ne peut parler du prolétariat aujourd'hui comme on en parlait en 1840 ou en 1960.

Pour rompre avec le subjectivisme, il ne suffit pas de le vouloir. Le refus viscéral du monde, s'il est notre point de départ, n'est pas une garantie de la justesse de nos points de vue. Mais la pure cohérence théorique non plus. Après tout, et comme toutes les grandes constructions paranoïaques, la cosmogonie du président Schreber* donne, elle aussi, une forte impression de cohérence interne. C'est dans la pratique que nous pouvons commencer — mais *seulement commencer* — de vérifier que nous ne délirons pas. Dans sa pratique, l'Eglise de Scientologie « vérifie » tous les jours la justesse de ses vues (elle obtient d'indéniables succès dans la lutte contre la drogue et le mal-être de ses membres !) mais ce sont chaque fois des vérifications partielles, dont le sens général échappe aux scientologues. La vérification générale de la validité de la théorie, c'est la révolution communiste. Elle seule arrache tout à fait la théorie à la subjectivité des théoriciens. S'il veut aller au bout de lui-même — et non se résoudre en une manière parmi d'autres de supporter ce monde — le refus viscéral du monde doit se donner une forme qui l'intègre aux forces qui détruiront le monde. Il n'empêche que, sans subjectivité révolutionnaire, il n'y aurait pas de théorie révolutionnaire.

La théorie révolutionnaire n'est pas une science — et c'est tant mieux, car c'est une raison de plus pour qu'elle ne soit pas digérée par le capital. La dimension subjective de la théorie n'est que le reflet d'une pratique humaine qui se cherche et se pense mal dans un langage dominé. Elle ne prouvera tout à fait sa validité qu'au moment où elle sera devenue inutile, elle n'est donc qu'un ensemble d'approximations. Cette banalité — antidote à bien des prétentions — il ne faudrait jamais la perdre de vue quand on lit cette revue — et les autres.

Nous parlons du prolétariat comme d'un rapport social, d'un mouvement qui accéderait à l'existence maximale en

* Le président Schreber, sur lequel Freud glosa, écrivit un gros ouvrage pour expliquer que Dieu complotait de le transformer en femme.

se niant. Métaphysique ? Théorie d'un absent ? On peut s'interroger. Mais personne ne parle de métaphysique quand on prononce le mot « crise ». Où est pourtant la réalité palpable d'une crise, d'une révolution (pensons aux mouvements passés), voire d'une évolution historique ? Ces faits sociaux ne se mesurent pas — on ne comptabilise que leurs effets. Le prolétariat n'existe que comme association. Etre prolétaire, c'est être associé — même de force : rien à voir avec les groupements affinitaires fondés sur une subjectivité. Etre prolétaire, c'est être d'emblée, avec d'autres hommes, dans une association, une relation différentes de celles du petit paysan, du commerçant, de l'enseignant... Plus son travail est dépourvu de sens, plus le prolétaire sera amené à penser que l'accumulation de travaux au sein desquels l'activité humaine est dégradée confère un sens à chacun de ces travaux.

Mais on découvre que c'est une arme à double tranchant : l'association capitaliste n'est pas le chemin qui conduit à l'association communiste. Lénine en faisait le terrain par excellence du mouvement socialiste parce qu'il donnait pour buts ultimes à ce dernier la création d'un vaste monde industriel et démocratique et, pour but provisoire, la création d'armées industrielles. Cent ans d'échecs devraient avoir suffi à nous apprendre que la révolution n'est pas l'association ouvrière se dressant contre le Capital, c'est une association *d'emblée* plus qu'ouvrière qui dépasse *d'emblée* le cadre de l'entreprise, qui suppose l'existence et l'interpénétration d'autres associations... C'est dans ce d'emblée que gît toute la difficulté.

2. *la double nature du prolétariat*

Le mot prolétariat désigne des hommes pris dans la dynamique d'un rapport dont ils sont l'un des termes. Il désigne tout à la fois les hommes et le rapport, celui-ci étant la détermination fondamentale de ceux-là qui agissent en fonction de cette détermination. Pour les besoins de la démonstration, il peut arriver qu'on emploie le mot tantôt pour désigner les hommes, tantôt pour désigner le rapport, mais il ne faut jamais oublier que les hommes sont définis par le rapport, ni que le rapport, ce sont des hommes qui en sont porteurs.

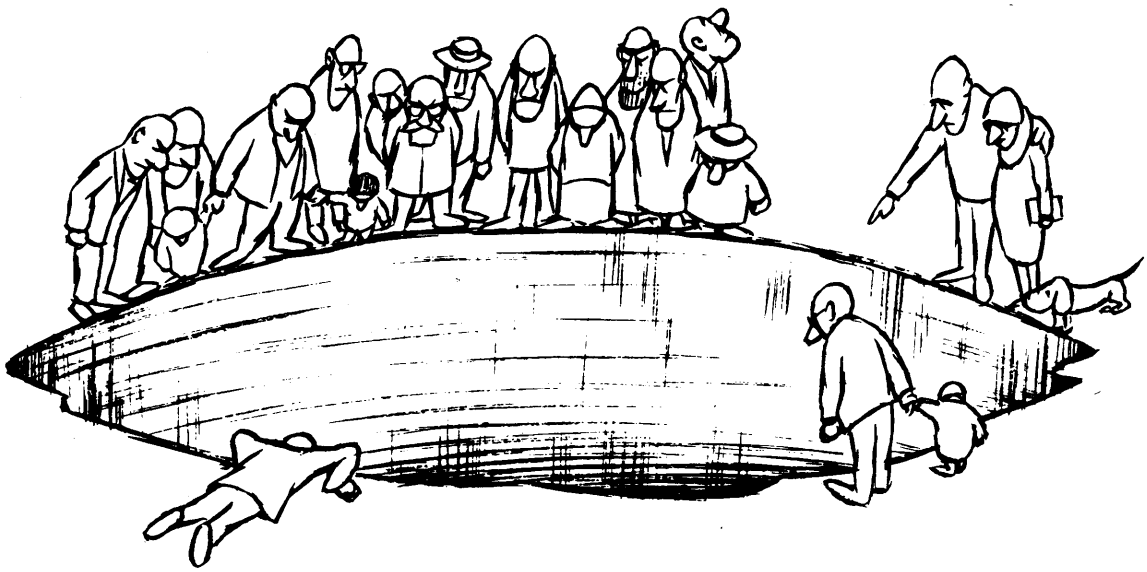
« Le prolétariat n'existe pas à l'état d'entité observable et descriptible comme la majorité des faits sociaux. Le prolétariat est un rapport avec le capital. C'est le rapport le plus important au sein même du capital, le plus important rapport interne au capital. Le prolétariat est un rapport du capital avec lui-même. »
(P. Nashua, *Perspectives sur les Conseils, la Gestion ouvrière et la Gauche allemande*, p. 20, Editions de l'Oubli, réédité par Spartacus).

Contre l'ouvriérisme, il était nécessaire d'affirmer le prolétariat comme « ensemble de prolétaires agissant dans un sens communiste ». Mais, sous peine de sombrer dans la tautologie (Qui fera la révolution ? Le prolétariat. Qu'est-ce que le prolétariat ? L'agent de la révolution) il ne faut pas seulement chercher à définir le prolétariat par rapport au communisme, mais aussi par rapport au capitalisme.

Qu'est-ce que les prolétaires ? Qu'est-ce qu'agir dans un sens communiste ? Les deux questions sont nécessairement liées, puisque c'est à partir de la détermination prolétarienne que prend forme l'action communiste.

Les prolétaires se définissent par leur rapport avec le capital : ce sont des hommes que la production de valeur réduit à n'être qu'une force de travail. Au premier abord, dans le monde moderne, cette définition englobe à peu près tout le monde et personne. C'est la force du capital d'avoir fait de son rapport fondamental quelque chose d'impalpable. *Cette définition recouvre presque tout le monde* en raison de la généralisation du salariat et de la difficulté qu'il y a à isoler le travailleur productif du reste de la société. D'une part, l'extension de la condition salariale à la majorité de l'humanité, du moins dans les pays « avancés », rend plus facile la constitution de cette « classe la plus nombreuse » dont parlait Marx, tout en tendant à brouiller les idées quant à l'importance des différentes fonctions sociales. D'autre part, et toujours selon Marx, c'est aujourd'hui aussi bien l'ingénieur que l'ouvrier qui sont travailleurs productifs, et c'est l'organisation sociale dans son ensemble qui devient productrice de valeur.

Cette définition ne recouvre personne parce que la vie du plus misérable des prolétaires a d'autres dimensions que celles de sa force de travail et c'est d'ail-



leurs grâce à ces autres dimensions que la force de travail peut continuer à produire de la valeur.

Contre les tenants de la classe universelle, ou contre ceux qui veulent abandonner la lutte de classe au capital, il importe néanmoins de rappeler que l'exploitation n'est pas la même pour le cadre supérieur et pour l'OS et que le second voit son activité bien d'avantage enfermée dans la forme du travail. Enfin, si le cadre supérieur, dans la mesure où il organise le travail de l'OS, exerce une activité productive, l'OS, lui, joue un rôle spécifique dans la production de valeur.

C'est l'ensemble de la société qui produit de la valeur, mais il y a dans cet ensemble des couches sociales dont l'activité demeure au contact du support matériel de la valeur. Ce sont les couches les plus exploitées, toutes les autres participant à leur exploitation à des degrés qui varient selon la place qu'ils occupent dans la hiérarchie. L'extension du salariat ne doit pas nous aveugler sur cette grossière réalité : l'existence de gens dont l'activité immédiate reproduit les conditions matérielles d'existence de l'humanité et donc du capital.

Les salariés astreints à des tâches d'exécution connaissent de la manière la plus crue et la plus directe la condition prolétarienne qui s'étend ou menace de s'étendre au reste de la société. Force de travail sans cesse dévalorisée par le mouvement de la valeur qu'ils contribuent à produire, ils se trouvent au cœur de la contradiction capitaliste. Activité valorisante de la force de travail la moins valorisée, leur travail représente le plus petit commun dénominateur des activités dans le capital — leur équivalent général. Par leur position dans la production, ils peuvent mieux que d'autres la bouleverser. Ils jouent donc un rôle central dans la production du capitalisme aussi bien que du communisme. Par conséquent, si l'on ne peut le réduire à une identité sociologique, à une classe, le prolétariat naît d'abord de ces couches sociales-là et de leurs luttes.

Mais la dynamique productive n'est pas seule responsable du maintien du vieux monde. Elle se double d'une énorme inertie. En cas de dynamique révolutionnaire, il faudra peut-être que les employés jettent d'abord la paperasse par les fenêtres. Mais ceux qui sont au contact de la production des

choses — objets mais pas seulement — nécessaires à la révolution et à la vie humaine auront un rôle plus essentiel et plus central. La révolution ne sera pas une vaste aboulie. La révolution par l'inertie est aujourd'hui l'utopie produite par ceux qui sont du côté de l'inertie, ceux dont la fonction sociale parasite la production des choses qui nous font vivre. Evidemment, ces choses sont aussi ce que nous voulons changer mais on ne les changera qu'à partir de ce qu'elles sont. Sinon, ce ne serait pas le bouleversement mais la sortie du monde : une manière d'abandon général du capitalisme pour aller « ailleurs ». Déjà programme et revendication poétiques des artistes de la seconde moitié du XIXe siècle, le spleen, l'*anywhere out of this world*, ne sont pas un programme révolutionnaire.

Marx parle de changer le mode d'activité. Or ce mode est universel : le P-DG comme l'ouvrier et l'artiste y participent et le reproduisent. On peut raffiner à l'infini sur les considérations sociologiques : constater, par exemple, que le paysan petit propriétaire est exploité à la fois par le marché mondial et par son travail qui vide l'activité agricole d'une partie de son contenu. Mais quel est celui dont le mode d'activité s'impose à tous les autres ? C'est plutôt le mineur, le conducteur de locomotive et jusqu'à l'employé de bureau qui aide à gérer tout cela. Le P-DG et l'artiste peuvent toujours plus ou moins changer de vie — de survie — sans « changer la vie », sans changer ce mode d'activité. Le mineur, le mécanicien, l'employé n'ont pas cette possibilité. Certes, il y a quelque chose d'inhumain chez le P-DG, aliéné comme le mineur et peut-être davantage. Mais c'est parce qu'il intègre en lui l'humanité du mineur, parce qu'il concentre en lui l'écrasement de ce qu'il y a d'humain chez des milliers de mineurs. Le saucissonnage du temps dans la société — travail et non-travail, tranches de quotidienneté — dont sont victimes le P-DG, l'artiste et le mineur, ce saucissonnage est fondé d'abord sur celui qui découpe la vie — productive et non-productive — du mineur. C'est le travail qui fonde toute l'organisation sociale. Et l'extension du salariat signifie l'organisation de toute l'activité sociale sur la base du travail le plus contraignant. Dans ce monde qui est le nôtre Socrate aurait été professeur de CES. Sur cette base, le réformisme constate que tout est contrainte, autorité, gaspillage et exploitation et il ne cesse de proposer des remèdes qui ne changent jamais rien au fond. Pourquoi ce mystère ? Il faut aller chercher la réponse à la source, dans la nature même du travail aliéné. La suppression de l'aliénation ne peut partir que de ce qui est aliéné.

La question n'est pas celle du personnel du capitalisme (on sait qu'il trouve ses gestionnaires où il peut), elle n'est pas non plus celle du personnel de la révolution. Il s'agit simplement d'isoler (artificiellement, certes, en un mouvement d'abstraction provisoire nécessaire à l'analyse) le nœud du problème — le lieu où les hommes produisent leur inhumanité. C'est pourquoi — et c'est l'ambiguïté de tout ce qui précède — nous n'affirmons pas que la révolution sera le fait d'ouvriers plus que d'ingénieurs mais que les ouvriers et les ingénieurs feront la révolution sur la base d'une critique radicale du travail ouvrier, sur la base de sa destruction et, partant, de tout ce qui est construit dessus.

Que s'agit-il de changer ? Le rapport entre les hommes, le rapport entre les hommes et le monde. Le problème du « prolétariat » est donc celui de savoir s'il existe un groupe humain plus directement en rapport avec le monde. Un monde créé, bien sûr, par l'ingénieur comme par l'ouvrier, mais sans oublier que c'est l'ouvrier qui rappelle à l'ingénieur que l'humanité (y compris celle de l'ingénieur) est réduite à rien malgré les compensations et hochets — réduite à une force de travail. La condition même de l'exploitation de ces couches les plus exploitées — ouvriers, employés, salariés agricoles etc. — est que leur travail conserve à un degré ou à un autre un caractère de précarité — c'est vrai même en période de plein emploi, même dans le capitalisme d'Etat. Pour que le prolétaire ne dispose que de sa force de travail et de rien d'autre, il ne faut pas qu'elle lui garantisse automatiquement un travail, et donc une place dans la société. Le prolétaire est donc par défini-

tion un chômeur en puissance et le chômeur un prolétaire, aussi indispensable au capital que le travailleur. En admettant que la richesse humaine réside dans l'activité et donc dans les relations qu'implique cette activité, on a aujourd'hui plus que jamais le face à face dont parlait Marx entre des « masses privées de tout » et « toutes les richesses et la culture du monde ». Peu importe qu'on ne puisse mesurer le degré de valorisation qu'apporte le travail de telle ou telle catégorie de prolétaire. L'activité prolétarienne incarne visiblement une abstraction sur laquelle repose le plus réellement du monde la société : la mesure de toute chose par le temps consacré à la dépense de la force de travail. Mais le capital se nourrit de sa propre incapacité à réduire l'activité humaine au travail et donc l'activité du prolétaire ne se réduit pas non plus au travail. Le capital ne peut exister qu'en vampirisant l'activité humaine qu'il ne peut absorber tout à fait — c'est à la fois ce qui le dynamise et ce qui le menace : l'être du capital est un rapport contradictoire et le prolétariat est constitué par l'ensemble des individus et des couches sociales dont les luttes tendent à mettre en crise ce rapport contradictoire. Ainsi défini par tout ce qui précède on voit que le prolétariat n'existe que tendanciellement, on voit que le moment où il existe le plus est celui où il se nie dans la communisation du monde.

Qu'est-ce qu'agir dans un sens communiste ? Voilà la vraie question. Question qu'obscurcit l'idée d'un « germe du communisme » qu'il s'agirait à chaque fois d'isoler. Les luttes de classe, qu'elles soient sauvages (coulage, sabotage, perruque, etc.) ou revendicatives, ne sont porteuses du communisme que lorsqu'elles se dépassent. La résistance à l'exploitation n'est porteuse du communisme qu'au moment où elle se transforme ou tend à se transformer en attaque contre l'exploitation. Exploitation et résistance à l'exploitation font partie du fonctionnement normal du capitalisme et, quand la résistance s'y laisse résorber, on peut seulement affirmer que c'est le capitalisme qui est, dans son fonctionnement, porteur d'un balbutiement communiste. On ne peut dépasser le « revers obligé de l'exploitation » qu'en passant à l'attaque directe de l'exploitation.

Comment ? La difficulté de répondre à cette question, comme l'état de délabrement du mouvement révolutionnaire, tiennent aujourd'hui à ce que cette action, cette attaque contre l'exploitation, demeure terriblement embryonnaire.

Pour le capitalisme, le prolétariat n'existe que tendanciellement, dans la mesure où le capital fournit aux hommes, ou les laisse produire, des déterminations particulières (identité de nation, de classe, de culture...) qui dissimulent la détermination fondamentale qu'est le rapport travail/valeur tout en la nourrissant et parfois même en l'attaquant. Ce qui n'empêche pas ces déterminations particulières d'être à leur tour rongées par la valeur.

Pour le communisme, le prolétariat n'existe que tendanciellement, puisque la réalisation du communisme est l'abolition du prolétariat. C'est pourquoi, s'il se constitue à travers la lutte des classes de la société capitaliste, le prolétariat n'est pas une classe de la société capitaliste. Quand il se constitue contre le reste de la société, le prolétariat s'attaque directement à sa propre détermination de classe. Le prolétariat se constitue contre le reste de la société lorsque travailleurs, exclus du travail et déclassés plus ou moins volontaires s'attaquent à ce qui les unifie dans le capitalisme et contre lui : le rapport travail/valeur.

Le prolétariat est nécessaire au capital parce qu'il produit ce rapport social, la valeur, mesure de toute chose par le temps de travail. Le prolétariat est l'agent du communisme car plus les prolétaires se dégagent de leurs déterminations particulières, à partir de la lutte de classe, plus ils sont amenés à affronter leur détermination universelle. Producteurs et prisonniers d'un rapport fondamentalement inhumain, ils ne peuvent se poser face à la valeur sans s'y opposer ; ils ne peuvent se déterminer comme force de travail sans rompre avec le travail. Cette saisie n'est pas — pas seulement — affaire de conscience. C'est avant tout une pratique, née de la contradiction entre les déterminations particulières, aliénations particularistes des richesses humaines (les communautés, etc.) et la détermination universelle de la production de valeur, aliénation de l'activité humaine qui s'est emparée de toutes les richesses du monde. Placés par le capital dans une situation d'universalité, dans « une existence qui se rattache directement à l'histoire universelle », les prolétaires longoviciens s'opposent aux conséquences de cette situation à partir de déterminations particulières — leurs attaches à un sol — mais dans ce mouvement, ils commencent à saisir qu'ils ont perdu toute autre qualité que celle de force de travail surnuméraire. En se posant en hommes sans qualité face au reste de la société, les ouvriers de Longwy pourraient attaquer le scandale de leur réduction à une force de travail, sinon, ils ne pourront que se replier et se perdre dans l'identité ouvrière.

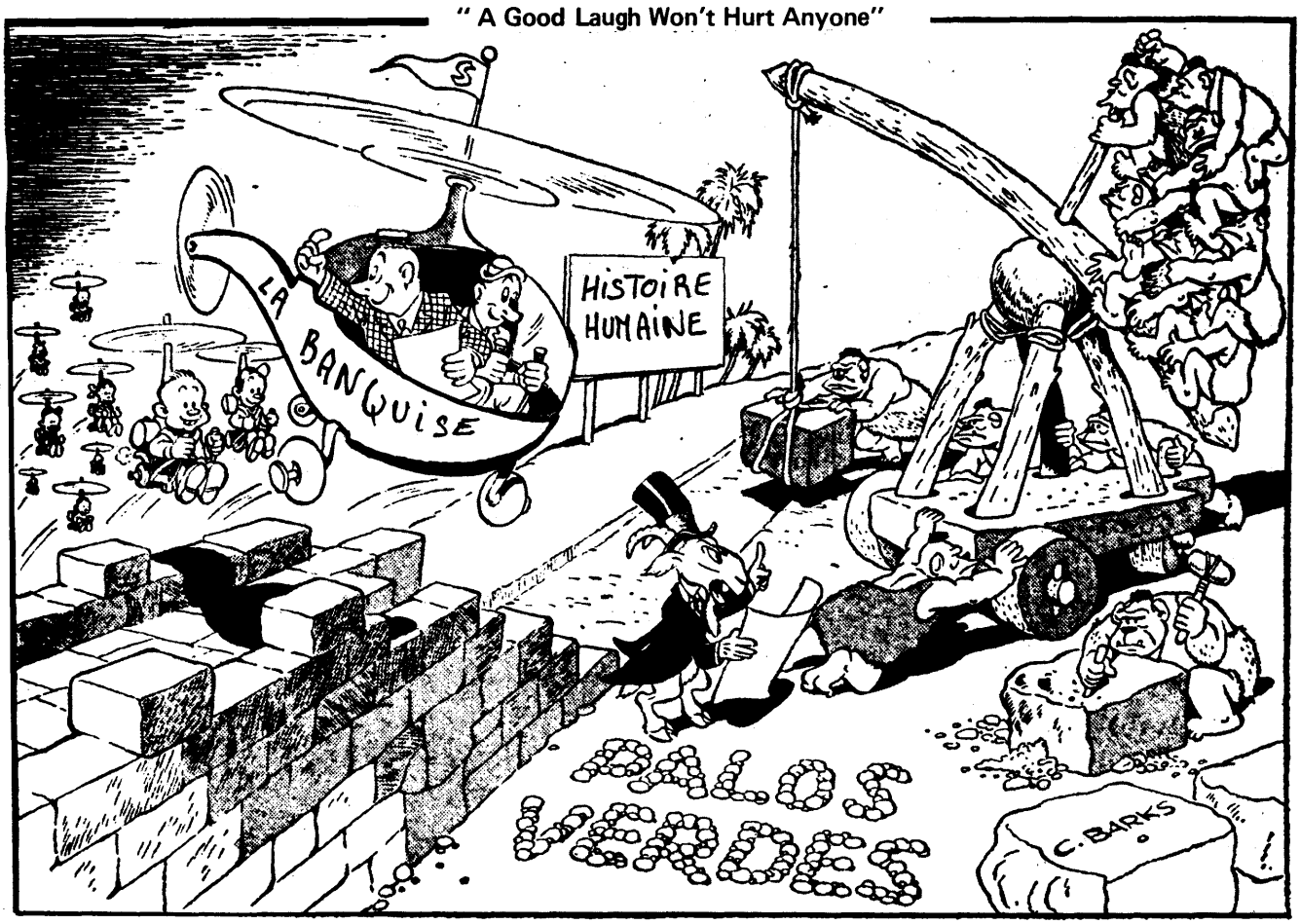
3. *le capitalisme, concentré de l'histoire humaine*

Parce que nous envoyons des engins à des milliards de kilomètres de la terre, il est facile d'oublier les racines matérielles du monde actuel. Etre communiste, c'est considérer que la première et peut-être la seule richesse est dans les relations humaines et en faire découler tout le reste. Or, on s'aperçoit que tout ce qui est commun dans l'activité humaine échappe aux êtres humains pour leur revenir sous la forme d'entités qui les écrasent : argent, travail, Etat... Pourquoi ?

Le marxisme a apporté une réponse qui rejoint le sens commun : parce que les hommes vivent dans la pénurie. Il faut donc l'abondance ! Mais l'âge d'abondance reste toujours à créer. C'est au contraire dans *l'activité* même des groupes sociaux d'il y a dix mille ans et moins, et non dans leur prétendue « pauvreté », que réside la cause de l'apparition de l'Etat, de l'argent, de la valeur.

Ces médiations que l'humanité a inventées peu à peu doivent bien remplir une fonction qu'on ne peut résumer ni par la gestion de la pénurie au profit d'une minorité, ni par le maintien d'un ordre qui s'avère chaque jour un désordre catastrophique. Il faut remonter le fil du temps et distinguer dans l'activité matérielle et sociale (qui sont une seule et même activité) ce qui a engendré ces médiations.

Les maux de la société industrielle étaient préparés par ceux des sociétés traditionnelles pré-industrielles — du moins la plupart d'entre elles. Il ne serait pas inintéressant de savoir comment s'est opérée la mutation vers le travail, très tôt, sur des millénaires, puisque les groupes humains les plus proches du communisme qui existent aujourd'hui n'ont survécu que dans des régions exceptionnellement protégées. Nous en savons plus sur l'activité déjà muée en travail que sur l'activité sociale totale,



« communiste » ou « générique », trop rare. Cependant, les sociétés de classe archaïques elles-mêmes gardent au travail une dimension qu'il perd sous le capitalisme. Même pénible, le travail y conserve une dimension sacrée qui dépasse son contenu et intègre le travailleur dans un tout. Il sert à assurer la reproduction d'un ordre du monde vécu comme religieux, c'est-à-dire où l'activité a son sens en dehors d'elle-même, dans une transcendance protectrice qu'il faut assurer. L'Empereur tient du Ciel le Mandat de garantir l'équilibre et l'unité du monde, en veillant aux rites qui assurent la fécondité du sol, l'entretien des digues, etc. Mais le cordonnier aussi fait plus que des souliers, son travail fait partie d'une totalité au sein de laquelle il prend un sens.

C'est là qu'on voit le reliquat mais aussi la perte décisive de ce que possédait de communautaire l'activité antérieure déjà disparue. La présence d'un élément commun est désormais liée à une transcendance : la communauté n'est plus celle des gestes des hommes mais seulement celle d'un tout cosmique. Certes, l'existence de celui-ci est plus ancienne et il était aussi présent dans les esprits et donc dans les comportements. Mais, désormais, cette totalité est hors de portée des hommes : la religion et le pouvoir en ont seuls la charge. Les hommes se sont émancipés de la nature et des superstitions qui faisaient d'un rocher, d'une source ou d'un arbre, le siège de forces occultes. Mais ils ont reporté leur croyance sur un groupe social ou sur un homme. La moindre dépendance locale s'accompagne d'une soumission de plus en plus lointaine, qui finira par se dépersonnaliser tout à fait dans le capitalisme.

Le processus d'autonomisation du travail a franchi une étape décisive avec le passage de l'agriculture à l'industrie comme activité centrale de la société. Pour l'homme ancien, le temps était rempli d'une totalité sacrée marquée par des fêtes et des rites qui assuraient sa permanence et son renouvellement. L'homme de l'industrie, lui, se substitue au temps, s'use à sa place, dans un travail désacralisé. Le travail a toujours un sens extérieur à son contenu, et même de plus en plus indépendant de ce dernier, mais l'extériorité est désormais profane, non divine. Le paysan exploité travaillait pour le seigneur, mais aussi pour le Seigneur. L'ouvrier moderne travaille pour gagner l'argent nécessaire à sa vie.

C'est une évolution qui s'est déroulée sur plusieurs siècles. En Europe centrale, du XIIe au XVe siècle, des associations d'artisans mineurs exploitent les mines. Elles disparaissent quand l'exploitation commence à se faire en profondeur. Les artisans ne sont plus en mesure d'assumer eux-mêmes la communauté de leurs activités : seuls des marchands ont le capital nécessaire aux investissements désormais indispensables aux travailleurs, qu'ils vont donc transformer en salariés. C'est alors qu'apparaît le mot allemand *Arbeiter* : celui qui travaille pour autrui, par opposition à l'ouvrier libre.

Les pays protestants découvrent ensuite le travail comme facteur structurant de la société et plus efficace que les liens de parenté ou la pratique religieuse. Le protestantisme achève la scission entre la religion et le mythe, isole l'homme, donne à l'individu le travail comme raison de vivre et fait du travail social la seule base de la collectivité. Hegel réserve au travail une place centrale, au moins aussi importante que l'histoire, dans son système philosophique. Sur ce point, il prolonge et synthétise les Lumières : avec les célèbres planches de *l'Encyclopédie*, la bourgeoisie du XVIIIe siècle fait le tour du propriétaire. Hegel décrit une progression

de l'animalité à la spiritualité qui repose sur le mouvement du travail conquérant le monde avant de se dématérialiser en art, philosophie, religion.

Les révolutions bourgeoises, et particulièrement celle de 1789, se firent au nom du travail contre l'oisiveté, de l'utilité sociale contre le parasitisme. Il n'est pas étonnant que la Révolution française demeure la grande référence de gauche et même d'extrême-gauche (voir les théorisations trotskistes sur Thermidor et le bonapartisme). Toutes les contradictions dont vit et meurt la gauche sont déjà dans cette révolution qui l'emporte grâce à l'élan des masses et qui, incapable de les satisfaire, finit par les combattre. Les contradictions de la Montagne et du jacobinisme se répètent dans l'idéal impossible d'une démocratie des petits, d'une autogestion de la République éliminant le Mal (les riches, les immoraux, les marginaux oisifs, les asociaux sans amis comme disait Saint-Just), au profit du Bien (le peuple pas riche mais pas trop pauvre non plus, le bon travailleur honnête et moral).

« *Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.* »
Frontispice de L'Artisan.

Le capitalisme moderne réalise donc l'idéal séculaire d'une société reposant sur le travail. Transcendance profane, c'est-à-dire non plus extériorisée en un dieu ou un principe du monde, mais intériorisée par la société, le travail constitue une communauté de l'immanence : les choses tiennent désormais par elles-mêmes, par leur mouvement incessant, qui entraîne tous les êtres de l'espèce dans une sorte de gravitation universelle.

La tendance apparue depuis à peine quelques siècles s'est réalisée. Autrefois, les êtres et les groupes humains étaient déterminés par un ou des traits spécifiques. Aujourd'hui, tout se détermine par rapport au capital, qui recentre sans cesse tout autour de lui.

4. *le mythe de la crise mortelle*

L'idée de la crise mortelle finale ne s'est jamais imposée ni à Marx, ni à Lénine, ni à Luxembourg. Marx a toujours cru que c'était dans les mouvements ouvriers que gisait la possibilité de la révolution. Au sein de la social-démocratie, on prévoyait qu'une crise inéluctable surviendrait *un jour*, mais aucune crise économique ne fut jamais présentée comme la dernière. Dans l'« ère de guerres et de révolutions » qu'annonçaient Lénine et Luxembourg, ils ne voyaient poindre aucune impossibilité technique pour le capital de fonctionner. La thèse d'une crise mortelle dont l'issue serait nécessairement soit la révolution, soit la barbarie (car ses tenants ne donnent pas dans un optimisme béat peu soutenable à l'époque) naît après 1920, quand il devient justement difficile de croire aux vertus révolutionnaires du prolétariat. La faillite de l'espoir de 1917, survenant après la débandade de 1914, incite à croire à la nécessité d'un stimulus économique qui pousserait le prolétariat à cette révolution qu'il renâcle tant à faire.

Aujourd'hui la tentation est forte de reprendre l'idée d'une crise finale en l'étendant ou en la déplaçant au niveau social : le capital étant censé ne plus pouvoir élargir son rapport social, on irait vers le communisme ou un totalitarisme exposé à des catastrophes écologiques sans précédent. Il faut pourtant rappeler que *la* crise du capitalisme, c'est son incapacité à intégrer sa contradiction fondamentale : les prolétaires dont il vit. *Les* crises qu'il connaît et celle, très grave, qu'il traverse en ce moment, ne deviennent fondamentales qu'en cas d'intervention communiste des prolétaires. *La crise fondamentale du capitalisme, c'est l'action prolétarienne qui s'attaque à son fondement.* Il n'y a pas de crise sociale sans un minimum de crise économique, qui crée un contexte favorable en ébranlant les bases sociales, en révélant les failles, en interdisant certaines formes de domestication. Il n'y a pas d'égalité garantie entre le niveau de gravité des difficultés économiques et celui de la capacité communiste des prolétaires.

Le communisme théorique n'est pas la théorie de l'effondrement du capitalisme, mais de l'émancipation humaine à laquelle le capital apporte malgré lui un nouvel élan. La théorisation des crises n'a pas pour but de prophétiser la fin prochaine du capital, mais de lire dans ses soubresauts les « conditions générales en vue de l'établissement d'une production communautaire » (Marx).

La limite du capital n'est ni économique, ni naturelle, elle est humaine. Il n'y a pas de stade suprême du capitalisme. Engels se trompait déjà en attribuant au chartisme des qualités radicales absentes, sous prétexte que les conditions de vie des ouvriers lui paraissaient trop affreuses pour qu'ils les supportent plus longtemps.

Les hommes ne seront jamais confrontés à un capital dominant tout, et donc « pur », suscitant contre lui un prolétariat tout aussi « pur » et donc enfin radical. La tentation de réduire la vie sociale à une mécanique surgit quand l'action humaine semble faire défaut. Elle est aussi trompeuse que la tentation inverse de nier le caractère objectif des phénomènes historiques en misant sur une avant-garde ou une prise de conscience.

Socialisme ou barbarie, apocalypse ou révolution : affirmer une telle alternative, c'est encore chercher une garantie de succès. En s'affirmant que si le prolétariat ne fait pas la révolution, ce sera l'enfer, on se masque toute possibilité d'évolution du capital et on pose, on se donne l'exigence d'agir tout de suite et radicalement. Cette alternative théorique déforme la réalité et impose dans la pratique l'alternative entre une obligation d'agir proche du militantisme, et le désespoir.

5. *quel monde refusons-nous ?*

Le capitalisme est indissociablement, *un monde de production matérielle pour la valorisation.* On se débarrassera de la valorisation en transformant la production matérielle. Les grandes entreprises, les chaînes, les énormes concentrations d'énergie, etc., s'expliquent principalement par le besoin d'économiser du temps. En créant d'autres relations nous pourrons les rendre inutiles.

Et réciproquement, les démanteler, saper les bases techniques d'un colosse industriel qui écrase sous lui les relations humaines, contribuera et forcera à l'extension d'autres rapports sociaux.

Il n'y a pas de déterminisme technique. Aucune production en série n'est, en soi, synonyme d'exploitation. Pas plus qu'aucun type de nourriture ne garantit un style de vie convivial ou en harmonie avec la nature. Le communisme n'accorde pas la primauté à la survie ou même à l'« équilibre » (défini par quel critère ? par qui ?) de l'espèce. Comment savoir si d'un point de vue technique, l'humanité de zombies dont rêve le capital ne serait pas la plus « équilibrée » et la plus apte à survivre ? Le communisme ne se confond pas avec un eugénisme. Il n'y a ni « bonne alimentation », ni « bonne » habitation, ni « bonne » technique en soi. Notre point de vue n'est ni celui de la technique, ni celui de l'éthique, mais celui d'une passion rationnelle.

Ce chapitre est fort succinct. C'est

qu'il y a là matière à développements essentiels qui prendront place dans les textes à venir...

6. *le problème et sa solution sont dans l'activité humaine*

Le capital vit de l'activité des hommes. Le besoin d'agir, de sentir, de créer, de participer, tout ce qui fait la « nature humaine » et anime le mouvement communiste, le capital a soif de tout cela ; il est cette soif et le désert où il l'égare. Voilà sa contradiction.

Il en résulte que le capital, réduisant toute activité quelque peu créative au travail salarié, joue sur l'attrait de cette activité emprisonnée dans le salariat. Une fraction non négligeable des travailleurs est amenée à ne plus « croire » à un travail et à le saboter quand c'est possible, et se trouve disponible pour l'action subversive. Mais une grande partie des salariés (parfois *les mêmes*) trouve d'autant plus de satisfactions relatives dans le travail, et de raisons de le supporter, qu'il reste dans le salariat une activité offrant un semblant de communauté. Pour beaucoup, dans une société qui interdit toute aventure qui ne se soit pas « éloignée dans une représentation », la seule aventure, c'est le travail. La faillite des idéologies, les fissures de la coquille protectrice de la famille, la déconfiture de la religion et de la politique transformées en spectacle souvent moins stimulant que les spots publicitaires, font de l'entreprise l'un des rares lieux collectifs où bien des gens ont le sentiment de *faire* quelque chose, de participer à une activité commune.

Le capital se sert du fait qu'il subsiste quelque chose d'humain, de « générique » dans le travail le plus dégradé. Il n'aurait pas triomphé depuis les années 20 sans ce mouvement où salariat et activité humaine se nourrissent l'un de l'autre.

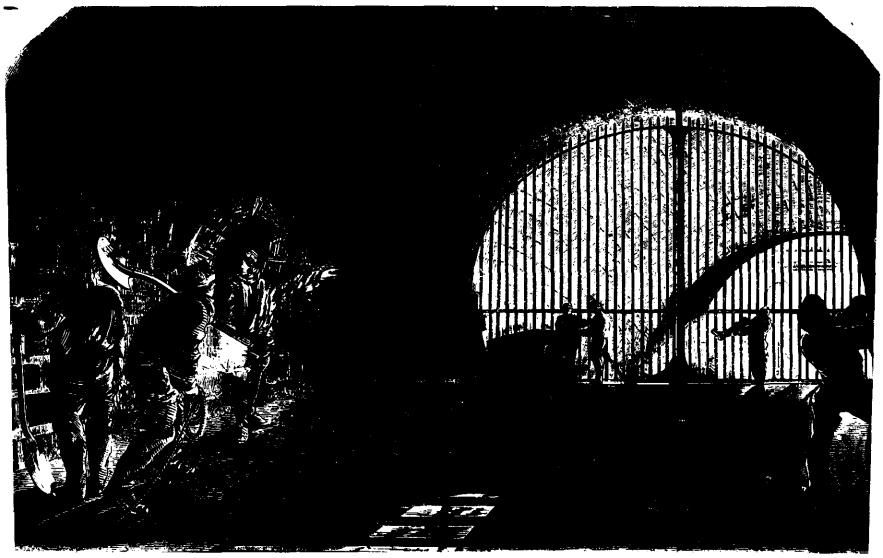
Parvenu à faire entrer les enfants à l'école et les adultes dans l'entreprise, le capital ne peut cependant intégrer la totalité de la vie humaine. Sa nature même le lui interdit. Car le capital n'achète pas le travail mais la force de travail : à l'ouvrier de la mettre en œuvre. Le salarié agit alors sous la contrainte du travail, mais c'est tout de même lui qui *fait* ce travail. Même subordonné « réellement », le travail garde une relative autonomie. Le même besoin humain essentiel pousse le « bon » salarié à accepter son travail en s'y conformant, et le « mauvais » à le subvertir, c'est-à-dire la plupart du temps en l'acceptant aussi en le rendant moins ennuyeux, voire « ludique ».

L'ouvrier du début du siècle pouvait saboter en conservant une fierté compagnonnique. Aujourd'hui, absentéisme et sabotage peuvent devenir des soupapes de sûreté supplémentaires. L'absentéisme massif dans certaines sociétés permet un second métier, au noir. Grâce à la perruque, l'ouvrier hongrois peut compléter son salaire et réaliser à l'intérieur du cadre de travail l'activité dont le travail le prive. La perruque, acte plus collectif qu'individuel, prouve que la mise en miettes du travail n'empêche pas un véritable savoir ouvrier et un contrôle plus grand qu'on ne le croit sur les conditions de production. Elle atteste aussi une « adhésion (...)au modèle ouvrier traditionnel, à la vie d'usine » (D. Mothé). L'ouvrier se démontre ainsi qu'il est capable de fabriquer quelque chose par lui-même, alors que le morcellement de son travail le persuaderait qu'il n'est rien sans l'être collectif de l'usine, en un mot sans la force autonomisée qui les met en branle, ses camarades et lui : le capital. Elle peut même devenir un rite d'initiation reconnu par la maîtrise.

Dans une grosse entreprise comme la nôtre, où il n'y a qu'un seul et unique syndicat — la CGT — la perruque, c'est aussi le moyen très individualiste de reprendre de l'autonomie par rapport au dialogue sans fin des deux institutions : le pouvoir patronal et le pouvoir syndical.

Un ouvrier, cité dans Le Monde, *16-17 novembre 1980.*

La perruque entraîne une activité qui anticipe le communisme. Mais la créativité est elle-même une condition du capitalisme, qui suppose l'intervention active de l'ouvrier, malgré et contre l'organisation capitaliste du travail, comme le montre Mothé dans ses articles de *Socialisme ou Barbarie*. Si Mothé voyait dans l'organisation ouvrière informelle un embryon de cette gestion ouvrière qu'il appelait de ses vœux, nous ne pouvons plus croire aujourd'hui que l'action autonome de l'ouvrier soit un embryon de révolte communiste, ou d'attitude communiste, alors qu'elle est à la fois cela et un produit, sinon une condition du capital. Il y a là un nœud que les prolétaires devront trancher pour que le conflit qui s'y est noué acquière une portée révolutionnaire.



Tout semble séparer les grèves ritualisées d'actes spontanés comme sabotage ou perruque. Mais ces actes sont aussi la forme moderne de la revendication prolétarienne, forcée par le capital, qui a transformé l'activité en moyen de vivre. La revendication ne porte plus simplement sur le salaire ou « les conditions de travail » au sens habituel restrictif. Elle s'adresse aussi à la condition *du* travail, elle surgit de l'action et de la réaction dans l'activité salariée. Le développement capitaliste force à agir dans toutes les dimensions de la vie humaine. On demandait plus d'argent et moins de travail. On demande en sus de l'« être » en récupérant une partie du « faire » interdit et volé à la fois par le salariat.

La réaction du salarié est comme son activité. Il refuse et accepte à la fois, pris malgré lui dans une révolte contre la valeur d'échange et la valeur d'usage de son travail, pour parler comme Marx : contre l'argent toujours insuffisant qu'il lui rapporte, et contre ce que ses actes deviennent tant qu'il se loue au capital. Quand il se bat au niveau exclusif de la

valeur d'échange, il reste dans le capital. Il n'y a là, comme le dit Marx dans une critique de Proudhon, que « le mouvement du travail dans sa détermination de capital ». La révolution serait la contestation en actes de la valeur travail. Le syndicalisme exprime et organise ce qu'il y a de non-communiste dans les prolétaires, qui ne sont pas extérieurs au capital. Ils pourront faire la révolution communiste parce qu'ils font le capitalisme.

7. *l'image d'un monstre*

Tandis que l'importance du travail direct décline dans la production comme dans la société (c'est parce que toute la société travaille) le lien entre l'énergie pompée aux hommes et son résultat (l'accumulation de biens, de machines, d'institutions qui nous écrasent et de loisirs qui nous divertissent) ce lien n'apparaît plus clairement. D'où l'apparition dans les têtes de l'idée d'un automatisme social.

La sensation d'être télécommandé est un produit historique récent. L'homme archaïque se concevait à la merci de forces divines qui commandaient sa vie, et identifiait souvent ses maîtres à ces réalités supra-naturelles. Au moins avait-il le sentiment, réel, d'une familiarité entre ses gestes quotidiens, la réalité qu'ils modelaient et le résultat qui en sortait. Un seigneur, un marchand pouvaient lui extorquer le fruit de son travail ; ce qu'on lui enlevait était au moins à lui, matériellement et dans l'imaginaire. Aujourd'hui, les métiers où l'on ne perd pas de vue le rapport entre le travail et son aboutissement sont l'exception.

Le capital nous écrase doublement. D'abord en nous maintenant dans cette situation. Ensuite, en nous distillant, quasi-naturellement, la croyance en un monstre automatique. *Comble de l'aliénation : oublier que ce monde est notre œuvre, que le capital est fait — et pourrait être défait par nous.*

On n'a jamais tant parlé de monstres que dans la société capitaliste. Autrefois, les mythes et les légendes regorgeaient de créatures fabuleuses. Aujourd'hui, on entend dire de plus en plus que c'est la collectivité humaine, notre vie, la société, qui seraient monstrueuses. Le capitalisme est bien un monstre au sens où le monstrueux combine des éléments réels en les recomposant de telle façon qu'on n'y reconnaît plus rien, et que les lieux, les actes, les êtres familiers prennent une figure effrayante. Il l'est aussi au sens où il mêle *indissolublement* (ce qu'aucune société d'exploitation n'avait fait auparavant) humain et non-humain, homme et machine, activité vivante et engin artificiel. Le capital n'est certainement pas monstrueux au sens où il aurait aboli ou absorbé pour de bon l'humain en lui.

Le capital a avec l'énergie humaine une toute autre relation que les autres modes de production. Il crée effectivement une société du spectacle comme l'avait pressenti Feuerbach. Il dépouille l'homme de son action et la lui renvoie recomposée par lui, alors que les systèmes d'exploitation antérieurs revenaient à extorquer un surproduit, le surplus d'un travail qui n'était pas bouleversé de fond en comble. Même les grandes sociétés esclavagistes ou « asiatiques », mobilisant des masses d'hommes innombrables pour des travaux agricoles ou cérémoniels, reposaient sur la vie des communautés villageoises de base : leurs entreprises gigantesques (construction de réseaux d'irrigation, de monuments, efforts guerriers) coexistaient avec les collectivités rurales sans les détruire. Le capital réorganise toute la vie du salarié, canalise sa créativité, suscite une passivité, une vie regardée et non agie, un monde de représentations et non d'actions — bien qu'en fait le salarié moderne ait potentiellement plus de moyens d'agir collectivement sur le système salarial que l'esclave égyptien sur le système pharaonique.

L'émergence d'une société « spectaculaire » est contenue dans la nature de l'échange. Quoi qu'on puisse dire de Marx, et nous ne nous privons pas de le critiquer, y compris plus loin, ses longs raffinements sur la théorie de la marchandise n'ont pas été écrits en vain. La polarité valeur d'usage/valeur d'échange implique que chaque acteur de l'échange oublie le contenu réel de ce qu'il offre pour ne considérer que celui de la marchandise offerte par son vis-à-vis. Il ne s'intéresse pas à ce qu'il a : ce qu'il a produit lui sert au contraire à *se représenter* ce qu'il n'a pas encore ; sa propre activité doit être oubliée au profit de l'anticipation d'une jouissance autre. En cela l'échange est le monde du différé, de l'imaginé, du promis, et non du réel, du tangible, du visible. Le capital, rapport social, ne se serait pas imposé aux hommes s'il n'avait pas exploité et décuplé l'imagination, le rêve, le lendemain. Par là, il a donné libre cours à l'une des caractéristiques humaines qui est, on l'a dit et redit, de toujours modifier l'être propre de l'homme, de chercher toujours le mouvement.*

Ce qui était vrai dans l'échange simple entre deux marchandises atteint des sommets avec le salariat. Là, c'est la totalité de la vie qui est niée, refoulée, huit heures par jour, par le salarié, qui ne le supporte qu'en imaginant ce qu'il fera grâce à cette activité devenue secondaire. Rares sont ceux qui prennent plus de plaisir à leur métier qu'aux loisirs qu'ils achètent, et dont la vie professionnelle stimule plus l'imaginaire que leur temps dit libre. Ceux qui vivent le moins cette séparation travail/loisir sont ceux qui s'identifient le plus au capital (les managers).

Cette perte de réalité, ce rêve éveillé généralisé, cet onirisme planétaire, a évidemment quelque chose d'horrible mais aussi de tendrement fascinant. Tendre comme le moment où l'on s'enfonce dans le sommeil, où les images se forment sans être vraiment du rêve. Il n'y a pas besoin d'être *punk* pour être séduit par l'horrible déperdition de réalité du monde capitaliste. Fourier, dont le système offrait un champ libre à la passion humaine pour la spéculation qu'il nommait cabaliste, conservait l'échange marchand comme garant d'une circulation des désirs et des pulsions anticipées. Inversement, dans certains textes bordiguistes — ne disons pas bordiguiens — sur le communisme comme abolition de l'échange, on peut noter un aspect dangeureusement *clean* et net, sans trop de mouvements, pas de désordre surtout, on fabrique le strict nécessaire, ça ira comme ça...

L'homme est un prématuré, ne naît pas armé pour la vie comme d'autres espèces. Le développement humain a coïncidé avec une préparation de plus

* Nous laissons de côté la question de savoir si c'est là une caractéristique qui durera autant que l'être humain.

en plus longue du jeune être à son entrée véritable dans la vie supposée réelle, « adulte ». L'interposition de médiations de plus en plus complexes et infantilisantes entre le jeune individu et la société, surtout quand ces détours prennent la forme du monstre-école de plus en plus dévorant, montrent à quel gaspillage inouï de richesses humaines on a abouti. Une sorte de paralysie fait qu'on se consacre de plus en plus à se préparer à vivre plutôt qu'à vivre. Là encore, l'anticipation se retourne et, loin de rehausser la réalité, la remplace. Tout devient répétition générale d'une pièce dont la représentation recule toujours.

Quoi qu'il en soit, si la société repose sur la socialisation de ses membres prématurés, ce passage suppose des rites, la transmission de codes. Dans les sociétés pré-capitalistes, ce sont des rites religieux. Le capital, créant un monde d'objets dont l'immanence suffit à assurer le lien social, a moins besoin de religiosité. La transcendance est transférée dans l'intercirculation des marchandises et des hommes-marchandises, et non plus dans la réalité externe par rapport à la société, bien que cette communauté d'objets, malgré son apparente familiarité, soit plus étrangère aux actes des hommes que l'étaient les dieux anciens. Par conséquent, dans un monde qui s'éloigne dans la brume, on a de plus en plus l'impression qu'il tient sans nous, sans personne, sans même ses soi-disant dirigeants : il tient tout seul. S'excluant de sa propre vie par le salariat, dans son travail comme dans ses loisirs marchands, le salarié a donc le sentiment d'une exclusion de fait par rapport à une société globale qui marcherait sans lui. Cette illusion d'un automatisme social conduit forcément à la conviction de son impuissance, personnelle et même collective (car où des atomes à la dérive trouveraient-ils la force de s'unir ?). A moins que cette illusion n'indique de fausses solutions. Ce qu'il y a de vraiment monstrueux, c'est qu'on ait tant de mal à se reconnaître dans le monstre : l'image du monstre, c'est la nôtre.

On compare mieux le capital à un cancer qu'à un robot : « ...le cancer — maximum d'aliénation — est la vie excluant la vie propre de l'être où il s'est développé... » (*Invariance*, III, n° 5-6, p. 102). Mais l'humanité n'est pas un être : c'est un ensemble de relations. Et le capital n'est pas la maladie dont le communisme guérirait l'humanité. Le communisme ne vient pas d'une intervention extérieure au capitalisme, car le capitalisme a besoin de la tendance au communisme, qui est inséparable de l'activité humaine dans le capital. Intégration et négation vivent l'une de l'autre.

En réaction à la tendance, qui fut aussi la nôtre, à voir la révolution un peu partout, nous avons opéré un renversement tel que nous savons aujourd'hui voir la contre-révolution dans certains actes des prolétaires, mais que nous ne savons plus y distinguer la révolution. Elle doit pourtant bien se trouver *presque* au même endroit ! C'est la question du travail, où le capital enferme contradictoirement l'activité vitale, qui permet de saisir comment révolution et contre-révolution peuvent s'accomplir à partir des mêmes acteurs, et des mêmes gestes.

8. *la classe ouvrière est-elle la seule classe dans l'histoire ?*

Si l'on définit une classe comme un groupe d'hommes jouant un rôle et ayant des réactions et des intérêts similaires par rapport à la production (définition du marxisme classique), les classes sociales « pures », apparaissent quand la production s'émancipe et tend à devenir le maître de la société, ce qu'elle n'a fait qu'au terme d'une longue évolution, avec le capitalisme moderne. Une longue histoire conduit à l'apparition de groupes sociaux entièrement déterminés par la production.

Quand on emploie le mot *classe* pour la première fois, à Rome, il désigne une catégorie fiscale : les citoyens sont répartis en classes selon leur fortune : les *prolétaires* étant ceux qui ne possèdent que leurs enfants *(proles)* donc les plus démunis. Comme on le voit, d'autres déterminations et, notamment la détermination de la famille, définissent la classe. Jusqu'au XIXe siècle, les classes sont des groupements à la fois économiques, sociaux, politiques et juridiques, se confondant, se superposant aux distinctions formelles des « ordres » des « états », etc.

Seul le capitalisme moderne crée les conditions de la fluidité sociale qui permet le passage d'une classe à l'autre, c'est-à-dire l'atomisation des individus et donc la domination de la détermination par la production. Il n'y a plus de communautés de « classe » fermées — ce qu'étaient les ordres et les états, mais la communauté du capital.

Après la fin des communautés archaïques, l'histoire ne se résume donc pas à la lutte de classes. La révolution communiste n'est pas le passage d'une domination de classe à une autre, même si la nouvelle classe dominante est censée se fondre rapidement dans l'humanité, absorbant en elle tous les êtres en les mettant au travail. Ces schémas ne font que reprendre ceux de la révolution et de la société bourgeoise, en les universalisant.

La « classe ouvrière » du XIXe siècle est la première classe au sens plein et moderne, au sens où la détermination par la production la définit entièrement. Ses membres sont «libres » de toute attache. Déracinés issus de plusieurs classes, les ouvriers de 1840 formaient un groupe répondant bien à la définition sociologique : ils ne tenaient un rôle social que par le salariat où ils entraient. Ils ne pouvaient se reproduire comme classe que par la médiation du capital. Ils avaient pourtant plus de liens avec des communautés antérieures encore vivaces, que les salariés actuels. Le travail salarié est resté longtemps pris dans des protections et des contraintes imposées par les statuts et les coutumes. Mais les ouvriers du début du siècle dernier avaient en commun ce que les salariés actuels, le plus souvent, n'ont plus : le travail manuel industriel, en même temps qu'une dépossession brutale récente.

Et la bourgeoisie ? Les frontières ont toujours été floues entre ce groupe et celui des anciennes classes dirigeantes, telles que la « noblesse » en Occident, elle-même plus statut que groupe socio-économique. Par leurs fonctions marchandes mais aussi juridiques (bourgeoisie des parlements en France), les bourgeois échappaient souvent à la délimitation étroite de classe : ils n'étaient pas seulement ceux qui possédaient les moyens de production.

On ne peut pas non plus parler de classe à la campagne avant l'époque moderne. La vie villageoise restait celle d'une communauté de familles évidemment dominée par les riches, mais les rapports sociaux, réglés par la coutume, interdisaient que l'intérêt des individus, quelle que fût leur place dans la production, l'emportât sur celui de la communauté. Le salariat agricole pur comme on le connaît en Occident est une exception historique. De même la classe des petits propriétaires ruraux ne fut une

entité historique que dans certains pays et à certaines époques.

Dans les sociétés pré-capitalistes, comme aujourd'hui dans les sociétés capitalistes archaïques (à l'Est et dans le tiers monde), l'Etat contrôle le développement des groupes sociaux, n'autorise pas l'individualisation d'agrégats qui ne reposeraient que sur une communauté d'intérêts internes à eux-mêmes. Dans l'univers pré-capitaliste l'Etat n'était pas le concentré de la société, sa force dynamisée, mais d'abord le garant de son équilibre. Ce n'était pas un appareil comme l'Etat moderne. Aucune instance sociale ne s'autonomisait.

9. *qui a théorisé la lutte des classes ?*

La définition des classes renvoie à la production. Tout est là. Quelle société, et, là-dedans, quel groupe, reposent d'abord sur la production ? *Ce ne sont pas les gestes de l'esclave ou du serf qui les distinguent du paysan libre, mais les rapports sociaux*. Or les rapports « sociaux », en dehors de l'acte « productif» lui-même, ont plus ou moins de poids, déterminent plus ou moins cet acte productif, selon la société. Esclave et serf sont dans une relation bien plus personnelle, dans une vie bien plus socialisée que le salarié, y compris à leur travail. On n'emmène pas ses enfants au bureau, on n'y amène pas ses amis.

Quand naît la sphère économique, on voit émerger des classes. Le critère de la propriété ou du contrôle des moyens de production n'a de sens que si l'usage de ces instruments est une activité séparée des autres, et ces biens des choses mobiles, transférables d'un individu à un autre, vendables, « libres ». Il ne pouvait y avoir d'économie en Mésopotamie, quand la Cité et le Temple possédaient l'essentiel des richesses productives. On parle de classe quand des êtres peuvent passer facilement d'une classe à une autre et des choses facilement d'un être à un autre. Il faut donc que les groupes aient des fonctions différenciées. Tant qu'il existe une société-communauté ou un Etat-communauté, on ne peut parler de classe véritable.

Par contre, si la différenciation des fonctions est rigide, et les êtres liés à une fonction par la naissance, on a apparition de castes qui ossifient la circulation des êtres et des biens, bloquant la formation d'une richesse marchande tendant à un capitalisme et à un Etat moderne.

On sait que le colonialisme anglais a renforcé le système des castes en Inde ; la fonction se fige alors en statut. Le Japon actuel compte encore plusieurs millions de sous-citoyens, les Eta, descendants de castes occupant des fonctions méprisées parce que jugées impures. On ne rencontre les Eta que dans les emplois les moins qualifiés et les moins payés.

Dans le même temps qu'il bloquait l'Inde, le capitalisme anglais créait les conditions d'une classe capitaliste moderne. Des entreprises comme les Compagnies des Indes produisaient « un capitalisme en rupture avec les habitudes marchandes » (Braudel), où le capital dépassait les actionnaires, devenait une puissance gérée par des administrateurs plus puissants que les propriétaires, en tout cas leur échappant. Seul l'Occident, jusqu'au XIXe siècle, créait ce capitalisme au-delà de la propriété familiale. On constate que la véritable classe capitaliste n'est pas la bourgeoisie traditionnelle mais le groupe des managers... salariés.

L'évolution n'était pas achevée au début du XIXe siècle, mais assez avancée toutefois pour que la bourgeoisie elle-même, surtout après la révolution française, ait besoin de découvrir les classes et la lutte des classes. Marx et Engels ont reconnu plus d'une fois leur dette envers les historiens bourgeois français à ce propos.

Michelet regrettera assez cette division en classes du « peuple » qu'il célébra, préfigurant la Gauche de toujours. Marx précise que la « découverte » de la lutte de classes n'est pas de lui. Engels a beau mettre une note, en 1888, corrigeant l'affirmation du *Manifeste* dont le début réduisait l'histoire à la lutte des classes, rien n'y fait. La vision courante demeure : la révolution prolétarienne, c'est la lutte des classes qui continue. Pourtant, si la bourgeoisie a déclaré la lutte de classe achevée après *sa* révolution, le communisme théorique ne se borne pas à affirmer la poursuite de cette lutte.

Le mouvement ouvrier organisé en partis et syndicats, lui, affirmera bien haut la lutte de classe. Il s'agira pour lui de prolonger une révolution bourgeoise indéfiniment perfectible, d'y ajouter un contenu ouvrier, social, démocratique, populaire. Tout cela lié à la conviction d'un développement capitaliste progressif, d'une industrialisation bienfaisante parce qu'apportant dans ses flancs la lutte de classe qui mène elle-même au socialisme...

10. *le prolétariat, négatif social*

Parallèlement, bourgeois et révolutionnaires, un peu avant le milieu du XIXe siècle, ont besoin de théoriser le « prolétaire » parce que la notion d'ouvrier ne suffit pas à comprendre le monde nouveau qu'ils ont sous les yeux. A partir de 1830, et en particulier après l'insurrection lyonnaise en 1831, on aperçoit autre chose dans l'ouvrier que celui qui fait une œuvre, on voit en lui plus qu'un travailleur manuel. L'idée d'un prolétariat, d'un groupe défini non par ce qu'il fait, mais par ce dont il est dépossédé, et donc par le refus de cette dépossession, surgit, y compris chez les bourgeois perplexes ou philantropes. *Ouvrier* renvoie à une réalité sociologique :

« *Se dit en général de tout artisan qui travaille de quelque métier que ce soit.* » (Encyclopédie)

Il ne suffit plus, comme Marat en 1790, d'évoquer « les classes inférieures de la société ». L'apparition du terme « prolétaire » s'inscrit dans une réflexion sur l'histoire, sur la perspective offerte par le capitalisme naissant et son éventuelle faillite. Dans le *Code de la Communauté* (1842), Dézamy nomme même « prolétaires les ouvriers des villes et les paysans des campagnes ». La définition socio-professionnelle ne lui convient pas. Pour lui, ils ne sont pas seulement, ou surtout, ouvriers et paysans. Il faut aussi un terme spécial pour les réunir sous ce qui leur est commun. Leur « travail dépend de causes laissées en dehors d'eux ». Un auteur postérieur écrira : « L'ouvrier naît prolétaire, meurt prolétaire ».

Contrairement aux classes en conflit dont parle Guizot, le prolétariat n'est pas seulement conçu comme groupe en lutte contre la société, mais comme groupe dont l'existence est déjà, en elle-même, un négatif de la société, sinon sa négation prochaine, la révélation du vrai visage de l'industrialisation et son remède.

Le prolétariat dont parlent les révolutionnaires, dont Marx, dans les années 1840, n'est pas constitué de la réunion des travailleurs manuels face à d'autres travailleurs ou non-travailleurs. C'est la

constitution, par le Capital mais contre lui, d'individus s'associant en communauté sans y être en tant que membres d'une classe sociologique : ils n'y apporteront pas la prétendue positivité du manuel face à l'intellectuel, par exemple. C'est la réunion de tous ceux qui sont niés, et les ouvriers de loin les plus nombreux n'en sont pas en tant qu'ouvriers, mais en tant que niés.

En même temps, ce regroupement (plutôt que groupe social) a pour lui le nombre : « une classe qui constitue la majorité de tous les membres de la société » (*Idéologie allemande*, 1845).

Ses membres sont au cœur de la société, alors que les exploités en révolte avaient surgi, jusqu'au XIXe siècle, à la périphérie des activités alors les plus importantes (esclaves, artisans).

11. *la classe ouvrière, incarnation du prolétariat au XIXe siècle*

Marx et les autres radicaux vont identifier cet « ensemble » à la classe ouvrière qui répond à leur double exigence. Les ouvriers sont des dépossédés : définition négative. Ils manient des forces productives modernes les plus avancées de leur temps : définition positive. En gros, sous des versions améliorées, cette double définition a été jusqu'à présent le bien commun des révolutionnaires, nous inclus, y compris depuis le renouveau autour de 1968... Or elle ne convient pas : non pas à cause des « nouvelles formes du capitalisme ». Même en 1848, elle était insuffisante. Les révolutionnaires d'alors ont plaqué une réalité sociologique insuffisamment critiquée sur une définition négative, pour lui donner un corps, un contenu concret. Même à leur époque, c'était inopérant. La preuve en est que les communistes ont à peu près totalement oublié le communisme en 1848-50. Même le *Manifeste* ne dit rien de l'abolition de l'échange pourtant citée dans l'avant-projet d'Engels, il affirme la lutte de classe du prolétariat de façon très politique : le contenu social de la révolution communiste n'y est

« L'Europe moderne est née de la lutte de diverses classes de la société. Ailleurs, cette lutte a donné des résultats bien différents : en Asie, par exemple, une classe a complètement triomphé, le régime des castes a succédé à celui des classes, et la société est tombée dans l'immobilité. Rien de tel, grâce à Dieu, n'est arrivé en Europe. Aucune des classes n'a pu vaincre ni assujettir les autres ; la lutte au lieu de devenir un principe d'immobilité, a été une cause de progrès ; les rapports des diverses classes entre elles, la nécessité où elles se sont trouvées de se combattre et de se céder tour à tour, la variété de leurs intérêts et de leurs passions, le besoin de se vaincre sans pouvoir en venir à bout, de là est sorti peut-être le plus énergique, le plus fécond principe de développement de la civilisation européenne. »
Guizot, 1828.

« [...] séparons la société en deux classes d'hommes, et disons leur : ceux qui ne vivent que pour eux seuls sont des égoïstes, puisqu'ils ne vivent que pour boire, manger et dormir comme la brute ; ceux qui sacrifient leur intérêt personnel à celui de la société sont des hommes sociaux ; et nous leur dirons : à laquelle des deux classes d'hommes appartenez-vous ? eh bien, ceux qui nous diront qu'ils appartiennent à cette dernière, nous les accepterons dans nos rangs [...] Avec de pareils éléments nous sommes sûrs d'arriver à notre but. »
Extrait du discours de l'ébéniste Olivier (mort en 1834) lors de la fondation de la Société des Ebénistes.

« [...] réaliser la séparation des classes [...] »
L'Exploité, *journal guesdiste nantais, 1882.*

« Le prolétariat lui-même, s'il s'emparait du pouvoir, deviendrait à son tour une classe dominante et exploitante. »
Congrès de l'AIT (anarchiste) à Saint-Imier, 1872.

« L'usine, c'est notre cathédrale à nous, la cathédrale des pauvres. »
Un ouvrier français en retraite.

« [...] permettre au prolétariat de se développer économiquement et de s'ériger progressivement en classe dominante. »
Charte Nationale Algérienne.

même pas esquissé. C'est une régression par rapport aux textes antérieurs, dont Marx et Engels voyaient mal l'intérêt, puisqu'ils ne publieront jamais les plus importants (*Manuscrits de 1844*...). Il y a là un fait assez extraordinaire qu'on ne peut ignorer. Leur incompréhension de leur propre apport s'explique par le rapport ambigü qu'entretient toujours le mouvement révolutionnaire avec son temps, dont il serait absurde de croire ou de vouloir s'émanciper complètement. Les révolutionnaires du milieu du XIXe siècle sont restés en partie prisonniers du mouvement ascendant du capitalisme. Leur théorie du prolétariat en porte la marque.

Prenons le *plus* de la définition : il fait des forces productives un bien, du capitalisme à éliminer un mal. La technique serait-elle libératrice par définition, le « développement des forces productives » forcément une bonne chose ? Marx lui-même montre le contraire. Il se garde bien de faire l'apologie de l'industrie mais l'idée bourgeoise du progrès s'infiltre dans sa théorisation du prolétariat. Avec les implications que d'autres ne manqueront pas d'en tirer, y compris de son vivant et sans qu'il s'y oppose : si la machine libère, il faut d'abord construire beaucoup de machines, et travailler toujours et encore...

Si, d'autre part, on fait de l'argent, de la marchandise, un « mal » — est-ce plus exact ? Il est évident que les prolétaires révolutionnaires ne détruiront pas l'argent pour se débarrasser de bouts de papier, mais des machines, des techniques, des objets anti-humains produits et conçus pour la valorisation : c'est donc cette base matérielle qu'il faut critiquer. Il serait même plus juste de dire que les ouvriers sont le prolétariat parce qu'ils sont à même *d'arrêter*, non de développer, des productions nuisibles. Certaines réalisations capitalistes posaient déjà un problème grave à une éventuelle révolution en 1920 (concentration urbaine démentielle). D'autres atteignent aujourd'hui un seuil difficilement redressable : que faire du nucléaire ? Sans sous-estimer les possibilités d'intervention humaine, le communisme recevrait en cadeau cette menace pour l'humanité.

Les « forces productives » ne sont pas un héritage gérable par le communisme : cette idée est en passe de devenir une banalité de base mais ce qui est moins évident, c'est la fausseté de l'idée de l'opposition ouvriers productifs de valeur d'usage contre le reste des salariés parasites de cette « valeur ».

La critique s'est récemment beaucoup portée sur ce point, et moins sur ce qui semble aller de soi : la définition par le *moins* : la dépossession. Premièrement, on fait l'impasse sur l'erreur de perspective commise dans la première moitié du XIXe siècle, erreur reprise ensuite, quant aux conditions de vie des ouvriers. Quand Marx dit dans l'*Adresse inaugurale de l'AIT* en 1864, que les crises économiques vont en s'aggravant, il raisonne selon des schémas déjà dépassés. De 1820 à 1845, il y a bien eu baisse des salaires réels, et un chômage énorme à chaque crise textile en Angleterre. On peut voir alors les deux extrêmes grandir et s'éloigner l'un de l'autre : une accumulation de richesses à un pôle et une aggravation des conditions de vie, la paupérisation absolue à l'autre. Dans *Le conflit du siècle* (Le Seuil), F. Sternberg démontre de manière convaincante que le caractère dramatique des crises d'alors tenait à un marché du travail « sursaturé » par l'exode rural et la transformation en ouvriers des artisans ruinés, au moment précis où l'Angleterre n'avait pas encore trouvé les marchés d'exportation nécessaires, le marché mondial étant encore dans les limbes. Les autres pays industriels, des deux côtés de l'Atlantique, ne connaissaient pas de chômage aussi massif. Dans la période 1850-1914, ces facteurs aggravants furent éliminés, d'autant que l'émigration freina la formation de l'armée de réserve industrielle. Les effets les plus brutaux de l'expansion furent réservés aux colonies, notamment aux Indes dont le textile fut ruiné par la concurrence anglaise. La destruction violente des restes pré-capitalistes à l'intérieur des métropoles fit place à une mutation plus douce, mais continue dirigée vers l'extérieur. En même temps, si, la mécanisation réduisit le nombre d'ouvriers nécessaires à une production donnée, la production augmenta en volume grâce à l'élargissement des marchés.

En somme l'identification de la classe ouvrière au prolétariat va s'affirmer quand cette classe perd le caractère le plus visible, le moins essentiel aussi, de la dépossession : la « pauvreté » entendue au sens capitaliste, définie par le manque d'objets de consommation. Certes, les ouvriers, après 1850, n'ont pas cessé d'être pauvres. Mais ils ont au moins participé à la marche du capital en recevant un travail et un salaire donnant accès à des objets. Or, dès 1840, la dépossession n'avait pas été conçue comme le fait de ne rien avoir : cela allait trop de soi ! Mais comme le fait de n'être rien, d'être seulement déterminé par un travail et de se voir en plus refuser souvent ce travail. Cela devint en

partie faux ensuite, en raison de l'expansion économique, mais les révolutionnaires persistèrent à faire l'éloge du travail ouvrier alors même que naissait le réformisme organisé, et Marx apporta maintes et maintes fois une caution révolutionnaire à des syndicats qui ne l'étaient nullement.

Prolétaire dont le travail contient toute la positivité des forces productrices, prolétaire dépossédé : ces deux définitions inégalement mystificatrices recouvrent des réalités entre lesquelles il n'y a pas de coupure, et c'est bien le plus grave. D'un côté, le prolétaire est dépossédé surtout de relations sociales, de son humanité qui est d'agir, de sentir, de faire avec d'autres, de communiquer — toutes choses paralysées et interdites par le salariat, à l'usine et hors du travail. D'un autre côté, l'usine et le contact des forces productives redonnent partiellement une positivité, une activité mystifiée au prolétaire, et avec le salariat lui-même lui fournissent l'occasion de créer des liens, une collectivité qui déborde du cadre de l'usine (la culture ouvrière). En faisant l'éloge du travail et du monde ouvrier, la théorie révolutionnaire a contribué à renforcer ce par quoi le capital neutralisait la dépossession. La théorie révolutionnaire a donc contribué à neutraliser ce qui la fondait.

Les révolutionnaires se sont mépris profondément d'abord sur la communauté entre prolétaires avant 1848, puis sur ce qu'elle est devenue ensuite. Loin d'être atomisés et incapables de réagir, les ouvriers d'avant 1848 maintenaient des liens traditionnels, tributaires de leurs origines multiples. En Angleterre, beaucoup d'ouvriers venaient de la petite industrie rurale. Jusqu'au début du XXe siècle, chaque ville industrielle anglaise se composait d'une juxtaposition de villages. La persistance des liens villageois donnait de la cohésion au monde ouvrier et le limitait, indissociablement : le syndicalisme originel comme mouvement unitaire ouvrier (*One big union* théorisée par Owen) y prit racine. Ce que les Anglais nommaient *radicalism* n'était pas le fait d'individus déracinés et inadaptés, mais de groupes issus de communautés assez stables menacées par la société globale, ce qui circonscrivait leur action.

La classe ouvrière apparaissait porteuse d'un projet social très éloigné du monde bourgeois. Quel est-il ? En 1788, Siéyès revendiquait pour le Tiers Etat la place qu'il méritait. Plus tard, Saint-Simon, dans les mêmes termes, célébra les vertus de la classe des producteurs, ouvriers et patrons mêlés et unis. Après 1830, le journal ouvrier *L'Artisan* reprit la formule : « la classe la plus nombreuse et la plus utile de la société ». Confus, le mouvement posa rarement la question du communisme mais il tendait à se situer en marge du capitalisme, en essayant de ne pas reproduire en son sein les institutions et les idées du système critiqué. En France, en Angleterre, en Allemagne, les réunions ouvrières avant 1848 étaient aussi malgré leur réformisme le moyen de faire passer autre chose. Revendication et politique étaient le langage faux d'une communauté qui se cherchait.

Quand cette communauté se trouve, les ouvriers se comprenant à travers leur travail, ils veulent *l'association*. Ils ont sous les yeux le double exemple du travail artisanal et du travail industriel. Le capital est le travail associé et parcellarisé : l'association n'est pas tant une idéologie qu'une tendance spontanée, qui joue un rôle révolutionnaire à l'origine, en tant que perspective où des ouvriers osent imaginer de s'unir, de travailler et de vivre sans patron.

Dès qu'elle passe à la pratique, l'association échoue ou s'adapte à ce qu'elle voulait éviter : la coopération devient le plus long chemin vers le capitalisme. Proudhon lui donne une forme générale et politique : une organisation ouvrière sans changement politique, mais allant jusqu'à l'élimination économique des patrons. Le proudhonisme a servi de repoussoir au mouvement ouvrier qui en a adopté l'esprit (en Allemagne Lassalle a subi un traitement analogue). C'est la revendication de l'autonomie maximum au sein du capitalisme.

Ce projet n'a pas perdu sa validité avec le déclin de l'artisanat (qui fut lent en France et ailleurs). L'ambition de se constituer en monde ouvrier à part se retrouve dans le syndicalisme de métier de la seconde moitié du XIXe siècle, animé par les anciens artisans devenus ouvriers qualifiés qui conservent souvent une large autonomie dans l'organisation de leur travail.

Ce séparatisme ouvrier ne dépérit qu'avec l'Organisation Scientifique du Travail, qui mit fin à l'autonomie de l'atelier et réduisit la qualification. Mais le proudhonisme n'est pas mort, il a pris

« Allons, frère [...] au lieu de courber humblement la tête en murmurant : Je suis un paria, relève-là plutôt avec noblesse et fierté en disant : Je suis un travailleur. »
La Fraternité de 1845.

« Le moyen de reconnaître en tous lieux l'ennemi est bien simple : ses mains font foi, et l'honneur du travail est imprégné dans sa pensée comme dans ses paroles. »
Brochure anarchiste, entre 1872 et 1874.

« [...] la grève générale, arme pacifique, cependant légale, dont l'usage serait l'apothéose de la force productrice. »
Lettre de F. Pelloutier, animateur du mouvement des Bourses du Travail, à J. Guesde, 1892.

« ...] nous introduisons la joie créatrice dans chaque travail mécanique, nous apparentons les hommes aux machines, nous éduquons des hommes nouveaux. »
Manifeste Nous, *rédigé par D. Vertov, aux alentours de 1920.*

« [...] le communisme est l'américanisme du XXe siècle [...] »
Browder, chef du PC américain, 1934.

« Cette inévitable révolution, on en connaît les lignes maîtresses : l'expulsion des puissances d'argent, la suppression du prolétariat, l'installation d'une république du travail, la formation et l'accession des nouvelles élites populaires. »
E. Mounier, Esprit, *décembre 1944.*

[...] jusqu'ici, toute activité humaine a été travail, donc une industrie et une activité étrangères à elles-mêmes. »
Marx, Manuscrits de 1844.

« Si l'activité productrice libre est le plus grand plaisir que nous connaissons, le travail forcé est la torture la plus terrible, la plus dégradante. Rien n'est plus terrible que de devoir faire, du matin au soir, quelque chose qui vous répugne. Et plus un ouvrier a des sentiments humains, plus il doit détester son travail, car il sent la contrainte qu'il implique et l'inutilité que ce travail représente pour lui-même. »
Engels, La situation des classes laborieuses en Angleterre, *1844.*

la forme de l'attachement à l'entreprise et de l'idéal autogestionnaire où chaque atelier fixe ses normes.

On n'en était pas là aux alentours de 1850, mais il est indispensable de reconnaître les liens sociaux tissés autour du travail, sous peine de fonder l'action révolutionnaire sur ce qu'on combat. Après avoir méconnu la socialité complexe qui se tisse autour du travail, le mouvement révolutionnaire a glorifié ce qu'il a interprété comme des relations antagoniques au capital et qui était la formation inévitable d'un monde ouvrier autour du travail ouvrier. On a toujours des racines, on vit toujours dans une collectivité. Tel était le cas des ouvriers des taudis de Londres en 1830, et tel est celui des déshérités du tiers monde.

Il s'agit donc d'être clair pour savoir de quelle dépossession on parle. La privation de l'essence humaine dénoncée dans les *Manuscrits de 1844* a été trop confondue avec la privation de ce que le capitalisme a rendu nécessaire pour vivre dans sa société. Pour les révolutionnaires, le prolétariat est un ensemble d'hommes mis en situation d'universalité : négative parce que se révoltant contre « le mode d'activité » (Marx) ; positive parce que disposant des moyens efficaces de cette révolte. La question est celle du mouvement entre cette positivité et cette négativité. Les moyens dont disposent ces êtres humains sont identiques à leur place dans la société. Le prolétariat moderne, au contraire de son homologue romain, est au cœur de la société. Comment les prolétaires peuvent-ils agir à partir de leur fonction mais sans y rester fixés ?

12. *le travail contre le capital, mais encore en tant que travail*

La théorisation à partir du travail ouvrier n'était pas en ce milieu du XIXe siècle un accident ou une erreur. **Il était d'autant plus naturel de faire de la classe ouvrière le sujet révolutionnaire qu'à l'époque 90 % des salariés étaient des manuels de l'industrie ou de l'agriculture et qu'en pratique, les mouvements sociaux hostiles à la société bourgeoise étaient l'œuvre des ouvriers.**

« ...nous paraissons décidément avoir dépassé cette période de l'histoire où les faits des hommes isolés se placent hors-ligne. Ce sont les peuples, les partis, les masses qui sont pour leur propre compte les héros des temps nouveaux ». C'est ainsi que Henri Heine (dans *De la France,* Calman-Lévy, 1884), commentait l'insurrection parisienne de 1832, la « bonne » insurrection aux yeux de Hugo, celle qu'il opposait aux « mauvaises » barricades de juin 1848. Les ouvriers apparaissaient comme la colonne vertébrale d'une masse populaire d'où surgissaient les innombrables émeutiers et autres « héros de la rue Saint-Martin, tous morts anonymes ». Pourtant...

Pourtant la montée du capitalisme fait surgir le prolétariat en pratique comme en théorie alors qu'elle lui interdit de se battre sur son terrain. Le XIXe siècle est le siècle du capital. Ce rapport social n'était certes pas omniprésent comme aujourd'hui. Mais le mouvement capitaliste était la dynamique dominante capable de tout attirer, tout entraîner dans son sillage. S'il y eut des insurrections, ce furent surtout des mouvements défensifs. Les prolétaires se faisaient tuer sur place sans sortir de leur condition. L'insurrection lyonnaise de 1831 est celle du travail salarié organisé, la structure hiérarchique de l'atelier se transposant en communauté militaire — le salariat en armes tel que Blanqui l'appellera de ses vœux. Alors que les plans de Babeuf reposaient sur une extrême mobilité, prévoyant des ponts de bateaux sur la Seine, les ouvriers parisiens, en juin 1848 restent dans leur quartier. La conspiration communiste des Egaux visait toute la société. Elle a échoué parce qu'elle ne se rattachait à aucune force sociale capable de révolutionner la société. Mais quand cette force apparaît, le monde ouvrier se constitue en camp retranché. 1831 et 1848 sont directement issus de l'impossibilité du travail, revendiqué par ces mouvements. Le prolétariat essayait de s'émanciper *à partir* de ce qu'il était dans le capital, ce qui était inévitable, mais *sans en partir*, ce qui le condamnait.

Pourquoi ne parvenait-il pas à critiquer la base inévitable de sa lutte, pourquoi restait-il prisonnier des causes de sa révolte ? Parce qu'au début du XIXe siècle, les ouvriers avaient besoin de se retrouver dans ce qu'ils avaient de commun, dans ce qui constituait leur signe de reconnaissance face au bourgeois : le travail. Surtout chez les anciens artisans réunis par un patron dans un même lieu sans que leur mode de travail soit profondément changé. La classe ouvrière tente de se constituer en une unité directement, par sa fonction sociale. Elle revendique l'impossible propriété de sa détermination fondamentale, la détermination par rapport à la production.

Le communisme théorique s'est borné à reproduire ce qui servait d'auto-reconnaissance aux prolétaires. En 1830, les ouvriers semblaient susceptibles presque dans leur ensemble d'être révolutionnaires, puisqu'ils ne vivaient pas dans une communauté purement capitaliste. A la charnière de deux mondes, les ouvriers demeuraient en contact avec un univers non-capitalisé qui leur donnait à la fois son passéisme et son aspiration collective. Ils apparaissaient comme ceux qui ne souffraient pas d'un « tort particulier » mais d'un « tort en soi », et ne pouvaient se révolter qu'« à titre humain ». Phénomène planétaire, l'« ouvriérisme » des débuts du capitalisme n'était pas limité à l'Occident. Un ouvrier chinois écrivait en 1920 : « Le monde de l'avenir, il faut en faire un monde ouvrier. »

Contre le bourgeois identifié à l'oisif, Cœurderoy exaltait l'ouvrier comme le vrai créateur, et le travail productif de l'inventeur et de l'artisan (Fulton, Jacquart, Watt) était considéré par lui comme la valeur remplissant le « vide du XIXe siècle ». Capacités productives et révolutionnaires étaient étroitement associées. On n'est pas loin du culte des inventeurs célébré par la IIIe République. Quand les ouvriers prenaient la parole, ils exigeaient leur dû, refusaient le dépouillement subi par l'artisan, revendiquaient un travail collectif. Le prolétaire ne se connaissait, ne prenait conscience de lui et d'une action commune possible qu'à travers le travail, c'est-à-

dire qu'il restait prisonnier de sa contradiction. Le capital, lui, combla le « vide du XIXe siècle » et occupa tout l'espace social.

13. *quelle théorie de la valeur ?*

Les révolutionnaires n'ont pas misé sur la classe ouvrière, et perdu. Ils ont pris part à une action pratique née des rapports réels sous leur forme d'alors, et en ont fait la théorie qu'ils ont pu. Qu'elle se soit révélée en partie inadéquate n'est pas sans rapport avec l'époque de sa production, marquée par la dynamique d'un capital ascendant.

Ce qui est grave pour nous aujourd'hui, c'est que l'existence réelle du prolétariat de l'époque, dans et par le travail, a entraîné une perception de la révolution à travers le même filtre que le capital. Le communisme a été perdu de vue.

Chaque classe a besoin de se comprendre mais la bourgeoisie plus que toute autre. Classe de la gestion, de la mesure, de la comptabilité, du gouvernement des hommes à travers les choses, elle a très tôt besoin d'y voir plus clair dans son propre enrichissement. Où se trouve le lieu exact dans lequel la transmission des richesses se transforme en leur accroissement ? Et quelle est la nature précise de cette richesse insaisissable, portée par des hommes, matérialisée dans des objets, mais qui ne se réduit pas à des choses, leur échappe, flux, mouvement ? L'abstraction de la «valeur » apparaît peu à peu. J. Hales dit le premier en 1581 qu'elle n'est pas le fait du roi, mais du marché. Puis Locke (1689), Smith (1776), Ricardo (1817) découvrent sa source dans le travail. On passe d'une vision du monde comme ordre à comprendre et à respecter à la conception d'un réseau de fonctions à faire fonctionner.

« Chaque homme subsiste d'échanges ou devient une espèce de marchand. » (Smith)

La théorisation de la valeur naît comme tentative de solution d'un problème bourgeois. On y voit une substance, une matière à maîtriser dans son flux et son stockage. **Puis la bourgeoisie renonce à se poser le problème.** Mieux vaut gérer la richesse que s'interroger sur son origine. L'économie politique décline en rétrécissant son horizon, se fait apolitique, finit en politique économique.

Le mouvement communiste reprend le problème à peu près au moment où la bourgeoisie l'abandonne, pour voir, en deçà de la substantification de la valeur, le rapport social qu'elle dissimule. Mais en critiquant l'économie politique, il s'y perd.

Au commencement était l'activité. Dans les débuts de l'homme, la valeur n'existe pas. Hommes et choses circulent dans et entre des communautés restreintes. Le caractère commun des êtres, des actes, des gestes, des conduites, ne s'incarne dans aucune réalité, homme ou chose. L'universalisation progressive de l'activité passe par l'apparition d'une série de médiations, incarnées en des hommes (chefs, prêtres...), des objets (monnaie) et désincarnées (dieux), et aboutit à la constitution d'un espace social unifié au XXe siècle. L'échange marchand s'est peu à peu étendu, forçant à tout mesurer à partir de l'étalon du temps. Le caractère commun des activités s'est matérialisé en argent, mais l'argent n'est que le support concret d'une abstraction qui mène le monde : la valeur.

Des deux dimensions où nous vivons, temps et espace, le temps a tout englouti, jusqu'à s'avaler lui-même, le but de la société étant de toujours le raccourcir, et donc de l'anéantir. « L'Espace n'existe plus », annonce le futuriste Marinetti. Avec l'autoroute, on ne voyage plus dans l'espace mais dans le temps. Le crédit permet à l'homme de s'émanciper du temps, jusqu'au moment où le temps le rattrape et l'écrase. L'abstraction-valeur est devenue le lien social et le moteur social.

Ce qui transparaît dans l'immense effort de Marx pour aller jusqu'au bout du concept, en épuiser la richesse au point de le faire éclater, c'est la perte, jamais totale, de la critique du monde. En reprochant au monde de reposer sur la valeur, le communisme vise bien entendu ce que ce concept recouvre : l'impossibilité d'agir, de faire, de transformer la matière ou de se contempler le nombril, en relation avec les autres hommes. L'enjeu demeure la critique de tout un mode de vie de l'humanité.

On ne peut se contenter de dire que la suppression de la marchandise, d'elle-même, transformerait de fond en comble le mode de vie que nous refusons. C'est rester à un niveau de généralité inefficace. N'a-t-on pas, paraît-il, supprimé l'argent dans le Cambodge de Pol Pot, pendant une brève période ? Il faut voir ce qu'on changerait à travers tout un ensemble de pratiques *visant à détruire l'échange*. Il y a interaction entre suppression de la valeur et mesures matérielles à prendre. Ou plutôt, les mesures matérielles à prendre, *c'est* la suppression de la valeur.

L'analyse de la valeur demeure cependant une voie de passage obligatoire pour le communisme théorique. Car le monde à rejeter dépend tout particulièrement de ce que résume le terme « valeur », qui offre le lien permettant de saisir le tout, à condition d'en faire un concept non pas économique, mais social — abstraction présente derrière les relations concrètes entre les êtres, et qui explique ces relations. Sinon, on fait de l'économie politique, ou de la métaphysique.

En 1884, Marx a critiqué l'économie politique. Opérant la synthèse de tout un courant de pensée, il a affirmé que le travail aliéné n'est pas le fruit d'une mauvaise organisation du travail, mais d'une société basée sur *l'argent*. Mais qu'est-ce que l'argent ?

« *Ce qui y est aliéné, c'est* l'activité médiatrice, *c'est le mouvement médiateur, c'est l'acte humain, social, par quoi les produits de l'homme se complètent réciproquement ; cet acte médiateur devient la fonction d'une* chose matérielle *en dehors de l'homme, une fonction de l'argent.* » (Manuscrits de 1844, *Œuvres, Gallimard, II, 1968, p. 17.)*

Marx a refait la genèse de l'économie politique à partir de l'émergence du travail abstrait et universel, source de richesse. Il a abordé la question de la valeur quand le mouvement subversif qui portait la recherche théorique des années 1840 est retombé. Délaissant une anthropologie révolutionnaire insuffisamment ancrée dans l'histoire et donc trop abstraite, il est entré dans le concret et y a perdu quelques brins de son fil originel. Pour échapper à la philosophie (Feuerbach), il a versé dans l'économie. Pour fuir le risque de l'humanisme creux, il a trop pensé en spécialiste. Il a fini par poser autrement que la bourgeoisie une question bourgeoise, mais tout en donnant bien des éléments utiles à la déconstruction de cette question.

Dans le marxisme, auquel Marx a donc contribué, la critique se résume à « la théorie de la valeur-travail ». Le con-

cept de « plus-value » est mis en avant pour démontrer que l'ouvrier est exploité. On peut au passage se demander s'il est vraiment vital de prouver « scientifiquement » l'exploitation. Il est frappant qu'un tel souci soit devenu central, y compris dans l'esprit de Marx, alors qu'il aboutit à l'idée de « vol » et donc à la suppression du patron privé, à l'extension à tous les hommes de la condition ouvrière. Marx a mis en garde contre ce qui n'était pour lui qu'une déviation — pour lui infiniment moins dangereuse que l'anarchisme, ce qui montre qu'il s'est au moins trompé en évaluant les risques qui menaçaient le mouvement.

Dans l'idéologie marxiste, la théorie de la valeur sert d'ornement, ou de guide dans la planification « socialiste ». Chez les révolutionnaires qui en restaurent la portée subversive, elle reste trop une invocation magique : on se passe de l'argent comme les gauchistes se passent de Ford ou Boussac. La « valeur » sert à recouvrir le flou d'une pensée qui discerne mal ce que peut et doit changer une révolution. C'est que là encore, la valeur est perçue comme substance ou instrument et non comme la cristallisation, à partir des actes des hommes, de ce qui leur est commun, en une entité qui les écrase.

14. *le communisme théorique n'est pas la théorie des luttes de classe, mais de la lutte qui met fin aux classes*

La classe ouvrière se reconnaissait premièrement comme travailleuse, et deuxièmement comme groupe distinct en conflit ou en alliance avec d'autres. Marx (voir sa célèbre lettre à Weydemeyer de 1852) et les révolutionnaires ont bien indiqué que leur apport essentiel n'était pas d'affirmer l'existence de la lutte de classes, mais les trois motions suivantes : les classes s'expliquent par des conditions socio-économiques ; la lutte des classes aura pour terme une révolution et la dictature du prolétariat ; cette dernière sera la fin des classes. Or, une fois encore, la mise au point n'a pas été assez explicite. Elle n'a pas pesé lourd comparée à l'appui réel et massif, et peu critique, donné par les communistes à la formation d'un mouvement ouvrier réformiste, non-révolutionnaire, avant d'être contre-révolutionnaire, utilisant la théorie révolutionnaire en en neutralisant (du vivant de Marx et dès la fondation de l'AIT en 1864) les dimensions subversives.

Une suite de glissements conduit aux équations :
— action communiste = lutte du travail contre le capital
— action de classe du prolétariat = conflits du travail.

Une telle évolution fut le fruit d'une réalité sociale, c'est-à-dire la pratique de la classe ouvrière d'alors, prolongée sous d'autres formes depuis, dont il faut dresser le bilan.

Le maximum de radicalité dans l'existence d'une classe ouvrière constituée en bloc distinct, avec ses valeurs et même ses armes, peut se voir dans l'exemple des mineurs boliviens.

Après 1945, ils se sont donnés une organisation syndicale pratiquant une ligne très dure : contre la collaboration de classes, contre l'Etat et son armée. C'est le repli extrême de la « classe » sur elle même qui s'impose *en tant que classe*, au sens strict, à la bourgeoisie et à l'Etat : les seules forces du pays étant en définitive l'armée et les milices ouvrières. Vivant sur leurs hauts plateaux, aussi autonomes qu'on puisse l'être sur le plan politique et culturel, avec leurs radios libres et leur économie en circuit fermé, ils se sont ainsi assurés de rester ouvriers tant qu'il y aurait des mines. Mais le minerai, lui, doit sortir et, régulièrement, l'armée écrase les organisations ouvrières et s'empare des radios (1956, 1967, 1976), — depuis lors, l'armée est en permanence dans les zones minières —, 1980 — quand l'armée a soumis les mines —). Mais le mouvement renaît ; parfois (1979) les syndicats décident la grève et la mobilisation, et l'Etat n'intervient pas. On dira que les mineurs sont dans une impasse parce qu'ils ne dépassent ni le cadre syndical ni le cadre régional. N'est-ce pas plutôt le type d'actions menées qui enferme sur ces limites, favorisant puis maintenant un appareil qui, ensuite, négocie avec d'autres appareils pour soutenir, ou non, le régime, comme en 1952 ?

Sous une forme extrême, les mineurs boliviens illustrent la constitution des ouvriers comme classe en groupe de pression. Mais, dans la révolution mexicaine, les ouvriers se sont parfois organisés en armée contre la révolte paysanne. La lutte des classes peut devenir, et est généralement, l'affrontement des groupes cherchant chacun son intérêt au détriment de celui des autres. Les ouvriers n'en ont pas l'exclusivité.

Le nouveau régime éthiopien, depuis 1974, a obtenu des paysans, à qui il a distribué de la terre, qu'ils forment une milice pour aller défendre, au nom de la révolution et de la réforme agraire, l'unité de l'Ethiopie contre les rebelles érythréens ou somalis.

Quand Walesa écrit à Jaruzelski (29.12.83, cité dans *Le Monde*, 31.12.84) : « Je ne suis pas un adversaire, je ne suis qu'un partenaire exigeant [...] », il ne fait qu'exprimer ainsi un aspect de la pratique générale des prolétaires du monde entier.

La contradiction du prolétaire est que le travail salarié fait de lui, en associant son activité, un être collectif, mais dans une activité où il reproduit le capital. Tant qu'il s'organise à ce seul niveau, il agit comme élément, même rétif, du capital. Lutte n'est pas forcément synonyme de lutte à mort contre le capital. Il y a lutte de classe réformiste et lutte de classe révolutionnaire. La résistance ouvrière a trois fonctions selon les cas : elle peut avoir des potentialités révolutionnaires ; pousser à une modernisation capitaliste (Angleterre du siècle dernier) ; ou freiner cette modernisation (Allemagne des années 20) ; les trois se combinent. Actuellement, les revendications accélèrent et limitent à la fois les investissements nécessaires à la robotisation.

Le mouvement communiste ne coïncide pas avec la lutte de classe. Son *but* n'est pas de dresser une partie de la société contre une autre. Au moins depuis la guerre d'Espagne, on sait qu'une guerre civile *peut* être contre-révolutionnaire. Le Liban le prouve assez. Mais la défense des intérêts ouvriers *peut* aussi l'être. Tout conflit entre bourgeois et ouvriers, voire entre l'Etat et les ouvriers, n'est pas forcément positif.

Mais le mouvement communiste *passe* par la lutte des classes, puisque le capital, comme tout rapport social est porté par des hommes unis pour le défendre et disposant à cette fin d'une force sociale *et* étatique. L'opposition d'une fraction de la société à une autre, et la lutte armée qui en découle, ne sont que des aspects du mouvement communiste.

C'est au contraire le réformisme qui se réclame de la lutte de classe, bien qu'il la pratique en négociant, plus

qu'en livrant bataille. Syndicats et partis ont besoin d'une lutte de classe pour jouer les intermédiaires : il leur faut une lutte de classe éternelle. Ce qui est révolutionnaire, ce n'est pas d'insister sur la lutte de classe, mais de dire qu'elle peut avoir un terme dans le communisme et par une révolution. L'exaltation de « la lutte » n'a rien de radical en soi. **Le vocabulaire de la guerre dont nous faisons un trop large usage, ne correspond pas mieux à la nature de notre mouvement que celui de l'humanisme.**

Une révolution communiste aura une dimension classiste parce que nous vivons dans une société de classe, mais pour être communiste, elle résorbera cette composante, simple matière première, terreau historique inévitable à partir duquel émergera la dimension humaine, communautaire.

Qui plus est, parler de classe semble protéger notre action des influences délétères, mais c'est une illusion ! L'appartenance de classe, la revendication acharnée d'une identité ouvrière ne sont nullement incompatibles avec l'appartenance à une société globale. On se veut ouvrier et non classe moyenne, comme beaucoup d'ouvriers anglais, mais on se veut aussi Anglais, Américain, etc. Le discours de classe donne un sens à la vie de l'homme isolé qui rejoint ainsi la société *à travers* l'adhésion à un de ses groupes. Travail, production, classe sont des réalités capitalistes qui ne peuvent pas *en tant que telles* se dresser comme révolutionnaires.

15. *le prolétariat n'est pas une classe*

On concevait le prolétariat comme une classe charnière, à la fois groupe socio-économique et ouverture de toutes les classes, ou presque, sur une communauté, parce que la classe ouvrière se composait principalement de déclassés d'origine variée, issus quasiment de toutes les couches dont l'apparition sur la scène historique ferait sauter les autres « classes ». Le prolétariat était vu, non comme un groupe, mais comme un regroupement, un éclatement vers une humanité à naître, regroupée toutefois autour du travail, ce qui évitait le risque de dispersion et de perte dans l'humanisme, le démocratisme. En ce sens, on pouvait parler du prolétariat comme d'une classe, bien que le mot fût mal choisi et trompeur.

D'une part, cette perspective ne s'est pas réalisée aux alentours de 1848, et les mouvements ultérieurs (1917-21), dont nous parlerons, se sont formés et ont agi sur d'autres fondements bien plus proches d'un soulèvement du travail que de ce rayonnement, annoncé par Marx, à partir d'une couche de travailleurs, elle-même ouverte et éclatée.

D'autre part, pour cette raison précise, l'identification du prolétariat à une classe a eu et a encore de lourdes conséquences. Elle est impossible et inacceptable aujourd'hui. A partir du moment où l'on n'identifie plus ceux qui feront la révolution à un groupe socio-économique, il est absurde de parler de classe. A moins de donner au mot un sens si différent du sens courant qu'il en est le contraire ! Cette confusion revient à employer le langage de l'adversaire. On peut arracher à Tchernenko le terme « communisme » parce qu'il désigne plus ou moins le mouvement vers la communauté humaine, mais le terme « classe » est déjà inadéquat, en lui même.

Il ne s'agit pas de s'en débarrasser comme si l'on remplaçait une vieille évidence par une nouvelle, mais d'aller au fond de la mutation opérée depuis les années 1840, depuis la perte de sens de la notion de prolétariat, et de faire nous-mêmes une autre mutation, avec comme différence, cette-fois-ci, que le capital connaît une crise structurelle. Il serait facile et inutile d'ajouter aux ouvriers des non-ouvriers et d'en faire un prolétariat « moderne ».

Ceux qui ont jeté le bébé avec l'eau du bain, Castoriadis notamment, se sont laissés *aveugler* par leur découverte d'une faille dans la conception révolutionnaire. La vue brouillée, privés de repères antérieurs, ils ont alors décrit successivement les divers mirages qui se sont présentés à eux.

L'une des conditions permettant d'éviter cette dérive est de bien évaluer la façon dont on a abandonné, autrefois, la théorie révolutionnaire. L'un des tournants décisifs fut l'introduction de l'idée de « programme minimum », due à Guesdes en 1880 avec l'aide de Marx et Engels. A la même époque, dans *De l'autorité* (Marx, Engels, *Textes*, II, Spartacus), Engels prouve la nécessité d'une autorité par les contraintes du travail d'usine. Contre l'anarchisme qui dénonce la non-démocratie dans l'usine.

« Nous sommes pour le principe de l'organisation scientifique du travail, y compris le travail à la chaîne, y compris la norme de production. C'est quelque chose qui correspond à un stade de développement en régime capitaliste. Essayer d'entraver les progrès techniques, ce ne serait pas être vraiment révolutionnaire ; les révolutionnaires savent que la classe ouvrière sera le successeur du capitalisme, et que cette organisation scientifique permettra d'aller beaucoup plus vite, lors de la prise du pouvoir, dans l'édification du socialisme. »

IVe congrès de la Fédération CGTU de la Métallurgie, 1927.

« La classe ouvrière se serre autour des machines, crée ses institutions représentatives comme fonction du travail, comme fonction de l'autonomie acquise, de la conscience conquise d'un autogouvernement. Le conseil est la base de la prise de possession de l'instrument de travail, c'est la base solide du processus qui doit culminer dans la dictature, dans la conquête du pouvoir d'Etat. »

A. Gramsci, *Ordine Novo*
14 février 1920.

« Voulez-vous que la télévision puisse dire que les immigrés font fermer les usines françaises ? Voulez-vous donner des arguments aux fascistes et aux racistes de ce pays ?

— Le racisme, il est partout, gronde un Africain. **» Nora passe le micro au traducteur. Les huées redoublent.**

« En 1982, vous nous avez tirés par la manche pour faire grève », **crie un ouvrier.**

Il montre encore la carte C.G.T. dans son portefeuille. Son voisin crie : *« C.G.T. assassin ! »* Vacarme. Nora, comme un ressort, se ressaisit du micro. Elle hurle à son tour, ses notes jetées aux orties.

Dix-sept mille licenciements, voilà ce que vous voulez ? **» Dans une bouche alors part cette réponse terrible :**

« La mort de Talbot, on s'en fout, nous, on est déjà mort. »

Le Monde, 5 **janvier** 1984

Engels faisait, avant Lénine, de l'entreprise un modèle d'organisation et d'activité. Le marxisme commençait comme théorie de réforme populaire du capitalisme avant que la crise de la bourgeoisie, au XXe siècle, en fasse le complément intellectuel nécessaire du capitalisme. Il arriva alors au marxisme le même sort qu'à la classe ouvrière : après avoir survécu dans un ghetto, il se mêla à toutes les idéologies.

« *Nous voyons en lui* [le marxisme] *un bien culturel de la Gauche ; mieux : depuis la mort de la pensée bourgeoise, il est à lui seul la culture, car c'est lui seul qui permet de comprendre les hommes, les œuvres et les événements.* »' *(Sartre,* Les Temps Modernes, *mars-avril 1956).*

Pour mieux comprendre la réalité du programme de mise au travail généralisée, dans la théorie de Marx (et d'autres), il faut voir que le nombre d'ouvriers, même en Angleterre au milieu du XIXe siècle, n'était pas aussi grand que l'on se l'imagine. Marx cite une statistique, en 1861, pour l'Angleterre et le Pays de Galles : le nombre d'ouvriers du textile, des mines, des métaux est inférieur à celui des domestiques ! Déduction faite de l'armée, du clergé, des rentiers... il y a, sur huit millions de personnes actives :

— travailleurs agricoles : 1 million
— travailleurs du textile : 640 000
— travailleurs des mines : 560 000
— travailleurs des métaux : 400 000
— domestiques : 1,2 million

(Livre I,*Œuvres,* Gallimard, I,pp. 976 -977).

Dans le même ordre d'idées, la conclusion du Livre I décrit en quelques pages le devenir du mode de production capitaliste, mode de socialité exigeant, par ses contradictions, le passage à une autre socialité. Mais voici les propres termes de Marx : « Le monopole du Capital devient une entrave pour le mode de production [...I] » (*Œuvres*, I, p. 1239). Il faut une socialisation plus large qui soit « ...la coopération et la possession commune »(*idem*, p. 1240). Expropriation des expropriateurs, d'accord ; mais le glissement est là, qui fait du *Capital* , une question de *capitalistes*. Marx conclut en opposant « la masse » à quelques « usurpateurs » (*idem* p. 1240). Le capitalisme est assimilé à une propriété privée à laquelle il faudra substituer une propriété commune. Le moins que l'on puisse dire est que la conclusion du Livre I, le seul achevé et rédigé effectivement par Marx, contient bien peu de perspective communiste. Autrement dit, cette perspective est exprimée de telle façon qu'elle n'est en rien incompatible avec toutes les variantes de capitalisme d'Etat possibles et existantes. Une telle conclusion peut être signée par les sociaux-démocrates et les staliniens, de Kautsky à Marchais, en passant par O. Palme.

LÉNINE Ier, EMPEREUR DE PARIS

— Ceux qui ne travailleront pas, nom de Dieu ! je les fous dedans ! C'est comme ça que je comprends la liberté du travail, moi !

La perte de la perspective communiste n'est pas l'apanage du marxisme ; l'anarchisme en a sa part. Si Louis Blanc souhaitait organiser le travail, Proudhon voulait organiser le crédit comme moyen d'arranger autrement le travail. En 1849, son *Droit au Travail* décrit la gestion des mines, canaux et chemins de fer par des associations ouvrières surveillées par l'Etat comme des « modèles proposés » à toute l'économie.

« *Quant à l'Etat, la conclusion définitive est que le problème de son organisation se confondra avec celui de l'organisation du travail [...], l'atelier fera disparaaître le gouvernement [...]* »
(Lettre du 12 décembre 1849, citée dans Sergent et Harmel, Histoire de l'anarchie, *Le Portulan, 1949, p. 227).*

Oubliant ses racines rurales (*idem*, p. 22), l'anarchisme fit aussi de la révolution un problème industriel. Il connut comme le marxisme ses partisans d'un retour à une vision plus communiste, même partielle. Rejetant les thèses syndicalistes sur la société future comme association de syndicats de pro-

duction, J. Grave écrit dans son roman *Terre Libre* (1908) :

« *Je ne crois pas aux groupements s'occupant exclusivement de production. Selon moi, ce sont les besoins de la consommation qui promouvront les individus et les feront se grouper en vue de se procurer ce dont ils ont besoin, soit en fabriquant eux-mêmes, soit par un échange de marchandises, débarrassé de toute espèce de mesure de valeur. Echange de services et non de marchandises.* »

Le choc révolutionnaire d'après 1917 fera de nouveau confluer marxisme et anarchisme. Pour Prudhommeaux (*Essais et Combats*, décembre 1937) les « *bases d'un nouvel art de la révolution... sont encore inutilisées. Ce sont : 1° Une "psychologie concrète" de l'individu et du subconscient mettant en évidence l'acte révolutionnaire fondamental : rupture des chaînes antérieures, réconciliation avec soi-même (...) ; 2° (...) une esthétique de la production et de la répartition basée sur le plaisir de créer et de donner gratuitement ; 3° (...) la réconciliation des hommes entre eux et avec la nature (...) la subordination définitive de la machine.* » (*Cité dans J. Rabaut,* Tout est possible ! *Denoël, 1974).*

Propositions frappantes par le retour aux sources qu'elles manifestent, et par leur recours (préfigurant une époque plus récente) à la psychologie.

Le mouvement révolutionnaire fut surtout une réaction, la réponse du travail au capital, à l'intérieur d'un même rapport social dont les fondements ne furent que très rarement remis en cause.

16. *échec des mouvements radicaux fondés sur le travail*

L'évolution théorique dont nous venons de rendre compte a sa source, évidemment, dans l'histoire sociale. Ce fut pendant une période relativement courte que les prolétaires menèrent des actions révolutionnaires d'envergure, *en tant qu'ouvriers*. Par la suite, ces actions n'ont plus été que des tendances organisées à l'intérieur d'un mouvement ouvrier antirévolutionnaire, en gros jusqu'en 1914 (avec des prolongements au-delà de cette date, en Espagne et ailleurs). Enfin, l'action prolétarienne radicale, chassée des appareils se disant encore ouvriers mais carrément anti-communistes, s'exerce uniquement de façon sauvage.

Aux USA et en Angleterre, les syndicats uniques *des* métiers (*National Trades Union*) disparaissent vers 1840, pour être lentement remplacés par des syndicats *de* métier, puis d'industrie à partir de 1880. Les premiers syndicats américains du dernier tiers du XIXe siècle rassemblent des non-qualifiés. Lorsque les liens pré-capitalistes sont rompus pour de bon, autour de 1914, la seule communauté qui demeure est celle du salariat, le seul lien celui des forces de travail réunies en monopoles.

Et la force de travail elle-même échappe aux ouvriers. Soit elle est dé-qualifiée (OS), soit elle ne se forme plus au contact du milieu de travail, mais dans une école, alors qu'autrefois l'acquisition relativement autonome d'une qualification permettait de voyager et qu'un grand nombre de militants ouvriers s'étaient formés ainsi .

Face à ce mouvement, les Bourses du Travail, dans un premier temps, ont répondu au besoin des prolétaires d'exister sur une base distincte de l'usine. Cette résistance a disparu ensuite, et ne survit que là où le syndicat contrôle l'embauche (en France, dans l'imprimerie de presse, chez les dockers, et chez les ouvriers du spectacle). Mais le refus de calquer l'organisation syndicale sur l'organisation industrielle, aboutit à un monde ouvrier qui demeure centré sur les entreprises. Le mouvement ouvrier socialisait les ouvriers. Les Bourses du Travail naissent quand l'industrialisation devient phénomène de masse et que les ouvriers peuvent s'organiser légalement (IIIe République). Comme les autres fonctions extra-usine du mouvement ouvrier, elles s'effaceront quand le capital les assurera directement (embauche).

La crise de la grande industrie mécanisée et son lent remplacement par un nouveau système de production caractérisé par le taylorisme, le recours à de nouvelles sources d'énergie, etc., entraînent un double changement : artisans et ouvriers qualifiés cèdent la place aux OS et aux qualifiés de grande entreprise, et par là la reconnaissance à travers le travail cède le pas à la reconnaissance dans *l'entreprise*.

Le « syndicalisme industriel » est la grande tentative ouvrière de recomposer une communauté dans et malgré cette mutation. Il est spécialement actif en Grande-Bretagne, aux Etats-unis où De Leon le théorise, en Allemagne en liaison avec ce qui sera la gauche communiste, mais aussi en Amérique latine. En France, il est très différent puisque le syndicalisme révolutionnaire conserve l'attachement au métier. Le syndicalisme industriel entend considérer autant le prolétaire que l'ouvrier. Ce n'est plus *le métier* qu'il faut promouvoir, mais *l'ensemble du travail*. Très fécond quant à la « production de révolutionnaires », il contribue largement à l'unionisme allemand. Il fait la transition entre la lutte du XIXe siècle et le syndicalisme moderne. Jusqu'alors, le miroir du travail offrait à l'ouvrier une identité *personnelle*. Avec la restructuration syndicale par branche d'industrie, les ouvriers se définiront par le cadre de leur activité, *le lieu de production*, qu'ils voudront simplement purifier en éliminant la bourgeoisie. Entre les deux, le syndicalisme industriel offre l'identification à une communauté de *producteurs* qu'il voudrait promouvoir même *au-delà* des bornes de l'entreprise : union de tous les producteurs, république industrielle, tous rêves à l'œuvre en 1917-21, et qui s'estomperont après les échecs qui concluent cette période.

Mais qu'est-ce qui a vraiment échoué entre 1917 et 1921 ? Les prolétaires radicaux d'après 1917, en Allemagne et ailleurs, ont eu contre eux une fraction importante de la classe ouvrière, pour laquelle la solution communiste n'était pas souhaitable, parce qu'aucune transformation communiste positive n'était amorcée. Et ils avaient aussi contre eux les autres classes qu'ils effrayaient sans leur offrir de perspectives hors de la société de classe. Dans sa *Réponse à Lénine* de 1920, Gorter dit justement que les ouvriers radicaux sont isolés. Mais il théorise cette impuissance en concluant que la classe ouvrière doit se battre seule. La lutte de classe *interne* à la société, sans que les prolétaires sortent de la « défense de la classe » contribue à une crise sociale paralysante que seul le nazisme dénouera. Contrairement aux révolutionnaires, au SPD, aux partis du centre, mais aussi à une bourgeoisie étroitement conservatrice, Hitler l'emportera en dépassant — en paroles — la division de classes, proposant à tous une communauté.

Il est vrai que Gorter affirmait la solitude ouvrière allemande par opposition à l'« alliance » russe ouvriers-paysans. En fait, la classe ouvrière russe, très combative, mena une longue guerre ci-

vile sans communiser le terrain conquis alors qu'il existait des conditions favorables pour une telle tentative, comme l'avait pressenti Marx en théorisant la possible réactivation de la commune rurale. Quoiqu'il en fût de cette occasion manquée, la classe ouvrière se retrouva emportée malgré elle dans un conflit fratricide avec la paysannerie. La lutte de classe se termina en tragédie contre-révolutionnaire. On se battit sans qu'aucun camp pût offrir de perspective sociale, ouvrier contre paysan, chacun au nom de ces « intérêts de classe » tant vantés par les révolutionnaires. Ni le communisme, ni la petite production ne triomphèrent, et la perspective manquante fut rapidement apportée par le capital.

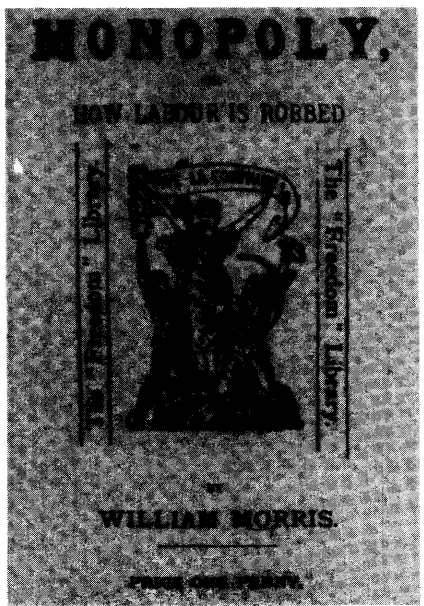
En Allemagne comme en Russie, la lutte de classes a tourné sur elle-même, interne à la société, sans qu'une alternative se dessine. Les prolétaires sont restés dans l'affirmation d'intérêts particuliers. La révolution communiste n'est pas une alliance de classes où les ouvriers ajouteraient leurs revendications à d'autres. Mais ce n'est pas non plus la contrainte ouvrière sur les autres groupes pour les forcer à admettre des « intérêts ouvriers ». Les prolétaires n'ont pas à faire de concessions, mais à se communiser en intégrant à eux des couches de plus en plus larges. Ce processus s'étendrait au moins sur une génération, il supposerait bien sûr qu'on ménage certains groupes, qu'on en neutraliuse d'autres, mais en fonction d'une extension de relations communistes.

L'échec révolutionnaire autour de la fin de la Première Guerre déblaya graduellement le terrain pour un syndicalisme épuré de velleités subversives. Aux Etats-Unis, la formation du CIO dans les années 1930 acheva cette évolution. Selon la formule d'un chef syndical, « le syndicalisme a besoin du capitalisme comme un poisson a besoin d'eau ». Réformisme et corruption n'empêchent pas les syndicats américains de mener des grèves longues et violentes, beaucoup plus longues et violentes qu'en maints pays dont les syndicats ont une réputation de combativité. Les Etats-Unis comptent en moyennes plus de journées de travail perdues pour faits de grève et de lock-out que la France. Sur la période 1951-75, c'est seulement grâce à 1968 que la France dépasse les Etats-Unis. Le syndicat le plus discrédité, celui des *Teamsters*, est aussi l'un des plus puissants, celui qui applique le mieux les principes capitalistes. Pratiquant une discipline autoritaire (c'est l'un des rares syndicats américains centralisés), il organise une solidarité effective, parfois avec d'autres syndicats. Dans d'autres cas, il se montre hostile et les combat comme un monde étranger. Il réunit des métiers variés (jusqu'à des policiers) qui n'ont en commun que l'« organisation ». Par une défense efficace de ses salariés, il regroupe un ensemble de travailleurs fermé sur lui-même.

17. *la contre-révolution au nom du travail*

Pour la quasi totalité du mouvement socialiste, libertaire, syndical de la fin du siècle passé, le communisme ressemblait à la vision de Kautsky : une grande entreprise étendue à toute la société, les radicaux y ajoutant ce qu'on appellerait aujourd'hui l'autogestion. Au moment décisif, en 1917 et après, la révolution fut combattue par les partis de gauche et les syndicats au nom du travail organisé. Au lieu de s'allier avec les classes moyennes libérales comme le préconisait Bernstein depuis 1980, le socialisme allemand s'unit avec l'armée et les réactionnaires, en jouant la stabilité du travail contre l'aventure révolutionnaire.

Le stalinisme aussi s'est appuyé sur le travail organisé, dans les pays comme la France aussi bien que dans ceux où il prit la relève d'une bourgeoisie défaillante. Le régime tchèque, après 1945, dans un vieux pays industriel, s'est longtemps appuyé sur un fort corporatisme ouvrier, politique et syndical. Le Coup de Prague (1948) n'est pas seulement dû à la pression russe, mais encore à l'action de milices ouvrières bureaucratisées. Le nouveau régime de Slansky disposait d'une base syndicale puissante. Aujourd'hui, en Afghanistan, l'URSS, incapable d'écraser la résistance dans les campagnes, concentre son intervention sur les villes et la population rurale des plaines. Elle s'emploie à *constituer une classe ouvrière*, surtout dans l'industrie lourde où de grands syndicats pourraient réunir la masse derrière l'Etat pour moderniser le pays. C'est au nom du développement industriel et du progrès que les staliniens du monde entier soutiennent l'URSS en Afghanistan.



La contre-révolution a assimilé socialisme et travail pour tous. La tentation était forte pour les révolutionnaires de s'opposer au réformisme et au stalinisme en revendiquant une identité d'« ouvrier communiste » (titre du journal de Prudhommeaux, alors communiste de gauche, à la fin des années 1920), pour affirmer que « leur » communisme venait de l'expérience prolétarienne et non des appareils bureaucratiques. Ils ne faisaient ainsi que retourner à la contre-révolution son propre discours. Les organes syndicaux les plus pourris ont aussi quelque chose à voir avec les luttes ouvrières. Le syndicalisme révolutionnaire était l'effort le plus cohérent peut-être de dresser une culture ouvrière face à la culture bourgeoise, sans médiation. Le PCF a réalisé ensuite un projet global, non plus en isolant « la classe », mais en la constituant pour l'intégrer à la société appelée nation.

18. *fin du mouvement ouvrier classique et classiste*

Le mouvement ouvrier, comme ensemble de formes de vie, de réactions, d'institutions et d'idées, organisé autour de la défense de la force de travail, mais offrant un terrain d'action à des groupes radicaux, ce mouvement a disparu. De la fin du XVIIIe siècle à 1914-1918, le mouvement révolutionnaire en a dépendu. Il critiquait le mouvement ouvrier, mais y puisait ses militants et ses énergies. Les groupes révolutionnaires actuels ne sont même pas des « fractions » telles que la gauche italienne les concevait, minoritaires mais liées à des conflits réels. Un mouvement révolutionnaire n'est pas porté par un mouvement ouvrier. Nous sommes orphelins.

Autrefois, d'une part, un monde ouvrier autonome était regroupé autour de ses propres valeurs et institutions : coopératives, mutuelles, maisons du peuple, associations sportives, culturelles...,

bourses du travail, presse, avaient constitué l'univers du salariat organisé. D'autre part, le mouvement « ouvrier » prenait en charge des domaines non directement ouvriers : culture, sexualité, formation, loisirs. *Le mouvement ouvrier était l'âme du réformisme.* On pouvait naître, travailler, se marier, militer, se distraire, mourir, « ouvrier ».

C'était la belle époque de la propagande qui faisait vivre un milieu d'auteurs et de conférenciers, le temps du quartier et de la cité ouvrière, espace autarcique et clos dans ses valeurs. La social-démocratie ne fut pas la seule initiatrice de ce monde à part, ni la seule bénéficiaire de son instauration. En 1875, l'anarchiste J. Guillaume appelait les ouvriers à se constituer en contre-société et à la fin du XIXe siècle, il y avait un certain nombre d'anarchistes qui vivaient de leur plume et de leurs conférences.

A l'origine, le capital traitait les ouvriers (et les autres facteurs sociaux dont il avait besoin : Etat, culture, etc.) comme des matériaux qu'il utilisait sans les pénétrer totalement. Puis il les reproduisit lui-même, les organisa directement en les reliant par la consommation en masse d'objets et de signes.

Après avoir eu une existence autonome dans la phase de développement extensif et de consolidation du capital (en gros, de 1871 à 1914-29), le monde ouvrier est devenu un simple appendice du capital. Là où il est une puissance énorme dans l'économie, comme c'est le cas en RFA, il ne l'est qu'à la façon d'une entreprise capitaliste dépourvue de traits ouvriers spécifiques. Les fonctions sociales autrefois assurées par les organismes ouvriers sont prises en mains par le capital et par l'Etat : le supermarché succède à la coopérative, la Sécurité sociale à la mutuelle. L'Etat ne se substitue pas au capital, il en réalise les lois, organisant le paiement en argent de tout service rendu.

Pendant sa période de relative autonomie, le mouvement ouvrier et syndical développe l'utopie ouvrière capitaliste : élimination du capital parasite (finance) au profit du capital productif (industrie) ; généralisation du travail ; direction de la production, et donc de la société, par les travailleurs organisés. L'idée d'une république du travail, démocratique et totalitaire, revêt mille formes dans les milieux socialistes et syndicaux, ainsi que dans la plupart des cercles « réactionnaires » (Sorel et G. Valois en France). Cette utopie prend plus d'ampleur dans les régions où règne la mono-industrie concentrée. Les mineurs de charbon gallois offrent l'exemple d'un milieu très combatif, très solidaire, jusqu'à l'action suicidaire (grève de plusieurs mois dans un contexte défavorable, terminée par une défaite écrasante). Ils veulent un « univers industriel » *(an industrial cosmos)* où l'Etat résulterait d'une pyramide de collectivités salariées démocratiques. Les Fabiens préconisaient une démocratie industrielle : les mineurs prennent le réformisme au mot, pour le réaliser vraiment.

Cette utopie n'est pas seulement impossible parce que le développement du capital ne peut être démocratiquement contrôlé. Mais aussi en raison de la désagrégation de la communauté ouvrière sur laquelle reposait ce rêve et à l'image de laquelle il voulait refaire le monde.

La fin de la contre-société n'est pas une affaire d'organisation. Le mouvement ouvrier ancien a disparu parce que sa fonction, le réformisme, a été prise en charge par une multitude de médiations capitalistes. La contre-société est presque dissoute dans la société tout court. Le réformisme se démultiplie avec les instances d'arbitrage, les travailleurs sociaux, les médias. Après 68, le gauchisme a accéléré cette pénétration du réformisme dans tout le corps social, avec le développement de néo-réformismes autonomisant toutes les dimensions autrefois explorées par le mouvement ouvrier (féminisme, pédagogie, questions sexuelles...).

19. *intégration par la négation*

Les partisans de la thèse de la disparition du prolétariat le voient intégré, fondu dans la société industrielle ou post-industrielle : les ouvriers auraient cessé d'être eux-mêmes. La réalité est autre. C'est en continuant d'être eux-mêmes et *seulement travailleurs* qu'ils *s'*intègrent (nous ne disons pas : qu'ils *sont* intégrés pour de bon ; ils restent toujours les acteurs de leur propre évolution, quoique dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies mais peuvent toutefois modifier).

Le capital vit *aussi* de la contestation ouvrière dans un cadre anti-patronal, anti-bourgeois, mais capitaliste. L'expérience de 150 ans de luttes de classes modernes prouve qu'on peut se battre *contre* le capital tout en restant *à l'intérieur*, c'est-à-dire se battre finalement pour une forme de capital contre une autre.

Il existe une *intégration positive* : le capital gagne directement à lui les prolétaires, qui se conforment à ses normes. Il y a aussi une *intégration négative*, indirecte, où les prolétaires se rebellent contre les normes sans remettre en cause l'origine des normes : le capital.

Certaines erreurs fondamentales bloquent les têtes révolutionnaires. On prétend encore avec Lénine que « derrière chaque grève se dresse l'hydre de la révolution ». Non. La première réaction à l'annonce d'une grève ou même d'un affrontement avec la police ne doit pas être de se réjouir automatiquement. Une forte majorité de mouvements sociaux font partie du fonctionnement normal du capitalisme et comme tels travaillent à sa conservation. Tout dépend de ce qu'est et devient la grève.

La démocratie est l'organisation capitaliste par excellence, pour des raisons de fond et non contingentes. Le capital suppose la concurrence, la confrontation des pôles de valeur rivaux, même s'ils sont monopolistiques, même s'ils sont contrôlés par l'Etat. Or la démocratie n'est pas la simple réduction de chaque prolétaire à un citoyen doublé d'un producteur et d'un consommateur. Non seulement elle tolère mais encore elle a besoin de groupes raisonnablement conflictuels. L'identité ouvrière a servi et sert encore de puissant dénominateur commun à des regroupements facilitant une intégration négative.

Une lutte ouvrière qui n'est que lutte ouvrière, n'entretient qu'elle-même, c'est-à-dire participe de l'autodestruction de l'humanité. Comme le catoblépas, animal fabuleux qui se dévorait lui-même.

Bien entendu, quand les révolutionnaires d'aujourd'hui, comme ceux du début du siècle, parlent d'action de classe, ils entendent l'action révolutionnaire. Mais ce qui compte, c'est que, contrairement à ce que croit la gauche italienne (et d'autres), l'auto-défense des exploités n'est ni par elle-même révolutionnaire, ni un marchepied indispensable à une action révolutionnaire. Certains ont eu l'intuition de la difficulté, Bakounine par exemple, quoique dans une vision encore politique qui inhibe sa critique (voir Sergent et Harmel, p. 414, note 1).

20. *une grande classe salariée*

La réalité du salaire est aujourd'hui profondément modifiée : il paie toujours la location de la force de travail (c'est là l'essentiel) mais ce n'est plus la rétribution personnelle d'un travail.

Il existe désormais un revenu sans ou en sus du travail, qu'on nomme salaire social, indirect ou disjoint. Le salaire direct ne rémunère en effet que la valeur quotidienne, au jour le jour, ou mois après mois, de la force de travail, non la valeur de la reproduction de cette force. Le salaire direct n'a jamais suffi à assurer la valeur de reproduction. Même les ouvriers surexploités de 1830 se donnaient un embryon d'aide mutuelle. L'organisation du travail est une nécessité capitaliste, dès ses débuts. Mais le salaire social a pris une ampleur telle qu'il décroche le revenu du travail fourni.

Presque tous les grands pays capitalistes ont vu la part du salaire indirect croître dans d'énormes proportions — ce qui prouve seulement qu'il est nécessaire et non que le capitalisme deviendrait philantropique : il n'empêche nullement, et accompagne au contraire ce que le GLAT appelait *la Destruction de la force de travail* par la civilisation moderne. En France, la part du salaire social dans le salaire ouvrier total était de 2 % en 1925, 20 % en 1940, 30 % et plus en 1950. Aujourd'hui dans les entreprises de plus de 10 ouvriers, c'est près de la moitié du salaire. De plus on rémunère de préférence l'effort collectif à l'effort individuel. Dès 1972, en France, la prime collective combinée au salaire au temps intéresse plus d'ouvriers que le seul salaire au rendement (Verret, p. 60-61).

Au décrochage entre travail personnel et revenu, s'ajoute le déclin relatif et parfois absolu de l'ouvrier industriel par rapport aux employés (manuels et de bureau) du tertiaire. En France, en 1974-1981, le tertiaire s'est accru de 192 000 salariés par an, l'industrie a perdu 129 000 salariés par an. Il y a pourtant une relative permanence en nombre des ouvriers en France : 7,5 millions en 1876 (sans l'Alsace-Lorraine), 9,2 en 1931, 7 en 1936, 7,6 en 1954, 8,5 en 1975 (dont 300 000 ouvriers agricoles). En 1975, il y avait 3,8 millions d'employés des bureaux et du commerce. On note une baisse de la proportion d'ouvriers dans la population totale (20 % fin XIXe, 16 % aujourd'hui), une augmentation de leur proportion dans la population active, et une diminution de leur proportion dans le total des salariés : les 4/5 il y a 100 ans, moins de la moitié maintenant. Il n'est pas non plus indifférent que l'Etat emploie près d'un million d'ouvriers et, depuis les nationalisations de 1982, 1,5 million.

Que deviennent là dedans les caractères typiques de la classe ouvrière ? Il suffit d'aller en Pologne ou dans certaines villes anglaises pour voir que l'identité ouvrière existe toujours. L'évolution de la jeunesse, de la musique en Grande-Bretagne depuis près de 25 ans est incompréhensible sans la connaissance de ce « prolétariat héréditaire » que l'on n'a pas en France, du moins pas sous la forme d'un monde refermé sur lui-même. Mais il est caractéristique aussi que la partie la plus dynamique soit sa jeunesse. A bien regarder les phénomènes *mods, rockers, punk, oi*, on s'aperçoit que tous expriment une résistance de la communauté ouvrière face à l'invasion d'un style de vie capitaliste moderne diluant les valeurs et les comportements ouvriers dans le vaste conglomérat des salariés. D'où la réaffirmation bruyante : nous n'avons rien à voir avec la classe moyenne ! Nous sommes prolos, fiers de l'être, et qu'on nous foute la paix ! Quand ils deviennent adultes, qu'ils aient ou non un travail, ils perdent pour la plupart la volonté de cette affirmation. Ils n'ont plus, comme leurs aînés, qu'une appartenance *passive* à la classe ouvrière. De là l'émergence, quelques années après, d'un nouveau mouvement se revendiquant à son tour du milieu ouvrier. Plutôt que la vitalité de la collectivité ouvrière ancienne, ces turbulences témoignent de sa survie, dans un pays en crise qui n'arrive pas à passer à un stade supérieur, et laisse une bonne part de sa force industrielle en jachère, hommes compris.

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. La salarisation massive décompose l'identité qui différenciait bourgeois / ouvriers / classes moyennes classiques (artisans, commerçants, professions libérales). Le phénomène est moins nouveau qu'il y paraît. Il a débuté après 1920, n'a été net qu'après 1945. En face, il y a recomposition de toutes sortes d'identités (voir « Avant la débâcle », n° 1 de *LB*), due à la résistance de communautés non-professionnelles (locales, régionales, ethniques, sexuelles, etc.). Et dans le même temps que le monde ouvrier séparé disparaît presque partout, le monde salarié adopte à son tour les revendications et les méthodes de lutte ouvrières. Tout le monde fait grève, jusqu'aux pharmaciens.

Il y a une nouveauté réelle. Cette salarisation générale, du P-DG de banque, en un mot du bourgeois lui-même, à l'OS, n'a pas d'équivalent, dans aucune société de classe antérieure. Parce que le mode de production capitaliste repose sur la primauté de la production sur la société, quand la production se généralise, elle entraîne tout. L'unification par le salaire ne met pas le PDG et l'OS sur le même plan. Mais elle indique un changement dû justement à l'extension de la production de marchandises.

Les ouvriers, on l'a dit, étaient censés détenir en tant que classe un rôle premier parce que manipulant les forces productives modernes. Or, comme le disait déjà Marx il y a plus d'un siècle, le développement de la production capitaliste fait qu'on ne peut plus localiser le lieu de la production de valeur en le distinguant de ceux qui la font seulement circuler. (*LB*, n° 2, p. 4). Il y a toujours valorisation, mais on ne peut plus reconnaître ce qui est productif de valeur de ce qui en est improductif. Toute l'activité sociale capitaliste contribue à la valorisation. La valeur est de moins en moins repérable. Occupant tout, elle offre moins de prise à l'observation. Des pièces de monnaie pesant en Suède jusqu'à 20 kg, à la carte de crédit universel que l'on aura peut-être un jour, elle est devenue un lien omniprésent, et par conséquent invisible, impalpable.

Selon Marx, quand le travail jouerait un rôle négligeable, la valeur deviendrait caduque. Une société où le temps de travail nécessaire à produire les biens deviendrait insignifiant ne pourrait s'entêter à les mesurer et à mesurer tout par le temps de travail, ni à faire reposer toute la vie sociale sur lui. Mais ce n'était, ce n'est pas une caducité technique, une impossibilité du capital à fonctionner. Encore moins le signe que la valeur serait d'ores et déjà une fiction, une réalité tombée en désuétude. Cette caducité est une contradiction sociale, une absurdité (bien réelle) à dépasser. Soit par un nouveau visage du capital englobant cette contradiction à un niveau supérieur, ce qui n'est pas encore

le cas. Soit par la révolution déchirant l'enveloppe de l'échange.

21. *dématérialisation apparente du capital*

La valeur tend à s'autonomiser. Le capital semble doué d'une vie propre. Il crée une facticité sans devenir lui-même fictif. Croire qu'il perd son être pour ne plus exister que comme paraître, c'est croire en l'image moderne que le capital a et donne de lui : il se présente comme échappant à ses propres lois, se dressant au-dessus de la matière et devenant énergie pure, mouvement. Il veut échapper aux formes et ne vit que dans et par elles. Il est étonnant de voir à quel point les théories à la mode reproduisent à chaque époque la forme la plus visible, la plus superficielle du capital. On l'a pris autrefois pour un système industriel, en oubliant l'analyse de la valeur. Après l'avoir comparé à une machine, on l'assimile de nos jours à un cerveau. On ne produirait plus, on informerait. Cette image correspond au passage à une société de services où l'industrie devient secondaire. Mais cela du point de vue capitaliste. Car dans la réalité le support est bien matériel.

Extrapolant à partir de la notion de spectacle, ou de capital fictif, ou d'échappement de la valeur ou même d'influence déterminante des idéologies, on peut perdre de vue qu'il y a une instance du réel, de la production, et une instance des idées, et que la première instance joue un rôle prépondérant quels que soient les « effets en retour ». On peut perdre de vue tout cela, à condition d'abandonner la pensée rationnelle. L'existence de la pensée rationnelle repose sur la distinction entre la pensée et le réel, la raison s'efforçant d'établir un pont de l'un à l'autre. Quand nous théorisons le communisme, nous le faisons dans la forme de la pensée rationnelle. C'est pourquoi nous posons comme a priori que la réalité et son simulacre, aussi convaincants soient-ils, ce n'est pas pareil. Ou plutôt : la réalité contient son simulacre, *mais pas le contraire*. A ceux qui veulent penser le communisme en dehors de la dichotomie idée/matière, nous déclarons que pour l'instant, nous n'avons pas de langage commun avec eux. Car la notion de praxis, ou d'activité dépasse cette dichotomie, mais les deux termes n'en sont pas dissous pour autant... dans la réalité.

La fuite hors de la matière, rêve du capital, n'est pas sa réalité. Il a pris la forme de tout et tout a pris sa forme. *Invariance* souligne à juste raison que le capital n'a réussi qu'en satisfaisant l'aspiration des hommes séparés de leur communauté et de références divines et naturelles à retrouver une autre communauté, même artificielle. Mais cet artifice inclut l'humain. Le capital a sans doute pour contradiction fondamentale de tendre à éliminer l'homme dont il ne peut pourtant se passer. A chaque détour technique par lequel il tente d'escamoter l'homme, le capital — machine à vapeur, chaîne Ford ou ordinateur — doit le réintroduire ou plus exactement le laisser se réintroduire, car **l'intervention humaine, au moment même où on croit s'en dispenser, n'a jamais cessé de se frayer un chemin, indispensable.**

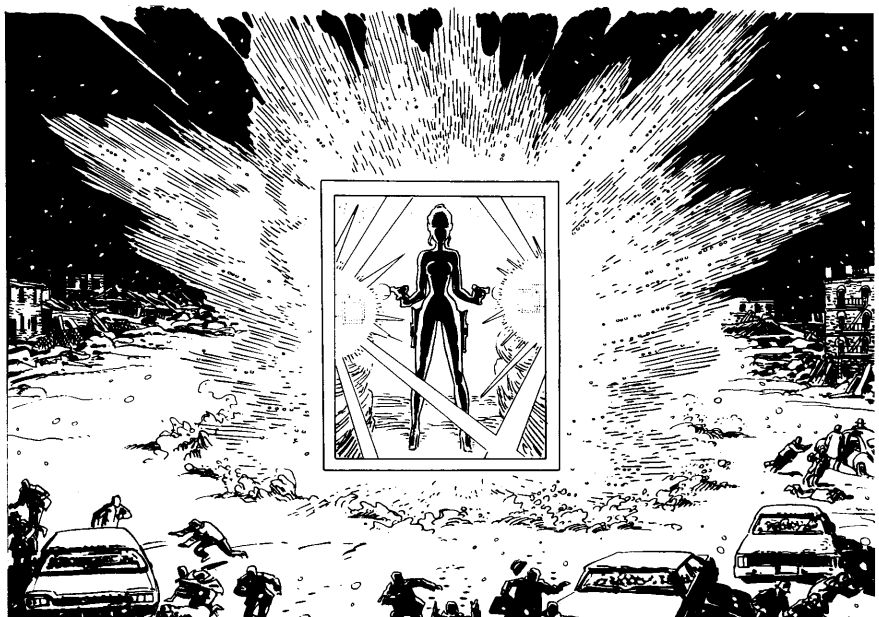
Valorisation par la production, le capital tend à échapper à cette dernière pour se valoriser au maximum, exister comme pure circulation de signes portés par des objets, et de préférence par des objets non-matériels. Son idéal serait même de supprimer la circulation, de la rendre si rapide qu'elle soit égale à zéro. Il faudrait pouvoir passer sans délai d'un lieu à un autre très éloigné, être informé immédiatement de tout ce qui arrive en n'importe quel point du globe, avoir accès en une seconde à n'importe quelle information stockée dans un cerveau électronique personnel mais interconnecté avec tous les autres, etc. Bref, que tout communique avec tout. Il faudrait abolir temps et distance. Que Paris et New York soient aussi accessibles l'un à l'autre que le sont Vitry et Ivry. Ce qui implique de réduire tout à une mesure commune. Son et image ne sont-ils pas à la fois lisibles, traduisibles et réductibles en chiffres ? Ce qui entraînerait bien sûr, si le rêve devenait réalité, une standardisation : il y aurait à la longue aussi peu de différence entre Paris et New York qu'entre Ivry et Vitry.

Au XVIIe siècle, à Amsterdam, on se préoccupait plus des stocks que des flux. Il fallait même limiter les découvertes maritimes pour que les entrepôts aient le temps de se vider. Aujourd'hui la course contre le temps, la frénésie pour s'en affranchir, prouve qu'on en est esclave. La civilisation qui a pris comme base et idéologie la réduction maximum du temps de production en tout, devait en arriver là. L'idéal de cette circulation s'auto-abolissant, c'est une marchandise immatérielle, susceptible d'un stockage et d'un transport faciles : non plus des objets, même pas des services, plutôt l'information, la culture, le monde mué en signal lumineux.

L'art reflète cette obsession. Le futurisme célébrait la vitesse à travers le support d'objets. Il se voulait machinique.

« Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle : la beauté de la vitesse. Une automobile de course, avec son coffre orné de gros tuyaux tels des serpents à l'haleine explosive [...] une automobile rugissante, qui a l'air de courir sur de la mitraille, est plus belle que la Victoire de Samothrace. » Marinetti, 1909.

Puis la machine a servi elle-même à organiser le temps. Le mouvement (cinéma, télévision) voudrait fuir le temps pour être mouvement en soi. C'est bien le rêve de la valeur, comparable à la colombe dont parlent les philosophes et qui croyait mieux voler dans le vide qui lui éviterait la résistance de l'air : un capital qui ne serait que flux. La vidéo cap-

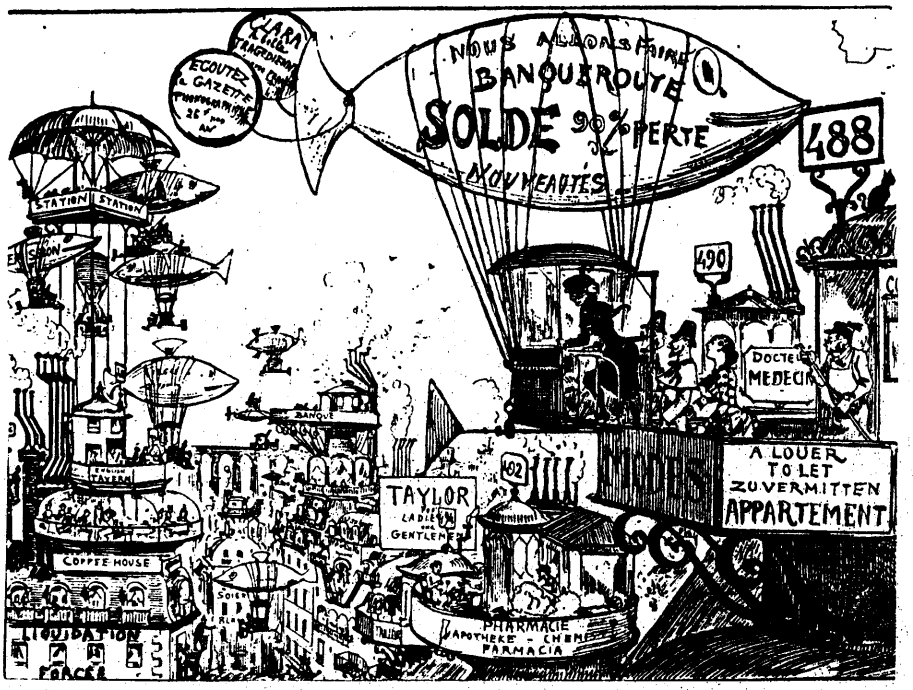


ture le temps, le magnétoscope fabrique « un temps différé, un temps ailleurs » (P. Virilio) : un temps avec lequel on peut jouer après qu'il nous ait été volé et nous ait dominés. L'écran de cinéma comme le pare-brise nous livrent un défilement, un automatisme à la place de l'ancienne routine du temps cyclique traditionnel dont le monde moderne se flatte de nous avoir délivrés. Mais attention, à la sociologie superficielle. Cette société droguée, sursaturée de signes (radio non-stop), interrompt quand même régulièrement l'automatisme. Il le faut, sans quoi on s'endormirait et le mécanisme s'arrêterait, car il ne fonctionne qu'avec notre participation. Même passifs, les hommes, au sein de leur passivité, ne sont pas des robots.

L'économie contient en germe le développement de l'automation puisqu'elle est déjà par nature spécialisation, activité coupée des autres. La production maître de la société contient en germe la standardisation, puisque sa vocation est de rayonner partout, de tout mesurer à elle. Le capitalisme, on l'a vu, contient en lui la possibilité d'une société de l'image. Ce que nous disions sur le lien entre argent, salariat d'un côté, et représentation, image aliénée de l'autre, signifie aussi la promotion par le capital d'une culture du mouvement, de l'insaisissable, un culte de l'éphémère, une « esthétique de la disparition » (Virilio).

Aucun de ces phénomènes, dont la saisie est nécessaire à la compréhension de ce que l'IS nommait la fonction de l'apparence sociale dans notre société, n'est explicable sans le soubassement économique, productif. Ils ne l'annulent pas, au contraire ils tirent leur raison d'être et leur logique de lui. Quand le capital semble s'émanciper de son support, la façon même dont il s'en éloigne montre que le lien subsiste. Et l'obligation où il finit par retomber de se conformer à ses règles témoigne de l'invariance fondamentale du capitalisme.

La monnaie est du travail cristallisé. On la déprécie en en créant au-delà de ce que le travail vivant peut produire comme valeur nouvelle. En 1970, à propos des Droits de Tirage Spéciaux sur le FMI, on parlait de création de monnaie à partir de rien. Une série d'extravagances monétaires ont renforcé depuis cette impression d'un signe sans contenu, qui existe et tient uniquement parce qu'on y croit : une circulation de purs signes sans fondement se soutenant les uns les autres. Ce n'est pas un



hasard si ce mirage apparaît au même moment que les théories faisant du langage un rapport avec lui-même, alors qu'il est toujours d'abord le moyen d'un lien humain, une mise en communication d'êtres en rapport les uns avec les autres dans des actes, quels qu'ils soient. L'économie mondiale n'est pas non plus une somme de fictions devenues réalités par pure convention.

L'économie de dettes et toutes les formes de crédit poussé à l'extrême sont le produit naturel d'un capitalisme qui vit dans et de l'anticipation, en rusant avec le temps, en le remodelant. Ce n'est pas la supériorité technique de l'ordinateur sur le boulier qui permet aujourd'hui des combinaisons infiniment plus souples qu'au temps de la lettre de change et de la marine à voile. Le vrai changement, c'est la constitution du capital en réseau mondial et quotidien à la fois. C'est cela qui permet de jouer avec les cartes de crédit, de jongler avec les mouvements de capitaux réels et fictifs (au sens du capital sous forme d'actions). Le capital peut se (et nous) donner l'illusion de l'immatérialité : il est partout, donc il existe et fructifie sans prendre forcément des formes tangibles, qui le retardent au contraire dans sa course.

La création de nouveaux moyens de paiement est nécessaire pour impulser la demande de capital et de marchandises, tirer perpétuellement le capital par l'avant. On ne verra sans doute pas, comme en 1929, les particuliers faire le siège des agences de banque pour exiger leurs dépôts. Mais une crise financière n'est pas à exclure, enrayée par les Etats, mais cause elle-même d'autre chocs. On dit que les 10 plus grandes banques américaines perdraient 40 % de leur capital si le Mexique n'honorait pas ses engagements, et que le total des dettes aux USA est le double de la valeur de la production nationale, et augmente plus vite qu'elle. Même en période prospère comme 1950-70, l'endettement était considérable. L'expansion du crédit est accrue par la crise actuelle de rentabilité : le besoin croissant en capital aggrave l'inflation et l'endettement qui à leur tour retentissent sur la productivité et les investissements.

Devant cette spirale de créances accumulées par les Etats, les entreprises, les particuliers, sans parler des dettes toujours épongées et renaissantes du tiers monde, sans parler même des pays de l'Est, on voit un gigantesque passif que ne semble compenser aucun actif réellement dynamique, un trou au-dessus duquel le capital flotte sans jamais y tomber. On *voit* donc un cycle sans fin mais surtout sans commencement, sans point d'origine où se formerait la richesse, une sorte de mouvement perpétuel. Après avoir fait des ouvriers sa chair, le capital a l'air de se désincarner. Il offre le spectacle d'un capital irréel, inexistant, présent seulement par ses effets (chacun va travailler, et encore...), mais au centre absent, le moment productif étant devenu impalpable parce que diffus dans le tissu social. On a l'impression qu'il s'entretient tout seul, et on théorise cette illusion d'une dé-réalisation du capital.

« Le concept, à sa limite, implique non seulement l'élimination des "capitalistes individuels", mais l'abolition du "capital" comme tel et de l'"économie" comme secteur effectivement séparé du reste de la vie

sociale. [...] il n'y a plus de "marché" véritable, plus de "prix de production", plus de "loi de la valeur" et finalement plus de "capital" au sens que Marx donnait à ce terme (qui contient comme moment inéliminable l'idée d'une somme de "valeurs" en processus d'auto-agrandissement. »
(Castoriadis, Le Régime social de la Russie, *Les Cahiers du Vent du Ch'min, 1982, p. 21.)*

Le capital est valeur mise en mouvement par du travail, devenu travail social dans un capitalisme ayant tout conquis. Il est recherche systématique de productivité, de temps « gagné », pas seulement dans l'entreprise. L'économie de dettes peut durer tant qu'il n'y a pas de crise brutale dans la reproduction du capital, c'est-à-dire tant que la rentabilité, même difficile, assure la circulation des marchandises, l'investissement, etc. Quand ce mécanisme est trop secoué, le crédit, qui en lui-même n'est pas déterminant, peut se bloquer et aggraver les choses. *Invariance* cite un passage éclairant de Marx qui va à l'encontre de la thèse de cette revue :

« C'est la confiance dans le caractère social de la production qui fait apparaître la forme argent des produits comme quelque chose de simplement évanescent et idéal, comme une simple représentation. Mais dès que le crédit est ébranlé — et cette phase se produit toujours nécessairement dans le cycle de l'industrie moderne — toute richesse réelle doit du jour au lendemain et en réalité être convertie en numéraire, en or et en argent, exigence absolue mais qui résulte nécessairement du système lui-même. »
(Livre II du Capital, *t. 7 des Ed. Sociales, p. 223, cité dans* Invariance, *III, n° 5-6, p. 61.)*

La crise rappelle à l'ordre la valeur tendant à une existence indépendante. Sinon on ne comprend pas pourquoi l'automobile ou la sidérurgie licencierait du personnel. Si la productivité de valeur pouvait être tenue pour une simple convention, on enregistrerait une chute de rentabilité, ou on n'en tiendrait pas compte, voilà tout.

Or on ne peut pas, parce que cela compte. A l'Est aussi (voir le bulletin du GLAT, février 1976, *Valeur et planification,* et janvier et février 1977, *Capital, profit et crise en URSS*).

Il n'existe pas de « crise de la valeur » analogue à une nouvelle variante de la « crise mortelle » dont nous avons parlé. Il n'y a pas non plus de capitalisme qui ait librement échappé à lui-même. Cette thèse, comme auparavant celles du capitalisme librement organisé, d'Etat, monopoliste, bureaucratique, etc., passe à côté de ce qu'est au fond le capital. Car on arrive à l'illusion, produit typique du capital lui-même, d'un capital devenu un être, dominant ses contradictions, en un mot devenu entité totalitaire : contre laquelle il ne reste qu'à inventer une solution totalement neuve, dans un mouvement de perte de la réalité.

22. *quand le travail tend à devenir inessentiel*

Cette évolution entraîne une diminution de l'importance réelle du travail dans notre société. Ceux qui font effectivement un travail, qui fabriquent et transportent des aliments, des voitures, des meubles, nous transportent, etc., deviennent minoritaires. La révolution bourgeoise s'était faite au nom du travail, la révolution ouvrière devait en faire autant, autrement. Maintenant presque tout le monde « travaille » mais le travail lui-même, et non une minorité, est devenu un parasite.

Ces transformations sont complexes. S'il est vrai qu'un paysan américain, dit-on, nourrit environ 50 personnes, il faut 2 ouvriers de l'industrie pour fabriquer tous les matériaux qu'il utilise. Aux USA, l'ensemble des activités liées à l'approvisionnement alimentaire concernent encore un tiers de l'emploi total. Le capital donne l'impression d'avoir fui les nécessités immédiates — et les activités humaines cruciales tournant autour de l'alimentation avec tout ce qu'elle représente — mais il demeure soumis aux besoins humains fondamentaux.

Il n'empêche qu'on doit tenir compte de ce que, dans une France de 55 millions d'habitants, la principale occupation, 5 jours sur 7, 8 mois par an, est celle d'une douzaine de millions de personnes allant à l'école. Il y a là un fait de civilisation gigantesque, parmi d'autres, qui marque profondément un monde.

On a vu l'importance numérique de la classe ouvrière française. Le plus intéressant, ce sont les tendances de l'évolution. Les chiffres qui suivent visent à donner un ordre de grandeur. L'industrie manufacturière américaine comptait 26% de la population active en 1940 : 19% en 1980. L'industrie occupe seulement 28% de la population active aux Etats-Unis, 38% en France, 45 % en RFA. Par contre le Japon ne s'oriente pas autant que les Etats-Unis vers une société de services et s'efforce de fabriquer lui-même les biens de haute technologie à forte valeur ajoutée. Les statistiques sont à utiliser avec prudence. Leur conception même est révélatrice : aux Etats-Unis, les « services » incluent la construction, les transports, la haute technologie. 70% de la population américaine active seraient dans les services ainsi définis. Il y aurait 900 000 emplois

Répartition de l'emploi au Japon en 1982

Emploi total : 56 millions de personnes ; 100%.
Primaire : 5,5 millions de personnes ; 9,7%.
Secondaire : 19,3 millions de personnes ; 34,2%.
Tertiaire : 31,4 millions de personnes (dont 10 dans les services) ; 55,7%.

En France environ la moitié des ouvriers travaillent dans les secteurs les plus modernes : 30% dans la « technologie intégrée » (début d'auto-régulation de la machine surveillée par l'homme) et 20% dans l'OST. Mais parmi ceux-ci une bonne partie travaillent dans des industries à faible coefficient de capital, ou à faible composition du capital, les OS n'étant pas seulement dans les branches de pointe, mais aussi dans des secteurs anciens comme le textile. Dans les industries de transformation (ce qui exclut bâtiment, travaux publics et transports) 44% des ouvriers travaillent à main nue (manutention, emballage) ou à main outillée (entretien), 23% sur machines à commande manuelle, 32% sur machines automatisées (surveillance, contrôle).

Sur environ 8 millions d'ouvriers, 1 million sont hautement qualifiés, 3 millions qualifiés, et 4 à 5 millions n'ont pas de qualification. (Chiffres extraits de Verret, pp. 34-35 et 50.)

Ouvriers et robots montre que la population active a augmenté en 1977-1981, mais plus dans le tertiaire, alors que l'industrie a baissé. Ont augmenté : les cadres administratifs, les employés de commerce, les ouvriers qualifiés. Ont diminué : les OS, les manœuvres.

dans le « personnel artistique » étasunien.

En 1970-80, l'industrie américaine a perdu 2 millions d'emplois. L'utilisation de semi-conducteurs pourrait augmenter la productivité mais entraîner une baisse de main-d'œuvre qui pourrait aller jusqu'à 10 %. De juillet 1981 à avril 1982, l'industrie américaine perd 1,3 million d'emplois, tandis que les services en gagnent 217 000.

On estime que la moitié de la population active française et la majeure partie des salariés américains font partie des « travailleurs du savoir », qui traitent de l'information (fonctionnaires, comptables, secrétaires, etc.) Les activités dont on ne peut concevoir l'utilité hors d'une société capitaliste ne cessent de se développer. Mais il ne s'agit pas d'isoler et de sélectionner le peu de travail « vraiment utile » restant. Qu'est-ce qui est le moins nocif, la publicité ou l'automobile ? Ce serait encore un point de vue capitaliste que de chercher ce qu'on pourrait garder. Mais le développement d'activités qui n'ont plus grand chose à voir avec la production matérielle ou une utilité sociale évidente a nécessairement un effet sur une dynamique révolutionnaire qu'on disait fondée sur le travail. Cette évolution ruine pour de bon la collectivité « classe ouvrière » dans son identité par le travail. Le prolétaire ne peut plus se considérer comme celui qui, au moins, fait quelque chose de valable dans et pour la société d'aujourd'hui et de demain.

Dès maintenant, une grande partie de la mutation vers le tertiaire ne s'explique pas directement par les exigences de la productivité, mais par le besoin de maintenir le système social. Quand le travail vivant nécessaire à la production en vient à ne plus jouer qu'un rôle secondaire, notre société fondée sur le salariat commence à avoir du mal à salarier. Le problème capitaliste n'est pas alors de payer les gens à ne rien faire, mais à trouver quelque chose à leur faire faire en contrepartie de l'argent qu'ils reçoivent. Tout le monde doit entrer dans le circuit monétaire : comme travailleur, comme chômeur, comme « stagiaire », etc. Au début de la crise de 1974, Moynihan, aux Etats-Unis, proposait l'idée d'un revenu minimum garanti à tous, moins élevé que le salaire pour inciter à travailler, et assorti d'avantages sociaux (logements, éducation, médecine) au rabais. Cette organisation de l'inégalité rappelle le « garantisme » italien, revendication d'un revenu pour tous ceux qui ne sont pas intégrés à la production (chômeurs, femmes, étudiants, etc.) On va lentement vers une société où l'on recevra l'argent correspondant à une part de consommation, même si l'on n'a pas fourni une part de travail.

Le cœur du système demeure, malgré tout, sa capacité à offrir à l'homme une perspective dans le salariat. Le capital ne pourrait survivre en ne proposant à ses prolétaires, comme à Rome, que du pain (complet) et des jeux (télévisés), car les prolétaires modernes travaillent ou sont censés le faire, et notre monde repose sur le travail. Ce ne sera peut-être plus le cas dans 50 ou 100 ans, mais pour l'instant, on ne voit pas comment le système pourrait se trouver un autre « cœur ».

La crise du salariat survenant au terme d'une époque marquée par l'effacement apparent de l'ouvrier, de l'employé, du cadre, du patron, etc., derrière le salarié, cette crise fait croire à une disparition des classes au profit d'une simple différenciation de revenu ou de pouvoir. Les délimitations entre bourgeois et prolétaires sont pourtant aussi présentes, c'est-à-dire aussi décisives et aussi floues parce qu'aussi complexes qu'au siècle dernier.

Le capital ne sortira de la crise économique qu'en résolvant sa crise sociale. Il ne peut étendre indéfiniment le Welfare State sans aboutir à une paralysie, comme le montre l'exemple de la Belgique. Dans ce pays on constate à la fois une énorme syndicalisation et la présence de près de 20 % des actifs dans la fonction publique, en raison notamment du gonflement de l'appareil d'Etat consécutif aux conflits communautaires. Ce phénomène amortit les luttes sociales, mais aussi le dynamisme social et économique.

Le capital est en quête de nouveaux modes de vie. Dans le passé, il a ouvert des marchés avec le chemin de fer, l'automobile, l'électro-ménager, tous produits qui correspondaient à une phase de transformation du mode de vie. De nos jours, le capital n'a encore rien produit qui puisse à la fois répondre à trois nécessités : redresser la productivité, donner du travail et procurer des objets répondant à un besoin annoncé et vécu comme fondamental. L'électronique répond sans doute à la troisième nécessité, dans la mesure où elle élargit le champ de la course contre le temps et multiplie les images (ce qui équivaut en fait à un rétrécissement du monde). Elle ne répond ni à la deuxième nécessité — l'automation supprime des emplois, ni à la première, son implantation nécessitant de trop gros investissements. Reste l'hypothèse avancée dans *La Banquise* n° 2 : la crise sociale, pour être surmontée, supposerait une défaite révolutionnaire ou une guerre — en tout cas un choc historique.

La crise de l'Organisation Scientifique du Travail est aussi la crise de ceux qui n'ont pas de travail. Notre monde est dominé par la crise du travail bien plus que par celle de sa seule organisation. La crise de l'OST exprime la crise du travail salarié : la difficulté à faire travailler l'homme pour la valorisation. Et la crise du travail salarié exprime la crise du travail tout court, la crise de cette activité humaine concentrée sous une forme exclusive qui polarise tout autour d'elle en minorant toutes les autres formes.

Mais d'elle-même, la crise de l'OST n'aboutira pas à faire sauter le salariat. Et la crise du salariat ne remettra pas automatiquement en cause le travail et toutes les sociétés fondées sur la trilogie travail-famille-Etat, qui domine à peu près un monde où coexistent systèmes capitalistes et pré-capitalistes.

23. *bouleversement de l'éthique du travail*

Au XIXe siècle, l'idéal de la bourgeoisie était le travail. L'école de Jules Ferry donna en modèle aux petits enfants : le bon ouvrier. Le travail industriel était le moule idéologique de la société, jusque dans l'importance accordée à la production dans les projets planistes, dirigistes-corporatistes de l'après guerre. Quand le capital devient la « véritable valeur d'usage » (Marx) il pénètre partout. La division sociale en classes ne vient plus d'un héritage capitaliste modifié : le capital la produit de plus en plus lui-même. Depuis 1945, ce ne sont plus ni les ouvriers, ni les anciennes couches moyennes qui donnent le ton, mais les nouvelles couches moyennes, produit exclusif du capitalisme. Ceux que Debord théorise sous l'appellation de « cadres », communient dans la consommation, donnent leur modèle à la société, en entraînant plus ou moins dans leur mode de vie des ouvriers partagés entre le rêve encore vivant de leur communauté ancienne et le mirage permissif et consommationiste.

L'éthique du travail empruntée par le

capitalisme au christianisme s'est modifiée au fil du temps et évolue encore. Le **travail — malédiction nécessaire** des origines a cédé la place, à la fin du XIXe siècle, au **travail — devoir social** mais aussi promotion individuelle. Le travail n'était plus une obligation naturelle ou une évidence, comme le montrait le chômage. Il fallait travailler d'abord à l'école, pour pouvoir accéder au travail, et si possible, « aller plus loin » : ouvrier qualifié, instituteur, ingénieur... La contrainte transcendante de l'époque révolue où la religion servait directement le patron en se bornant à enseigner le respect, devenait contrainte personnelle : le travail n'était plus une loi divine mais un devoir dû à la société. Il s'intériorisait de plus en plus.

Les pays retardataires de l'Est tiennent encore ce langage, qui a cessé d'être dominant en Occident, où seuls le PC et certains gauchistes restent franchement ouvriéristes. L'OST a effrité les valeurs ouvrières. Le goût du travail bien fait et la fierté d'occuper un poste qualifié n'ont pas totalement disparu, pas plus que le rêve d'une promotion au sein de l'identité ouvrière. Mais le terrain est de plus en plus occupé par le travail — moyen-de-gagner-sa-vie. La société capitaliste met l'accent non plus sur le caractère concret du travailleur, sa capacité dans un domaine, mais sur son adaptabilité, son aptitude au recyclage. L'homme devient pour de bon l'enveloppe d'une activité interchangeable dont le contenu indiffère. Le travail devient visiblement abstrait.

La morale du travail s'efface. Le travail pénible mais rédempteur n'est plus le mot d'ordre principal. L'idéologie dominante ne passe plus principalement par l'école mais par la publicité, qui glorifie l'informe classe moyenne. Le capitalisme glorifie désormais moins l'effort que l'acte, la participation à la vie collective. En mettant l'accent plus sur l'activité que sur le travail, il singe le communisme. Devenu totalité, le capital peut se faire une image libérale. Qui dirait aujourd'hui comme Jaurès qu'« il n'y a pas d'idéal plus noble que celui d'une société où le travail serait souverain » ?

Quand l'ouvriérisme a cessé d'être l'idéologie dynamisante du capitalisme, le mérite serait bien mince de s'arrêter à sa critique. La théorie révolutionnaire doit dénoncer le travail en montrant la possibilité d'une activité toute autre.

24. *une contre-révolution nouvelle*

Le déclin de la vieille communauté ouvrière est patent. Les grèves belges massives de 1960, premier choc social marquant en Europe la fin de l'après-guerre, étaient encore le surgissement de foules ouvrières parties des lieux et des zones de production pour aller... Elles n'allèrent même pas jusqu'à Bruxelles, la marche tant attendue sur la capitale ayant toujours été remise. Dressés en tant que producteurs contre l'Etat qui les attaquait, les ouvriers avaient pour eux le nombre, la cohésion, l'arme de la production. Ils n'en ont finalement rien fait parce qu'ils sont restés sur le terrain de la revendication. La production ne leur aura servi, une fois de plus, que de moyen de pression.

En revanche, la grève géante de 1968 en France, part de conditions particulières mais n'avance pas de revendications particulières, en dehors des zones où la grève permet à des entreprises archaïques d'entrer dans le monde moderne, c'est-à-dire où elle permet une syndicalisation et attaque la surexploitation. Dans l'ensemble, on trouve les revendications *après* s'être mis en branle. Mai 68 ne se fait ni par l'addition de revendications ni par la réunion des masses autour de revendications centrales. C'est le rejet demeuré superficiel d'un mode de vie par une société qui s'y était trop vite plongée. Le même processus est à l'œuvre les années suivantes, dans d'autres pays, dont la Grande-Bretagne, où de nombreux mouvements se situent d'emblée au-delà de la revendication. Le pont supposé nécessaire, le passage graduel des conditions de travail à une remise en cause plus générale ne se produit pas. Le mécanisme révolutionnaire n'est pas là où on l'attendait.

Au contraire, la contre-révolution a pu l'emporter en Pologne où les prolétaires, sans doute assez vite, se sont laissés enfermer dans le cadre ouvrier et industriel. Dans les émeutes des sidérurgistes français de 79 et encore plus dans celles de 84, les ouvriers se reconnaissaient et agissaient en communauté défendant son travail, de sorte que leur virulence ne pouvait déboucher sur une attaque du capital. Les grèves récentes des OS de l'automobile, surtout si on les compare à celles du même secteur il y a quelques dizaines d'années, se sont portées à un niveau global. On se tromperait cependant en projetant sur ces OS l'image d'une dépossession enfin radicale. Outre qu'ils se retrouvent en communauté nationale ou ethnique qui les aide à lutter mais les enferme sur eux-mêmes en les isolant des ouvriers français, le sens général de leur action reste de survivre dans leur entreprise.

Le prolétaire moderne ne se soucie guère d'une identité par le travail, mais justement là aussi, est le capital, et son triomphe : parvenir à ce que les hommes ne considèrent plus leur travail, une partie de leur vie, que comme un moyen de gagner de l'argent. La lucidité moderne, le désabusement débouchent sur une acceptation de la séparation entre temps de travail et temps « libre », reconnaissance négative et non théorisée — refusant même toute théorie — de la vraie nature du capitalisme. Un univers sans illusion, où l'on ne croit en rien pour accepter beaucoup.

Il n'y a pas spécialement à se réjouir de la perte de l'identité ouvrière : si l'association capitaliste était un terrain de recrutement pour les rackets, l'atomisation l'est tout autant.

La vacuité du travail s'impose à beaucoup de travailleurs, et aux jeunes en particulier. Beaucoup d'entre eux doutent qu'il apporte une satisfaction affective et même matérielle durable. Ils se moquent de l'entreprise et préfèrent moins de travail à plus de paie. Cette attitude engendre une sorte de « gratuité » dans le travail. On n'en attend rien mais on le fait quand même, comme une absurdité à laquelle on ne peut échapper. Chaque fois qu'on le peut, on le détourne en jeu. La recherche dans le salariat de quelque chose d'« humain » anticipe les rapports sociaux communistes

---

Le travail le plus simplifié conserve quelque chose des « *catégories générales du travail humain* ». Son apprentissage met en mouvement « *des catégories générales de la socialisation humaine : usage régulé du corps, disciplines des usages de l'espace et du temps, maniement des codes de communications (verbales et non-verbales, écrites et non-écrites), assimilation des normes de la socialité de groupe... Cet art général de l'économie du corps : poser son effort, ménager son tonus, sélectionner les gestes, les coordonner, les associer à leurs prolongements mécaniques et gérer à tout moment le complexe équilibre de l'objet, des moyens et de la force de travail.* » *(M. Verret,* Le Travail ouvrier, *Colin, 1982, pp. 43 et 44).*

tout en mettant de l'huile dans les rouages des rapports sociaux capitalistes. L'aspiration à une révolution qui nous débarrasserait du travail parasite de la vie passe par ces comportements. Leur apport essentiel est qu'ils permettent de ne pas se laisser user, de rester disponibles pour toute occasion d'aller plus loin. Disponibilité utilisée aussi par l'entreprise qui ressuscite parfois un intérêt pour le travail. Mais le rejet instinctif répandu partout persiste. Ce sera l'un des points de départ du mouvement à venir.

En même temps se forme une communauté nouvelle, salariale et non plus ouvrière. Il y a de moins en moins d'enracinement dans le travail, mais la contre-révolution classiste n'est pas la seule. Autrefois, la passivité des ouvriers majoritairement organisés a permis l'écrasement de la minorité révolutionnaire. C'est tout ce que le capital demande en période d'affrontement social : que l'inertie joue en sa faveur. Sur qui pourrait-il compter désormais ? Des millions de gens trouvent leur travail idiot mais le font chaque jour, — et lui retrouvent un intérêt par un biais quelconque. La prochaine contre-révolution (déjà à l'œuvre de façon douce) sera surtout salariale, moderne ; elle mettra en avant, à côté des principes démocratiques menacés par les insurgés assimilés à des totalitaires, les valeurs du loisir (autant sinon plus que le travail), du plaisir (et non de l'effort), de l'imagination (en plus de la réalité), de la consommation (et non de la production). Toutes ces merveilles, dira-t-elle, que nous avons eu tant de mal à atteindre et allons rendre accessibles à tous, sont mises en péril par l'émeute. On ne dénoncera pas « le désordre » au nom de l'ordre, mais des jouissances qu'il interdirait. La contre-révolution militaire et/ou policière jouera sur l'inertie salariale et consommatoire pour isoler et neutraliser la subversion. Dans le rejet du travail observable maintenant, révolution et contre-révolution sont présentes, en embryon : la partie active de ce refus, qui cherche autre chose, aujourd'hui impossible, le cherchera un jour dans une tentative révolutionnaire ; la passivité qui y est également, inévitablement, et cherche à échapper à une contrainte, plus qu'à découvrir une forme de vie différente, cette passivité traversera la période troublée sans la comprendre, ou en y voyant un danger, et laissera rétablir l'ordre. Bien entendu, les deux mouvements coexistent à l'intérieur d'un même individu. Il n'y a qu'un seul mouvement qui contient contradictoirement les deux « tendances ».

Contre-révolutions classiste et moderne se combinaient déjà en 1920 : moins en Allemagne alors appauvrie, bien plus aux USA vainqueurs de la guerre. Après 1917, le mode de vie, l'émancipation (mystifiée) des femmes, la libération partielle des mœurs, l'expansion des loisirs populaires capitalistes (cinéma), combattirent autant les communistes américains que le FBI, les milices patronales, les syndicats de l'AFL et les ligues réactionnaires. Si l'on veut dès aujourd'hui un aperçu de la future contre-révolution, il faut comprendre aussi bien la réalité de la FNAC-Forum que celle de la caserne de gendarmes ou du siège local de la CGT.

Désormais ce qui unissait les Américains était moins ce qu'ils croyaient que ce qu'ils consommaient... Jamais, dans le passé, autant d'hommes n'avaient été unis par autant de choses matérielles... de plus en plus, les communautés auxquelles l'homme appartenait étaient des communautés de l'invisible.

D. Boorstin, Histoire des Américains. 3 : L'expérience démocratique, *Colin, 1981, pp. 95, 96, 144.*

Au XIXe, l'enracinement autour du travail était géographique : quartier ouvrier, proximité de l'usine, banlieue ou ville industrielle séparée des « beaux quartiers ». Aujourd'hui, de toute façon, les racines ne sont plus celles d'un lieu à part. Le monde moderne est éclaté en espaces différents reliés par la circulation automobile. Pourtant ce monde artificiel garde en lui une quête de la nature, même mise en boîte ou en spectacle : image de ces cadres japonais consacrant quelques heures de leurs rares jours de vacances à un sauna installé dans une cabine téléphérique, suspendu dans le vide au milieu d'un paysage de carte postale. La plasticité formidable du capital est justement dans sa capacité à offrir aux hommes à la fois l'artifice et la « nature », de combiner dans ses objets de consommation les ingrédients qui peuvent servir d'ersatz de communauté, de multiplication des possibles, d'activité libre.

Les êtres capitalisés ne se reconnaissent plus dans une appartenance de classe, ni dans un travail, mais dans un style de vie où les objets sont porteurs de relations qui donnent l'illusion d'une certaine maîtrise de la vie. Là réside la prégnance de la société de consommation : elle ne gave pas, elle redonne une appartenance perdue. Elle est solide là où on ne le croirait pas : on la dit individualisante, elle l'est, mais les êtres humains la resocialisent à leur manière, et c'est son triomphe ultime. **C'est le détournement social généralisé de toutes sortes d'objets qui crée la communauté du capital — une communauté contradictoire comme le capital lui-même.**

Le logement moderne matérialise la vie étriquée de la famille nucléaire, le logement « social » symbolise la vie en dortoirs séparés où chaque famille se replie sur elle-même. Mais le HLM offre malgré lui des lieux de socialité. On aura beau faire, il y aura toujours des « parties communes » où se retrouvent jeu-

nes et parfois moins jeunes. Qu'ils puissent se retrouver là, dans ce désert, témoigne de la capacité marchande à redonner, malgré elle si l'on veut, satisfaction au besoin d'être ensemble, et à compenser la dépossession. La voiture est par excellence un espace social privé, conçu lui aussi pour une famille limitée de 4 à 6 personnes au maximum. Mais la voiture sert aussi de nouvelle socialité : on en parle, on se retrouve pour bricoler, trafiquer, etc. Dans les HLM les parkings deviennent des lieux de vie ouverts sur la rue. Que l'ancien trésorier de la Gauche prolétarienne soit aujourd'hui chargé par François Mitterrand d'organiser la socialité des grands ensembles illustre le rôle que peut jouer le réformisme au détail né des tendances les plus superficielles de mai 1968 : un rôle utile pour le capital, mais finalement bien limité.

Même la télévision qui constitue un recul par rapport au cinéma en termes de relations affectives, est aussi une occasion de créer des liens. Avec le magnétoscope s'est forgée l'habitude de regarder ensemble, de se prêter des cassettes, etc.

La socialité capitaliste est découpée en tranches qui communiquent peu, et chaque parcelle est centrée autour d'un objet : la télé, la mob, la voiture. La scission au cœur de leur production (entre le producteur et son produit) se retrouve dans la consommation. On parle de l'objet, mais seulement — presque seulement de lui. La socialité dont ces objets sont l'occasion demeure centrée sur eux, et elle contribue à nous fixer sur eux. La socialité demeure l'accessoire, il est rare qu'elle déborde de son objet.

Orwell imaginait qu'en 1984 une caméra nous surveillerait sans cesse chez nous. Mais il n'est même pas nécessaire de nous espionner pour savoir ce que nous faisons. Nous regardons tous un écran.

Dans *La Culture du pauvre*, en 1957, R. Hoggard imaginait par dérision une société dans laquelle les ouvriers fabriqueraient des postes de télévision toute la journée avant de passer leur soirée à les regarder. Mais c'est une vue de l'esprit. Il y a toujours nécessairement un moment et un lieu où les êtres se retrouvent : dans le terrain vague, dans la cour, au pub... On ne peut jamais faire reposer une société sur la seule passivité. Toute tentative dans ce sens se traduit par une paralysie sociale qui freine tout dynamisme, comme dans les pays de l'Est, où pourtant l'être-ensemble découvre d'autres canaux pour exister. Sans l'économie parallèle et le marché noir, l'économie des capitalismes d'Etat s'effondrerait. Il n'y a jamais de soumission directe d'individus isolés face au capital. La perpétuelle reformation de communautés sert à la fois de base à un mouvement communiste et de réseau de relations entretenant l'inertie sociale. En d'autres termes, que le capital ne nous ait pas domestiqués, et ne puisse pas le faire, signifie que nous sommes en lui et qu'il ne vit que par nous.

25. *vaines échappatoires*

La mort du prolétariat est à la mode, ainsi que l'interprétation de Marx comme apôtre du développement industriel. Gorz parle du passage de la classe ouvrière à une « non-classe de non-travailleurs » faite de « sans statuts », de « sans classe ». La réfutation d'un tel crétinisme est trop facile. Il ne suffit pas de montrer en Marx bien autre chose qu'un chantre des forces productives, ni de prouver la permanence du mouvement communiste, dont des penseurs annoncent depuis 150 ans la fin. Il ne s'agit pas non plus de savoir si oui ou non il réussira. Mais de comprendre quelles formes il prend et prendra.

On a souvent fait remarquer (par exemple autrefois le *Bulletin communiste* d'Aix) que la définition du prolétariat oscillait entre deux pôles : « philosophique » et « sociologique ». Tantôt l'on donne un contenu concret à la notion de prolétariat-négatif social en renvoyant aux actes des prolétaires. On fait de la psychologie de masse, de la sociologie ouvrière, on s'éloigne de la question centrale : la production du communisme par le capitalisme. Tantôt, devant la pratique contestataire mais non (ou très peu) communiste des mêmes prolétaires, on explique qu'ils finiront bien par agir suivant leur être profond. On se déplace sans cesse de l'ouvrier au prolétaire, des conflits du travail à la subversion communiste, du concret peu satisfaisant à un abstrait attirant mais inexistant, sans jamais en faire la synthèse théorique. Peut-être parce que nous ne savons pas voir l'amorce de la synthèse qui s'en ébauche dans les faits et gestes des prolétaires.

« La crise actuelle du capitalisme international n'a pas produit de nouveau mouvement révolutionnaire, elle n'a fait paradoxalement qu'aggraver la crise de la théorie révolutionnaire moderne. »
(L'Internationale Inconnue, La Guerre civile en Pologne, *1976)*

L'incapacité à saisir le phénomène « prolétariat » est à l'origine d'un ensemble de tentations et de délires. Oublier la nature contradictoire du prolétariat, la constante dialectique intégration-négation, c'est concevoir un prolétariat resté pur « au fond », *sous* le mouvement ouvrier bureaucratique, c'est aussi imaginer que le PC, la CGT, etc. sont l'obstacle premier à une remontée révolutionnaire, et concentrer les efforts sur eux. D'où la stalinophobie de certains ultra-gauches, l'antisyndicalisme des autonomes. De là procèdent les « stratégies » visant à faire sauter un imaginaire « verrou » par la violence, le scandale, etc.

Au lieu de remettre en question la vision courante d'une progression des revendications à la révolution, on peut être séduit par l'idée de sélectionner les revendications supposées radicales. Par exemple une réduction considérable du temps de travail et le salaire à 100% pour les chômeurs et licenciés : « ...la réduction du temps de travail et le salaire garanti sont des objectifs qui présupposent un affrontement nécessaire avec le patronat et l'Etat bourgeois » (*Le Communiste,* organe du Groupe Communiste International, n° 9, février 1981, p. 25). Or, comme le disait le PC d'Italie dans ses thèses de Rome citées par cette revue : ou bien les réformes sont réalisées au profit du capital ; ou bien elles ne sont pas réalisées. Mais il n'y a pas de revendication magique.

On ne fondera aucune organisation révolutionnaire sur l'usine. L'action et le regroupement communiste se font sur un projet global non pas interne mais opposé à l'entreprise. On ne greffe aucune revendication globale sur une revendication partielle qui ne confient rien d'« universel ». Une lutte partielle peut fort bien créer les conditions d'une exigence globale, mais les révolutionnaires ne provoquent pas cette transformation. Leur contact avec le mouvement social n'a lieu que si celui-ci contient déjà une exigence plus vaste, un refus général, une critique de la totalité, même résumée dans le geste le plus simple. Il n'y a pas de progression graduelle des conflits du travail à la révolution : l'action révolutionnaire ne consiste pas à « radicaliser ». Les ouvriers commu-

Il ne tarda pas à en pincer bougrement pour l'anarcho-syndicalisme. Pendant son séjour à Paname, il milita au syndicat des terrassiers-puisatiers-mineurs, et torcha quelques articles pas piqués des vers pour un caneton anar, «le Chemineau».

nistes se rencontreront peut-être à travers des luttes revendicatives, mais les groupes ouvriers communistes se constitueront contre la revendication.

Les prolétaires ne se mobilisent plus sur un programme changeant leur condition dans le capitalisme. Mais ils mènent bon gré mal gré des luttes où la rencontre avec l'impasse réformiste suscite des noyaux informels radicaux. Les initiatives de groupes de jeunes ouvriers ont joué un rôle clé dans le déclenchement des grèves de 1968. A nous de contribuer à l'action de tels noyaux, quand cette possibilité existe. Mais il est vain d'inciter à pousser plus loin des actes réformistes enfermés dans le capital, en insistant sur l'« unité de la classe », car c'est la pratique réformiste elle-même qui divise. La revendication sera toujours celle d'une catégorie distincte des autres.

Les révolutionnaires n'ont pas à apporter une organisation aux prolétaires. Jusqu'ici tous les mouvements (gauche communiste incluse) ont voulu organiser les êtres humains, trouver un moyen de les réunir pour agir. La seule organisation durable est aujourd'hui celle du capital. Les réseaux de cellules d'usine ou de comités ouvriers qui ont tenté de

au Creusot, les métallos avaient lâché le turbin depuis fin avril. René Viviani, socialo réformisse et futur Ministre du Travail, était venu arbitrer le conflit et prônait la reprise du boulot. Au cours d'un metinge devant 8000 prolos, Broutchoux se paya la fiole de Viviani et fit décider la poursuite de la grève.

se constituer dans divers pays comme l'Italie, se condamnent d'avance puisqu'ils posent le problème révolutionnaire à partir de la condition ouvrière au lieu de critiquer la condition ouvrière à partir d'un refus du mode de vie et de la production capitaliste.

26. *une question aussi vieille que la classe ouvrière*

La question du lien entre luttes revendicatives et communisme n'a jamais cessé d'être débattue. Selon le *Manifeste*, le vrai succès de la lutte ouvrière est « moins le triomphe immédiat que l'union grandissante des travailleurs ». Bordiga cite en 1913 ce passage pour justifier la position classique. Or à cette date les luttes ouvrières développent en moins autant les appareils syndicaux que l'union des ouvriers : elles jouent donc à la fois pour et contre l'expérience prolétarienne révolutionnaire.

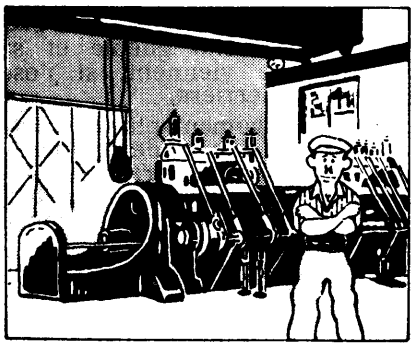
A l'intérieur de la thèse kautskyste de la conscience à apporter aux masses, Lénine, à sa manière, pressent que *la révolution n'est pas la continuation de la réforme par d'autres moyens*. Dès le début, les menchéviks et Trotsky, et plus tard Korsch, dénoncèrent le caractère illusoire, « antimatérialiste », d'une coupure entre un « mouvement ouvrier » réformiste et un « socialisme » qu'on y introduirait. Mais leur réfutation néglige la réalité du problème soulevé et non résolu par Lénine, et qui amorçait ce qu'il nommera lui-même en 1911 « une grave crise intérieure du marxisme ».

La gauche allemande reposa la question, surtout à partir du reflux de la vague révolutionnaire, en mettant en cause, non plus seulement les organisations réformistes mais l'activité réformiste même des prolétaires. Gorter commentait ainsi la scission du KAPD : « *La tendance d'Essen a raison en théorie quand elle dit : lorsqu'il est sûr qu'une action n'est pas révolutionnaire et ne peut le devenir, l'Union et le KAPD n'y prennent pas part.* »

De leur côté, les anarchistes font avant 1914 une critique sévère du syndicalisme, non pour ses échecs, mais *pour son succès*. Malatesta, qui prendra en 1914 une position internationaliste, déclare en 1907 :

« *Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen — le meilleur évidemment (...). Ce moyen, je me refuse à le prendre pour un but, et même je n'en voudrais plus s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes.* »

Pourtant, comme le marxisme, l'anarchisme recherchera un lieu où l'ouvrier soit radical : le syndicat, où les anarchistes joueront un grand rôle. Parti léniniste ou syndicat dit révolutionnaire, il faut toujours un espace social où « la classe » soit vraiment elle-même. Ce lieu clos, préservé, est désormais une utopie archaïque.



anar originaire de l'Oise. Ils vinrent tous deux s'installer à Lens, et là, Benoît trouva du turbin aux fours à coke de la fosse 8. Et c'est maintenant que vont vraiment commencer ses aventures, car tout ce qu'on vous a conté jusqu'ici, ce n'est que roupie de sansonnet et pipi d'aristo à côté de ce qui va suivre !

27. *quelle centralité ?*

Ce n'est plus à partir du travail que peut se faire la critique du monde, mais à partir de la critique du travail. Dans l'entreprise et ailleurs.

La révolution communiste est une explosion d'activités. Les hommes, loin de se croiser les bras s'approprient dans leurs quartiers, leurs régions et par delà les mers, les immenses réserves de nourriture, d'énergie, de vêtements, etc. accumulées par le capital et commencent à les faire circuler communautairement. Ils démantèlent les grandes concentrations industrielles, font circuler dans la société les moyens de production ainsi détournés de leur usage capitaliste, détruisent les élevages de veaux en batterie, etc. Ils remettent en route des productions, mais certainement pas dans le cadre conservé de l'usine, de l'entreprise. La révolution communiste détruit l'unité « entreprise ». L'énumération de toutes ces tâches n'est pas du programmatisme, une utopie abstraite détachée d'un mouvement, mais l'énoncé de nécessités inscrites dans les contradictions capitalistes aujourd'hui à l'œuvre.

La révolution communiste commence quand travailleurs et non-travailleurs commencent à abolir la division du travail, et donc l'identification des indivi-

dus à une fonction. Il n'en demeure pas moins que le soudeur est plus à même de critiquer *immédiatement* la fonction de « soudure » que le professeur de musique. Certes, cette immédiateté devra être rapidement dépassée, sous peine de ronger le mouvement. Mais ne pas voir la nécessité du premier moment, c'est refuser de se poser la question du mouvement lui-même pour ne voir que son but.

Le soudeur d'une grande entreprise a plus de facilité pour agir sur la société que le professeur de musique. Mais une différence sépare aussi le technicien radio dont les compétences peuvent être décisives pour la propagation d'un mouvement, de l'ouvrier du nucléaire qui devra détruire son entreprise. Ces « évidences » reposent sur une fixité des fonctions sociales que le capital tend déjà à diminuer. Dans des pays comme les Etats-Unis où la mobilité sociale est plus grande, un même individu peut bien plus facilement être successivement professeur de musique puis soudeur puis employé du nucléaire. Les expériences professionnelles sont moins rigides, plus assimilables, plus interchangeables que la société capitaliste hiérarchisée ne le donne à croire. Ce processus déjà présent serait évidemment décuplé par une révolution bousculant les compétences et faisant jaillir, comme toute rupture historique, comme la guerre, des trésors d'inventivité insoupçonnés.

Il n'en demeure pas moins que la critique du travail du soudeur contient celle du travail du professeur de musique, bien plus que l'inverse. Car c'est sur le modèle du travail ouvrier le plus simple que toutes les activités humaines ont été remodelées par le capital. Le vrai nœud central est donc la critique du travail qui, lui, fige les qualifications et les statuts respectifs, découpe catégories et groupes. La critique du travail est critique de la détermination par rapport à la production, et donc critique du classisme.

Pour réussir, la critique devra être celle de tout ce qui, jusqu'à l'absurde, tourne autour du travail. Le moment décisif est dans ce passage à une autre activité, qui briserait la frontière entre travail et non-travail, entre l'entreprise et le reste, ce qui signifierait entre autres, le libre accès au matériel et aux machines, une circulation des êtres et des choses qui dissolve le lieu et le moment appelé « travail » pour l'exercer dans d'autres cadres, non séparés des autres fonctions vitales. La révolution communiste est donc aux antipodes de ce repli du personnel dans les entreprises occupées, lieux fermés qu'on fait seulement visiter fièrement lors d'une « journée porte ouverte » comme on le vit encore en 1968.

Un mouvement communiste ne peut plus aujourd'hui être médiatisé par la production. Il est nécessairement rupture avec elle, au sens où la production des moyens d'existence cesse d'être une activité spécialisée, réglée par un équivalent général abstrait. **C'est pourquoi le prolétariat ne se définit pas seulement par la dépossession mais aussi par la tentative forcément collective de se réapproprier ce dont il a été dépossédé.** Le prolétariat se définit par rapport au capitalisme et par rapport au communisme, indissociablement.

La révolution ne sera faite ni par des jeunes gens modernes ni par des prolos fiers de l'être. Elle ne sera pas non plus faite par des décomposés, des désaccordés. Un univers de dépossédés intégraux serait de la barbarie. La révolution sera faite par des gens qui à l'intérieur même du capitalisme s'efforcent déjà de faire autre chose, de nouer d'autres rapports que les rapports capitalistes. Les insurgés n'auront pas en tête un projet de société idéale, mais des projets sur ce qu'ils entendent faire, dans tel ou tel domaine, nés dans le mouvement et dont les réalisations convergentes, pas forcément immédiatement harmonieuses, seront la révolution communiste.

La vraie positivité est là, non dans le travail, ou dans la compétence technique. La capacité technique, la faculté d'apprendre à faire des choses nouvelles, dépendent au contraire de cette disponibilité, de *cette capacité à s'associer* pour des pratiques. Ce n'est donc pas le pessimisme qui fait agir. Des désespérés ne font pas une révolution. Les insurgés ne seront pas des gens laminés. Ce seront des insatisfaits, mais dont l'insatisfaction porte sur l'absence d'une richesse qu'ils chercheront à produire. Le capitalisme produit au contraire une insatisfaction vide, refermée sur elle-même, sans objet. Le prolétariat sera fait d'individus à la recherche de leur humanité. Leur expérience passée, collective et individuelle, comme toute expérience, y compris celle d'ouvrier, contribuera à cette recherche. **La base de la communauté prolétarienne ne saurait donc être le manque, le vide, mais un début — évidemment minuscule en période pré-révolutionnaire — de réappropriation pratique et associée des conditions de vie.**

Le prolétaire s'auto-niera. Cela signifie-t-il que les ouvriers radicaux *devront* quitter l'usine ? Certainement pas en tout cas pour la laisser à la réforme. En 1968, les extrêmistes trop peu nombreux dans l'entreprise étaient contraints de se réunir ailleurs. Plutôt que de partir de l'entreprise, les ouvriers révolutionnaires en feront quelque chose, en commençant par l'ouvrir au reste de la population. Il y a dans les machines un concentré de vie humaine où tout n'est pas toujours à rejeter. Dans bien des cas, on les fermera ou on en abandonnera une partie. Parfois les prolétaires les détruiront comme restes d'un passé haï. Mais il est évident, hors de toute spéculation, que les ouvriers sont nécessaires à la révolution, ne serait-ce que pour détruire les entreprises nuisibles ! Il est évident aussi qu'ils seront utiles en bien d'autres manières. Ceux qui manient les métaux ont un rôle à jouer. Mais s'ils agissaient seuls ou en tant qu'ouvriers des métaux, ils ne les manieraient pas pour ôter aux installations et aux ateliers leur qualité de capital. Un mouvement de producteurs qui conserve sa détermination par rapport à la production a un rôle anti-révolutionnaire. La révolution est désaccumulation. Il s'agit de recomposer une vie dans laquelle on s'apercevra peut-être que le professeur de musique a, entre autres dimensions à découvrir, un goût et un talent insoupçonnés pour la soudure.

Il n'y a pas de groupe social investi de la mission de sauver le monde. Au contraire de la révolution bourgeoise, la révolution communiste n'est pas l'émergence d'une classe au sens socio-professionnel, bien que la révolution doive être capable de bouleverser l'économie pour la supprimer, ce qui suppose qu'elle ait prise sur l'économie. Certains travailleurs sont mieux à même de retourner leur fonction contre le capital, de le révolutionner.

Les ouvriers de LIP avaient parcouru la France sans jamais sortir des limites de leur entreprise. L'entreprise est l'un des centres techniques d'une révolution communiste, non son centre de gravité social. Il faut au contraire faire basculer ce centre de gravité de la société capitaliste. L'existence de l'entreprise con-

tient celle de l'école, du loisir, de la vie privée, de toute la parcellisation de la vie. La révolution ne sera pas une inter-entreprise.

D'où l'insuffisance, sinon la nocivité, de toute lutte axée uniquement contre l'exploitation. Que nous soyons exploités au profit d'une minorité et surtout d'une entité impersonnelle est certes une réalité atroce, que la révolution supprimera. Mais le prolétaire, depuis qu'il existe, subit un tort bien plus vaste, qui englobe l'exploitation. On l'a exproprié de lui-même, de la possibilité d'agir, de faire ; et là est le tort fondamental, dont l'exploitation-vol n'est qu'un effet. Si on laissait au prolétaire son salaire sans l'obliger à venir au travail, l'expropriation n'en subsisterait pas moins, elle serait même aggravée : on l'aurait transformé en consommateur condamné à une activité libre et vide, un jeu éternel et sans enjeu*. **Le prolétaire est exproprié de son faire, c'est-à-dire de son être. C'est à cela que la révolution doit s'en prendre.**

28. *travail et exclusion du travail*

L'inessentialité du travail se traduit aussi par une frontière de plus en plus floue entre ceux qui travaillent et les autres, ceux qui ont un emploi stable et les autres, bref entre travail et non-travail. En RFA, par exemple, on avait réussi, jusqu'en 1980, à préserver la base sociologique des syndicats. Mais, à partir de cette date, les travailleurs qualifiés de certaines grosses entreprises ont commencé à faire connaissance eux aussi avec le chômage et le revenu réel des salariés a diminué en 1981-82. Le marché conclu entre le capital et une fraction privilégiée des ouvriers — garantie de l'emploi en échange de l'acceptation d'une baisse du revenu — a cessé d'être respecté comme par le passé. C'est le moment de noter que l'utilisation des statistiques permet de donner une idée mais doit toujours s'assortir d'une remise en cause de la nature même des statistiques. Et pas seulement parce que l'expert, comme dirait le militant, est toujours au service de quelqu'un mais encore et surtout parce que la notion même de statistiques, l'idée de mesurer les faits sociaux, est une notion historique capitaliste, et les prétendus « faits » sont eux aussi des réalités historiques. En créant le salariat, le capital crée du même coup la catégorie de l'exclu du salariat : le « chômeur ». Le chômeur est peut-être celui qui ne travaille pas mais c'est surtout celui qui n'est pas salarié. Ce que les experts appellent travail, c'est le travail à plein temps, productif et rentable. Quand on applique cette idée au tiers monde, on est amené à mesurer les vestiges précapitalistes à l'aune capitaliste. Selon le BIT, près de la moitié de la population adulte africaine est en chômage. Or, la scission définitive entre le travail et le reste de l'activité n'est pas encore intervenue en Afrique. L'Africain qui surveille ses chèvres en bavardant avant de faire un détour pour donner un coup de main à sa femme à la maison, l'expert capitalisé considère-t-il qu'il « travaille » ?

Il ne faudrait pas croire non plus qu'il a fallu attendre notre époque pour voir apparaître une théorie des exclus. Après 1870, Bakounine considère le prolétariat italien comme le « prolétariat en haillons » dont parlaient Marx et Engels, méprisé dit-il, par les sociaux-démocrates, et auquel il oppose « une classe d'ouvriers privilégiés qui, grâce à leur gain considérable, se targuent de l'instruction littéraire qu'ils ont acquise », et se différencient des bourgeois « par leur situation mais nullement par leur esprit » (cité par Sergent et Harmel, p. 413). Pour Bakounine, « seul ce prolétariat en haillons s'inspire de l'esprit et de la force de la prochaine révolution sociale et nullement la couche bourgeoise des masses ouvrières. » (*idem* p. 414).

C'est sur les déclassés que comptent certains anarchistes comme S. Faure et non sur les ouvriers syndiqués, traités de « pires ennemis de la révolution », laquelle sera faite par « la masse noire, la masse des sans-travail et des affamés qui doit servir de point de départ aux revendications anarchistes » (texte de 1896-97, cité par Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Maspero p. 275).

« Les sans-métier, les sans-travail, trimardeurs, pilons, prostituées, déclassés, sont les révolutionnaires de demain. En revendiquant les sans-travail, l'anarchisme individualiste et antisyndical aura une base économique et possédera une signification sociale. » (1907)

Au début du siècle, dans sa critique des intellectuels, J. Makhaïski inclut parfois les paysans et le lumpenprolétariat dans le prolétariat mais il en exclut les ouvriers sortis de leur classe et devenus des intellectuels ou des salariés privilégiés. De même il se refuse à condamner « ce que la bourgeoisie et les syndicats appellent « hooliganisme » (texte de 1907, in *Le Socialisme des intellectuels*, Le Seuil, 1979, p. 29).

Plus récemment, l'opéraïsme italien a soutenu la thèse des deux sociétés au sein de la classe ouvrière, que l'on trouve aussi exposée dans le livre de K. H. Roth sur « l'autre mouvement ouvrier en Allemagne. » Les immigrés ont souvent servi de base à une théorisation de l'exclusion.

Pourtant, il y a toujours eu exclusion et ce qui change de nos jours, c'est la forme qu'elle revêt. Marginalisation, marginalisme et refus du travail ne datent pas d'aujourd'hui mais s'expriment désormais bien plus *à l'intérieur* d'un capitalisme qui a tout englobé. Au XIXe siècle, c'était bien souvent le travail qui refusait l'ouvrier (45 % de la population parisienne aurait ainsi été touchée par le chômage en 1846-1848) alors qu'aujourd'hui, l'ouvrier refuse parfois le travail. Et ce refus peut même s'exprimer *dans le travail*, par le choix d'un emploi temporaire, des « petits boulots » etc. Le même genre de mouvement s'est produit dans l'école : la scolarisation « obligatoire » jusqu'à douze ans (1884) n'a été réalisée qu'aux alentours de 1910. A Paris, au début du siècle, sur 200 000 enfants scolarisables, 45 000 ne fréquentaient pas l'école. Aujourd'hui, le refus de l'école n'est plus l'école buissonnière mais s'exprime *à l'intérieur* de l'institution.

Il existe aussi une fluidité — dans les pays les plus modernes — entre les diverses occupations professionnelles et entre les phrases de travail et de chômage. La bourgeoisie s'est d'ailleurs employée à mener toute une propagande pour « dédramatiser » la situation de chômeur, qui apparaît de plus en plus comme une pause, pas toujours épouvantable, entre deux emplois, comme un moment dans la vie de travail. Dans le tiers monde, il existe encore des cas extrêmes comme lors de cette grève chilienne où les patrons licencièrent 5 000 ouvriers grévistes pour en embaucher 5 000 autres aussitôt. C'est peut-être dans les pays de capitalisme ancien, comme la France, que la fluidité est la moins forte, comparée à celle des EU d'un côté et des pays peu industrialisés de l'autre.

Selon le BIT, le travail « au noir »

* C'est l'utopie capitaliste que poursuit le garantisme.

concerne près de 10 % de la population active des pays industrialisés où il est parfois plus important, numériquement, que le chômage. Il toucherait de 3 à 5 % des actifs en France, de 8 à 12 % en RFA, de 13 à 14 % en Suède.

« ... on imagine mal le fonctionnement d'une société dans laquelle un grand nombre de citoyens exerceraient des activités illégales et non déclarées. » (Rapport du BIT, *Le Monde*, 18 août 1983.)

Il n'existe donc pas de raison particulière de théoriser des exclus qui ne sont pas plus exclus d'eux-mêmes que ne l'est l'ouvrier sur sa chaîne. Dans les grands mouvements postérieurs à 1917, on a vu se dresser des couches tout à fait intégrées à la production. L'explication sociologique a ses limites. Surtout à une époque où l'exclu tourne autour du travail tandis que le travailleur, lui, peut difficilement se résumer par un travail qu'il sait précaire. Entre stabilité et chômage, il existe donc une infinité de variantes plus ou moins graduées.

Il ne faut pas aller chercher chez les exclus du travail une critique du travail qui serait plus radicale que chez ceux qui ont un emploi. S'il est vrai que le travailleur peut se montrer conservateur par peur de perdre son emploi, il n'est pas moins vrai que l'exclu peut se montrer tout aussi conservateur par désir d'en trouver ou d'en retrouver un.

Il est inutile de chercher un « vrai » prolétariat pour remplacer les travailleurs qu'on suppose intégrés au capital. Nous avons dit que la dépossession *totale* brise et rend inerte — inapte à effectuer un quelconque changement social. Dans cette société, les plus écrasés, les plus exclus, seraient ce « quart-monde » dont le nombre varie selon les critères retenus pour l'estimation. On parle de 500 000 adultes en France (plus leur famille) — 20 % seraient au chômage, 20 % en maladie ou en invalidité, voire les deux, 60 % en travail irrégulier, intermittent, etc. Ces gens ont le plus grand mal à s'opposer à la société parce qu'ils sont broyés par leur exclusion et se replient sur des liens familiaux, de clan et de voisinage.

29. *universalisation du capital comme du prolétariat*

On peut illustrer l'extension planétaire de l'expérience prolétarienne et de ses contradictions par deux exemples convergents. La révolte gambienne de 1981, mouvement radical, sans frein, qui mourut de n'avoir pas de revendication précise à faire valoir et de s'en prendre à tout l'ordre mondial. La grève qui oppose, depuis un an et demi au moment où le présent chapitre est rédigé, 250 000 ouvriers de Bombay au patronat du textile (*le Monde*, 17-18 avril 1983). Ces deux exemples semblent aux antipodes l'un et l'autre. D'un côté, une émeute radicale et anonyme, proche d'une jacquerie. De l'autre, une grève massivement suivie, menée par un chef populiste. Mais ils montrent que l'amplification géographique du prolétariat par le biais de l'industrialisation répercute aussi les contradictions du mouvement prolétarien à la terre entière.

Marx se trompait en prévoyant une marche inexorable de l'industrie dans le monde. Malgré ce qu'il savait de l'inégalité foncière du développement capitaliste, il croyait, dans le cas de l'Inde par exemple, que l'industrie appelait l'industrie, quelle que fût la volonté de la métropole. Il sousestimait les possibilités de blocage du développement économique des pays arriérés par les grandes puissances capitalistes. A l'intérieur même des pays les plus modernes, comme dans les pays retardés, le capital crée lui-même des zones de surdéveloppement et des zones retardataires. Le règne total du capital sur le monde ne passe pas par la transformation de tous les hommes en salariés et de tout objet en marchandise, même dans les pays les plus avancés (agriculture américaine).

Mais surtout, Marx a accrédité l'idée d'un dépassement des limites du mouvement révolutionnaire par son élargissement à la terre entière au moyen de l'industrialisation. Il croyait entre autres choses au dépérissement du nationalisme des ouvriers quand le capital serait pleinement internationalisé. On a vu ce qu'il en a été. A la suite de Marx, nous avons eu tendance à sousestimer la capacité du capital à se créer une communauté, à devenir lui-même une communauté. Il est manifeste que Marx partageait au moins en partie l'idée bourgeoise d'une espèce d'unification mondiale qui simplifierait les problèmes en supprimant une part de leur ambiguité. Cela ne s'explique pas sans la croyance en une vertu positive de l'industrialisation, contraignant les prolétaires à s'unir, à voir en face la communauté de leur condition sur tous les continents et à agir en conséquence.

L'appui apporté par Marx à la bourgeoisie libérale, pour accélérer les choses, de la *Nouvelle gazette rhénane* en 1848-49 à son soutien à Lincoln, n'a pas d'autre motif. De même son appui à des chefs et à des organisations ouvrières qui n'avaient rien de révolutionnaires, trouvait son origine dans la conviction que le capital en dominant tout éclaircirait lui-même les choses, en épurant les organes ouvriers et en ne laissant d'autre choix qu'une révolution qui pourrait même être pacifique, car la force et l'étendue du mouvement y contraindrait la bourgeoisie.

30. *le mouvement communiste est celui qui tend vers l'au-delà du capital*

Le mouvement communiste passe par la critique de ce qu'ont de commun toutes les variantes de la condition prolétarienne. Pour que le prolétarilat existe au sens que nous donnons à ce mot, c'est-à-dire dans sa double dimension à la fois capitaliste et communiste, il faut une révolte contre ce qu'ont de commun les conditions de vie et donc de travail du travailleur stable, du travailleur précaire, du sans-travail, du non-travailleur parce que trop jeune, trop vieux, etc. Organisation et désorganisation du travail sont donc l'un des terrains privilégiés de l'apparition et de l'action du prolétariat.

Le caractère collectif, ou violent, ou massif, ou anti-institutionnel, voire anti-marchand, ne suffit pas à faire d'un mouvement un mouvement communiste. Il y a des pillages qui ne préparent en rien la révolution et des grèves surgies d'un fait mineur et apparemment banal, qui contribuent à l'apparition d'une aspiration communiste.

Est communiste ce qui ne se contente pas d'affirmer une hostilité de principe au capital ou de s'en prendre à l'un de ses aspects, mais bien ce qui contient tendanciellement un autre rapport social que le capital. C'est par exemple une de ces grèves qualifiées de « révoltes anthropologiques » parce qu'elles s'en prenaient à la réduction du travail à des gestes séparés de leur intelligence et détachant le cerveau de la main. Mais dans ce type de grève il y a *tendance* à condition qu'il y ait *affrontement* (violent ou pas), c'est-à-dire opposition entre ce qu'offre le capital même amélioré par

l'enrichissement des tâches ou par des droits ou par un collectif d'atelier etc., et une autre solution si différente qu'elle n'est pas acceptable par le capital. Ce qui n'empêchera pas le capital de réabsorber le cas échéant cet élan communiste. Rien n'est radical en soi, tout est le terrain d'une contradiction.

Inversement, la lutte contre le capital qui affirme simplement une opposition, même si elle sabote l'économie, met celle-ci en crise sans conduire ailleurs. Nous n'avons pas à nous réjouir particulièrement de ce qui se borne à amplifier la crise du capitalisme sans dessiner les contours d'un monde nouveau. Les luttes sociales importent pour le communisme quand elles font émerger la recherche d'une autre socialité que celle du capitalisme. Le critère unique n'est donc pas d'être contre le capitalisme mais de se diriger au-delà — sans s'y croire déjà.

Quatre années de luttes sociales polonaises se soldent par un bilan qui n'a rien de réjouissant pour les révolutionnaires. Il ne fait guère de doute que jusqu'ici la contre-révolution a triomphé y compris à l'intérieur de la classe ouvrière parce que l'ampleur de la lutte n'a pas dégagé les premières formes d'une autre vie. Pas plus que l'ampleur, la violence d'un mouvement ne constitue un critère décisif. La combativité ouvrière n'est pas incompatible, par exemple, avec l'appartenance au parti stalinien. Des travailleurs étasuniens ont mené des grèves acharnées, fusil en main, tout en soutenant une direction syndicale raciste et chauvine.

En dépit de son ampleur, le mouvement de 1936 a abouti à une intégration des ouvriers à l'Etat. Celui de 1968, au contraire, a correspondu à une fracture. Pour que le mouvement immédiat prépare la révolution il faut qu'il y ait en jeu quelque chose de général. C'est au niveau le plus profond, celui d'un rejet dans les faits de la logique capitaliste que se nouent des liens communistes entre prolétaires.

31. *rien n'existe seulement comme négation, pas même le prolétariat*

Pour que le prolétariat se soulève, se constitue en force cohérente (c'est la même chose) il faut bien qu'il ait existé préalablement à son soulèvement, qu'il ait existé au moins tendanciellement dans le capitalisme. Il existe donc au moins en négatif.

Or, qu'est-ce qu'une existence négative ? Camatte a eu le mérite d'indiquer la gravité du problème en déclarant que la théorie du prolétariat, c'était la théorie d'un absent. Si le prolétariat n'a de réalité que dans une dynamique, s'il ne se réduit à aucune quantité statistiquement observable, il ne mène pas pour autant une existence purement négative. Comme toute force sociale, les prolétaires ont horreur du vide. Des gens qui ne croiraient plus à rien, qui se contenteraient d'attendre le communisme, qui ne feraient strictement rien en dehors de gagner leur vie, seraient devenus objets du capital, formes prêtes à se remplir de n'importe quel contenu capitaliste qui se présenterait comme une rupture de la routine.

Autrefois, on s'appuyait sur du positif : la révolution était censée libérer le travail du capital. Mais les prolétaires ne peuvent plus se fonder sur quoi que ce soit d'existant en ce monde. Et cependant rien ne peut reposer sur le seul sentiment de rejet du monde ou sur les seules affinités. S'il en était ainsi, nous ne souffririons pas seulement d'une difficulté d'être et d'une difficulté à agir le moment venu, mais tout bonnement d'une impossibilité à être. Le vrai monstre serait cette entité chimérique : le prolétariat. Et la réalité, ce seraient les luttes revendicatives et les gens prêts à mourir pour tout sauf pour la révolution.

Deux exemples illustrent la difficulté d'une existence qui ne serait ni uniquement positive ni exclusivement négative. En 1974 lors d'une grève de quatre jours dans l'automobile aux Etats-Unis, il fallut attendre trois jours pour que des revendications fussent formulées. Le licenciement de quatre ouvriers et d'un délégué, qui était à l'origine de la grève, était considéré par les grévistes comme un simple prétexte. Ils ne se reconnaissaient pas dans cette seule cause et n'avançaient pas de revendications spécifiques. La grève prit de l'ampleur, refusa la routine des conflits rituels sans s'élever à des actes révolutionnaires. Ainsi en est-il de nombreux conflits qui éclatent dans l'espérance vague de susciter autre chose. On ne croit pas obtenir d'améliorations tangibles par des concessions patronales mais on les exige malgré tout. Comme « l'autre chose » à quoi l'on aspire n'a de sens qu'au niveau de toute la société, ce dont chacun est conscient, la grève meurt d'elle-même, parfois dans l'affrontement, parfois par simple désaffection et les syndicats obtiennent des concessions. De telles grèves n'auraient pas lieu sans une suite d'escarmouches préalables durant lesquelles les revendications les plus diverses sont présentées. Dans le cas de la grève de l'automobile citée, les ouvriers se débrouillaient en dehors des syndicats et leur mouvement fut violemment antisyndical.

Les émeutes anglaises de l'été 1981 tendaient, elles, vers un universel qui, justement parce qu'universel n'arrivait pas à émerger, alors que les émeutiers noirs américains des années précédentes pouvaient facilement se retrancher derrière un programme qu'on pourrait résumer ainsi : nous aussi ! (pour les réformismes), nous ! (pour la fraction à prétention radicale). Il n'y avait pas de « nous » possible dans les rues anglaises de l'été 1981 car l'appartenance était directement donnée par les actes eux-mêmes. Les émeutiers n'étaient pas là en membres d'un groupe particulier. Mais leur mouvement épuisait sa force dans ce qu'il faisait. C'était un refus clair de tout, sans autre perspective.

Les deux exemples précités montrent que le communisme aujourd'hui ne se différencie pas forcément du reste du mouvement de la société par ce qu'il fait. En tout

cas il s'en distingue toujours par la manière dont il le fait. Il ne peut donner naissance à aucun regroupement durable organisateur de luttes. Sa critique globale ne naît pas de rien, elle s'appuie sur l'expérience des échecs d'aménagement du capital, mais les prolétaires ne nouent des liens communistes et n'agissent en communistes qu'*après* cette expérience.

Leurs rencontres et leurs actions se placent d'emblée au niveau de la totalité. Ces rencontres et ces actions, leur puissance, constituent la preuve que le prolétariat existe. Il n'y en a pas d'autre.

32. *des communautés aux communautés*

Tout part de là où les liens sociaux se nouent et se dénouent. En 1984 pas plus qu'en 1840, le capital n'a tout nivelé. Des communautés ont été détruites et d'autres se sont recréées. Aujourd'hui, des formes d'organisation fonctionnent sans être des structures formalisées, les hommes et les groupes sont reliés par leur participation à un spectacle, à une idéologie, à un mode de vie. Même le fascisme ne créait pas de néant social entre l'individu et l'Etat. « Rien dans un Etat n'est plus dangereux que des hommes déracinés que l'on prive de leurs organisations de défense. » (Ley, chef du Front du Travail Allemand sous le nazisme.)

Contre-révolution et libéralisme ont reproché à la bourgeoisie et à sa révolution d'avoir éliminé contre-pouvoirs et structures intermédiaires. Mais le capital en a produit d'autres. C'est une vision barbare qui nous pousse à croire qu'il n'existerait rien entre l'individu et le capital. La société donne naissance à des communautés intermédiaires et renouvelle les anciennes.

Souvent, ces communautés fonctionnent seulement dans le capital et à son service. Marx et Engels ont cru que les Irlandais, arrachés à un mode de vie séculaire, jetés dans la société moderne, étaient radicaux puisqu'ils n'avaient plus rien à perdre et tout à gagner à une révolution. Mais l'identité irlandaise était (et est encore) à la fois mythique et bien réelle. Aux EU, les Irlandais ont formé un lobby qui a, entre autres choses, occupé une position de force à New York pendant des dizaines d'années. Parallèlement, la question sociale en Irlande même était réabsorbée par la question nationale mal comprise par Marx et Engels.

L'action prolétarienne repose sur des liens existants, elle ne surgit pas du néant, elle n'est pas le fait d'êtres totalement atomisés qui décideraient brusquement de se réunir. Mais ce genre de lien communautaire ou collectif peut aussi entraver tout élargissement de l'action. Les Indiens des *barriadas*, les bidonvilles de Lima qui, au nombre de 2 millions, représentent la moitié de la population de la capitale, reconstituent des relations de réciprocité, des sphères d'échange — familiales, individuelles, etc. — avec la campagne, communiquant par le truchement des camionneurs métis et vivotant de petits métiers qu'ils exercent pour les classes moyennes de la ville.

« *L'Indien, coupé de toute racine et de toute territorialité, meurt isolé dans une* barriada, *mais il meurt Indien et non pas prolétaire.* » (Le Monde diplomatique, *mars 1982.)*

Les travailleurs immigrés dans les grandes métropoles capitalistes reconstituent aussi ce genre de réseau. Le million et demi de Turcs qui vivent en RFA forment une société parallèle dont certains traits (nationalisme, identité, rackett, marché de biens de consommation interne) n'ont rien à envier à la contre-société social-démocrate ou stalinienne.

Si le Japon nous apparaît si solide (peut-être à tort), c'est qu'il est ethniquement très uni (à l'exception des 700 000 Coréens sur une population totale de 120 millions d'habitants). A l'inverse, les EU sont divisés en une multiplicité de groupes nationaux ou ethniques, mais ces groupes se soudent dans une communauté américaine. Ainsi le film *Deer Hunter* (Voyage au bout de l'enfer) nous montre-t-il des sidérurgistes qui sont Lithuaniens avant d'être ouvriers, mais chantent *God Bless America* (Dieu bénisse l'Amérique) quand le malheur les frappe.

Les seules couches réellement coupées de leurs racines locales, linguistiques et autres sont probablement les classes moyennes nouvelles — les « cadres » — et encore, à condition de fermer les yeux sur bien des survivances. Elles sont naturellement les plus portées à vivre repliées sur le travail et la famille, communiquant avec le tout-capital par le truchement de la consommation et rencontrant autrui à travers les services et loisirs marchands — au supermarché, en faisant du jogging, dans les camps et clubs de forte concentration vacancière, etc. Dans les autres couches sociales, en haut comme en bas de l'échelle, on trouve une foule de liens collectifs malgré le fait que le capitalisme tend à unifier et homogénéiser tout le monde sur le modèle de ces nouvelles couches moyennes. Même quand il y parvient, même quand les objets sont au centre de leur vie, les hommes se retrouvent (comme on l'a vu avec l'exemple de la voiture, etc.). Toute consommation tend à devenir un lieu de rencontre avec autrui.

Du point de vue du communisme, il faut voir comment et où certaines communautés (mais pas toutes, loin de là) risquent de se défaire, sous l'effet de la valeur, du travail moderne, et donc de la lutte de classes, tout en donnant naissance à quelque chose de subversif. Il faut chercher les communautés qui peuvent s'ouvrir sur d'autres, se dissoudre en tendant au général, à l'universel, à ce que les révolutionnaires considéraient comme le prolétariat-groupe charnière.

Le dépassement de la contradiction positif/négatif est possible en des points de contact où le capitalisme moderne se heurte à une capacité de résistance qui tire précisément sa force de ce qu'elle n'a pas été dressée par le capital. L'aspiration communiste naît ainsi comme la résultante d'une modernité capitaliste qui présente l'avantage de socialiser, d'unifier le monde et donc de contraindre à une vision globale des choses empêchant d'être d'abord corse ou algérien et d'une communauté pas encore entièrement capitalisée, qui n'admet pas encore vraiment les évidences capitalistes que sont marchandise et travail. La rencontre des deux est nécessaire. Sans quoi, la modernité livrée à elle-même se perd dans le rêve capitaliste, ce qu'elle possède de potentiellement universel n'est que l'universel du capital mondial et de ses images, et l'homme retombe dans une communauté de consommation. Quant aux vestiges précapitalistes, ils se replient sur un attachement au sol, à telle culture, telle tradition, aussi réactionnaire soit-elle, tout leur est bon pour fuir l'universalité capitaliste dont ils pressentent la vacuité, de telle sorte qu'on ne sort pas de la petite communauté étriquée.

Il s'agit d'envisager les possibilités d'une sociabilité nouvelle. Comment les hommes et les femmes originaires de telle ou telle communauté peuvent-ils

en sortir ? En évitant de tomber dans le piège du « style de vie », on peut sans doute avancer que le prolétaire communiste sera celui qui n'appartenait pas à une communauté et une seule bien précise, exclusive, la « sienne », mais circulait au contraire entre plusieurs — ouvrier avec ses camarades de la RATP, antillais quand il assistait à un concert, un peu italien en Italie, etc. C'est le contraire de toutes les contre-sociétés qui se présentent à chaque fois comme un havre, un refuge face aux dangers extérieurs.

La scolarisation au Congo Belge avant l'arrivée de Tintin.

Les révolutionnaires ne sortent pas du capitalisme par quelque opération magique, ils circulent d'une communauté à d'autres, n'en considérant aucune comme définitive et, par ce mouvement, s'universalisent. C'est l'image qu'ont donnée les émeutes anglaises de 1981. Contrairement à celle de Brixton, au printemps, qui était restée ethnique et dirigée contre la police, contre sa présence dans un quartier où les gens voulaient rester entre eux, les désordres de l'été dépassèrent ces limites locales et « raciales ». Leur force fut la fusion de diverses collectivités apportant chacune leur cohésion (on venait manifester et saccager entre copains) et leur dépassement : on n'était plus jeune ou adulte, noir ou blanc, du coin ou d'ailleurs, travailleur ou chômeur. C'est un moment de la vie du salarié où il cesse d'être solidaire du capital, d'être « réaliste » pour devenir solidaire d'un ensemble qui n'est autre que l'humanité — et on peut soutenir que ceux qui opèrent ce mouvement s'en rendent compte sur le moment et vivent dans une atmosphère électrique et fraternelle semblable à celle qu'Orwell perçut à son arrivée en Catalogne où — ne fût-ce que pour être assassinée, la révolution était présente. C'est qu'une autre solidarité s'ébauche, d'autres liens se tissent, même accidentels, même provisoires. Le mouvement communiste est là — ou il n'existe pas. La révolution communiste sera un phénomène de fusion de ce type, phénomène qui, pour des causes jamais encore pleinement réalisées, cessera d'être accidentel et provisoire pour se généraliser et emporter toute la société dans son élan.

La communauté prolétarienne naît forcément à partir de quelque chose : des groupes en rupture avec l'étroitesse de leurs diverses communautés d'origine. Les individus ne vivent jamais une existence purement individuelle. S'ils s'associent, pour reprendre la phrase de Marx, « en tant qu'individus », leur existence passée et présente fut et demeure forcément plus qu'individuelle : sociale. A moins d'envisager un prolétariat de monstres et de psychotiques.

Certes, en réaction contre l'individualisme bourgeois, on a tellement défini la révolution comme œuvre et affirmation de l'espèce qu'on a parfois versé (et Bordiga trop souvent) dans une métaphysique de l'espèce conçue comme un être unique.

Dans l'histoire, l'apparition de l'individu fut, paradoxalement peut-être, un pas vers la communauté humaine. C'est la Renaissance qui inventera *l'homme*, être général — et générique — ne dépendant plus d'un lieu, d'un sang, d'un groupe et pré-existant à ces déterminations. ***« Chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition. »*** (Montaigne)

Chaque membre d'une société précapitaliste ne représente pas l'humanité, ne contient pas toutes les virtualités humaines. On est homme d'un groupe, d'une fonction. Ce que l'échange, l'équivalent marchand nous ont donné, c'est cette capacité d'englober en nous l'universel — mais sous sa forme capitaliste : seuls, ou censés l'être, nous sommes réduits pour l'essentiel à des atomes de valeur qui n'entrons qu'ensuite en relation avec d'autres Moi atomisés qui tentent de s'agréger au nôtre. Après nous avoir déracinés, le capital nous replante lui-même où il veut et nous refuse la capacité d'exister *à la fois* comme personne et comme humanité. Mais ce premier arrachement était indispensable pour que nous puissions devenir, par-delà l'individu, l'homme social — à la fois Moi et Etre-ensemble (*Gemeinwesen* chez Marx). Dans le monde capitaliste, les seuls accès à l'universalité sont la culture, l'art, la pensée, etc. aux seuils desquels se dresse un redoutable guichet de péage : l'abstraction, et qui sont eux-mêmes, aujourd'hui, de plus en plus produits et diffusés mondialement par un tout capitaliste qui domine les réseaux de communication essentiels.

Il ne faut pas oublier pour autant que cette individualisation dont le capitalisme a eu et continue d'avoir besoin a tiré l'homme de sa communauté étouffante pour le mettre face à lui-même. Quand Feuerbach pose l'homme comme être générique, il est à la charnière de deux époques. Stirner reprend cette affirmation et l'exacerbe : l'homme-individu opposé à tous les autres qui lui font de l'ombre. Il réduit du même coup la part en nous de l'homme-communauté selon Feuerbach. En cela, Stirner était le produit de l'échec du mouvement qui avait suscité, aux environs de 1840, l'anthropologie feuerbachienne. **L'homme communiste sera communautaire sans cesser pour autant d'être lui-même.**

L'individu surgit de la communauté indifférenciée pour rompre avec le sort qui lui était assigné. En ce sens, le mouvement prolétarien possède bien une dimension individuelle. Mais l'émancipation n'est pas un retour à soi au sens d'un Moi à cultiver précieusement, c'est un retour au rapport réel dans lequel on se trouve, pour le critiquer radicalement et le changer. Il ne s'agit pas de « partir » — le vrai départ suppose qu'on ait réglé ses comptes avec ce que l'on veut quitter. Il s'agit d'agir en commun avec ceux grâce auxquels on est parvenu à cette première rupture pour en effectuer d'autres plus décisives.

Pour s'émanciper, l'homme doit aussi s'émanciper du carcan individuel avec sa panoplie pathologique — exaltation ou négation de soi, paranoïa, schizophrénie. Tout ce qui, dans la société archaïque, était institutionnel est intériorisé dans la société capitaliste qui emprisonne aussi l'homme en lui-

même. L'individu est une réalité capitaliste, au même titre que le travail salarié.

« ... la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part. Ainsi, non seulement la démocratie fait oublier à chaque homme ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains ; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur. » (Tocqueville)

Le capital accorde à l'homme une liberté individuelle dont il restreint aussitôt l'usage en le rendant parfaitement vain. Les grandes routes qui mènent librement partout — jusqu'au bout du monde — mais en fait pour nous conformer au schéma de la logique marchande constituent une bonne métaphore de la société moderne.

Pas plus qu'ils ne se retrouvent en tant que producteur, que femme ou que Berlinois, les prolétaires ne se (re)trouvent pour agir ensemble en tant qu'individus. S'ils se dégagent d'une certaine socialité antérieure, ils profitent aussi de liens sociaux qu'ils n'abandonnent pas tous obligatoirement pour entrer dans de nouvelles relations.

Ce n'est pas pour se créer un style de vie personnel que les prolétaires constitueront le prolétariat mais pour agir sur la base de la critique pratique du travail et de tout ce qui gravite autour. En ce sens, le prolétariat, avant de se nier pour ouvrir la porte à l'humanité, sera la négation de l'individu qui, par définition, absorbe et croit enfermer et épuiser en lui l'humanité. L'individualisation est un acquis d'ores et déjà dépassé. L'homme communiste, tel que Marx l'annonçait en 1844, rayonne de tout son être vers les autres et reçoit d'eux en échange — hommes, bêtes et choses.

Individu et valeur sont les deux pôles du capital : isolement et commerce aux deux bouts de la chaîne. Il faut sans cesse accroître la vitesse de circulation de tout, de la monnaie comme des voitures, des trains et des avions comme de l'information, pour mieux relier entre eux ces hommes coupés des autres comme d'eux-mêmes. Ni règne de l'individu, ni autocratie de l'espèce, le communisme est au-delà de ces obsessions, interpénétration de communautés multiples et changeantes, il est le plus court chemin de l'homme à l'homme.

33. *rupture au point le plus avancé*

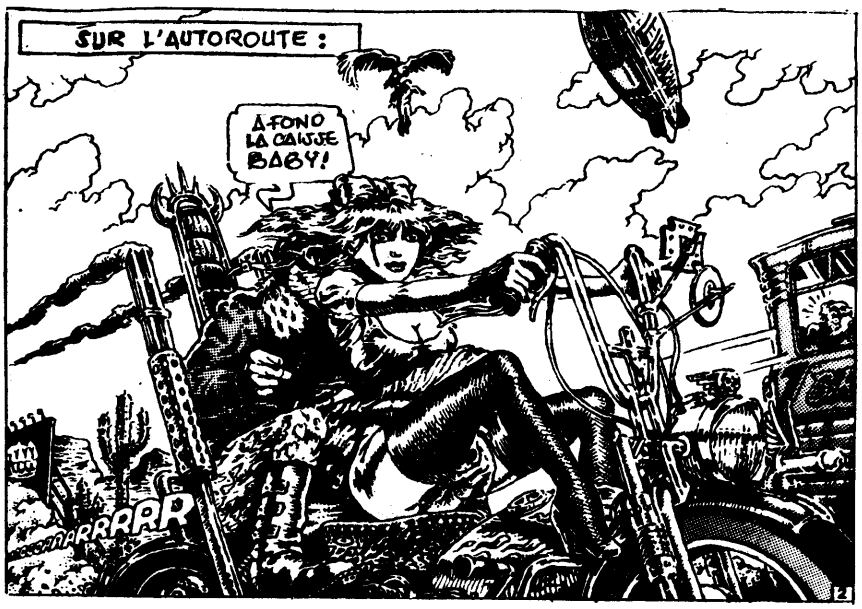
Le mouvement révolutionnaire surgit à chaque grande crise sociale mais il peut aussi se laisser prendre au piège de la crise. Car les contradictions qu'elle révèle supposent aussi une adaptation du capital à des conditions mieux capables d'intégrer le prolétariat, contraint à la fois de s'adapter en même temps que le capital et de se dresser par là même contre lui. Capital et prolétariat se sont jusqu'à présent mutuellement entraînés dans le même mouvement, capitalisme et communisme se nourrissant l'un de l'autre sans ni l'un ni l'autre résoudre pour de bon sa crise. Tout mouvement social correspond à un besoin d'autoréformation de la société et à son dépassement.

Si le prolétariat se forme en période de crise, il est lui-même un état critique car il tient à la fois du capital et de la négation du capital dont il est porteur.

A travers l'histoire, le lien social était trop limité pour une affirmation communiste : les exploités, quand ils se révoltaient, n'entreprenaient pas le changement total qui est le seul possible. Et quand ils le faisaient, leur mouvement restait isolé à l'intérieur de lui-même — c'est-à-dire que les relations communistes ne s'enrichissaient pas entre les révoltés — et isolé du reste du monde, les relations communistes ne connaissant pas d'extension géographique. On voit les esclaves se donner un royaume et reproduire — en mieux — les structures mêmes de leur asservissement (révolte de Sicile IIe siècle avant J.-C.) ou alors chercher à sortir de la société pour rejoindre leur pays d'origine (Spartacus). Après la Guerre des Paysans, les insurgés de Münster s'enfoncent dans une dictature auto-destructrice. Au XIXe, les Taiping réorganisent la terre et leur travail, apportent beaucoup de changement mais sans aller plus loin que les zones libérées. Après une phase initiale offensive sur les plans militaire et social, les révoltés cessent d'agir, leur mouvement s'effondre de l'intérieur, avant d'être écrasé de l'extérieur.

Le capital crée d'autres conditions mais, en même temps, le travail salarié, dont nous avons dit l'inhumanité mais aussi la force d'attraction (par la socialisation qu'il apporte) enferme les prolétaires en eux-mêmes. C'est pour cette raison qu'une secousse communiste proviendrait plutôt d'un choc entre un capital surdéveloppé et une nébuleuse de relations collectives qu'il n'aurait pas réussi à se soumettre totalement.

Dire que le centre de gravité révolutionnaire se trouve dans les zones les plus modernes du capital, ce n'est pas faire du communisme une question de développement industriel. Le Vietnam ou le Cameroun ne sont pas plus éloignés du communisme que les EU. A bien des égards, ils en seraient même plus proches parce qu'ils ont été moins profondément pénétrés, moins ravagés par le capital. Aujourd'hui, le monde entier est capitaliste. Mais, si le communisme n'est pas « industriel », les espaces encore partiellement pré-capitalistes ne produisent pas, à eux seuls, les contradictions qui font mûrir une révolution communiste. Il ne s'agit donc pas



« L'ancienne Pologne est certes perdue et nous serions les derniers à souhaiter sa restauration. Mais ce n'est pas seulement l'ancienne Pologne qui est perdue. L'ancienne Allemagne, l'ancienne France, l'ancienne société tout entière est perdue. La disparition de l'ancienne société n'est cependant pas une perte pour ceux qui n'ont rien à perdre dans l'ancienne société. C'est le cas pour la grande majorité des hommes dans tous les pays [...]

De tous les pays, c'est en Angleterre que l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est le plus développé. Le triomphe des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise est par conséquent décisif pour le triomphe de tous les opprimés contre leurs oppresseurs. Ce n'est donc pas en Pologne que la Pologne sera délivrée, mais bien en Angleterre. »

Marx,
Discours sur la Pologne,
29 novembre 1847

d'inverser le tiers-mondisme en s'obnubilant sur quelques pays hyperdéveloppés.

D'ailleurs, le sous-développement est partout, au cœur même des EU comme en Afrique, et les formes les plus avancées, les plus poussées, artificielles même, du capital, sont présentes à Hong Kong comme à Londres et à Sao Paulo. Mais seuls les pays les plus atteints, investis sur toute leur étendue par les aspects les plus modernes du capital peuvent faire éclater leurs contradictions dans le sens qui nous intéresse. Le retard (du point de vue capitaliste) de l'arrière-pays brésilien suffit à étouffer une éventuelle insurrection communiste qui se produirait à Sao Paulo, et la condamne à garder la forme revêtue par ces innombrables émeutes du tiers monde, encore plus dures et plus violentes depuis une dizaine d'années : ce serait une explosion, une attaque négative des rapports marchands et pas une tentative de créer autre chose. Seule une société « réellement » soumise au capital (d'où la confusion dans la bouche de ceux qui parlent aujourd'hui de « domination réelle ») c'est-à-dire dans laquelle il ne se contente pas de vivre *sur* la société, mais la reproduit selon sa logique, connaît et porte la contradiction capital/communauté humaine à son point le plus élevé possible.

Ce qui importe, c'est le lieu où les contradictions spécifiquement capitalistes sont le plus poussées, le lieu où l'artificialité du capital apparaît en même temps qu'elle montre un autre possible et déchaîne donc bien plus qu'un cri, qu'un geste de rage, qu'une pure réaction peu soucieuse d'aller vers du positif. Il n'est pas question de chercher les pays les plus puissants, les plus riches. Nous ne sommes pas en quête d'un « centre » du capital mondial, mais d'un ensemble de conditions dans lesquelles la critique communiste en actes peut être une vraie critique du positif qui s'en prend au capital et non à ses insuffisances, à ce qu'il propose, et non à ce qu'il ne donne pas, au travail et non à son organisation — bref, à la richesse capitaliste et non à la pauvreté. C'est en cela que nous regardons peut-être le Danemark plus que l'Inde, parce que la nature des contradictions sociales danoises pourrait être à l'origine d'une maturation communiste, d'une révolte créatrice contre le mode d'existence.

34. *critique du positif*

La théorie révolutionnaire n'est pas la dénonciation, la critique négative de la société. Elle met au jour le pourquoi de ce qui existe, son origine, et les forces qui travaillent à bouleverser ce qui existe. Il faut dépasser l'opposition eschatologie/expérimentation sociale. On annonce la barbarie ou la fin du monde (voire les deux) si n'intervient pas la révolution, ou on plonge dans le quotidien.

Pour dépasser cette opposition stérile, il faut passer par la critique du « révolutionnaire », ou du moins du révolutionnaire pathologique, celui qui ne réalise jamais ses désirs et vit dans l'attente perpétuelle de quelque chose, s'illusionnant et illusionnant les autres sur le caractère réellement intolérable de la situation. Rompre avec cette attitude, c'est rejeter pleinement les comportements religieux dont le militantisme n'est qu'un aspect.

Il faut que la théorie qui se veut radicale ne se borne pas à poser perpétuellement le signe *égal* dès qu'elle aborde le sujet :
démocratie capitaliste = dictature capitaliste
liberté du travail = asservissement du travail
salariat = esclavage
le paradis capitaliste = un enfer
les loisirs = l'abrutissement
argent = aliénation.

En posant ces équations d'allure radicale, on répond à l'ordre social par une pure et simple opposition, sans dépassement, à peu près comme les soulèvements qui détruisent du capital sans entreprendre de construire autre chose et sont bientôt matés. C'est passer à côté des racines, à côté des relations réelles, c'est perdre de vue la force de la démocratie, de l'argent, du salariat, qui n'ont plus l'air de tenir que parce que les hommes sont des imbéciles qui ne comprennent pas où est leur intérêt véritable. Sans céder à la fascination du capitalisme, il faudrait pourtant se décider à dire pourquoi il tient et résiste si bien malgré son horreur, isoler sa vigueur historique et les contradictions dont elle peut mourir.

Faire la critique du positif, c'est aussi parler du communisme autrement que dans les termes généraux où nous l'avons fait ici. C'est traiter des mœurs, de la biologie, de la ville, de l'agriculture, etc. A cet égard, le n° 1 de la revue était mieux équilibré que les n° 2 et 3, résultats de la nécessité ressentie de faire le « bilan ». Une revue révolutionnaire devrait consacrer au moins autant d'efforts à cette critique du positif qu'à la critique négative évidemment indispensable (il faut savoir ce qui se passe en Pologne, quelles sont les perspectives de guerre, etc.). Déblayer le terrain n'a d'intérêt que si c'est pour en faire quelque chose...

... de l'ésotérique à l'universel...

A suivre !

« *Pendant ces heures de nuit, l'usine devient quelque chose dont il est* possible *de se faire une représentation : dans chaque atelier, 100 à 120 ouvriers qui travaillent, des meos [agents de la Section du Contrôle Technique] qui avalent un morceau, une poignée de chefs qui furètent dans les bureaux et, à la réception, quelques gardiens qui somnolent, les mains sur les genoux. Qu'est-ce donc qui fait tenir ensemble un système aussi absurde ? C'est la question que je me pose tandis que mes mains s'activent.* »

M. Haraszti, Salaire aux pièces, *Seuil, 1976, p. 81.*

« Le four à puddlage [opération affinant le fer sorti du haut du fourneau pour le débarrasser du carbone] demeurait le goulot d'étranglement de l'industrie. Seuls des hommes d'une force et d'une endurance remarquables pouvaient demeurer pendant des heures au contact de la chaleur, tourner et remuer l'épaisse bouillie de métal liquescent, et retirer les grains pâteux de métal malléable. Les puddleurs étaient l'aristocratie du prolétariat, hommes fiers, hommes de clan, gens hors ligne au titre de la sueur et du sang. Rares étaient ceux qui vivaient passé leur 40e année [...] Il y avait tout simplement une limite à ce que le corps humain pouvait supporter, et l'on en vint bientôt à la seule solution possible pour accroître le rendement : former plus de puddleurs et bâtir plus de fours [...] On fit d'innombrables efforts pour mécaniser le four à puddlage — mais en vain. On pouvait faire des machines pour remuer le bain, mais seuls l'œil humain, le toucher humain pouvaient séparer et retirer le métal décarburisé en train de se solidifier [...] Le déséquilibre ne se corrigea que du jour où Bessemer [en 1856] et ses successeurs apprirent à faire de l'acier à bon marché. »

D. Landes,
L'Europe technicienne,
Gallimard, 1980.

« Le cycle de luttes qui s'achève à la fin des années 70 naît dans la crise des années 20, elle-même crise charnière de l'ancien et du nouveau. Ce cycle de luttes est marqué par le temps fort de la fin des années 50 et 60 qui au travers de la lutte sur les salaires, sur les horaires posent l'hégémonie dans l'usine, le contrôle de celle-ci, [et] met en jeu des rapports sociaux et non seulement des questions quantitatives. La crise de la fin des années 60 est le moment où tout le mouvement du cycle de luttes peut déboucher sur un projet de réorganisation sociale [...]

De façon immédiate les caractéristiques de ce cycle de luttes se développent alors comme visée autogestionnaire, pouvoir ouvrier, devenir hégémonique, promotion de l'autogestion, développement sur toute la surface de la société de la contradiction entre dirigeants et dirigés, prise en main de sa vie[...] Ce cycle de luttes dont le contenu a traversé depuis le début des années 60 tant les luttes d'OS que les luttes extra-travail ou le refus du travail, a trouvé dans ce qu'il est convenu d'appeler l'''autonomie'' son achèvement. »

Théorie communiste,
n° 5, mai 1983.

« Les industries d'assemblage étaient la citadelle des artisans qualifiés, car dans la période qui précéda l'apparition des calibres et des machines-outils automatiques, seule une main exercée pouvait fabriquer des éléments d'une précision acceptable, ou les ajuster les uns aux autres. Ces hommes étaient l'aristocratie du travail. Maîtres de leur technique, capables d'entretenir leurs outils aussi bien que de s'en servir, ils considéraient leur outillage comme leur propriété, même quand il appartenait à la firme. A leur travail, on peut dire qu'ils étaient autonomes. Pour la plupart, ils payaient leurs propres aides, et ils étaient nombreux à jouer un rôle de sous-traitants au sein même de la maison, négociant avec la direction le prix de chaque tâche, engageant les hommes nécessaires, et organisant le travail comme il leur plaisait [...] Les meilleurs d'entre eux « faisaient » les maisons pour lesquelles ils travaillaient.

Leur indépendance coûtait cher.

[...] Leur habileté et leur virtuosité étaient incompatibles avec le principe fondamental de la technologie industrielle — la substitution de l'inanimé, précis et infatigable, à l'humain, qui s'en remet au tact et à l'effort. »

D. Landes,
L'Europe technicienne,
Gallimard, 1980.

« L'Angleterre [...] est le démiurge du cosmos bourgeois. Sur le continent, les différentes phases du cycle que la société bourgeoise parcourt toujours à nouveau, prennent un aspect secondaire ou tertiaire [...] Si, par conséquent, les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, la raison de celles-ci se trouve cependant toujours en Angleterre. Naturellement, c'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que doivent se produire les explosions violentes, avant d'en arriver au cœur, la possibilité d'un équilibre étant plus grande ici que là. D'autre part, le degré d'intensité avec lequel les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est en même temps le thermomètre qui montre dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en question les conditions d'existence bourgeoises, ou jusqu'à quel point elles n'en atteignent que les formations politiques. »

Marx,
Les Luttes de classes en France,
1850

La grève des mineurs de 1963 : chant du cygne de l'identité ouvrière.

De plus, dès 1945 on observait dans le Nord une fuite devant le métier de mineur : à plusieurs reprises les Houillères furent dans l'incapacité de remplir leur programme d'exécution, faute de personnel. C'est pourquoi, à partir de 1947, l'entreprise recruta à l'étranger des ouvriers régis par des contrats à durée limitée. En 1963, un tiers au moins des mineurs de fond étaient originaires des pays voisins, de Pologne, d'Italie, du Maroc, alors que la quasi-totalité du personnel du jour était française. C'est pourquoi, les revendications salariales satisfaites, la défense de la mine ne mobilisa pas la population de la même façon que la sidérurgie. Cinq ans après, la grève de 1968 se fondit dans le cours national, tandis que l'annonce du nouveau plan de récession accéléra l'hémorragie de la main-d'œuvre jeune et qualifiée. Quant au reste de la corporation, la sécurité conquise a précédé de peu l'heure de la retraite.

La grève de 1963 ouvrit dans le Nord une crise d'identité dont la région n'est pas sortie. Décrétée « région-pilote » en 1959 par les responsables économiques régionaux, à une époque où textile, charbon et acier n'étaient plus des biens rares, elle prit conscience de ses archaïsmes : région d'industries primaires, d'émigration sous-scolarisée, sous-qualifiée, sous-équipée. Avant que ne soit vulgarisée la notion de « désindustrialisation », le bassin minier devint un pays de rentiers. Les écomusées remplacent les usines, et les enfants des écoles parcourent corons, courées et cités à la recherche des mémoires.

Le Monde, août 1983.

le bombardement de Dresde comme rapport social

(les restructurations et la guerre)*

pacifisme et bruit de bottes

limites de l'antimilitarisme

Dans « Guerre et peur » (*LB*, n° 1), nous critiquions le *pacifisme* mais aussi *l'antimilitarisme* révolutionnaire traditionnel, dont la faiblesse principale est de ne pas voir la place qu'occupe ce qu'il attaque (l'armée, la guerre) dans la société qui le produit. L'antimilitarisme se mobilise contre un militarisme qui n'existe plus tel qu'il le décrit. Dès avant 14, l'antimilitarisme fut négligé par le mouvement ouvrier, qui accepta la guerre comme il acceptait le capitalisme dans son ensemble, mais l'antimilitarisme, même virulent, ne fut que la réplique à un militarisme, historiquement daté, qui avait disparu.

> *Ceux qu'ont le pognon, ceux-là reviendront*
> *Car c'est pour eux qu'on crève*
> *Mais c'est fini car les trouffions*
> *Vont tous se mettre en grève*
> *Ce sera votre tour messieurs les gros*
> *De monter sur le plateau*
> *Car si vous voulez la guerre*
> *Payez-la de votre peau.*
> (Chanson de Craonne, interdite mais chantée dans de nombreux régiments pendant la Première Guerre mondiale)

Aujourd'hui, même l'URSS ne fait plus la Une de ses journaux avec ses faits d'armes en Afghanistan. L'apparition du capitalisme dit de monopole, à la fin du XIXe siècle, et le report à l'extérieur des problèmes que le capital n'arrivait plus à résoudre chez lui (accroissement des investissements et développement des techniques) étaient des signes de faiblesse. Il compensa cette inadaptation par des surprofits coloniaux, garantis par la fermeture de l'Etat sur lui-même — protectionnisme, dumping et... militarisme — ce qui aboutit à un ralentissement du commerce international dans les années 30. Ce fut la politique des zones d'influence, des chasses gardées, dans lesquelles l'Allemagne et le Japon étaient encore empêtrées entre 1939 et 45.

Les Etats-unis, eux, se dirigent déjà vers un type d'économie, qui se développera après 1950, où il n'y a plus le même cloisonnement entre Etats ; malgré « la crise », le capital ne rejette plus à « sa périphérie le trop-plein de ses marchandises et de ses capitaux » (P. Souyri, *La Dynamique du capitalisme au XXe siècle*, Payot, 1983, p. 70). Le capital peut être *nationaliste*, il n'est plus *militariste* comme autrefois, il ne fait plus de propagande guerrière délibérée, à laquelle les révolutionnaires auraient à opposer une contre-propagande. Les valeurs et pratiques propres à cette institution qu'est l'armée existent toujours mais ce n'est pas ce que le capital met en avant. Plus que jamais, le ciment de l'armée, comme des futures unions sacrées, est social. La cohésion de l'armée en tant que communauté agissante dépend plus de ce qu'elle fait, organise, centralise, que d'une idéologie.

> *« Ce qui fait la cohésion de l'armée, ce n'est ni la discipline, ni l'esprit de corps, ni la conscience civique ou l'ouverture au monde que favoriseraient les moyens modernes de communication, mais le réseau serré des relations personnelles qui se crée entre les hommes à l'intérieur et, en quelque sorte, en dépit de l'impersonnalité du fonctionnement de la machine militaire. » (R. Hoggard,* La Culture du pauvre, *Ed. de Minuit, 1957, rééd. 1970.)*

La compréhension des limites de l'antimilitarisme est nécessaire à la critique du pacifisme car l'antimilitarisme se présente souvent comme un pacifisme actif, et le pacifisme comme un antimilitarisme non-violent. Le pacifisme contribue à la régulation de la violence dans une société multipolaire dont le déchaînement incontrôlé serait dangereux pour le capital. C'est l'Eglise qui montra la voie en Occident (Xe-XIe siècles) à une époque où elle était le seul facteur d'unification entre des Etats trop faibles et des pouvoirs locaux dispersés. Le pacifisme religieux canalisa les mouvements populaires (dirigés par exemple contre les châteaux des seigneurs pillards) et, loin de supprimer la guerre, la confia à un nom-

* Certains passages de ce texte ont été rédigés à partir de notes établies il y a plusieurs années par Ph. Riviale. On lira du même auteur, *La ballade du temps passé*, Anthropos, 1977, et « La guerre commence », *la Guerre sociale*, n° 7.

bre d'Etats limités, disposant — selon la formule de Max Weber — du monopole de la violence légitime. Il contribua ainsi à la naissance de l'Etat moderne (Ph. Contamine, *La Guerre au Moyen Age*, PUF, 1980). Mais en même temps qu'elle circonscrivait la guerre, l'Eglise la glorifia. C'est elle qui bénissait les armes, et permettait de passer chaque fois que c'était nécessaire, de la paix pour Dieu à la guerre pour Dieu (la croisade). Il n'y a rien d'étonnant à cette évolution : puisque la guerre était soumise à un principe supérieur — en l'occurence, Dieu — ce principe pouvait exiger à son tour qu'on fît la guerre pour lui.

Il suffit maintenant de remplacer Dieu par n'importe quel autre principe souverain, et l'on pourra tout justifier. C'est le rôle que jouent aujourd'hui les « droits de l'homme », bien suprême, supérieur à tout, y compris... à la paix. Les droits de l'homme, comme autrefois l'Eglise, ne visent qu'à la préservation de l'ordre social.

Un débat instauré au sein du parti socialiste français a permis de mettre en valeur cette continuité de l'époque biblique à nos jours. L'Ancien et le Nouveau Testaments, l'humanisme de la Renaissance, les révolutions démocratiques sont présentées comme autant de tentatives de limiter le pouvoir excessif du propriétaire d'esclaves, de la Loi, de l'Etat, etc. (*Le Monde*, 20-21 mars 1983). Limitant le pouvoir du maître sur l'esclave, remplaçant la vengeance privée par la justice, contraignant l'industriel à accepter l'association des ouvriers quand ces derniers eurent montré qu'ils en feraient bon usage, le droit est venu tempérer la lutte des classes.

les armes ne font pas la guerre

Depuis le grand battage étatique et médiatique sur le danger de guerre mondiale orchestré au moment de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes, le pacifisme est devenu une force sociale en Europe occidentale, et jusqu'en Amérique et en Europe de l'Est (RDA). Ce mouvement est, comme chacun sait, en partie animé par le stalinisme, lui-même soutenu par ses deux flotteurs, démocrates à droite, gauchistes à gauche (notamment les trotskystes qui ne cessent de rappeler le « droit » de l'URSS à se défendre). Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui fait la force de la campagne en faveur du désarmement c'est ce qu'elle a de spontané, de vivant. Or cet aspect du mouvement repose sur une double erreur fondamentale :

— ce sont les armes qui font la guerre, et non les structures sociales ;

— on peut faire pression sur les Etats qui incarnent ces structures sociales pour qu'ils ne fassent pas usage de ces armes et finissent, dans un avenir lointain, par y renoncer.

L'accumulation d'armements, même « démentielle », n'amène pas la guerre, laquelle ne provient pas d'un déséquilibre militaire. La guerre résulte de la rupture de l'équilibre stratégique entre les classes dominantes, entre leurs Etats. En 1939, l'examen des capacités militaires de l'Allemagne d'une part, de la France et de la Grande-Bretagne d'autre part (sans même parler de la Pologne, de l'Italie qui attendit le dernier moment pour entrer dans la danse) aurait permis de conclure à l'existence d'un « équilibre militaire » qui ne signifiait rien. La notion de « rapport de forces » a ses limites. La bombe la plus meurtrière ne vaut rien sans la volonté de la lancer. De même, la démesure du projet social des classes dominantes allemande et japonaise ne les empêcha pas de se jeter dans une aventure qu'elles ne purent maîtriser. L'acteur principal de la guerre de 1939-45, les Etats-Unis dont l'immense production industrielle ravitailla tout le camp antinazi, y compris l'URSS, ne lança pas de vaste programme d'armement avant 1939. Plus récemment, le conflit local des Falklands-Malouines fut le produit d'une situation où des Etats jugèrent avantageux de se faire la guerre. La guerre des Falklands fut-elle absurde parce que trois cents Anglais sont morts pour deux mille Falklandais ? Se battre pour si peu !... L'Argentine comme l'Angleterre en jugèrent autrement car l'enjeu était autant interne qu'externe. Souligner l'« absurdité » d'un conflit, c'est se vouloir meilleur conseiller des Etats que les Etats eux-mêmes. La vie des sociétés, la mort des régimes n'obéissent pas à cette comptabilité. Au XVIIIe siècle, le financier écossais Law avait déjà fait un calcul pour montrer l'absurdité de l'armée permanente, dont la rentabilité est négative. Raisonnant en économiste, il conclut qu'il eut été plus avantageux d'acheter l'armée ennemie.

> *« Ainsi la destruction directe ou indirecte d'un soldat allemand nous coûte 200 000 livres sans compter la perte sur notre population, qui n'est réparée qu'au bout de vingt-cinq ans (...). Un Anglais estimait un homme à 480 livres sterling. C'est la plus forte évaluation, et ils ne sont pas tous aussi chers ; mais enfin, il y a encore moitié à gagner en finance, et tout en population car, pour son argent, on aurait un homme nouveau, au lieu que, dans le système actuel, on perd celui qu'on avait sans profiter de celui que l'on a détruit si dispendieusement. »*

Law allait au moins jusqu'au bout de son raisonnement. Les pacifistes contemporains ne proposent même pas d'acheter aux Russes leurs SS-20. Leur « lutte pour la paix », comme chez d'autres la « lutte contre le chômage », s'attaque aux effets non aux causes. Ils voudraient conduire l'Etat à renoncer à ce qu'il est : une concentration de force entre les mains d'une classe, une énergie armée. Mais, dans ce monde-ci, on ne désarmera jamais ni la police, ni l'armée. Seule une révolution permettra de subvertir les causes de leur existence.

La faiblesse « théorique » de l'antimilitarisme, néanmoins souvent subversif, et celle du pacifisme, mouvement capitaliste, ont des fonctions pratiques analogues, l'un et l'autre dénonçant des manifestations d'un fait social profond, des aspects d'une réalité, la réalité capitaliste, qui leur échappe. En voici

« ET SI LA GUERRE ECLATE ? »

« Nous ne voulons pas que le marché de dupes de 1914 recommence [...] Et à ceux qui voudraient que nous « remettions ça » parce qu'il faut défendre la démocratie contre le fascisme, la civilisation contre la barbarie, alors que l'impérialisme est encore chez nous, nous répondrons :

« Merci, nous n'en avons plus le goût. »

[...] Nous disons au contraire aux masses travailleuses indo-chinoises : [...] N'oubliez pas que la guerre dans laquelle on essaiera de vous emmener ne vous donnera que diminution de forces [...]

Alors à ceux qui vous mobiliseront, vous répondrez :

— Emancipation d'abord ! »

Than-Cong, *L'Appel. Organe de Combat Indochinois*, n° 2, octobre 1936.

un exemple. A. Joxe (PS) s'interroge sur le rôle du nouveau fantassin :

« Si on le recrute sur la base d'un service court ou de période de milice, il faut que son moral et son état d'esprit incluent une composante importante de discipline librement consentie, intériorisée en peu de temps, c'est-à-dire non pas le lavage de cerveau ou le drill *d'une population paysanne mais l'adaptation volontaire des capacités techniciennes (acquise aujourd'hui dans n'importe quelle formation professionnelle civile) au maniement simplifié des machines électroniques de défense de première ligne. Des soldats israéliens ayant une formation d'O.S. ont eu en effet 48 heures pour s'adapter aux quelques dizaines de fusées sophistiquées livrées lors de la « guerre du Ramadan » par les Américains (...) en France, seule la défense du socialisme pourrait donner l'occasion de voir s'épanouir complètement l'art de la guerre ou de la non-guerre contenu potentiellement dans le progrès technique des armements. »* (La Crise de l'Etat, *ouvrage collectif, PUF, 1976.)*

Les pacifistes qui citent ce charabia instructif pour montrer que la gauche prépare l'union sacrée et s'en scandaliser, les antimilitaristes qui y voient la confirmation du caractère belliciste de la gauche ignorent les uns et les autres ce qui fonde la position de Joxe. Le service militaire dans les pays comme la France (à la différence des E-U), c'est-à-dire la participation de tous à la violence, est l'héritage du détournement de luttes sociales nombreuses, par l'intégration à l'Etat d'une partie des couches dominées. De la Révolution française aux FFI-FTP, la pression sociale fut ainsi contenue en permettant aux exploités d'investir le terrain des militaires. Le *mythe* de l'armée populaire repose sur la *réalité* de cette intrusion sociale. Ce phénomène, que l'on retrouve à des degrés divers dans de nombreux pays où l'armée contribue à la promotion sociale, explique en grande partie la force du fait militaire, même en l'absence d'un militarisme tapageur. Rien ne sert de dénoncer inlassablement la bêtise ou la déshumanisation militaires si l'on ne montre pas l'importance de cette intrusion sociale : l'inhumanité de l'armée (comme du capital en général) résulte avant tout de l'humanité qu'elle a absorbée.

renouveau de la guerre et du pacifisme au cœur de l'europe

Non seulement le militarisme classique, image que le capital mettait en avant pour unifier la nation armée, s'est estompé, mais le pacifisme classique des instituteurs, humanistes, sociaux-démocrates et non-violents, qui refusaient la guerre quand elle n'était pas là pour l'accepter ensuite comme un mal nécessaire, ce pacifisme-là est lui aussi largement dépassé. Avec la dissuation nucléaire, la distinction entre paix et guerre est devenue floue. La configuration des camps (« libre » contre « socialiste ») a introduit dans chacun des blocs des partisans avérés ou supposés du bloc adverse. La guerre reste la continuation de la politique mais la politique est autant préparation à la guerre que façon de la mener. Comme le disait Hobbes en 1651 dans son *Léviathan*, la guerre n'est pas le combat effectif mais « la disposition reconnue à y recourir » tant « qu'il n'y a pas d'assurance du contraire ». Pour un pacifiste français ou italien, la « lutte contre la guerre » change de visage quand il voit son Etat engagé dans un affrontement indirect dont l'essentiel se déroule hors du territoire national. La « guerre mondiale » elle-même se transforme : un conflit existe bel et bien depuis plus de trente ans à l'échelle de la planète. Il pourrait déboucher sur un affrontement direct entre certains des Etats les plus puissants, mais sans pour autant s'étendre à tous les continents comme en 39-45.

Le pacifisme moderne est un phénomène historique qui s'explique par un contexte stratégique global. La question mériterait de plus amples développements qui sortiraient du cadre de cet article mais on peut déjà dire que le renouveau du pacifisme européen (y compris au sein de la bourgeoisie et de l'Etat) répond à une situation double : 1) les E-U ont **ouvertement** fait passer l'intérêt de l'Europe après le leur, et 2) la possibilité d'une guerre nucléaire limitée (et donc d'une guerre tout court) est désormais envisagée. On se donnait hier des armes adéquates pour empêcher la guerre, et ce n'est pas un hasard si l'on s'en donne aujourd'hui qui rendent possible un engagement au cœur de l'Europe. Il ne s'agit pas de déterminisme technologique mais d'un lien de causalité par lequel des rapports sociaux et des relations entre Etats déterminent l'emploi de techniques nouvelles.

L'Europe est une force économique encore mal unifiée et reste une mosaïque politique. Elle est l'enjeu d'une rivalité dont l'un des protagonistes (les E-U) est son allié le plus puissant, mais un allié qui a déjà annoncé par avance qu'il ne risquerait pas sa propre destruction pour la défendre. L'Europe occupe cette situation contradictoire d'être l'alliée des E-U sans pouvoir compter sur eux. Avec l'accroissement de la pression russe, dont les SS-20

ne sont qu'un instrument secondaire, il est normal que naisse dans la bourgeoisie du Vieux monde un courant réaliste, neutraliste, qui désire demeurer dans le camp occidental, mais pas à n'importe quel prix, et qui, en particulier, ne cherche pas à développer au maximum une défense jugée inopérante. Il est normal aussi que cette tendance soit la plus forte dans le pays le plus exposé : la RFA.

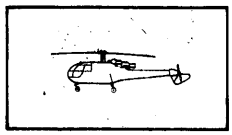
La RFA fut ainsi le premier pays qui, tout à la fois, attira l'attention de l'Occident sur les SS-20, et s'opposa à la guerre commerciale souhaitée (ou simulée) par les E-U. Le pacifisme allemand militant est à rapprocher de l'attitude officielle des gouvernements CDU comme SPD. L'Etat allemand a signé un contrat pour la livraison de gaz soviétique contre l'avis américain, et n'a donc pas craint de se placer dans un état de dépendance énergétique vis-à-vis de l'URSS. De même, il a à peine pris position (comme les pacifistes) contre l'URSS et Jaruzelski après l'instauration de l'état de siège en Pologne. Gouvernement et opinion publique convergent.

En France, par contre, le pacifisme prend mal parce que la France est plus éloignée géographiquement et plus indépendante militairement, mais aussi parce que les conflits internes ont suscité une vie politique qui a permis d'escamoter les enjeux militaires. Plus laïcisée que la RFA, la France est moins portée aux crises de conscience. Le mouvement pour la paix y repose sur une dissuasion acceptée, au moins verbalement, par tous les partis. Le renouveau du pacifisme y est donc entravé par un « pacifisme nucléaire ».

le désarmement, utopie capitaliste

Comme l'explique Pannekoeck, le capital est *en soi* impérialiste, tant en son centre qu'à sa périphérie. La conception répandue dans l'opinion de gauche et le gauchisme demeure celle du léninisme : un capital étouffant dans la métropole et s'exportant à la périphérie, un capital parasite ne développant plus les forces productives, ne trouvant plus son dynamisme que dans le pillage, dans la préparation de la guerre puis dans la guerre elle-même. La gauche apporte donc son soutien aux mouvements de libération nationale, comme si le capital était une pieuvre dont il s'agirait de couper les tentacules.

L'illusion pacifiste est du même ordre. Elle conçoit un capitalisme qu'on pourrait à force de pressions contrôler, contraindre à changer de politique, voire de nature, *sans* s'en prendre à ses fondements. Le mouvement des droits de l'homme se présente comme un pessimisme actif — voulant passer la camisole de force aux militaires et aux tortionnaires, il leur tisse un habit neuf. Désarmer le capital est une utopie, à laquelle Engels lui-même adhéra (*cf.* :



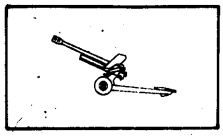
L'Europe peut-elle désarmer ?), mais en l'occurrence c'est Nietzsche qui avait vu juste :

> *« Les guerres sont pour le moment les plus forts stimulants de l'imagination, maintenant que les extases et les terreurs du christianisme ont perdu leurs vertus. La révolution sociale sera peut-être un événement plus grand encore ; c'est pourquoi elle viendra. Mais son succès sera moindre qu'on l'imagine (...). »*

On notera que la seule tentative de désarmement réel a lieu quand les Etats estiment qu'une arme est trop dangereuse pour eux. Ainsi, les E-U ont entrepris, en se limitant eux-mêmes, d'inciter l'URSS à restreindre l'emploi des armes biologiques et chimiques (BC), après que des essais dans la baie de San Francisco, dans le métro de New York et jusqu'à la Maison Blanche et au Capitole, aient prouvé la vulnérabilité de ces cibles en cas d'emploi des BC par l'ennemi. Les polémiques entre l'Iran et l'Irak indiquent que ces systèmes d'armes ne sont pas contrôlables par les grandes puissances. Armes du pauvre, elles doivent donc être proscrites dans un monde où les riches dominent.

La résurgence spectaculaire des gaz est d'autant plus remarquable qu'ils avaient provoqué autrefois un vaste mouvement d'opinion. On avait estimé qu'ils avaient tué entre 800 000 et 1 300 000 soldats en 1914-18. A la fin du conflit, on en parla chez les militaires et les pacifistes, comme de l'arme absolue (déjà...), qui suscitait une telle horreur qu'elle devait mettre fin à la guerre, ou assurer la suprématie du camp qui la maîtriserait le mieux. Après 1918, déjà, l'image amplifiée de l'horreur fut répandue tant par les pacifistes que par les guerriers, et accompagna le débat sur la protection des populations. L'incertitude, entretenue donc par tout le monde, sur l'horreur des représailles fut telle qu'on n'utilisa pas les gaz en 39-45. Seule l'Italie les employa contre un adversaire incapable de riposter au même degré, l'Ethiopie, ainsi que le Japon contre la Chine. Les Américains menèrent toutefois de pair des recherches sur l'atome et sur les gaz, et Churchill envisagea leur emploi massif contre l'Allemagne.

La critique radicale du fait militaire ne consiste pas à décompter les ressources fabuleuses gaspillées chaque jour pour l'armée, ni à relever qu'il y a aujourd'hui six fois plus de soldats qu'en 1938. L'atrocité de l'armée réside dans ce qu'elle se nourrit de l'activité humaine pour la détruire d'une manière concentrée comme le capital le fait chaque jour de façon diffuse. L'exploitation et la misère artificielle, la pauvreté produite par le développement s'opèrent sous une forme condensée dans la préparation et la consommation de la guerre. Et les morts vécues par explosion (Hiroshima) et par implosion



(Auschwitz) nous sont rejouées dans le simulacre de la dissuasion nucléaire.

> *« La capacité meurtrière de la production de guerre ne fait qu'extrapoler au niveau de la Planète la nature intrinsèque, moléculaire du système, qui tue à chaque instant quelque chose dans chaque personne, en plus de celles qu'il tue par la faim. Le capitalisme "s'hypostasie" en mégatonnes. » (Munis,* Parti-Etat. Stalinisme. Révolution, *Spartacus, 1975.)*

fonction de la guerre

La dénonciation du motif économique des guerres est une banalité de gauche : « On meurt pour les industriels » (A. France). La cause des guerres serait les marchands de canons, les capitalistes avides de colonies et de marchés, la nécessité de détruire pour produire à nouveau.

Mais pourquoi l'économie occupe-t-elle une telle place dans les sociétés modernes ? La production des conditions matérielles de la vie détermine les grandes lignes de l'évolution des sociétés. Mais cette affirmation n'explique pas tout. D'abord si la *production* a toujours été déterminante, elle ne *domine* toute la société que depuis l'avènement du capitalisme moderne. Cette économie dont on parle naît en tant que telle quand la production s'autonomise au point de régir toute la société. L'Antiquité connaissait le phénomène mais le limitait. Le monde moderne l'a développé jusqu'à créer ce qui semblerait monstrueux à d'autres civilisations : des pays en crise parce qu'ils produisent trop — trop par rapport aux conditions de l'échange.

Toute société repose sur une production, ne serait-ce que la cueillette. L'économie est l'autonomisation de cette sphère devenue un simple moyen, la condition pénible de tout le reste, une malédiction nécessaire, méprisée et vantée à la fois.

A la recherche de valeur, le capital augmente la masse de valeur nouvellement créée à mesure qu'augmente le capital total. Mais comme la valeur croît moins vite que lui, elle ne suffit pas à rentabiliser le capital. Il faut alors à la fois dévaloriser le capital *et* créer des conditions techniques et sociales permettant une valorisation sur des bases nouvelles. Les guerres comme les crises peuvent servir à cela. Par ailleurs, la guerre du XXe siècle dévore des engins unissant machines modernes et explosifs sans cesse renouvelés parce que périmés, usés ou anéantis.

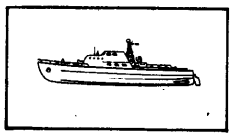
Mais si l'analyse économique de la guerre moderne est nécessaire, sa réduction économiste à un rôle destructif fait oublier sa fonction sociale, tout aussi décisive. Le « développement des forces productives » n'est pas plus le moteur de l'histoire dans le capitalisme que dans les sociétés anciennes. Le but du capital n'est pas de développer la production mais de sauvegarder le capitalisme. Il est condamné à accumuler, mais cette obligation n'est pas pour lui un principe absolu. Son but est d'abord de vivre ou de survivre en tant que système, même au prix de stagnations économiques plus ou moins longues. Il n'est pas une pure dynamique de valorisation et de développement, déclenchant la lutte de classes. Il obéit autant à des motifs de conservation. Autant qu'un mécanisme économique, le capitalisme est une société de classes et de conflits entre classes. Et certains régimes peuvent avoir pour tâche, pendant toute une période, d'étouffer le mouvement prolétarien ou revendicatif et non de développer l'économie, laquelle ne reprendra éventuellement sa croissance qu'après la défaite des prolétaires (exemples : Unité Populaire chilienne en 1970-73, régime argentin depuis 1973).

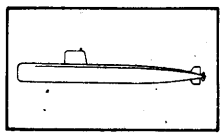
le capitalisme systématise la guerre

La guerre ne sert pas le capitalisme parce qu'elle permettrait de faire des affaires. Et les fortunes réalisées grâce aux guerres ? C'est l'arbre qui cache la forêt. La guerre de 1914-18 a correspondu à une baisse de production dans chaque camp, sauf aux E.-U. où il y eut une augmentation de 15 % (50 % en 1939-45). Il en fut de même en 39-45 pour l'Europe (sauf l'Angleterre où la production se maintint). La guerre de 39-45 fit baisser la valeur du capital allemand et sa productivité mais rajeunit le capital industriel, d'ailleurs resté sous-employé pendant le conflit (utilisé seulement à 75 % en 1943). La production n'augmenta que chez ceux qui ne furent ni occupés ni attaqués sur leur sol. La seule augmentation importante se produisit aux E.-U., au Canada et, dans une moindre mesure, en Australie et en Afrique du Sud. Mais même aux E.-U., si l'on fait abstraction des commandes de l'Etat, la production par tête baissa entre 1939 et 1945. L'Allemagne de 1947 était encore à 40 % de sa production de 1938. Les neutres européens (Suède exceptée) connurent eux-mêmes une croissance lente ou nulle.

L'économie de guerre permanente ne fut pas non plus la clef de la prospérité capitaliste après 1945, comme l'a montré l'exemple japonais. S'il est vrai qu'aux E.-U. les commandes militaires concernent directement ou indirectement environ un cinquième du capital manufacturier, la militarisation croissante du capitalisme reste un mythe. En 1975, les exportations militaires mondiales représentaient 10 milliards de dollars sur les 800 milliards d'exportations totales.

On ne peut se contenter de répéter : « le capitalisme c'est la guerre, il y a guerre parce qu'il y a capitalisme ». Gengis Khan n'était pas poussé par le capital, les tribus indiennes qui se faisaient périodiquement la guerre non plus. Il y a guerre quand une communauté ne peut exister qu'en attaquant l'autre. Le capital donne seulement un nouvel essor à cette





tendance présente dans la plupart des sociétés connues, contrairement à l'idée, courante au XIXe siècle et reprise par les libéraux et le PC, que le commerce engendre la paix. Organisant le monde en Etats nationaux, il a permis à la guerre de se systématiser, parce qu'il universalise négativement l'humanité, la divisant en blocs rivaux (individus, entreprises, Etats).

Il n'y a jamais de causalité directe entre puissance économique et puissance militaire. L'économie la plus forte n'entraîne pas automatiquement l'armée la plus forte. La causalité est sociale. Les Barbares ont fait céder l'empire romain. Le système social le plus avancé de son époque fut battu, ou plutôt se laissa faire, rogné peu à peu sur ses frontières tandis qu'il pourrissait en son centre. Une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes fut ainsi gagnée de l'intérieur par des peuples dont chacun alignait seulement dix à trente mille combattants, sans supériorité technique comparable à celles des nomades mongols sur les Etats qu'ils détruiront. En un siècle environ, du milieu du IVe siècle (franchissement du Rhin) à 476, l'empire romain s'effondra. Mais quel était le « rendement » militaire de chaque camp ?

Le mode de vie et la structure sociale barbares préparaient à la guerre alors que la société romaine avait perdu tout son dynamisme. Loin d'intégrer les Barbares, elle se laissa assimiler par eux, dans une gigantesque dispersion sociale. A partir des Carolingiens, un mouvement inverse favorisa une réunification. Mais au IXe siècle, l'Occident se trouva de nouveau démuni face aux Vikings, aux Sarrasins, qui étaient des *sociétés de guerre*. Le décalage entre dynamisme social et dynamisme militaire se retrouve aussi dans les sociétés en expansion. Ainsi, l'unification allemande se fit autour de la Prusse, puissance militaire, en raison de son rôle à l'est de l'Europe, et non des régions bourgeoises et modernes de l'ouest de l'Allemagne. Nous reparlerons de ce décalage en comparant les situations et les stratégies sociales des E.-U. et de l'URSS.

histoire de la guerre

La guerre est récente dans l'histoire de l'humanité, du moins comme lutte Etat contre Etat. Il existait des phénomènes de type razzia, des conflits rituels, où la guerre était plus une affaire privée que publique, liée à des rites d'initiation.

> *« La guerre était considérée [par les Germains] comme une sorte de procès dans lequel les deux parties, pour savoir qui l'emporterait, acceptaient de s'affronter sur un champ de bataille. »*
> *(Ph. Contamine,* La Guerre au Moyen Age*)*

Les autres groupes humains servaient de miroir à l'unité qu'était la société archaïque. On ne connaissait ni paix ni amitié permanente, ni guerre ni hostilité permanente. On évitait ainsi l'apparition dans la société d'un pouvoir qui en eût menacé l'équilibre. La société archaïque s'en méfiait, tout comme elle limitait l'accumulation de la richesse matérielle en la détruisant ou en la faisant circuler rituellement (potlatch, kula). Elle évitait qu'il y eût vainqueur et vaincu.

Le rôle de ces conflits à usage avant tout interne décrut avec la cristallisation de pouvoirs politiques, mais la transition fut longue. Dans les combats entre tribus aztèques, il suffisait parfois de toucher un homme pour le faire prisonnier, avant de le sacrifier au dieu-soleil. Chez le nomade arabe d'avant l'Islam, la « guerre » n'est qu'une razzia aggravée, la continuation d'une économie précaire par d'autres moyens. C'est aussi un rapport politique marquant la sortie d'un groupe de l'aire où il nomadise habituellement. La razzia prend des biens sans tuer

d'homme, sinon elle dégénère en guerre, une vendetta en entraînant une autre.

La Grèce archaïque faisait de guerre et razzia « une seule chose » (Finley), organisée souvent par une association de familles, avec partage du butin selon la tradition. On limitait le conflit, on scellait la paix par des présents selon un système de dons et de contre-dons. Dans un monde qui évitait l'accumulation excessive de richesses en un point aux dépens des autres, la guerre, le pillage étaient un moyen de réaliser des gains. Homère condamnait le vol, non le brigandage.

Dans l'Europe médiévale, la chevalerie — art de vivre, d'aimer et de combattre — conduisait à des « absurdités » qui n'en étaient pas. De même que le but de la guerre n'est pas la destruction maximum mais un avantage décisif, de même s'accompagne-t-elle parfois de destructions apparemment inutiles, dès lors qualifiées d'absurdes, qui en réalité donnent l'avantage décisif. La difficulté pour nous, qui vivons des siècles plus tard, est d'apprécier cet avantage historiquement. Défendre son honneur et affirmer ainsi un pouvoir, une autorité symboliques pouvait se révéler plus avantageux qu'une victoire apparente sur le plan strictement militaire. Un fait militaire n'est jamais dissociable de son environnement social.

La société archaïque ignorait la coupure guerre-paix du monde actuel et l'exclusion (théorique) de toute violence légitime autre qu'étatique. L'organisation des sociétés en Etats désarma les individus privés, limita l'exercice de la violence armée à l'Etat et opposa à la paix la guerre, mal suprême. Limitant la guerre dans le temps et l'espace, l'institutionnalisant, lui donnant des moyens décuplés, ce système se révéla infiniment plus meurtrier que le précédent. La mort est désormais exclue, la guerre condamnée ; personne ne s'affirme plus agresseur ni même guerrier. Entamée il y a quelques millénaires avec la codification de la guerre (la piraterie devenant marginale) cette évolution fut achevée à la Renaissance.

Ce qu'on a appelé le « féodalisme » était un système de seigneurie rurale organisée selon une hiérarchie de liens personnels, où chacun tenait un homme sous sa dépendance et dépendait lui-même d'un autre. Les membres de la classe dominante faisaient une guerre où régnait le cavalier lourd, les couches inférieures servant d'auxiliaires ou étant même exclues des combats. Avec la renaissance des villes à partir du XIIIe siècle, le rôle de l'argent s'accrut. Le suzerain acheta le concours de ceux qui dépendaient de lui. On paya pour ne pas servir. Le seigneur fit appel aux catégories disposant de ressources et ne constituant pas une menace sociale : chevaliers, hommes libres et honorables des villes. Le fantassin reprit de l'importance.

L'Italie, pays moderne où l'élite préférait se consacrer à la politique et aux affaires, vit naître le mercenariat. La *condotta* du XVe siècle, dont le chef était un capitaine d'industrie, n'était pas seulement une entreprise militaire mais servait à organiser d'autres activités : extraction minière, levée de l'impôt, etc. Le contrat marqua donc la transition entre l'obligation féodale et la conscription. L'Italie des condottieri de la fin du XVe siècle — avant la venue des Français qui allaient introduire une guerre beaucoup plus meurtrière — pratiquait l'art du conflit limité, nécessaire entre des cités marchandes qui s'opposaient mais qui avaient besoin les unes des autres. Le bon chef allait jusqu'à acheter l'armée adverse. On cherchait à limiter l'expansion du rival mais on n'était pas près à se ruiner pour y parvenir. La guerre, déjà continuation de la concurrence politico-économique, pouvait coûter cher mais elle devait être rentable.

L'armée permanente fut, pour des raisons sociales, longue à s'imposer dans les grands Etats moins modernes que ces cités-Etats italiennes. Le roi d'Angleterre, qui commença par conseiller à tous les hommes la pratique du tir à l'arc, recula devant le risque social qu'aurait représenté un peuple entier capable de se battre. Car, comme dit un texte de 1384 : « Si ensemble se fussent mis, ils eussent été plus puissants que les princes et les nobles. »

la guerre devient une entreprise

A l'aube du capitalisme, l'Etat moderne et son armée existant à peine, la guerre devint une entreprise. En France, du XIIIe au XVIIe siècle, l'Etat loue ou afferme ses galères de combat à des nobles, ou vend des galériens à des négociants possédant leurs galères. On fonde une armée comme on spécule sur un bien. Le chef de mercenaires traite avec le souverain, signe un contrat, reçoit une patente, embauche des cadres, qui eux-mêmes traitent avec d'autres. Les officiers forment une sorte de syndicat commercial associé aux pertes et profits. Wallenstein, grand propriétaire et mercenaire de la guerre de Trente ans, équipe son armée avec ses grains et ses tissus. Sur mer, les sociétés de pirates et de corsaires obéissent aux règles marchandes : contrats, règlements, partage. La jurisprudence régit le rançonnage. La technique militaire fait du combat un contrat : la bataille exige le consentement mutuel des deux armées. Ce fut une société de commerce qui conquit l'Inde militairement à partir du milieu du XVIIIe siècle. Au XIXe siècle, au moins jusqu'à la révolte des Cipayes (1857-59), la Compagnie des Indes perdit son privilège commercial mais continua d'administrer le pays.

La guerre était une *marchandise*, elle va devenir aussi une *mécanique*. Le capitalisme naissant pensait le monde en termes mathématiques. La guerre va l'aider à appliquer les méthodes et l'esprit de quantification. L'armée manœuvre comme un instrument d'horlogerie, se dispose géométriquement pour le combat, mesure le nombre de pas des soldats. L'armée standardise. Elle donne un uniforme à chaque corps et à chaque arme. Elle met les hommes en caserne avant qu'on ne les mette en usine. Devenu atome, le soldat est traité en automate, qui doit craindre autant ses officiers que l'ennemi.

Le combattant médiéval s'apparentait à l'artisan, celui des XVIIe-XVIIIe siècles à l'ouvrier de manufacture ; le soldat moderne est le frère de l'ouvrier qua-

lifié ou de l'OS polyvalent. Le soldat automate de la monarchie absolue cède la place aux tirailleurs en ordre dispersé, et à l'armée de masse de la phase révolutionnaire du capitalisme, où le travail joue un rôle décisif dans la production, puis à l'emploi progressif, à partir de la guerre de Sécession, du combattant qualifié maniant les machines d'un monde où la technique est devenue un facteur primordial.

la guerre se donne une rationnalité

Les guerres déclenchées par la Révolution française créent un nouveau domaine théorique, « la guerre », quand cette dernière est devenue une sphère spécialisée de l'activité humaine. On voit apparaître la notion de force de travail et l'économie politique comme recherche de l'origine de la valeur, quand la force de travail se présente elle-même libre sur le marché et quand le travail se retrouve coupé du reste de l'activité humaine. De même, le capitalisme et l'Etat national, mobilisant systématiquement les ressources d'un pays, font apparaître plus clairement la guerre comme acte de force. Sa théorisation est désormais possible et nécessaire. Clausewitz fait date parce qu'en partant de « notions générales » il tente d'abstraire de toutes les considérations sur la guerre sa définition à la fois historique et universelle, conforme à la raison et opératoire, bien que logique et abstraite.

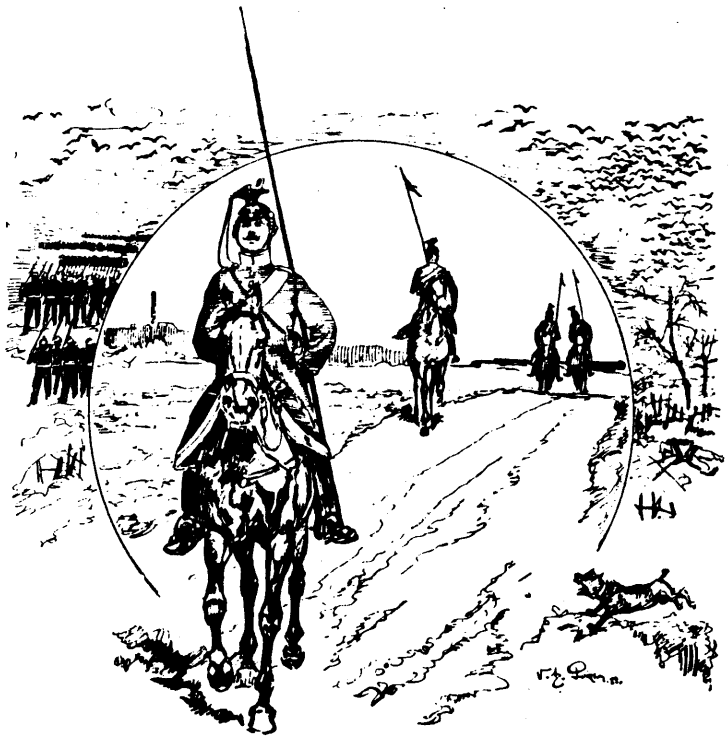
Il tire les conséquences de ce que les guerres de 1789 n'ont plus pour but essentiel de détruire ou de prendre mais de remodeler un pays : le capital absorbe les structures sociales. On ne tue plus l'ennemi, on l'assimile — d'où l'idée que la guerre impose une volonté. La plus grande force d'attraction sociale l'emporte sur la plus faible. Le contrôle de territoires reste nécessaire mais peut s'effectuer sans présence militaire ni conquête ; il suffit que les structures sociales dominantes soient reconnues.

Conquête et destruction ne cernent pas la nature de la guerre. La force de Clausewitz n'est pas tant de dire que la guerre a sa cause hors d'elle-même, ce qui est évident, mais que son *déroulement* porte la marque de cette nature. Il n'y a pas un but extérieur à la guerre (l'hégémonie, par exemple) et la guerre elle-même (vaincre l'armée adverse) : les deux ne font qu'un, le moyen produit la fin. Utilisation (et non plus simple démonstration comme en temps de paix) de force, la guerre tend à l'absolu, à la destruction maximum, mais *l'objectif* militaire ne devient pas étranger au but politique, le moyen ne s'émancipe pas de la fin. La montée aux extrêmes dépend toujours du but de la guerre qui n'est jamais simplement de détruire.

Clausewitz pose la question de la rationnalité propre à chaque guerre : quelle fin sociale vise-t-elle et par quels moyens ? Son approche évite de choir dans l'erreur commune qui consiste à voir seulement dans la guerre la recherche de la défaite ennemie — erreur qui demeure tout autant erronée quand on y ajoute (en bon marxiste) des motifs économiques. Vaincre n'a pas le même sens pour tout le monde. La destruction et l'économie de vies ont des significations différentes selon les civilisations. Dans la Chine dite féodale, la bataille consiste (au moins en théorie) à narguer l'ennemi ; on recommande au noble guerrier de ne pas tuer plus de trois hommes et de fermer les yeux en décochant ses flèches. Le combat n'est qu'un des terrains où s'affrontent des prestiges, un des lieux de don et de contre-don où se constitue le pouvoir. Ces comportements ne sont pas plus « absurdes » que les destructions des guerres modernes, d'ailleurs moins massives qu'on le dit : ils ont leur sens propre, par rapport aux besoins et à l'équilibre de la société. Le but d'un conflit étant, nous l'avons vu, la conquête d'un avantage décisif — ici une hausse de prestige — on recherche donc une demi-victoire ou une victoire mitigée.

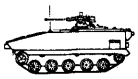
Toute guerre a pour but la paix ; la bataille est un moment exceptionnel, l'arrêt des combats un état normal. On veut forcer l'autre à accepter une nouvelle situation — d'où les pauses, les massacres dits inutiles du point de vue étroitement militaire ou économique.

Machiavel avait pu dé-moraliser la politique, Hobbes y voir l'établissement d'un *contrat* entre le pouvoir et les individus. Clausewitz traite la politique comme une sorte d'échange, dont la guerre est l'une des formes ; le paiement au comptant. Dans la politique on s'oppose sans s'éliminer ; le fort a besoin du faible pour justifier son pouvoir. Le triomphe de la bourgeoisie n'est d'ailleurs pas de se donner une majorité mais une minorité : une opposition qui la respecte. Dans la guerre, au contraire, comme dans le paiement au comptant, le crédit n'est plus possible, on règle ses traites sur le champ. Mais, le contrat demeure.



« Nous sommes arrivés à l'époque du commerce, époque qui doit nécessairement remplacer celle de la guerre, comme celle de la guerre a dû nécessairement la précéder.
La guerre et le commerce ne sont que deux moyens différents d'arriver au même but, celui de posséder ce que l'on désire (...) Un homme qui serait toujours le plus fort n'aurait jamais l'idée du commerce (...) La guerre est donc antérieure au commerce. L'une est l'impulsion sauvage, la seconde le calcul civilisé. Il est clair que plus la tendance commerciale domine, plus la tendance guerrière doit s'affaiblir. Chez les modernes, une guerre coûte infailliblement plus qu'elle ne rapporte.
(...) Le commerce a modifié jusqu'à la nature de la guerre. Les nations mercantiles étaient autrefois toujours subjugées par les peuples guerriers ; elles leurs résistent aujourd'hui avec avantage (...) »
(B. Constant, De l'esprit de conquête et de l'usurpation)

Clausewitz ou la guerre théorisée



La contradiction de la guerre c'est qu'elle exige un paroxysme — il faut trancher les nœuds que l'on ne peut plus dénouer — mais qu'elle met elle-même des bornes à ce déchaînement. L'anéantissement de l'ennemi est le *mécanisme* de la guerre mais il ne fonctionne que comme *tendance* réalisée en se modérant. La fin (*sociale*) de la guerre est de développer et protéger les relations constituant la société. Son but (*militaire*) est d'obtenir un avantage décisif permettant d'atteindre cette fin. La logique de la guerre n'est pas plus dans la destruction que celle de la paix dans la production. Chaque fois qu'un conquérant s'adonne au massacre — de la Horde d'or à Hitler — c'est pour réaliser un objectif social particulier. Il en va de même à l'ère nucléaire, où l'holocauste (possible) n'existe que comme tendance, tempérée par le besoin de limiter les effets d'une guerre nucléaire.

La contradiction des E.-U. au Viêtnam était qu'ils détruisaient le pays sans parvenir à le vaincre : le but militaire s'émancipait de l'objectif social de la guerre — tendance naturelle qui est d'ailleurs inévitable. Il faut savoir ce que vise la guerre. La victoire ? En tout cas, jamais à tout prix. On arme rarement les femmes, et certaines catégories sociales sont exclues d'office. C'était autrefois une évidence de ne pas armer les esclaves, les marchands, les prêtres. Dans d'autres sociétés, on armera les travailleurs non indispensables à la production. Le combat n'est qu'un objectif, la victoire ne passe jamais par l'abandon de ce qui fait une société car pour elle l'enjeu de la guerre c'est sa perpétuation en tant que société.

L'analyse des guerres nationales, qui mobilisent toutes les forces des pays engagés, inspire à Clausewitz l'idée d'une « supériorité » de la défense sur l'attaque. Il ne se place pas sur le plan tactique, où l'évolution historique donne tour à tour l'avantage à l'une et l'autre, il part de la définition de la guerre. L'agressé se défend mieux que l'agresseur qui l'attaque parce qu'il concentre contre lui tous ses moyens. Le vainqueur est celui qui conduit l'ennemi à se battre sur son propre terrain. Les forces vives d'un pays jouent mieux dans la défensive que dans l'offensive. Dans sa phase ascendante, de même qu'il réfléchit sur la politique, l'économie, l'art, la religion, le capitalisme se met à penser la guerre, dont il veut déterminer la spécificité. Ce sera le rôle de Clausewitz. Il perçoit la guerre à partir de modèles dominants, comme la politique et l'échange, dont il ne peut faire la critique. Il montre en quoi la guerre prolonge la politique puis lui cède la place. En cela, il éternise la politique comme organisation sociale. La « politique d'Etat »(le jeu des intérêts, le duel) n'est qu'une des formes que peut prendre la politique. Mais il en reste à ce *duel*. Il distingue des différences de ressources sociales entre les protagonistes mais il n'y voit pas de différence de *nature*. Il ne décrit jamais la lutte de deux systèmes sociaux. Clausewitz, comme Hegel, théorise le bouleversement du monde provoqué par l'ascension du capitalisme mais la perspective d'une révolution **sociale** lui est étrangère. Pour lui, et pour Hegel, l'histoire est le produit de contradictions (assimilées chez Clausewitz au heurt des Etats). Mais il fait la théorie de la guerre, non de la révolution, sinon de la révolution bourgeoise, c'est-à-dire d'une révolution qui crée une structure politique favorable à des rapports sociaux préexistants, alors qu'une révolution communiste produirait de nouveaux rapports et ne mènerait donc pas seulement une lutte politique et militaire comme le fait la révolution bourgeoise.

Le mouvement communiste ne peut utiliser telle quelle une théorie née de la montée de la bourgeoisie. Ceux qui « appliquent » Clausewitz indiquent que leur révolution en est aux tâches que théorisaient Ricardo et Clausewitz. Parce qu'il avait besoin d'une vision globale et qu'il pouvait se la donner — car il repésentait une force dynamique — le mouvement révolutionnaire (notamment Marx) avait donné une compréhension de la société capitaliste et même de toute société, que d'autres mouvements sociaux — en fait le capitalisme — mirent à profit. Ce marxisme débarrassé de son caractère communiste et réduit à une théorie critique permit ainsi de systématiser la réalité de la guerre. Cette réactivation marxiste de Clausewitz reste ambigüe chez Lénine, qui était porté à la fois par un mouvement prolétarien et par un mouvement radical bourgeois — lequel finit par l'emporter. Elle ne l'est plus du tout chez Mao et Giap, qui luttaient pour

l'indépendance et l'unité de leur pays, et la création d'une économie. Ils ont réalisé la guerre nationale clausewitzienne et fondé des Etats modernes.

Pour Clausewitz, la guerre du peuple n'a en effet rien d'une insurrection : les partisans agissent aux côtés de l'armée régulière, pour l'aider, parce qu'elle ne peut agir seule. Mao appliquera ce schéma à une insurrection nationale à base sociale : une armée de partisans crée une armée tout court puis un Etat. La guérilla fait lever les forces vives d'un pays bloqué par l'étranger.

Ainsi, Clausewitz et Hegel pensèrent la lutte des Etats et même des classes, non la révolution qui abolirait les classes. Clausewitz ne fut que le théoricien *de la guerre*.

Dans une société ascendante, en cours de formation, la guerre libère des éléments nécessaires à la propagation du rapport social dominant (guerres de la Révolution française). Quand cette société est parvenue à maturité, la guerre sert alors à retarder sa destruction totale par des destructions partielles en son sein. En détruisant des éléments matériels et humains, elle sert à sauvegarder un rapport social en tant que tel. Mais souvent la guerre est *inégale* : elle attaque une société régie par un rapport social moins dynamique et donc moins capable de se généraliser. Par son dynamisme, la société attaquante impose à son adversaire son type de guerre et, avec lui, sa forme d'organisation militaire.

Ce fut le cas de la plupart des guerres coloniales, de la guerre « américaine » du Viêtnam, mais aussi, nous le verrons plus loin, de la guerre de 1939-45.

le dangereux rééquilibrage de 14-18

La guerre de 1914-18 fut un conflit où se mêlèrent impérialisme territorial et tendances capitalistes plus pures. Fut-ce un nouveau partage du monde ? Oui, mais le vol des colonies allemandes et le démantèlement des empires autrichien et ottoman furent seulement l'aspect le plus visible et le moins significatif de 1914-18, comparé à des fonctions plus difficiles à cerner à l'époque : montée des Etats-unis, intégration du mouvement ouvrier, émergence du problème capitaliste le plus grave, la surproduction de capital. Sans espace à dominer, l'Allemagne était condamnée à l'expansion industrielle (en 1945, elle se placera encore au second rang mondial pour le parc des machines-outils) sans en avoir les moyens. La guerre fut l'autodestruction d'un appareil productif qui s'épuisait (sauf aux E.-U.) à fournir du matériel militaire.

Cette guerre eut moins pour but de repartager le monde (colonies à voler) que de vaincre des concurrents afin de pouvoir moderniser et investir. La Grande-Bretagne, très dépendante de ses échanges extérieurs, devait conserver et étendre son empire commercial. L'Allemagne, elle, devait se constituer un empire. Triomphe politique du capital, la Première Guerre mondiale créa aussi une rupture dans les proportions entre les différents secteurs de l'économie. Il fallait produire des armements à tout prix. Le commerce déclinait, on importait beaucoup, on exportait peu, et le déficit était comblé par l'appel au crédit, qui gonflait les prix. Ainsi la guerre favorisa l'OST (production de masse, standardisée, en série ; emploi de machines spécialisées, fonctionnant à l'électricité ; utilisation du pétrole), au moment même où le manque de débouchés bloquait une production *asphyxiée* par la stimulation excessive d'un vaste secteur de l'armement.

S'il est incontestable que sur le plan social l'Union Sacrée fut presque partout une victoire inouïe du capitalisme, la cohésion obtenue était artificielle, fragile, produit d'un choc émotionnel et ne reposant pas sur une base solide. En s'effritant, l'Union Sacrée entraîna une démagogie coûteuse et se prolongea par des revendications. Sur la plan de l'équilibre des classes, l'Union sacrée était un dopage, non un régime équilibré pouvant être prolongé. Le malade capitaliste s'administra un remède de cheval, il n'atteignit pas le mal en profondeur. L'expérience de 14-18 est là pour prouver que la guerre n'est pas forcément la meilleure prévention de l'agitation sociale. Il y eut dans certains pays plus de grèves après 1914 qu'avant (l'Angleterre en compta plus en 1915-19 qu'en 1911-14, même si les résultats obtenus furent remis en cause par les patrons dans les années 20). Aux Etats-Unis, les commandes alliées firent augmenter la production, baisser le chômage et, comme l'immigration diminuait, les ouvriers se retrouvèrent en position de force. Le salaire réel augmenta beaucoup, la productivité peu.

Pourquoi alors s'enlisa-t-on pendant trois ans dans une guerre de tranchées sans avancée décisive d'un camp ni de l'autre ? Il y a certes une raison « technique » : la contradiction entre une énorme puissance de *feu* et une bien moins grande capacité de *mouvement* (obstacle qui fut surmonté plus tard par la mécanisation). Mais pourquoi ces armements-là ? L'explication technique est partielle. La guerre ne s'explique pas seulement militairement mais avant tout socialement. L'Allemagne ne pouvait sans doute pas vaincre la coalition anglo-franco-américaine. Mais en novembre 1918, elle n'était pas terrassée, son territoire était intact. La victoire du 11 novembre fut, au même titre que le 4 août 1914, une victoire sur le prolétariat. La guerre n'avait pas pour but de détruire ou même de « battre » l'ennemi mais d'établir ou de rétablir un équilibre entre les Etats et entre les classes. La guerre devenant socialement dangereuse en 1917-18, on décida d'y mettre fin.

l'arrivée des chars et de l'OST

En août-septembre 1918, l'Allemagne commence à reculer. Pourquoi l'Entente ne cherche-t-elle pas à s'assurer des atouts maîtres contre le futur vaincu, ne serait-ce que pour appuyer les prétentions exorbitantes que la France va lui présenter ? Pourquoi l'Entente accepte-t-elle si facilement l'armistice du 11 novembre ? C'est qu'à l'époque impérialiste, on n'ébranle pas un Etat, on ne remet pas en cause la stabilité d'un grand pays. Ou bien on laisse l'Etat ennemi intact (1918) ou bien on l'abat complètement, on prend sa place et on lui en substitue un autre que l'on domine et qui lui-même maîtrise la situation (1945). La violence des combats de 1917-18 (l'Allemagne prépare encore une offensive pour le 24 décembre 1918 en Lorraine) puis la signature soudaine de l'armistice ne s'expliquent pas autrement.

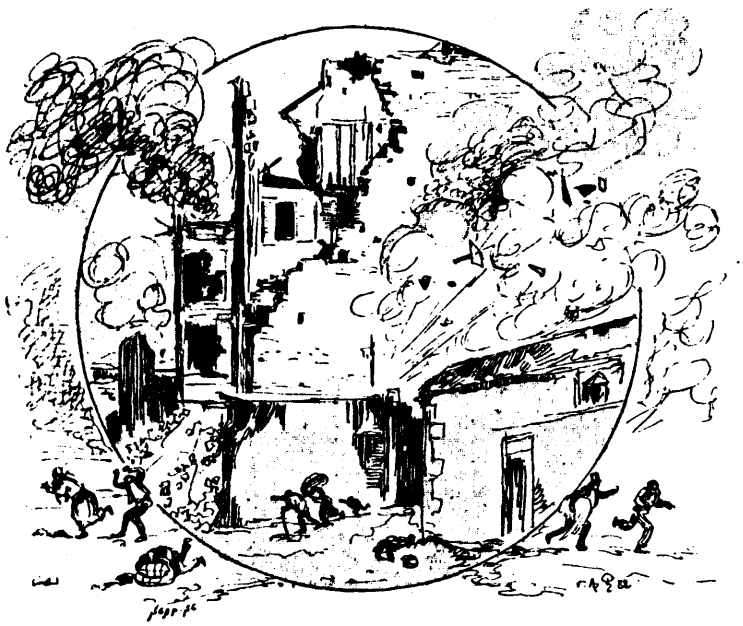
La guerre de 1914-18 fut conclue par les moyens qui allaient servir à commencer celle de 1940 : l'attaque du 15 juillet 1918 se fait avec 375 chars et 600 avions. La venue de Foch au poste de commandant en chef à la place de Joffre qui disait « Je les grignote » a valeur de symbole. Sauf à la fin du conflit, l'Allemagne fit une guerre plus moderne que l'Angleterre et la France. Elle n'eut d'ailleurs qu'1,2 millions de morts, contre 2,2 chez les Alliés (1,3 pour la France). En dehors des Etats-Unis, c'est l'Allemagne qui incarna l'aspect moderne de la guerre de 14-18. Les socialistes, qui dénonçaient l'arriération politique de cet Etat monarchique et impérial en partie « féodal », promouvaient en fait la même société capitaliste moderne que l'Etat allemand. Une fraction de l'armée allemande avait même fort bien saisi l'importance des syndicats comme soutien de l'ordre établi, ainsi que la nécessité pour l'armée allemande d'entretenir son image dans l'opinion (voir le film : « Le Crépuscule des aigles »).

Ce n'est pas un paradoxe si les combats sont particulièrement sanglants à l'ouest en 1917-18 alors que la pression en faveur de la paix s'exerce jusque dans les gouvernements. C'est que tuer des hommes (surtout des paysans) en grand nombre accélère le passage au système où l'homme va devenir secondaire et la machine dominer. La guerre de position, l'emploi massif de cette machine immobile qu'est le canon sont l'expression d'une société déjà mécanisée mais pas encore motorisée, ni sur terre ni dans les airs ; l'arrivée des chars coïncidera avec la venue des Etats-Unis en Europe. La saignée durable causée par les massacres de 1917-18 ouvre la voie à une domination plus effective du capital.

La guerre de 14-18 unifia pour de bon les Etats européens, entre autres linguistiquement. On estime en effet qu'en 1896, sur 39 millions de Français, seuls 5 à 6 millions avaient le français pour langue maternelle. Le conflit permit de les rapprocher. D'autres pays, comme l'Angleterre connurent un processus d'homogénéisation analogue.

Les luttes ouvrières et la baisse de la rentabilité avaient obligé le capital à une « seconde révolution industrielle » vers 1870-80, dont les effets ne se feront pleinement sentir qu'au lendemain de 1945, où elle sera complétée par d'autres innovations. Mais, pour l'essentiel, c'est le même mouvement de longue durée, d'une immense portée économique et sociale, qui va se prolonger jusqu'à cette date. La grande industrie mécanisée, qui avait supplanté la manufacture à partir de la fin du XVIIIe siècle, était entrée en crise un siècle plus tard, l'accroissement de la productivité se heurtant à des limites techniques (sources d'énergie, taille des machines, performance des alliages, etc.) et sociales, chaque niveau influant sur l'autre. Pour mettre en œuvre les innovations techniques, le capital allait devoir bouleverser les conditions de travail, ce qui était possible, les conditions de production elles-mêmes exigeant la mise en place de l'Organisation Scientifique du Travail (OST). A la fin du XIXe siècle, la qualification, « la force et l'habileté humaines demeuraient prépondérantes » (*Lutte de classe*, nov. 1976). Sidérurgie et construction mécanique connaissaient même une sorte de sous-traitance où les ouvriers engageaient eux-mêmes des tâcherons après avoir négocié avec la direction le prix de l'ouvrage, et organisaient le travail. Le salaire aux pièces était difficile à imposer parce que c'étaient les ouvriers qui réglaient les machines. Tous ces moyens de résistance ouvrière furent peu à peu détruits par l'OST. Les mouvements sociaux après 1918 s'inscrivent dans la réaction à cette poussée capitaliste, qui s'emploie à liquider les restes de l'autonomie ouvrière.

Le nouveau système de production, combinant techniques nouvelles et OST (en particulier le taylorisme), avait commencé à s'imposer aux Etats-Unis au début du XXe siècle. Mais dans les autres pays capitalistes et même aux Etats-Unis, son application fut retardée par les actions prolétariennes et les convulsions politiques consécutives à 1918. La guerre de 14-18 fut une grande réussite *sociale* antirévolutionnaire, mais aussi un coup d'arrêt pour l'économie car elle déclencha jusqu'au Moyen-Orient et en Asie une tentative révolutionnaire conjuguée à une résistance ouvrière qui empêchèrent la pleine



mise en œuvre du nouveau système de production.

La guerre força le capital à instaurer l'OST mais, dans le même temps, obligea l'armée à renoncer à un type d'organisation trop rigide. Taylor lui-même disait vouloir passer du « type d'organisation militaire » au type « administratif ». Dans le premier. chaque ouvrier avait affaire à un chef. Dans le second, c'est l'organisation même du travail qui commande, et l'ouvrier est en contact avec la direction par l'intermédiaire de nombreux chefs. En 1914-18, l'armée dut à son tour accepter l'organisation administrative et s'inspirer de l'industrie pour gérer son personnel et ses stocks énormes.

« Le taylorisme signifie pour l'armée qu'elle n'est plus l'organisation par excellence, mais seulement une organisation parmi les autres (...)
(Le Frondeur, *n° 5-6)*

L. Mumford a montré comment l'armée avait fourni à la société un idéal, un cadre organisationnel. Au XXe siècle, elle cessa d'être un modèle pour l'économie.

Après 1914 et jusqu'en 1939-45, bien que la social-démocratie soit venue au pouvoir, il n'y a plus de consensus, parce que les conditions de la prospérité ne sont plus réunies. Le réformisme n'a pas d'autre programme que l'économie organisée ; la sclérose des partis « socialistes » est même un thème couramment débattu. Les luttes réformistes épuisent alors le capital au lieu de l'aider — comme après 1850 — à se moderniser. Avant 1914, le capital savait où il allait, et les ouvriers le suivirent. Après 1918, même s'il réussit à étouffer les tentatives révolutionnaires, il est tiraillé en tous sens. Le poids pris par le mouvement ouvrier, y compris dans l'Etat, a été efficace contre la révolution mais il freine la modernisation capitaliste. Le capital semble à la fois immunisé contre le communisme mais incapable de s'en sortir — d'où le thème, à la mode, de la décadence.

trente-neuf/quarante-cinq, la guerre maîtrisée

La guerre de 1939-45 c'est au contraire une réussite sociale *et* économique. Alors que les partis socialistes avaient dû quitter les gouvernements en 1917, la présence après 1945 de partis et de syndicats ouvriers dans les plus hautes instances de l'Etat ne s'accompagna pas d'émeutes. En 1917-18, le capital avait dû cesser la guerre sans qu'aucun des belligérants (sauf les Etats-Unis) fût satisfait ; en 39-45, il réussit à faire sa guerre puis sa paix au nom de l'intérêt des travailleurs.

Réussite sociale, c'est-à-dire nouvelle étape de l'écrasement du prolétariat, la Seconde Guerre mondiale fut incidemment l'occasion pour le capital de s'en prendre aux mouvements populaires spontanés. Londres laissa écraser des maquis. On usa des FFI mal armés contre les poches allemandes sur l'Atlantique. L'URSS abandonna à eux-mêmes les insurgés de Varsovie et de Slovaquie. Mais ce n'est pas là l'essentiel.

Loin d'être synonyme de crise, la guerre est économiquement, socialement une *entreprise* capitaliste. Comme a pu le dire avec clairvoyance un haut fonctionnaire international à propos de la guerre du Liban : « C'est du business, avec des morts. » Cette entreprise n'échoue que dans des conditions absentes en 39-45. Les révolutionnaires avaient raison d'annoncer en 1914 l'ouverture d'une « ère de guerres et de révolutions » mais à condition de préciser que la guerre pouvait être un signe de santé. Ainsi, en 39-45, le capital fit la preuve et la fait encore qu'il avait su préparer la guerre, la mener, la maîtriser, la conclure et l'exploiter.

Une guerre ne résoud pas forcément une crise par une victoire. La défaite de juin 40 sert le capitalisme français. La moins mauvaise solution pour lui est en effet une défaite en douceur et une entente avec l'Allemagne lui laissant une place dans le nouvel ordre européen. La défaite affaiblit l'économie mais lui permet de se rationnaliser, en particulier de mettre au pas les ouvriers. Le Front populaire avait eu le mérite d'associer les ouvriers à l'Etat et de préparer l'Union Sacrée. Mais économiquement il s'était réduit à un conservatisme : ne mettre en danger ni la classe ouvrière, ni le capital, ni la classe moyenne. Les planificateurs ne purent appliquer leur programme parce que l'Etat restait un arbitre qui n'impulsait pas l'économie. L'ironie de l'histoire veut qu'après 1940 la politique réorganisatrice ait été menée sous le masque de l'archaïsme alors que le réformisme négatif de 1936 était passé pour novateur. Les Versaillais n'avaient-ils pas déjà mis sur les rails la IIIe République et préparé ainsi l'application du

programme social du gouvernement de la Commune ?

Absurde en apparence, la stragégie militaire française de 1939-40 répond à une nécessité, bien qu'elle ne soit pas le fruit d'un quelconque machiavélisme. Le capital n'a ni voulu ni préparé la défaite : le manque de cohésion politique et sociale du pays suffit. Puis le capital recherche une alliance avec l'Allemagne. Le général Doyen, haut fonctionnaire de Vichy, déclare juste avant l'invasion de l'URSS :

> *« Nous devons limiter notre collaboration au strict nécessaire... ménager avec soin l'Amérique, qui apparaît comme devant être le grand arbitre du conflit mondial... La France ne peut se soustraire à la collaboration... Il faut qu'elle arrive à vivre dans l'Europe allemande pour le temps que cette Europe durera. »*

une expérience de géopolitique : le IIIe Reich

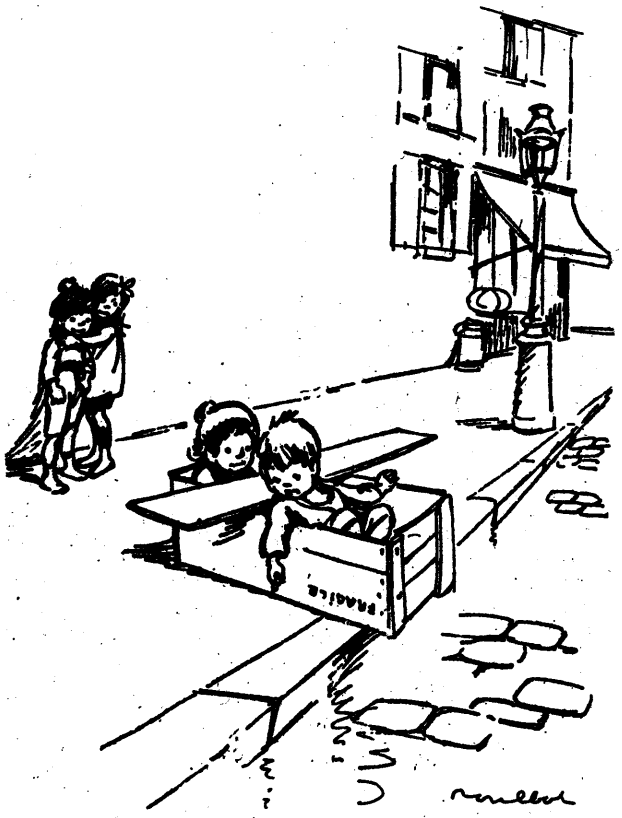
L'Allemagne nazie a le projet de dominer l'Est comme l'Ouest européen, y compris en éliminant un grand nombre de Slaves, en particulier l'élite politique et la petite bourgeoisie à l'Est (sur ce dernier point les Russes agissent de même : massacre d'officiers polonais). Il s'agit de conquérir de l'espace. En cela, l'Allemagne a perfectionné la géopolitique, c'est-à-dire la prise de conscience par le capital de sa dimension dans l'espace, comme l'économie politique avait été la prise de conscience de son existence dans le temps (cycles économiques). La géopolitique est typique de cette phase où le capital s'étend géographiquement.

La stratégie allemande reflète cette soif d'espace : aviation d'assaut et blindés pour de rapides percées contournant l'ennemi, (stratégie qu'au contraire les Alliés utiliseront peu). Elle ne prévoit pas la conquête de l'Angleterre — absence de flotte ou presque, contrairement à 14-18 (où il n'y eut d'ailleurs presque aucun combat naval, sauf sous-marin, comme si on avait craint là encore de se déplacer), absence de matériel de débarquement. L'Allemagne veut dominer l'Ouest *sans* éliminer l'Angleterre : constituer une zone de développement où l'Angleterre aurait un rôle secondaire mais réel, supérieur à celui de la France. L'échec nazi est d'avoir dû lutter contre l'Angleterre, laquelle ne pouvait laisser un seul pays dominer l'Europe.

L'échec d'Hitler est en somme le fruit d'un manque de stratégie globale. L'Allemagne seule ne pouvait pas proposer à l'Europe un projet social solide, comme le firent les Etats-Unis et, d'une certaine façon, l'URSS. D'où cette précipitation, cette fuite en avant que Lidell Hart appelle l'abandon de la « stratégie indirecte » en 1941 (*Histoire mondiale de la stragégie*, Plon, 1962). Au lieu de neutraliser l'Angleterre, l'Allemagne se jette de front contre la Russie. Mais avait-elle le choix ? La faiblesse allemande se reflète dramatiquement dans le souci constant de s'approprier des régions riches en ressources naturelles. La stratégie militaire nazie porte la marque de l'impérialisme allemand, colonialisme archaïque.

deux capitalismes arriérés contre le capital le plus moderne

Comme l'Allemagne face à l'Angleterre, le Japon attaque les Etats-Unis non pas pour les détruire ou les envahir mais pour les refouler de la zone du Pacifique. Les rapides campagnes japonaises font écho à la *Blitzkrieg* de 1940 et de juin-novembre 1941. Comme l'Allemagne, le Japon attend les défaites de 1942 pour mobiliser toute son industrie. Il fait une guerre de capitalisme arriéré, compte sur l'homme, aligne 200 divisions, alors que les Etats-Unis en ont en tout 98, dont 28 dans le Pacifique. Il veut des territoires pour les peupler et y prendre des matières premières : c'est du colonialisme, non de l'impérialisme moderne. La revendication du *Lebensraum* (espace vital) est le signe d'un capitalisme faible. Le Japon veut freiner le développement économique en Asie, en y maintenant sa prépondérance. Les « fascismes » tentent d'adapter la production aux rapports capitalistes par une limitation forcée de la



– Lâche tes bombes, nous sommes au dessus de Cologne !

majeure partie des zones qu'ils dominent, à l'exclusion de quelques pôles de développement.

Il n'y a pas de commune mesure entre l'invasion allemande en Russie et l'entrée des Anglo-américains sur le continent européen. Hitler attaque l'URSS avec 3 200 chars — la production mensuelle (80 à 100) ne permettait même pas le remplacement des engins hors d'usage. Le rythme s'accroît ensuite mais

n'atteint jamais que le quart de la production russe. L'Allemagne n'a pas de carburant pour tous ses engins mécanisés et doit encore employer les chevaux. L'URSS entre dans la guerre avec 20 000 chars.

> *« Une division d'infanterie allemande comptait environ 1 500 véhicules à traction animale pour 600 motorisés, tandis qu'une division britannique ou américaine en totalisait environ 3 000 [motorisés]. » (Ph. Knightley,* Le Correspondant de guerre de la Crimée au Vietnam, *Flammarion, 1976)*

face à l'URSS, l'Allemagne manque d'armes politiques

Quant à l'URSS, la guerre va lui permettre de recimenter une société où (les excès des purges et de la répression en témoignent) la construction du capital se heurte à une résistance, et de s'étendre sur l'Europe de l'Est pour s'y ravitailler en capital. Sa stratégie militaire traduit une accumulation primitive qui manque de capital et doit le remplacer par le travail. A la création d'une industrie lourde correspond l'emploi de matériels pour leur *masse* : alignements de blindés, murs d'artillerie pouvant atteindre une pièce tous les dix mètres sur 200 km, ou 300 canons au kilomètre. L'URSS recourt moins à la manœuvre qu'à l'usage du capital variable et constant sous forme quantitative.

L'Allemagne fait des conquêtes faciles et mal exploitables qu'elle doit toujours étendre, multipliant les problèmes nationaux. La grande force du stalinisme comme phénomène mondial est de s'appuyer sur ce qui représente alors, dans les pays moins avancés de l'Europe de l'Est, le facteur encore crucial : le travail. L'URSS aide la venue au pouvoir après 1945 du mouvement ouvrier bureaucratisé lié à elle, et qui sans elle il ne pouvait conquérir l'Etat. Installant des dirigeants qui dépendent d'eux et ne tiennent leur position ni de la bourgeoisie nationale ni de la population, même s'ils sont implantés parmi les travailleurs, les Russes s'assurent des appuis que les Allemands ont été incapables de créer. Le Parti nazi n'a pas d'homologue dans les pays occupés, au contraire du PC russe. L'Europe Nouvelle ne repose que sur l'armée allemande. Dynamique économiquement, l'Allemagne manque des armes politiques de l'URSS. Truman et Staline — et non Hitler — unifieront l'Europe. Et encore... L'une des plus grandes zones minières et industrielles reste partagée entre quatre pays (Allemagne, Belgique, France et Luxembourg).

Puisque le rapport social caractérisant l'Allemagne est à l'époque plus dynamique que celui de l'URSS, l'Allemagne ne peut s'entendre avec elle et la menace. Dès 1933, elle avait proposé la création d'un consortium international pour exploiter les ressources russes et ukrainiennes. A partir de 1941, elle rassemble et laisse périr de gigantesques masses de prisonniers russes. Les Etats-unis libèrent l'espace ouest-européen de son capital arriéré pour le renouveler. L'Allemagne libère l'espace est-européen de ses hommes pour les remplacer. Ce besoin de destruction humaine entraîne le non-respect des lois de la guerre entre Russes et Allemands. Le but initial des Allemands est de faire place nette. Par la suite, après leur victoire, ils auraient construit à l'Est une économie sous leur domination. C'est en vertu du même principe que les colonisateurs commencèrent par faire mourir des millions d'Africains (traite, travail forcé,...) avant de développer le capital, persuadés d'avoir affaire à des inférieurs qui, même massacrés et exploités, seraient « mieux » sous leur domination que dans la « sauvagerie » antérieure. Au massacre succède le capital « à visage humain ».

L'Allemagne ne pouvait donc utiliser les germes de décomposition présents dans la Russie de Staline. Agissant sur une base nationale raciale, due au besoin de nettoyer le terrain pour son expansion, elle est incapable de se concilier une partie significative de la population, ni même de jouer un peuple (les Ukrainiens) contre d'autres.

la guerre d'un rapport social contre un autre

Les Etats-unis et l'Angleterre font la guerre de telle sorte qu'ils détruisent. D'une part ce n'est pas le *New Deal* qui sort le capital américain de la crise mais la guerre ; d'autre part la guerre va permettre d'imposer le capital sous la forme mécanique symbolisée par le travail des OS (peu nombreux en France à l'époque, mais qui viennent de s'unir aux Etats-Unis dans le CIO). Le syndicat américain de l'automobile propose en 1941 un plan de conversion de ce secteur en industrie de guerre : les objectifs fixés, décla-

rés irréalisables par les patrons, seront atteints en 1943 et 1944.

« Il est, semble-t-il, politiquement impossible d'organiser les dépenses à l'échelle nécessaire pour réaliser les expériences grandioses qui confirmeraient ma démonstration — sauf dans des conditions de guerre (...) Le bien peut venir du mal (...) si les Etats-Unis décident de canaliser leurs ressources dans la production d'armes ». (Keynes en 1940)

La stragégie française des gros bataillons, l'« absurdité touchante » des Polonais misant sur la cavalerie et l'infanterie, tout cela est balayé. C'est la guerre d'un rapport social contre un autre ; des formes modernes du rapport capitaliste contre ses formes désuètes (France) et contre la tentative d'un capitalisme fondé sur la mobilisation forcenée du travail pour pallier l'insuffisance du capital (Russie). En 1939-45, le caractère *inégal* de la guerre apparaît bien plus qu'en 1914-18, où les deux belligérants principaux se faisaient à peu près la même guerre.

Pourtant, 39-45 a renforcé le particularisme russe. L'OST ne s'est pas (même aujourd'hui) imposée à l'Est, sauf peut-être en RDA. La guerre fait de l'URSS une puissance mondiale, assied son Etat et intègre les prolétaires mais elle contribue, par le poids qu'y prend l'armée, à la figer dans une phase inefficace économiquement, et qu'elle n'a toujours pas dépassée. Elle renforce le régime politique ultra-centralisé et despotique, bloquant le capital dans une forme où il évolue mal.

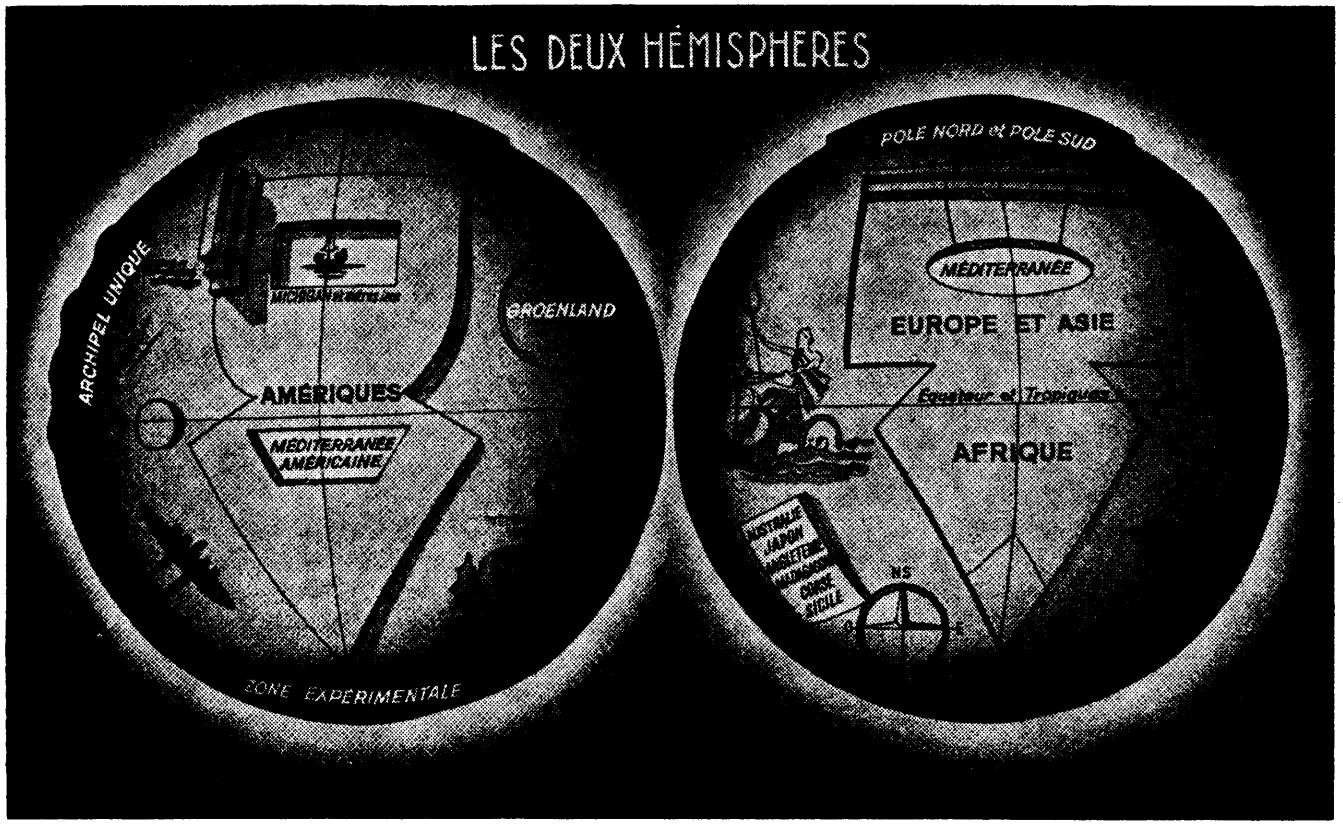
Dans une réponse à Roosevelt du 28 avril 1939, Hitler a raison de distinguer les Etats-Unis, que leur puissance oblige à se « sentir responsables du destin du monde entier », et l'Allemagne, placée « dans un cadre beaucoup plus modeste ». En 1939-45, les Etats-Unis sont les seuls à avoir un projet mondial, et donc à pouvoir unir derrière eux des pays de niveaux aussi différents que l'Angleterre et l'URSS. L'hésitation et l'improvisation de l'Allemagne, qui attendit très longtemps avant de mobiliser toute son industrie pour la guerre, découlent de sa position. Elle ne vise qu'un but social limité : se trouver un espace où exporter et importer à l'Est, ce qui suppose la neutralisation de la France et un accord avec les autres (Angleterre et Etats-Unis), et non la conquête du monde comme on l'a dit. Pas plus que l'Allemagne, l'URSS n'a de politique mondiale ; elle continue, comme en 1919, de s'entendre avec le pays le plus isolé d'Europe contre les autres, c'est-à-dire avec l'Allemagne, même hitlérienne, en attendant de pouvoir s'étendre. Les limites respectives de l'Allemagne et de l'URSS les font s'allier avec l'un ou l'autre camp, dans le seul souci d'accroître leur territoire.

Ainsi, l'Allemagne doit perdre, les Etats-Unis gagner. La première n'offre à ses alliés qu'un rôle auxiliaire, éliminant l'élite et utilisant la main-d'œuvre brutalement ; les seconds offrent du capital, c'est-à-dire des moyens de travail modernes, et intègrent la bourgeoisie locale (rachetant après guerre une partie de l'industrie européenne). Les conquêtes allemandes sont fragiles parce qu'elles appauvrissent les pays occupés. Le capital américain, après ses bombes, se bornera à apporter ses investissements et fera figure de grand frère mais seulement après que la guerre, déclenchée par l'Allemagne et exploitée par lui, ait déblayé le terrain.

l'Axe veut une guerre limitée

L'incohérence du projet social de l'Axe se traduit d'ailleurs sur le plan militaire. L'Axe n'est pas une alliance militaire : le Pacte Anti-Komintern (1936) reste lettre morte et les pays fascistes ne parviennent pas à s'entraider (sauf quand l'Allemagne est contrainte de voler au secours de l'Italie). En 1939, l'Italie commence par se déclarer non-belligérante, et n'attaque qu'après le 20 juin 1940. Le Japon signe en avril 1941 (deux mois avant l'attaque allemande en Russie) un pacte de non-agression avec l'URSS (laquelle est certes encore l'alliée de l'Axe) mais ne déclare pas la guerre en juin. C'est l'URSS qui déclarera la guerre au Japon après Hiroshima.

Le projet de l'Axe ne vise pas le partage du monde en deux (Allemagne et Japon) mais en trois, réservant une place aux Etats-Unis. Et il va se heurter au projet américain de faire la guerre à l'Europe. L'Allemagne avait besoin d'une guerre plus limitée que celle qu'elle est finalement obligée de faire. Ses problèmes étaient résolus dès qu'elle avait fait main basse sur l'Europe. Sans idéologie dominatrice, les Américains ont une vision plus globale de la domination, et donc de la guerre en Europe, qui va les con-



duire à intervenir, au nom du droit des peuples et de la démocratie (comme Wilson en 1917).

Le déroulement de la guerre va mettre en évidence ces contradictions. La *Blitzkrieg* ne triomphe qu'en 1940 et 1941. Le char n'est pas l'arme miracle et l'artillerie (en partie automotrice) retrouve son importance. Dès 39, la guerre est perdue pour l'Allemagne qui attaque à l'Ouest alors que la solution à ses problèmes est à l'Est. Fin 42, puis l'été 43, craignant que les Anglo-américains n'escomptent une usure réciproque de l'URSS contre l'Allemagne et réciproquement, les Russes proposent une paix séparée à l'Allemagne. En septembre 1943, ils proposent le retour aux frontières d'avant 1914 et la reprise des échanges commerciaux.

les Alliés déclarent la guerre à outrance

Mais en octobre 1943, à Moscou, les Alliés déclarent la guerre à outrance à l'Allemagne, et annoncent qu'ils se vengeront et jugeront les vaincus. L'initiative appartient désormais aux Alliés, qui ne font pas la même guerre que les Allemands. Ils attendent en effet d'avoir une supériorité écrasante en matériel avant de débarquer en France. Les bombardements stratégiques deviennent l'arme privilégiée. Les Anglais envisagent en 1941 de détruire l'industrie allemande de carburant synthétique mais on préfère le bombardement de zone contre la population, et l'on n'attaquera l'industrie du carburant qu'en 1944, avec grand succès. Toutefois, selon G. Ball, « la proportion d'heures-machines perdues » du fait des attaques aériennes ne sera en 1944 que de 2 à 2,5 %.

A l'exception du débarquement, les grandes campagnes anglo-américaines en Italie, en France et en Allemagne sont lentes. Il s'agit d'une guerre de matériel obéissant à une stratégie d'écrasement sur un front très large, avec destructions massives. Malgré leur supériorité en matériel, les Alliés manœuvrent mal en Europe. Les poussées contre les Allemands en retraite ne permettent pas de les accrocher. C'est l'Allemagne qui prend l'iniative de la dernière grande percée, en décembre 1944.

Les Alliés veulent ensuite traiter l'Allemagne comme elle-même aurait traité ses vaincus. Le plan Morgenthau américain prévoit de la ruraliser (après 1918, les Allemands parlaient déjà d'une économie agricole et autarcique pour échapper aux problèmes des exportations industrielles). Le projet allié de Potsdam (juillet 45), qui comprenait le démantèlement complet de l'industrie allemande signifie « la famine pour des millions d'Allemands » et la transformation de leur pays « en un super-camp de concentration » (Fuller). Puis, la nécessité de faire pièce à l'URSS fait oublier ces projets, on industrialise l'Allemagne et on la réarme.

En 1945, les Etats-Unis abandonnent l'est de l'Allemagne (ils pouvaient atteindre Berlin avant les Russes) et la Tchécoslovaquie — les deux pays les plus industrialisés d'Europe orientale — ce qui peut sembler curieux compte-tenu de leurs visées globales. Sans doute les Américains sous-estiment-ils alors l'URSS et n'imaginent-ils pas la prochaine coupure de l'Europe en deux. Mais surtout, ils ne cherchent pas de territoire, leur problème n'est pas là. La nature de leur impérialisme ne leur fait pas envisager d'occuper longtemps le cœur de l'Europe. *Ils croient leur dynamisme économique assez puissant pour pénétrer des pays qu'ils n'ont pas conquis.*

Cette question anticipe sur celle des relations entre les Etats-Unis et l'URSS *

* Un prochain article reprendra et développera ce qui suit.

Yalta

A la différence de Roosevelt, Churchill essaya de préserver les intérêts occidentaux dans les Balkans. Là où les Etats-Unis ne voyaient qu'une région parmi d'autres — (en Grèce par exemple) — l'Angleterre voyait ses intérêts directs. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'étaient entendus pour faire la guerre, non pour préparer l'après-guerre. Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis sous-estimèrent alors les désavantages pour eux d'une forte présence russe en Europe. L'armée américaine semble d'ailleurs avoir été plus consciente du risque encouru que les chefs politiques. Un texte du haut commandement attira l'attention sur la future prépondérance russe en Europe, une fois l'Allemagne écartée. D'autres militaires, en revanche, hésitaient devant un engagement américain trop important dans le Vieux monde.

> *« Nous avons refait la même vieille erreur d'intervenir dans les querelles européennes, que nous ne pouvons espérer résoudre, car elles sont insolubles. (...) L'Europe est un système qui se meurt. »*
> (MacArthur en 1944)

En réalité, le partage de l'Europe suivit une ligne relativement logique. Aux Américains, la moitié occidentale, industrialisée pour l'essentiel, qu'il allait suffir de moderniser pour libérer les forces vives de la « deuxième révolution industrielle », retardée depuis des dizaines d'années. Aux Russes, la moitié orientale, peu industrialisée à l'exception (de taille, il est vrai) de l'est de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie, où ils allaient pousser à son terme l'accumulation primitive, suppléant à une bourgeoisie défaillante.

Dans les Balkans, les Anglos-américains s'appuyaient surtout sur les notables, parfois sur des partis paysans puissants (Bulgarie). Or ces forces avaient été ébranlées par la guerre et n'avaient plus ni la volonté ni les moyens d'animer la résistance anti-allemande, sauf en Yougoslavie. L'URSS, au contraire, s'appuyait en Europe de l'Est sur une force autrement considérable, et qui avait besoin d'elle : les bureaucraties ouvrières qui, après avoir joué un rôle politico-militaire pendant le conflit, étaient porteuses d'un projet d'industrialisation à partir du travail organisé, c'est-à-dire suivant un modèle moins moderne que celui des Etats-Unis, mais tout de même capable d'organiser la société.

Toutefois, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne auraient pu tenter en Europe centrale la même chose qu'en Grèce. Les Anglais proposaient un débarquement au sud de Trieste et une avance vers Vienne, non pas pour occuper tous les Balkans mais pour peser sur l'avenir de la région qui, dès lors, n'eût pas été libérée par l'URSS, comme le précisa Churchill. Avec le recul du temps, on constate que les Etats-Unis commirent une erreur stratégique. Mais cette erreur s'explique aussi par l'ensemble du projet social américain. Quoi qu'il en soit, seule la Grande-Bretagne, agissant pour son propre compte, décida de débarquer en Grèce, sans but militaire (les Allemands étaient déjà partis), afin de remettre en selle des classes dirigeantes favorables à ses intérêts.

la crise actuelle et la guerre

Pour des motifs politiques et économiques, 1918-39 avait été une période de stagnation. La bourgeoisie, ayant écrasé les mouvements révolutionnaires, n'arrivait cependant ni à s'unir ni à discipliner le réformisme ouvrier. L'année 1929, saluée comme la « grande crise » tant prévue et en tout cas tant annoncée, succédait pourtant à une phase de semi-stagnation, de sous-production. Il y avait déjà des millions de chômeurs avant 1929.

Il faut attendre 1945 pour que l'OST donne toute sa mesure et se généralise en Europe et au Japon. Aux E.-U., elle triomphe à grande échelle dès le début de la guerre. Les salaires augmentent nettement et les ouvriers se syndiquent beaucoup (rappelons que les ouvriers allemands désertaient les syndicats et le SPD en 1914-18). La difficulté de généraliser le nouveau système explique qu'on ait diagnostiqué une décadence alors qu'il s'agissait bien « d'une crise de croissance du mode de production, plutôt que des soubresauts de son agonie » (*Lutte de classe*, déc. 1976).

my taylorism is poor

Son plein succès est bref : entre 1950 et 1960, date du retour des grandes vagues de grèves (Belgique). En 1962, les ouvriers de Turin, surtout immigrés du Sud, moins bien encadrés par les syndicats et le PC se battent trois jours avec la police et dévastent le siège de l'UIL (syndicat comparable à FO).

L'OST est en crise depuis le milieu des années 60, crise marquée par une baisse de la rentabilité et de la demande. Les investissements nécessaires pour y remédier sont eux-mêmes trop lourds et lorsqu'on y consent ils aggravent encore la situation. Le capital ne parvient pas à passer à un nouveau système de production technologiquement et socialement supérieur au taylorisme. Non seulement l'OST se heurte à une résistance ouvrière qui augmente les coûts mais, combinée à la colonisation marchande de la vie, à l'urbanisation, à l'accroissement des maladies, etc., elle épuise la force de travail et en accroît encore le coût. L'intervention de l'Etat a des limites puisqu'il tire son budget de la plus-value totale.

Ainsi, le triomphe de la marchandise est contradictoire, et le capital s'enlise dans une crise qu'il domine sans y trouver d'issue. Incapable jusqu'à présent de généraliser les procédés et innovations accroissant la productivité par ouvrier-heure mais aussi la rentabilité de l'ensemble du capital engagé, le système capitaliste multiplie ses difficultés. L'industrie automobile américaine n'est plus renta-

ble et ne peut se procurer le capital nécessaire à son renouvellement. Utilisant ce qui existe pour le rendre plus productif, licenciant, augmentant le rythme de travail, elle favorise l'absentéisme, le sabotage, la grève sauvage. La crise durera. L'économie peut repartir un moment, le problème social demeure.

Le passage à une « troisième révolution industrielle », associant sources et formes d'énergie renouvelées, application de l'électronique aux industries de transformation, tertiarisation accrue en Occident, sous-traitance dans les régions moins avancées,... ce passage n'est pas impossible mais suppose des conditions qui n'existent pas encore. L'une d'elles (ce n'est pas la seule, car le facteur essentiel de la crise n'est pas là) serait la fin de la résistance ouvrière aux tentatives de restructuration économique.

Les prolétaires étaient beaucoup intervenus dans la crise de 1929, souvent avec violence, mais en restant dans le cadre d'une revendication de leur rôle dans le capitalisme. Ils n'avaient pas tenté d'agir en révolutionnaires, l'ayant déjà plus ou moins fait après 1918 sans succès. La situation est différente dans la crise actuelle car la tentative révolutionnaire n'a pas eu lieu et n'a donc pas été écrasée.

Un nouveau jeu de société.

Seconde catégorie : les jeux de pouvoir avec deux cassettes plus particulièrement en vue. *Utopia*, de Mattel, permet à un ou deux joueurs de mesurer leur talent de chef d'Etat sur une petite île dont ils commandent le développement. A eux de choisir de répartir leurs ressources de départ entre les investissements structurels (usines, ports, agriculture), les services collectifs (écoles, hôpitaux, et les dépenses militaires). Si leur choix s'avère efficace, ils pourront maîtriser leur croissance démographique en assurant le logement et l'alimentation de leur population. Dans le cas contraire, ils pourront tenter de résoudre ces problèmes par une aventure militaire contre l'île voisine.

Le Monde, août 1983.

une solution à la crise ?

En quoi une guerre généralisée favoriserait-elle une solution capitaliste à la crise ? On se fait généralement des idées fausses sur le rapport guerre-crise économique (sans parler des explications par les marchands de canons). La première c'est la possibilité de rajeunissement que donneraient les destructions au capital. Ce n'est pas automatique ; les destructions ne sont utiles que lorsque le capital en profite — peut en profiter — pour reconstruire en plus moderne, c'est-à-dire opérer une amélioration du système de production ou créer un système de production nouveau. Une guerre moderniserait sans doute une partie du capital ; mais elle obligerait aussi à de nouveaux investissements qui ne feraient qu'alourdir les coûts. Après 1945, surtout dans le pays le plus moderne d'Europe et le plus ravagé par la guerre — l'Allemagne — les dévastations avaient donné le champ libre à des techniques plus productives qui existaient déjà et qui ne demandaient qu'à être appliquées. Après 1918, au contraire, déjà bloquée en 1913-14, la croissance l'était restée encore vingt ans.

Ce n'est pas seulement en détruisant du capital excédentaire que la guerre peut (nous disons bien : *peut*) résoudre les crises économiques. C'est en orientant les productions vers les techniques les plus avancées tout en utilisant jusqu'à la corde les techniques vieillies. La guerre peut servir à redistribuer le capital selon des critères plus productifs (1939-45). Mais elle peut aussi user tout ou partie du capital sans lui donner les moyens et avant tout les moyens *sociaux*, de se renouveler (1914-18). La guerre sert à remettre de l'ordre, par la force, dans le capital, en imposant la volonté des capitalistes les plus modernes. Elle n'a pas pour autant la capacité de faire du neuf avec du vieux. La guerre ne fait pas de miracles. Elle peut même mettre une société sur les genoux et la faire vieillir prématurément, comme la Russie tzariste entre 1914 et 1917, où la classe dirigeante fut incapable de mener la guerre, d'entraîner le pays, de perfectionner l'appareil d'Etat.

loi de la valeur et blocage social

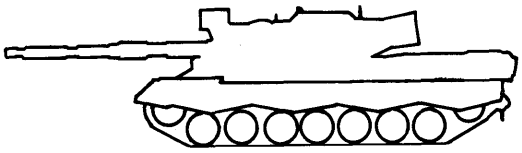
La guerre n'est pas bénéfique en soi pour le capital. Ce dernier ne cherche pas désespérément à reconstruire. Sa logique n'est pas de produire (sinon il pourrait fabriquer n'importe quoi) mais de produire pour se valoriser. La guerre ne l'intéresse que si elle permet une réorganisation d'où sorte une rentabilité accrue. Cela aurait pu être le cas après 1918 mais ne le fut pas, surtout à cause des prolétaires, la vieille Europe étant bouleversée à la suite du conflit, et plongée dans une anarchie ouvrière et bourgeoise. Et ce le fut après 1945.

L'autre erreur consiste à croire que toute guerre ouvre, par la force, de nouveaux marchés. Or la question des marchés n'est pas décisive. Le premier besoin du capital étant de se valoriser, ses difficultés naissent dans la production avant de se manifester sur le marché. La crise de rentabilité rencontrée depuis le milieu des années 60 a elle-même provoqué une chute de la demande, le début du chômage, etc. On ne peut imaginer que l'Ouest tirerait profit d'une guerre victorieuse contre l'Est pour y développer son marché et sa production en y implantant des entreprises et en faisant du commerce. Le souci principal des Occidentaux et du Japon est de modifier un système de production. Et

le meilleur mode de diffusion de leur système socio-économique actuel est pacifique, comme le prouvent les échanges avec les pays « capitalistes d'Etat ».

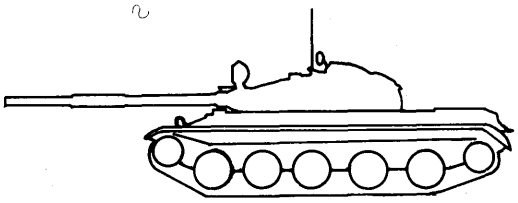
Si la valorisation est le cœur de notre monde, ce dernier ne se réduit pas à elle, et aucun fait capital n'y est directement lié — encore moins la guerre. La destruction de valeur peut restaurer un taux de valorisation, même si, pour un temps, la valorisation fonctionne à un bas niveau. Mais le problème des conflits entre Etats et de leur utilité pour le capital ne coïncide pas avec celui du taux de rentabilité ; ce n'est qu'un des aspects de la question des guerres. La rentabilité baissant, il faut un remède au *blocage social* entraîné par cette baisse. La guerre est l'un des remèdes possibles. Si les conditions sont réunies (1945), après un laps de temps nécessaire à la remise en marche de la machine, une valorisation socialement suffisante peut reprendre. Mais pendant une guerre, à l'exception des producteurs et des marchands d'armes, le calcul du profit est secondaire : le moteur économique n'est plus la rentabilité mais la survie du capital concerné. Le maintien du système dans son ensemble compte davantage à ce moment-là que la valorisation.

Des silhouettes



Léopard A 1

T 62



Quant aux commandes militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, elles ne sont qu'une des pompes activant la croissance, et non une planche de salut dont l'extension — grâce à la guerre — résoudrait tout. S'il est vrai que les dépenses militaires ont pu aider à résorber « la plus-value excédentaire » au XIXe siècle (*Lutte de classe*, mars et avril 1977), pour l'essentiel là n'est pas leur fonction. Elles ne peuvent relancer une économie qui manque de plus-value. C'est pour cette raison, au moins jusqu'en 1977, que les grands pays (sauf l'URSS) ont réduit leur budget militaire, tandis que les pays sous-développés, à cause de la nature de leur Etat, continuaient à l'augmenter.

l'internationalisme du capital n'est pas antimilitariste

Il n'y a pas eu de guerre entre les grands pays industriels depuis 1945 car le capital a dépassé économiquement le cadre étatique qu'il renforce par ailleurs politiquement. La division du monde en Etats cloisonnés, avec chaque grande puissance exerçant un monopole sur une série de colonies ou de semi-colonies, était un obstacle au développement capitaliste : 1914 avait pour but de faire éclater ce carcan en le réorganisant, mais 1918 se solda par un immobilisme réel dissimulé derrière des changements apparents. Le monde capitaliste sortait plus bloqué de la Première Guerre mondiale qu'il y était entré. Les « dictatures » tentèrent, dans des conditions extrêmement défavorables, de refaire en 1939, à leur profit, ce que personne n'avait réalisé en 1914-18. Mais la victoire des démocraties produisit un monde différent.

L'ancrage national subsiste, et les firmes transnationales ont même besoin de la force de *leur* Etat et de l'appui réciproque qu'ils se donnent. Mais, comme le montre P. Souyri dans le chapitre III de son livre, il y a eu dénationalisation partielle du capital par perte d'une partie du contrôle de l'Etat sur son économie. Le cloisonnement étatique n'est plus un obstacle au flux de capitaux et de marchandises. Les multinationales mobilisent des ressources énormes, dépensant par exemple pour fabriquer l'un des ordinateurs pionniers plus du double de ce qu'avait coûté à l'Etat américain la bombe de Hiroshima. Le coût de la « recherche-développement » et des investissements excède les capacités des Etats et oblige à une collaboration inter-étatique, inter-firmes. Les économies d'échelle supposent un marché de dix millions de consommateurs pour l'automobile, de cent millions pour l'ordinateur.

Bien entendu, comme le faisait remarquer Lénine à Kautsky, il n'y a pas de « super » ou « supra-impérialisme » coiffant et unifiant les Etats nationaux, empêchant leurs conflits par la coopération. Ce n'est pas la nouvelle division du travail qui empêchera la guerre. Autrefois, des zones d'influence étanches créaient des espaces rivaux. Aujourd'hui, une communauté du capital produit d'autres rivalités, de blocs à blocs, avec alliances et cristallisations possibles autour de pôles militaires.

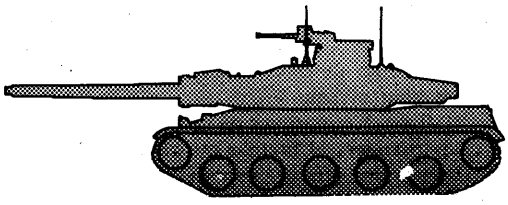
le saut dans l'inconnu

Aujourd'hui le capitalisme mondial ne cherche pas la guerre comme avant 1914. La bourgeoisie américaine ne rêve pas d'un empire constitué aux dépens des autres pays capitalistes, comme les bourgeoisies française et allemande en 1914. Le capital redoute plutôt une guerre qui équivaudrait pour lui à un saut dans l'inconnu militaire et social, et pas seulement par crainte d'une révolution que la bourgeoisie redoute assez peu mais plus par peur de changements socio-politiques comme le renforcement de l'Etat, et de changements stratégiques où l'Etat et la classe dominante perdraient du pouvoir au profit d'un Etat vainqueur. Cela ne garantit nullement contre une guerre. Mais nous ne sommes pas dans la situation de 1914 ou 1939. C'est aussi une

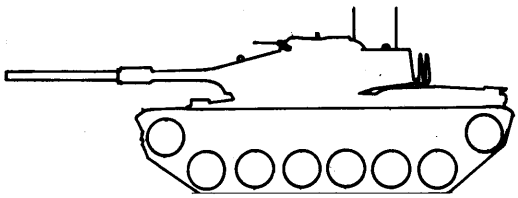
raison pour que les tentatives de limiter la guerre aboutissent à en exclure l'Europe, où trop d'intérêts sont en jeu, où il y a trop à perdre. La guerre mondiale pourrait se dérouler ailleurs.

S'il y a une possibilité (seulement une possibilité) que l'équilibre de la terreur évite une guerre nucléaire

A.M.X. 30



(Photos E.C.P. Armées).
Echelle 1/140e



M 60 A 1

(et pas les autres, qui continuent et continueront de plus belle), elle ne s'explique pas par l'ampleur des destructions éventuelles, mais par la crainte de ne plus maîtriser le processus de déclenchement et d'escalade du conflit. Là encore, le capital a relativement réussi à escamoter le facteur humain : il a relégué l'intervention humaine — dont Korsch montrait à la veille de 1939 que la guerre moderne la rendait encore plus nécessaire — au rang de facteur secondaire. Avec la dissuasion nucléaire, les chefs d'Etat peuvent traiter directement, de machine à machine, sans risque d'autre erreur que la leur. Mais voilà que ce mécanisme automatique imparable ne suffit plus. Dès lors que l'on envisage de nouveau réellement, avec la miniaturisation de l'atome et le perfectionnement des armes classiques, de faire la guerre en Europe même, le facteur humain est réintroduit *ipso facto* et, avec lui, la question sociale qu'on avait si bien éludée... tant que la guerre n'était pas à l'ordre du jour en Europe. La dissuasion était la mécanique la plus belle et la plus folle, la plus inutile aussi. Le jour où l'on s'est aperçu qu'elle ne suffisait plus, il a fallu reposer le problème : peut-on maîtriser socialement une guerre ? Peut-on limiter un conflit jusqu'au degré où il deviendrait dangereux ?

pourquoi l'Occident ferait-il la guerre ?

La crise économique actuelle est un facteur de guerre mais pas comme celle de 29 pour la guerre de 39-45. Elle suscite une situation sociale où la guerre peut paraître comme une issue. Mais une guerre, dans l'immédiat, n'offrirait guère de perspective durable aux pays industriels avancés. Elle développerait quelques branches, accroîtrait la production, sans régler les questions de fond — alors que 39-45 l'avait fait pour plus de vingt ans. L'économie de guerre redonnerait un souffle au capital pour le temps de guerre seulement.

La capitalisme ne souffre pas en ce moment d'un manque de débouchés, ni d'occasions de produire. Ces dernières existent, et les possibilités matérielles sont là, dans les secteurs de pointe en particulier (nucléaire, électronique, aérospatiale, etc.). Il s'agit de rendre rentable ce qui ne l'est plus ou pas encore.

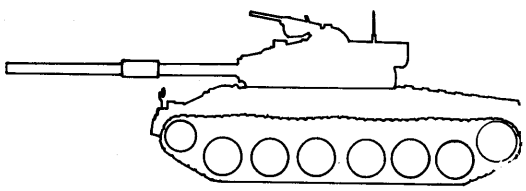
Non seulement un conflit généralisé n'arrangerait les affaires du capital que superficiellement mais le capitalisme s'il ne redoute guère une révolution communiste n'est néanmoins pas sûr de son front social. Cela ne prouve rien en notre faveur. Avant 1914, le capital pouvait craindre l'attitude des prolétaires en cas de guerre ; il ignorait (les révolutionnaires aussi) à quel point les prolétaires étaient soumis au capital et à l'Etat. Mais la réaction des populations reste un sujet d'inquiétude pour les gouvernements.

L'analyse économique livre donc une condition, indique un accélérateur possible d'une montée vers un conflit mondial. Rien de plus. Ce n'est pas pour (re) trouver des débouchés et une rentabilité que l'Occident ferait la guerre, mais d'abord pour ne pas perdre trop de positions stratégiques, face à une URSS qui marque des points. La fonction de la guerre n'est pas de restaurer le profit, c'est une fonction sociale globale qui, à terme, restaure éventuellement la rentabilité du capital.

le mythe d'une troisième guerre mondiale

L'« attente » d'une troisième Guerre mondiale fait partie de la passivité entretenue par notre apparente impuissance à changer le monde. L'idée d'une « deuxième » Guerre mondiale n'était guère répandue après 1918. Pour des motifs humanistes ou révolutionnaires, on croyait la guerre dépassée, une survivance bientôt éliminée. En tout cas, les horreurs des tranchées semblaient garantir qu'on ne remît « plus jamais ça ». Après 1945, le tableau est différent, et cette différence illustre le caractère contre-révolutionnaire de l'époque. A la guerre anti-fasciste succède vite la « guerre froide » et l'attente d'une « troisième » guerre chaude. Le monde capitaliste libéral vit avec l'image de la guerre depuis trente ans,

PZ 68



et le renouveau de la propagande étatique depuis quelques années ne fait que renforcer cette image.

> *« Pour l'opinion publique, cela prend la forme d'une caricature : le cowboy Reagan est le coupable. Cependant, il s'agit d'une politique longuement élaborée, très discutée et finalement admise déjà pendant l'administration Carter. En effet, la politique des Forces Armées des Etats-Unis est celle de* rendre publique sa politique. *Dans les déclarations des chefs d'Etat, il n'y a ni improvisation, ni erreurs, ni excès individuels, même les exagérations rétractées sont prévues et planifiées, elles ont pour but la « sensibilisation » [ou plutôt] la désensibilisation à l'attaque qu'est la guerre, un test progressif. Nous assisterons encore à des menaces explicites et concrètes d'intervention armée ainsi qu'à des menaces plus précises en ce qui concerne l'utilisation des armes nucléaires (...)* Abolir le secret de la préparation de la guerre effective *même s'il n'y a pas d'unanimité, est déjà une position largement majoritaire parmi les cadres militaires et les représentants de l'Etat nord-américain. »*
> *(Le Communiste,* Organe du Groupe Communiste Internationnaliste, *n° 12, déc. 1981)*

Même si elle n'est pas aussi planifiée que l'affirme cette citation, la politique impérialiste, comme on peut le constater tous les jours, n'a rien d'une politique secrète. En revanche les innombrables livres bien-pensants qui se font un devoir de nous expliquer le danger de l'holocauste nucléaire, et nous font un devoir d'adopter leur solution pour l'éviter, ne sont là que pour servir d'écran de fumée. (Le pauvre militant de gauche qui était tiers-mondiste en 1960, gauchiste en 1970 se retrouve pro-dissident et pacifiste en 1980 — une dénonciation chasse l'autre). De même, si les précisions des journalistes ou des experts sur les effets meurtriers d'une attaque nucléaire reposent sur une base factuelle, ils extrapolent sans tenir compte des rapports de force réels dans lesquels se déroulerait le conflit.

Avant 1914, on construisit à grands frais des cuirassés qui ne jouèrent aucun rôle en 1914-18, sauf quand les marins allemands, en se mutinant, hâtèrent la révolution du 19 novembre 1918. Par contre, on n'avait pas prévu les tranchées, l'immobilisation des troupes sous le feu paralysant le mouvement. Aujourd'hui, il y a gros à parier que les conséquences d'une frappe nucléaire, même limitée, seraient bien plus graves qu'on le craint, mais aussi que l'homme, grâce à sa faculté d'adaptation, (récupérée d'ailleurs par le capital) saurait inventer au moins des moyens de limiter les dégâts.

Le conflit des Malouines montre que les occasions de guerre ne sont pas là où on les attend, et que la configuration des alliances et des blocs réserve des surprises. L'URSS n'a-t-elle pas appuyé un pays du « camp capitaliste » (l'Argentine) contre deux des plus grandes puissances de ce même camp ? Des pays sous-développés comme l'Egypte se sont rapprochés puis éloignés de l'URSS. Des régimes militaires d'Amérique du Sud, comme le Pérou entre 1968 et 74, se sont écartés des Etats-Unis par nationalisme de gauche. Rien n'exclut qu'il y ait affrontement au cœur de l'Europe. Mais il est aussi possible qu'il y en ait un ou plusieurs à la périphérie de l'Europe (point de fixation libanais) ou même hors d'Europe. Il faudrait refuser toute mention d'une « Troisième Guerre mondiale ». Quand a commencé la Seconde ? En Espagne en 1936 ? En Chine en 1937 ? En Tchécoslovaquie, *sans combat*, en 1938 ? Même 1939 commence par un renversement d'alliances, qui elles-mêmes se retournent deux ans plus tard.

Hiroshima, wie schön es war !

(à propos de : « The Day After »)

La littérature et le cinéma exaltent à la fois, et parfois dans une même œuvre, le nationalisme, l'héroïsme et le pacifisme. Tout le monde fait la guerre ! Même ceux qui ne l'aiment pas finissent par accomplir leur devoir ! Et ceux-là mêmes qui se conduisent en héros apparaissent d'autant plus humains, sont d'autant plus appréciés qu'ils affirment ne pas aimer ce qu'ils sont obligés de faire. Même les films de dérision, nombreux en France en raison du traumatisme de 1940, du remplacement du pétainisme par le gaullisme,... ne s'en prennent pas à l'inéluctabilité de la guerre ni à la nécessité de l'armée. Ils jouent sur le besoin de se moquer de tout, y compris des plus hautes valeurs, de vivre avec, en nous rendant leur univers familier, car l'existence d'un tabou est dangereuse à la longue.

Le cinéma contribue à une amplification spectaculaire du conflit entre Etats et en particulier entre l'Est et l'Ouest. En fait, ni la « détente » ni la « période glaciaire » (selon la formule de Honecker, chef de la RDA) n'ont atteint le degré auquel on voudrait nous faire croire. La guerre froide ne fut pas une guerre. La « détente » n'a jamais supprimé la tension. La « détente » aujourd'hui regrettée c'était aussi le Viêtnam, la réouverture de l'abcès du Proche-Orient, la fin de l'Unité populaire chilienne, etc. La phase actuelle c'est aussi les accords économiques USA-URSS et RFA-RDA. Des deux côtés, pour des raisons sociales, le conflit est limité réellement et grandi spectaculairement. *L'arme nucléaire passe successivement du statut d'épée à celui de bouclier, sans jamais cesser d'être un épouvantail.* Le monde a connu d'immenses bouleversements géopolitiques en plein déséquilibre nucléaire, au détriment de l'Etat alors unique détenteur de l'arme dite absolue : dans les années qui suivent 1945, les Etats-Unis voient leur échapper l'Europe orientale, la Chine et déjà une partie du tiers monde. D'autres évolutions se sont produites depuis que l'URSS a brisé le monopole américain de l'atome. La puissance nucléaire russe n'a en rien freiné les craquements de l'empire (1953 : RDA, 1956 : Hongrie, 1968 : Tchécoslovaquie, 1970, 1976, 1980 : Pologne, etc.). Pourtant tout est fait pour présenter le phénomène nucléaire comme une détermination en soi, entraînant tout, balayant toute autre causalité.

Comme l'imagerie horrifiante s'émousse à force de servir (c'était l'apanage du mythe concentrationnaire d'être rarement représenté, mais « Holocauste » a brisé ce tabou), il faut y mettre du concret, redonner du corps au discours de l'apocalypse nucléaire. Telle est la première fonction du film « The Day After », concentré de toutes les réactions actuelles devant le péril atomique en Occident.

« The Day After » montre une guerre nucléaire très improbable pour faire accepter une guerre nucléaire assez probable — en tout cas, une guerre invraisemblable pour en faire accepter une très plausible — consistant en destructions atomiques limitées ou mêmes absentes, mais qui aboutissent à l'absorption de l'Europe par l'URSS sous l'œil d'une Amérique passive.

Le succès du film tient à ce qu'il produit un effet différent aux Etats-Unis et en Europe, alimentant ici et là des idéologies diverses. Les Etats-Unis amorcent actuellement un changement de stratégie. Ils envisagent la mise en place d'un bouclier interdisant la pénétration des missiles russes dans leur espaces aérien. Or le film montre une destruction de cité (assez peu plausible) et donne à penser que les Américains seraient mieux défendus par une guerre de l'espace. En effet, même la stratégie anti-forces (qui avait remplacé la stratégie anti-cités de l'époque du MAD — *Mutually Assured Destruction*) aurait un énorme inconvénient : la destruction possible par les Russes de milliers de silos nucléaires sur le sol américain soulevant des masses de terre radioactives énormes qui, sous l'effet du vent et de la rotation de la Terre, se répandraient sur le territoire des Etats-Unis. La stratégie anti-forces se révélant, elle aussi, meurtrière pour les populations, on cherche autre

chose, où le risque de pertes humaines soit écarté. Le film arrive donc à point.

En Europe, le film est utilisé par tout le monde. Par les pacifistes évidemment, par les neutralistes soucieux de montrer que les Etats-Unis pensent d'abord à eux-mêmes, et par les rénovateurs militaires du style du gouvernement français actuel, qui ne sont pas fâchés de voir illustrée à l'écran l'affirmation : « les missiles sont à l'Est, le pacifisme à l'Ouest ».

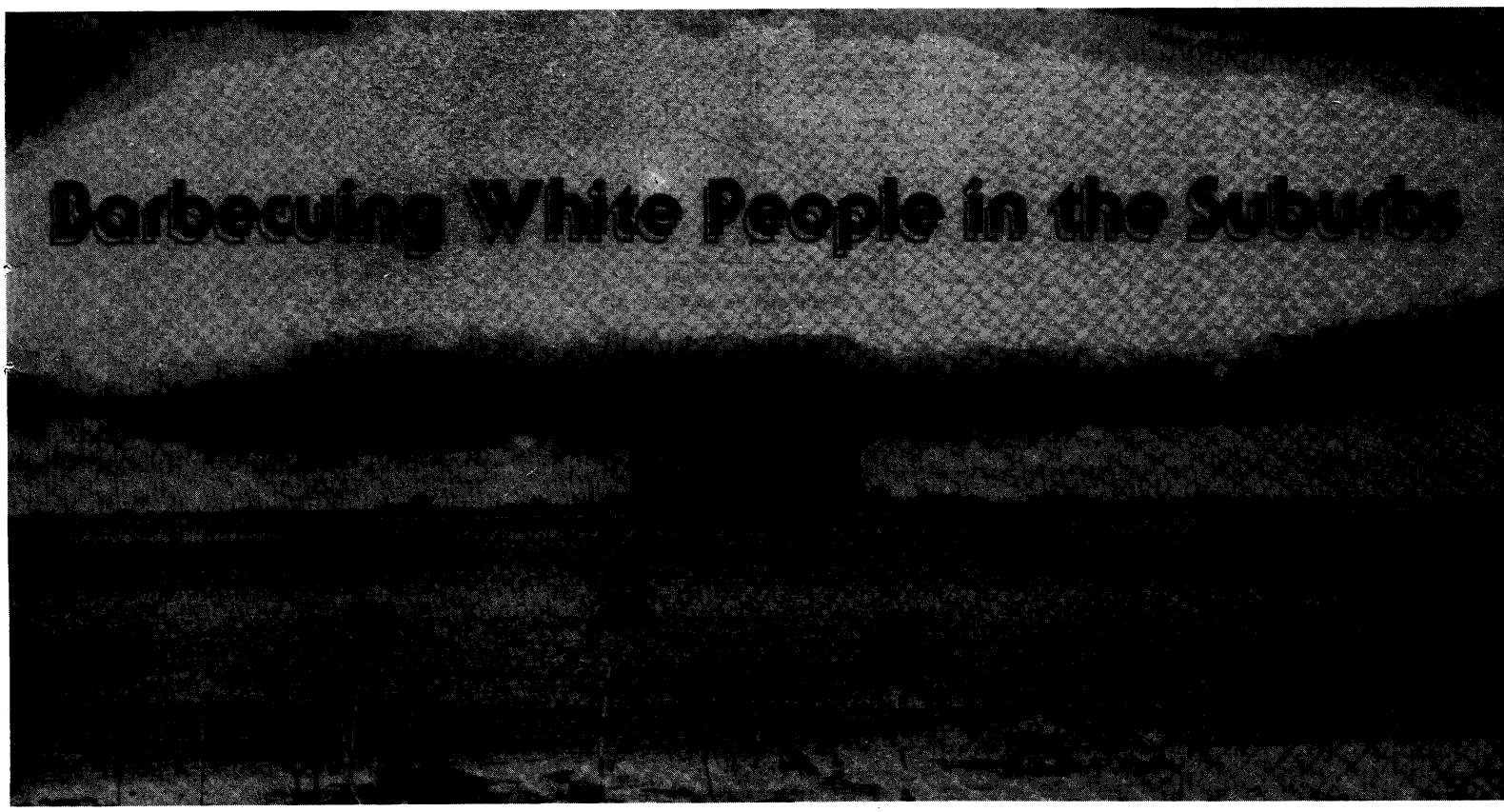
Par une curieuse redistribution des cartes, on assiste à une convergence entre les pacifistes et une partie du personnel politique américain, au plus haut niveau (anciens ministres de la Défense notamment). Car les pacifistes (allemands en particulier), refusent les armes anti-forces, leur préférant l'équilibre de la terreur. Leur trajectoire croise alors celle des anciens responsables de l'ère MacNamara, théoriciens et praticiens de la dissuasion par le MAD.

Au début des années 60, alors que le capital semblait entré dans une ère d'infinie prospérité et que les Russes parlaient d'atteindre bientôt le communisme, naquit l'utopie d'une entente USA-URSS, avec guerres périphériques maîtrisées par les deux Grands. Cette utopie a été dépassée depuis, non par la volonté hégémonique russe ni par les découvertes techniques mais par la multiplication des contradictions que les gestionnaires croyaient dominer : contradictions au sein des deux blocs, dans le tiers monde, ruptures d'alliances, etc. Elle ressurgit néanmoins dans le désarroi actuel. Le mouvement d'opinion américain pour le *no first use** relève de l'isolationnisme (ne pas se laisser entraîner dans la défense de l'Europe), comme le pacifisme relève du neutralisme (ne pas risquer de troubler l'équilibre européen, donc laisser la Pologne aux Russes et les Polonais à Jaruzelwski).

Pacifistes et adeptes de la terreur nucléaire n'ont peut-être que cela en commun mais cet alignement est décisif. Les uns comme les autres considèrent l'atome comme un *monstre* : les pacifistes veulent le mettre en cage, les théoriciens du MAD le maintenir en forme ; les premiers se servent du nucléaire pour garantir la paix, les seconds pour gagner une guerre sans la faire. Pour les pacifistes, l'arme atomique est si monstrueuse qu'il faut tout faire pour en éviter l'emploi. Pour les partisans du MAD, elle est si monstrueuse qu'elle peut tout faire à condition qu'on en évite l'emploi.

En présentant le déclenchement d'un conflit comme la suite d'on ne sait quel enchaînement inévitable, pour finir par produire des déchets d'humanité qui n'ont plus d'autre activité que le maintien de leur survie, « The Day After » coupe la guerre future de ses racines actuelles. La fonction contre-révolutionnaire du pacifisme comme du militarisme est là : *empêcher de voir le mécanisme de la transmutation de la violence humaine en guerre.*

* Pour les partisans du *no first use*, les E.-U. devraient s'engager publiquement à ne pas utiliser les premiers l'arme nucléaire.



courrier

Cher Gilles,

Voici deux exemplaires de la revue* (3 numéros : 1977 (journal), 1976, 1980) et deux exemplaires de la brochure (« Prolétaires si vous saviez... », 1981), de manière à ce que tu puisses les passer si tu as un ami que ça intéresse ; il y a aussi un exemplaire de la brochure « Parafulmini... » qui est complètement épuisée, et qui constitue notre réponse à la violente polémique que les terroristes « situationnistes » de Azione Rivoluzionaria avaient lancée contre nous.

La décision de publier une « feuille de lutte » (qui est devenue ensuite la revue) fut prise en 77, après une discussion qui avait duré plusieurs mois, et où, par suite des événements de février 77, s'étaient retrouvés quelques camarades du milieu « ultra-gauche ». Quelques-uns, [redacted] que tu connais peut-être, avaient rejeté sa liquidation de la théorie révolutionnaire. Un autre groupe provenait de Comontismo ; beaucoup de ses membres avaient maintenu des liens étroits de collaboration et d'amitié même après la scission formelle du groupe, qui avait eu lieu en 1972. D'autres, parmi lesquels je me trouvais, avaient rompu cette même année avec le milieu de Collegamenti, influencés surtout par le « bordiguisme » d'Invariance 1ère série [1], mais ces années avaient vu une expérimentation des voyages, des drogues, de la « libération », etc. Certains de mes plus proches amis de l'époque se trouvèrent au centre d'événements qui précédèrent 77 : en 76, Milan fut parcouru par le mouvement des Cercles de Jeunes Prolétaires, dont la base était en banlieue et qui était composé de jeunes influencés par la contre-culture, l'underground américain ; ils alliaient la revendication d'« espaces » où développer une espèce de socialité et de culture « alternatives » (avec une pratique violente et illégale) à la prise de conscience de leur condition d'expropriés de tout. Ce mouvement a occupé divers bâtiments abandonnés dans le centre même de la ville, et à partir de ces occupations, il

a organisé diverses apparitions (manifestations, concerts, « fêtes »), qui se sont régulièrement terminées par des heurts entre la police et les « exclus », avec des pillages de magasins, souvent les plus riches de la ville. Mais quand ce mouvement a été canalisé et dirigé par l'Autonomie Ouvrière (alors présente à Milan avec quelques petits groupes organisés, dont *Rosso*, le groupe de Toni Negri, était le plus influent) ou par les gauchistes, il s'est transformé en mouvement pour les auto-réductions. Au cours d'un « congrès national » les Cercles de Jeunes Ouvriers Prolétaires ont terriblement dévasté l'Université d'Etat de Milan, temple du gauchisme maostalinien. Notre « intervention » dans ce mouvement, auquel nous étions « extérieurs », mais dans lequel se trouvaient les amis et les frères plus jeunes de quelques-uns d'entre nous, se résuma — selon le simplisme extrêmiste caractéristique de cette période — à exaspérer toutes les situations d'affrontement de façon à parvenir à la « fête » de l'affrontement massif avec la police, ou plus souvent encore, à l'élégante résolution des problèmes de survie par le pillage collectif. Ce type de pratique nous amena de façon répétée à nous heurter aux Autonomes, désireux de maintenir le mouvement dans des limites légalistes, pour développer ensuite, parallèlement, les actions illégales de leurs propres formations para-militaires ; leur journal « Rosso » nous traita d'« irresponsables ». Dans la même période (1976), un groupe d'ex-Comontistes prenait part à quelques occupations de maisons, se heurtait comme d'habitude aux gauchistes, et avait une certaine in-

* Un choix de textes tirés de la revue *Insurrezione* et de la brochure « Proletari se voi sapeste... » sera bientôt publié par nos soins

fluence parmi les Autonomes, ce qui fut à l'origine d'une scission en leur sein ; il y eut donc un certain afflux d'éléments nouveaux, particulièrement décidés au moment de l'action, dans notre milieu qui dans les années précédentes (73, 74, 75) avait été en s'amenuisant et en se décomposant.

Outre que cela me permet de te donner quelques informations sur le mouvement des Cercles qui, selon moi, constitue un signal avant-coureur de 77 et des Indiens Métropolitains [2], et dont personne n'a parlé ni donné de compte-rendu écrit, outre cela donc, je fais ce détour pour souligner qu'en 77 le vieux milieu ultra-gauche, usé, à moitié détruit par ses propres pratiques, et systématiquement empêtré dans des impasses théoriques insurmontables, était entré en rapport avec les éléments les plus extrêmistes de la société, c'est-à-dire ceux qui étaient dans le mouvement des Cercles, dans les occupations de maisons et dans l'Autonomie Ouvrière (au moins à Milan). C'est précisément à ce moment que les explosions magnifiques de Rome et de Bologne vinrent donner raison à tout ce que nous avions toujours soutenu ; cela nous détermina à faire une feuille qui puisse servir de stimulant dans la situation milanaise, où après avoir été mis pendant des années « hors la loi » par les gauchistes nous pouvions pour la première fois depuis 69 agir tranquillement. Cependant le gauchisme et le stalinisme restèrent dominants dans cette ville, et purent limiter les situations de heurts à quelques usines et lieux de travail ; ils furent aidés en cela à la fois par la clandestinité des BR, adversaires *déclarés* du mouvement, et par la démence des Autonomes qui commencèrent à retirer leurs camarades de toutes les situations de lutte, pour faire concurrence aux BR sur le plan de l'organisation militaire.

Le « blocage » propre au Nord de l'Italie se reproduisit aussi parmi nous [2b]. En fait la fameuse « feuille de lutte » fut réalisée par très peu de copains, et l'idée de la faire sortir régulièrement fut tout de suite oubliée. On pensa plutôt à une revue qui tentât de faire des analyses et qui nous donnât la possibilité d'attaquer un peu plus fondamentalement nos adversaires. La lutte contre le gauchisme restait pour nous essentielle, parce que, dans toutes les situations desquelles les groupes n'étaient pas expulsés, ils continuaient à nous attaquer, à nous définir comme des « fascistes », des « provocateurs » et ils organisaient contre nous des agressions physiques. Il était donc de première importance de les éliminer complètement et de provoquer une rupture irréversible entre les groupes gauchistes et le mouvement autonome, car il n'était pas pensable d'agir sous la menace continuelle des calomnies et des *dénonciations* de Lotta Continua et des autres. Par contre la tendance autonome de Toni Negri et compagnie, qui nous avait définis à plusieurs reprises comme des « irresponsables », tentait de s'allier avec tous les restes du gauchisme en décomposition.

Une autre exigence essentielle pour nous était d'exposer, de clarifier la distance qui séparait le mouvement des formations armées clandestines, que toute la propagande spectaculaire des medias présentait comme le cœur du mouvement, alors qu'en fait ils en étaient complètement extérieurs et qu'ils en condamnaient même durement la logique « aventuriste » et « spontanéiste »

Ces exigences polémiques l'emportèrent toujours sur tout le reste et firent passer au second plan toute tentative d'analyse du mouvement.

Au cours de 77, le petit groupe qui devait créer Insurrezione, (groupe absolument informel et même fluide, puisque des personnes différentes ont participé à la rédaction de chaque numéro de la revue) se dispersa géographiquement et cela fut positif. Par exemple, j'allai vivre à Rome, où il se créa un rapport de collaboration positive avec l'Autonomie, profondément enracinée en banlieue et dans beaucoup de lieux de travail, et qui nous consentit une utilisation à peu près inconditionnelle de leur radio.

Quand Insurrezione fut publiée, en 1978, les événements s'étaient alors précipités avec le rapt de Moro, et on était entré dans la phase de la liquidation du mouvement de 77. Cela impliquait aussi la fin de l'expérience Insurrezione, qui vivait exclusivement de la participation directe aux événements saccadés de cette période, mais elle n'était capable ni de les analyser (et cela rendit nécessaire une discussion sur toutes les conclusions théoriques auxquelles on était parvenu dans les années précédentes), ni de se proposer une activité théorique à long terme. L'année suivante (1979) toutes nos énergies furent englouties par la création d'une radio à Milan, que l'on ne réussit jamais à bien faire fonctionner, pour des raisons techniques et économiques et aussi parce que le mouvement social disparaissait progressivement dans toute l'Italie. A cette occasion cependant se rassembla le groupe de camarades libertaires le plus vaste auquel il me soit arrivé d'appartenir ; et ainsi le milieu fut pour un moment reconstitué (fait sans précédent et qui ne s'est plus reproduit) ; c'est alors qu'on produisit le dernier Insurrezione et « Parafulmini e Controfigure » (outre de nombreux *faux* divertissants). La revue — ironie des choses, au moment même où nous avions les moyens de la publier régulièrement — se limita à constater la disparition de l'élan de 1977 et l'apparition de la désillusion, des errements (héroïne, autodestruction, rentrée dans le rang, terrorisme, etc.) qui en ont été la conséquence, mais elle ne fut plus en état de proposer un quelconque chemin à suivre pour le futur. A ce moment notre incertitude était si grande... le spectacle était désormais dominé par les coups de théâtre du terrorisme et par les opérations policières à grande échelle (des milliers de perquisitions, des dizaines d'arrestations en une seule nuit... [3]), et vers la fin de l'année, deux d'entre nous furent incarcérés, et deux autres (j'étais l'un de ceux-là par chance) quittèrent l'Italie pour éviter de subir le même sort.

La revue, après d'autres départs en série, fut réalisée matériellement par des camarades qui n'avaient pas participé à la rédaction, elle est farcie d'erreurs énormes...

Quelques temps auparavant avait été écrite la brochure « Parafulmini e Controfigure », née de l'exigence de régler nos comptes avec le « situationnisme armé », qui se manifestait dans l'Italie de 77, et que nous avions précédemment critiqué dans le cadre de la critique générale de la lutte armée, mais qui nous avait à son tour attaqués de façon particulièrement infâme. Ce travail me semble toujours valide et pourra certainement contribuer à clarifier la question du terrorisme en Italie, question passablement confuse (en France) selon moi, à cause du livre de Sanguinetti, que j'ai trouvé cité jusque dans « Notre Royaume est une Prison » ainsi que dans divers autres textes, et qui est erroné (non seulement parce qu'*aucune* de ses thèses n'a, jusqu'à aujourd'hui, été confirmée par une *preuve* quelconque, mais aussi parce qu'il résout la question d'une *tendance ouvrière* — stalinienne, contre-révolutionnaire, et

même délirante, il est vrai — (née dans les usines du Nord de l'Italie, dans le PCI le plus stalinien et qui après 77 a coopté un secteur de l'Autonomie et du mouvement) par une vulgaire *calomnie* : « ce n'étaient que des politiciens, des agents secrets, des exécutants de l'Etat italien »). [4]

Ensuite, un petit groupe de camarades reconstitué en Italie produira « Prolétaires si vous saviez... » qui est un peu un bilan de la répression et qui propose quelques sujets de discussion future (la Pologne) mais celle-ci n'aura jamais lieu, car dans les conditions déprimantes et désespérantes de 1981-1982, même notre petit noyau se dispersera et le pesant silence qui régnait avant 77 s'installera à nouveau.

Il est assez difficile d'admettre que « Insurrezione » ait été en Italie la seule exception dans le silence qui a suivi les années 73-74, à part quelques « Proclamations à l'Intention des Ouvriers d'Italie » de Sanguinetti (et de sous-produits de la théorie radicale, en rupture avec le mythe de la subjectivité radicale, avec le mépris envers l'histoire présenté comme un « refus de la politique »). C'est de cette constatation que repart aujourd'hui un petit groupe de camarades qui ont récemment commencé à se voir, et dont fait aussi partie M. [...]. Je te ferai bientôt part de notre travail commun si cela t'intéresse, et s'il ne t'est pas trop difficile de lire en italien. Pour l'instant, je te dirai seulement que nous allons rediscuter de toutes les luttes et expériences de ces années et que la discussion a été jusqu'à présent très intéressante.

Je t'enverrai aussi un texte que j'ai écrit l'été dernier, quand quelques camarades de Paris (que je ne connais pas et que je n'ai même pas rencontrés durant ces vacances de Noël) ont demandé à un autre de mes amis (un de ceux qui ont fait « Prolétaires si vous saviez... » [...] de préparer une anthologie de Insurrezione pour la France. A cette occasion j'ai donc écrit ce texte explicatif, qui éclaire surtout les rapports entre tous nos courants et le terrorisme (de 1971 à 1981), mais qui amorce aussi une discussion sur quelques éléments de notre vision d'alors. C'est pour cela que j'aimerais que tu la lises et que tu me donnes ton avis. Pour le moment, je ne peux pas encore te l'envoyer parce que je n'en ai pas de copie. J'ai lu une grande partie des deux numéros de La Banquise, et à cette occasion je t'enverrai mes observations. Dans l'ensemble, votre travail m'a plu et m'a intéressé, sur beaucoup de questions je me sens d'accord avec vous, sur d'autres non, mais c'est un discours un peu général et je ne me sens pas en état d'en parler en peu de lignes. Il y a beaucoup de choses dans La Banquise, c'est un discours global et qui « ouvre » sur beaucoup de problèmes, avant d'entrer en discussion je voudrais d'abord avoir une vision d'ensemble, synthétiser.

Pour l'instant, ce qui m'intéressait c'était de te présenter Insurrezione de façon que tu puisses la comprendre et la situer historiquement, et donc comprendre aussi ma trajectoire (et celle de quelques autres) ces dernières années. J'espère que cela t'intéresse et que cela contribuera à résoudre tes doutes sur 77 en Italie (un travail théorique sur ce mouvement reste cependant complètement à faire).

En lisant La Banquise j'ai eu un mouvement de nostalgie : je me suis souvenu de mes amis de Rome, qui avaient été à Paris et qui lisaient King Kong International...

Salut,

1. Ainsi que par quelques-uns des textes, comme « Critique de l'Idéologie ultra-gauche », qui ont eu une diffusion notable en Italie.

2. Entre autres, le parallèle entre jeunes des banlieues privées de tout et Indiens déportés dans les réserves, a été diffusé dans l'embryon des Cercles de Milan.

2b. La plus grande partie ou bien prit le chemin des pratiques « criminelles » toujours plus autonomisées, ou bien ne dépassa jamais le stade des proclamations verbales et des discussions « internes ».

3. Dans la préface du « Terrorisme et de l'Etat », Sanguinetti prétend qu'il est persécuté par l'Etat italien pou avoir écrit la vérité sur les BR ! A part que Sanguinetti a écrit quelque chose de *faux* sur les BR, tout est ridicule, car à ce moment-là ce genre de « persécution » (une perquisition chez lui) frappait indistinctement *tous ceux* qui en Italie avaient eu (même *marginalement*, comme Sanguinetti) affaire avec le mouvement.

4. Cette thèse, d'ailleurs, même avec quelques nuances, et sans en arriver jamais aux *exagérations* ridicules et grotesques de Sanguinetti, a toujours été soutenue de façon voilée par le PCI, et ouvertement par les groupes gauchistes.

Extraits d'une lettre de P.L., de Montpellier :

[...] Depuis le milieu des années soixante, il est par exemple, assez courant d'entendre que la petite minorité de prolétaires réussissant à voir au-delà du capital et à s'approprier une vision globale du mouvement qui tend à l'abolir — que cette minorité donc, peut tout au plus contribuer à la maturation d'un contexte explosif puis le moment venu à l'accélération du processus révolutionnaire, mais qu'elle ne peut sûrement pas se substituer à la dynamique sociale dont elle n'est qu'une composante. Et il est tout aussi courant de constater que beaucoup de ceux qui soutiennent cette conception de la fraction communiste et nombre d'autres choses souvent justes, font dans la pratique un retour magistral dans le giron de la politique (si tant est évidemment, que sous la pression des événements ils avaient pu s'en éloigner) et ne s'intéressent réellement qu'à la question du pouvoir, à l'activisme, au bourrage de crâne, à la construction pièce à pièce de l'Organisation et à sa pêche en eaux troubles de militants se vouant corps et âme au devoir « révolutionnaire » — pièges où aussitôt retombés, ils s'appliquent donc de toutes leurs énergies à faire entrer à leur suite le maximum de monde, voire ni plus ni moins et d'un maître coup d'épuisette, les larges masses de la classe ouvrière. [...]

Il est indubitable que l'on peut parler de dynamique sociale, d'auto-émancipation du prolétariat et bien d'autres trucs, et ne faire qu'aligner des formules creuses : la logique politique dans laquelle se remettent à penser ou ont toujours pensé ces gens tellement épris de volonté, ne les incline pas précisément vers une analyse active des contradictions de la société capitaliste. En partie symptômes et même organes du mouvement communiste, et en partie théoriciens de ses limites et de sa récupération, ce genre d'individus quand ils ne parviennent pas à dépasser leur stade contradictoire — et c'est évidemment presque toujours le cas avec le reflux du mouvement qui les a produits — n'ont de valeur qu'en tant que jalons à critiquer et à abandonner et constituent avant tout des appeaux se chargeant d'attirer la combativité, les révoltes et les ruptures partielles vers les toiles d'araignées de l'idéologie. [...]

Cela dit, les fractions prolétariennes les plus subversives, les meilleurs interprètes des mouvements sociaux, possèdent souvent une compréhension très limitée ou même entièrement erronée des ressorts profonds de la dynamique dont ils participent — il n'y a pas incompatibilité. Quoiqu'il en soit des situationnistes, les réticences que je viens de formuler ne m'empêchent pas d'être convaincu qu'ils ont sûrement constitué un des courants récents qui a le plus contribué à la redécouverte de la perspective communiste disparue derrière une jungle épaisse de discours politiques et économiques à la faveur de quarante ans de contre-révolution vivace. [...]

Les impératifs de la valorisation du capital conditionnant sa tendance à extraire le maximum de surtravail, clivent bien la société, d'un côté en exploités et de l'autre en agents du capital s'identifiant à leur maître, « concevant l'aliénation comme leur propre puissance », et délimitent ainsi les deux camps qui non seulement s'affrontent dans des luttes obéissant à la logique des rapports marchands mais encore dans la révolution — quand « la lutte des classes à l'intérieur de la société se transforme en une lutte pour une autre forme de société » (Mattick) (Toutes ces citations, quel chic n'est-ce pas ?!) Mais si la classe des sans-réserves tient directement son existence de la sphère de l'exploitation, il est certain qu'elle a de tous autres griefs à opposer au salariat qu'une injuste répartition du produit social ou du pouvoir.

Ce qui condamne irrémédiablement ce système à être dépassé, c'est sa destructivité congénitale, c'est le vide de la dépossession qu'il ne cesse d'infiltrer au sein de la vie humaine en même temps qu'il fait surgir toutes les conditions d'une humanité dont la richesse, l'universalité, seront sans précédents. Parfois, quand la nausée me propose ses charmes subtils, je tâche de me remettre en tête tout ce que cette contradiction peut avoir de détonant. [...]

Le discours marxiste, récupération de la théorie communiste, avait fait oublier que lorsque Marx parlait des forces productives prodigieusement démultipliées par les rapports marchands mais de plus en plus à l'étroit dans leur carcan et destinées à terme à le faire éclater, il comptait les hommes comme la principale de ces forces et comme l'unique sujet de l'histoire. L'IS, portée par un contexte où se généralisait la radicalité, a su retrouver l'homme et sa prolétarisation. De la même façon qu'elle a réaffirmé la nature du discours économique, théorie d'une production qui s'est assez autonomisée pour pouvoir contraindre les hommes à s'objectiver contre eux-mêmes, sa critique a fait dégringoler la politique de l'autel où l'ont juchée les bureaucrates de tous bords et la domination longtemps incontestée du capital. Domaines réservés aux spécialistes, la politique et l'état ratifient cette domination en se chargeant d'organiser la vie sociale selon ses exigences. Ces sphères sont des sphères de pouvoir modelant d'en haut l'existence des prolétaires, sans eux et contre eux.

Souligner — un accès de courage m'a fait rechercher ce passage — que la « révolution communiste n'est pas une affaire politique mais le changement de toute la vie » n'a pas été le moindre des mérites de l'IS. La révolution n'est pas la prise d'un pouvoir qui programmerait ensuite la réorganisation du travail, mais elle tient dans l'activité spontanée de tous les prolétaires « démarchandisant immédiatement et progressivement leur vie », posant de nouvelles et de toutes autres relations humaines. Cette communisation de l'existence qui établira sur tous ses aspects la maîtrise des hommes, ne peut être considérée comme un acte encore politique ou économique que dans la stricte mesure où elle sera l'abolition de la politique, de l'économie (c'est-à-dire de travail), au même titre qu'elle sera le point final de toutes les séparations.[..]

En centrant sa critique sur la vie quotidienne, et non pas sur l'usine et les « travailleurs », l'IS ouvrait la porte du ghetto où le vieux mouvement ouvrier a enfermé la condition prolétarienne. L'ouvriérisme borné (par définition) de ce triste dernier lui fait non seulement apercevoir dans la prostitution forcée du travail une vertu en soi, dans l'ouvrier un modèle d'humanité à étendre (en lieu et place d'un homme intolérablement mutilé, appelé à terme à se supprimer en tant que tel), mais encore

l'empêche de mesurer à quel point le capital a agrandi la classe des sans-réserves, la classe de ses fossoyeurs potentiels. Les nouvelles catégories de salariés, passez-moi l'expression, sans lien organique avec le capital (ça exclut les cadres supérieurs, la flicaille et autres créatures statistiquement indéfectibles), les chômeurs, les couches plus ou moins marginalisées vivant du système de protection sociale rendent insuffisantes des notions comme celle de « classe ouvrière » ou de «travailleurs ».

(La situation particulière que les ouvriers occupent au cœur même du capital : la production créatrice de valeur qui concentre pêle-mêle hommes et machines, le privilège douteux qui les place au premier rang de ceux qui consument leur vie à travailler et au dernier quand il s'agit d'accéder à tout ce que valorise la société actuelle, leur prolétarisation plus accentuée et plus facilement désinvestissable n'en continuent pas moins à faire d'eux le bataillon-clé du prolétariat révolutionnaire).[...]

YIANNIS ÌOANNIDIS
B.P. 23111
11210 ATHENES, GR

ATHENES, LE 4/3/84

« LA BANQUISE »
B.P. 214
75613 PARIS CEDEX 13

CHERS CAMARADES,

JE VOUS REMERCIE POUR L'ENVOI DE VOTRE REVUE. J'AI LU LA PLUPART DE VOS ARTICLES ET VOS POSITIONS M'INTÉRESSENT BEAUCOUP. « POUR UN MONDE SANS MORALE » EN PARTICULIER, EST VENU AU BON MOMENT, PARCE QU'ACTUELLEMENT, À TRAVERS LA CRITIQUE DE LA RESTRUCTURATION DU TRAVAIL ET DE L'« HOMME ECONOMIQUE », J'ÉPROUVE LE BESOIN D'UNE DEFINITION PLUS POSITIVE DU COMMUNISME, DE L'ANTHROPOLOGIE RÉVOLUTIONNAIRE.

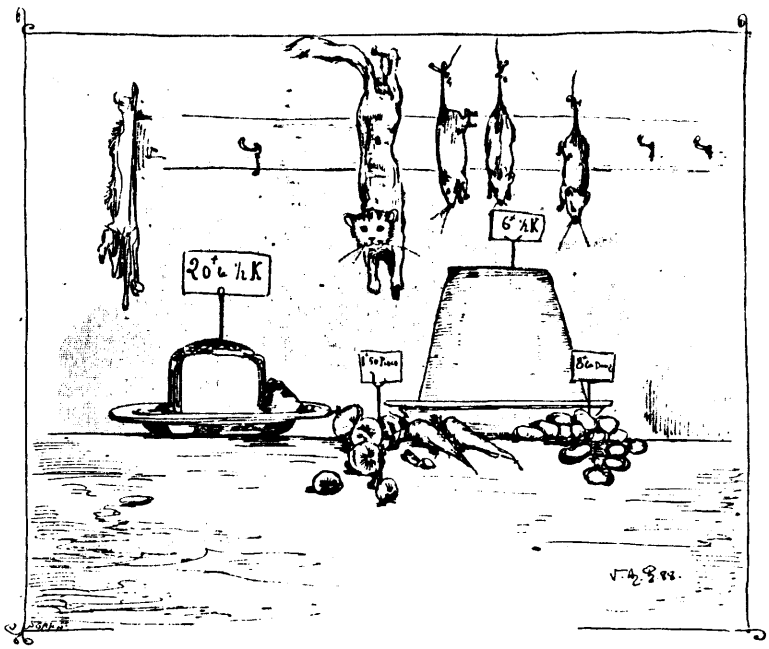
J'AI LU LA PLUS GRANDE PARTIE DU « ROMAN DE NOS ORIGINES » ET JE TROUVE VOS REMARQUES TRES JUSTES : « LE MOUVEMENT PROLÉTARIEN NE SE FONDE NI SUR DES ÉTATS D'ÂME... » ; « OÙ VA UNE SOCIÉTÉ QUI REPOSE SUR LE TRAVAIL ET LE REND IMPOSSIBLE » :... « LE CAPITALISME AUSSI SE TROUVE DANS UNE SITUATION OUVERTE... » : VOS REMARQUES SUR LE PRÉTENDU « SEUIL DE CROISSANCE », SUR L'HOMME ECONOMIQUE, ET PLUSIEURS AUTRES TOUT AU LONG DE CET ARTICLE REFLÈTENT UN POINT DE VUE ET UN STYLE D'EXPOSITION TRÈS PROCHES À MON TRAVAIL ACTUEL.

PERMETTEZ-MOI D'AJOUTER ICI QUELQUES REMARQUES SUR LE CONCEPT DE SPECTACLE, DONT JE PENSE QU'IL EST BEAUCOUP PLUS UTILE QUE VOUS LE PRÉSENTIEZ DANS LE CHAPITRE SUR L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE.

AYANT LU MARX ET QUELQUES THÉORICIENS DU MARXISME (KARL KORSCH, ANTON PANNEKOEK, PAUL MATTICK...), ET FRAPPÉ PAR LA RADICALITÉ ET LA JUSTESSE DES ANALYSES ICONOCLASTES DE L'I.S. J'AI ESSAYÉ DE COMPRENDRE LA RELATION DU SPECTACLE AU CAPITAL. VU LE RÔLE DÉCISIF DU PREMIER DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE, J'AI DÛ ABANDONNER LE SCHÉMA « INFRASTRUCTURE/SUPRASTRUCTURE » POUR M'ORIENTER VERS L'IDÉE DE COMPLÉMENTARITÉ DE L'IMAGE CLASSIQUE DE LA BIOLOGIE : « À UN CERTAIN POINT DE SON ÉVOLUTION, L'ESPÈCE, POUR MIEUX AFFRONTER SON ENVIRONNEMENT, SE DIVISE EN DEUX : LE FÉMININ, QUI DOIT ASSURER LE MAINTIEN ET LA TRANSMISSION DES CODES GÉNÉTIQUES, ET LE MASCULIN, QUI ASSUME LA LUTTE CONTRE L'ENVIRONNEMENT ET DONNE LES INFORMATIONS SUR SON RÉSULTAT. ET C'EST POURQUOI L'ESPÈCE SUIT TOUJOURS LE MODÈLE PROPOSÉ PAR LES MASCULINS QUI ONT PU SURVIVRE DE CETTE LUTTE. »

DANS MON IMAGE, LE CAPITAL OCCUPE LA PLACE DU FÉMININ, ET LE SPECTACLE CELLE DU MASCULIN. CE QUI DONNE SON INTÉRÊT ET SON IMPORTANCE AU CONCEPT DE SPECTACLE, C'EST EXACTEMENT CE RÔLE « MASCULIN », ACTIF, DANS L'IMPÉRIALISME DU CAPITAL : L'OCCUPATION D'UN LIEU (TIERS-MONDE, NOUVEAUX MARCHÉS COMME PAR EXEMPLE CEUX OUVERTS PAR LA « MARCHANDISE NATURELLE » AUX USA ET EN EUROPE*) PAR LE SYSTÈME CAPITALISTE SE FAIT D'ABORD PAR UNE ATTAQUE DES SPECTACLES AVANT D'ÊTRE UNE OCCUPATION RÉELLEMENT CAPITALISTE ; CE SONT LES SPECTACLES QUI SURVIVENT, CEUX QUI SONT ACCEPTÉS PAR LA GRANDE MASSE DES GENS, QUI DONNENT AU CAPITALISME ENVAHISSANT SA FORME PARTICULIÈRE. VOILÀ POURQUOI, COMME VOUS L'ÉCRIVEZ DANS « AVANT LA DÉBÂCLE (*L.B.* I), « NOUS VIVONS DANS UN MONDE QUI S'EST TELLEMENT AUTOCRITIQUÉ, SANS MÊME TENTER DE SE RÉVOLUTIONNER, COMME CE FUT LE CAS VERS 1918, QU'IL A PLUS CHANGÉ D'IDÉOLOGIE QUE DE RÉALITÉ. »

L'IDÉE DE COMPLÉMENTARITÉ M'A AMENÉ À ABANDONNER TOUT SCHÉMA DUALISTE DE TYPE « FORME/CONTENU », QUI SUPPOSE L'EXISTENCE D'UN SUJET (COMME VOUS DITES DANS « LE ROMAN » : « IL N'Y A PAS DE SUJET UNIQUE DE L'HISTOIRE... »), POUR ADOPTER UNE IMAGE QUI REGARDE LE DÉVELOPPEMENT COMME FRUIT D'UNE *DISSYMÉTRIE* ENTRE LA *FORME*, LE *CONTENU* ET LA *FONCTION* D'UN SYSTÈME. DANS MON SCHÉMA LE SPEC-



TACLE OCCUPE LA PLACE DE LA FORME, LE CAPITAL CELLE DU CONTENU ET LA MARCHANDISE LA PLACE DE LA FONCTION. LE SCHÉMA « BIOLOGIQUE » RESTE VALABLE, MAIS IL SE TROUVE ENRICHI : DISONS QUE LA TRANSMISSION DES INFORMATIONS DU SPECTACLE AU CAPITAL SE FAIT PAR LA MARCHANDISE (ET CELA MÊME AU NIVEAU PUREMENT QUANTITATIF : « QUEL SPECTACLE VEND LE PLUS ? »

MAIS DANS CETTE PREMIÈRE IMAGE MANQUAIT LA PLACE EXACTE DU MOMENT MATÉRIEL DE CE PROCESSUS QUI DIFFÉRENCIE ET UNIT SPECTACLE ET CAPITAL, À SAVOIR LE MOMENT DE LA MARCHANDISE.

AUCUN DE CES TROIS MOMENTS NE DOIT AVALER L'AUTRE DANS NOS ANALYSES, CAR TOUS JOUENT UN RÔLE DISTINCT DANS LA DOMINATION CAPITALISTE ; C'EST UN RÔLE QUI VIENT DE LEUR STRUCTURE PARTICULIÈRE : LE CAPITAL C'EST UNE SYMÉTRIE ENTRE TRAVAIL VIVANT/TRAVAIL MORT/SURTRAVAIL ; LA MARCHANDISE, ENTRE VALEUR D'USAGE/VALEUR D'ÉCHANGE/PLUS-VALUE ; ET LE SPECTACLE : ACTIVITÉ/PASSIVITÉ/REPRÉSENTATION (CE POURQUOI IL PORTE SUR LA PSYCHOLOGIE HUMAINE, LA DOMINATION DE LAQUELLE EST ESSENTIELLE POUR LE CAPITALISME).

VOILÀ EN QUELQUES LIGNES POURQUOI JE NE SUIS PAS D'ACCORD AVEC VOTRE CONSTATATION QUE « LA CONCEPTION THÉORIQUE DU SPECTACLE COMME MOTEUR OU ESSENCE DE LA SOCIÉTÉ ÉTAIT IDÉALISTE ». DANS PLUSIEURS CAS LE SPECTACLE FONCTIONNE COMME MOTEUR DU PROCESSUS CAPITALISTE DE DOMINATION (BIEN QU'IL SERAIT MIEUX DE DIRE QUE CE PROCESSUS SOIT UN MOTEUR « À DEUX TEMPS »).

SI L'I.S. A ABOUTI AU CONSEILLISME, CE N'ÉTAIT PAS TOUT SIMPLEMENT PARCE QUE LA THÉORIE DU SPECTACLE LA POUSSAIT, D'UNE FATALITÉ INTÉRIEURE, À CETTE IDÉOLOGIE, COMME ON PEUT CONCLURE PAR VOTRE ANALYSE ; IL LUI A FALLU AUSSI ABANDONNER UN AUTRE ASPECT, LE PLUS MATÉRIALISTE (COMME L'ÉCRIVAIT YVES LE MANACH DANS « BYE BYE TURBIN ») DE SA CRITIQUE, À SAVOIR LA CRITIQUE DE LA VIE QUOTIDIENNE — EN COMMENÇANT PAR LA VIE QUOTIDIENNE DE SES MEMBRES, COMME L'A MONTRÉ DANIEL DENEVERT (DANS LES « CHRONIQUES DES SECRETS PUBLICS » N° 1). LE FAIT EST QUE LA QUESTION RESTE : POURQUOI L'I.S. BIEN QU'ELLE SE PRÉPARAIT POUR LA RÉVOLUTION, LE MOMENT VENU ELLE S'EST JETÉE DANS L'ACTION AVEC DES SLOGANS D'UNE ÉPOQUE ANTÉRIEURE, EN PARTAGEANT AINSI LE SORT DE *TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES* (DU MOINS DE CEUX QUI SONT CONNUS À TRAVERS LEURS OEUVRES THÉORIQUES) DES DEUX DERNIERS SIÈCLES ? JE CROIS QUE LA RÉPONSE DOIT ÊTRE TOUT SIMPLEMENT : « PARCE QU'ELLE ÉTAIT ÉLOIGNÉE DU TRAVAIL », CAR, COMME L'A MONTRÉ YVES LE MANACH, ELLE S'ÉTAIT AUSSI ÉLOIGNÉE DE SES PROPRES THÉORIES SUR LA JOUISSANCE.

MAIS LA NOTION DE SPECTACLE PRÉSENTE UNE AUTRE UTILITÉ AUSSI, VOUS ÉCRIVEZ DANS « POLOGNE : VOIR AILLEURS » (*L.B.* I) : « LES CONDITIONS "TECHNIQUES" DU RETOUR À UN SEUIL DE PROFITABILITÉ SE RÉDUISENT TOUJOURS À DES CONDITIONS "SOCIALES". L'OST SE HEURTE À UNE LIMITE HUMAINE, POUR AINSI DIRE BIOLOGIQUE. ELLE ARRIVE MAL À REPRODUIRE LA FORCE DE TRAVAIL ADÉQUATE À SES BESOINS, ET FAIT NAÎTRE LE RÊVE CAPITALISTE D'UN CAPITAL SANS SALARIÉ : DES ROBOTS-TRAVAILLEURS À DÉFAUT DE TRAVAILLEURS-ROBOTS. LA RÉSISTANCE À L'EXPLOITATION RESTE UN FACTEUR CRUCIAL DE LA CRISE. » C'EST À TRAVERS LE SPECTACLE, SA DOMINATION BIEN RÉLLE, QUE NOUS POUVONS AUJOURD'HUI COMPRENDRE GLOBALEMENT CE QUE POURRAIT ÊTRE CETTE « LIMITE HUMAINE, POUR AINSI DIRE BIOLOGIQUE ».

TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE HUMAINE ON PEUT CONSTATER UNE *DISPROPORTION* ENTRE L'IMPORTANCE OBJECTIVE DES ÉVÉNEMENTS LES PLUS VARIÉS, ET L'ÉBRANLEMENT SUBJECTIF PAR LEQUEL L'HOMME RÉPOND À SA PROVOCATION. COMME LE NOTAIT ASGER JORN (DANS « POUR LA FORME »), ON PEUT TOUT SIMPLEMENT SUPPOSER QUE, SANS AUCUNE MÉTAPHYSIQUE, LA RAISON EN EST QUE L'HOMME « A POSSÉDÉ UNE ÉMOTIVITÉ TRÈS SUPÉRIEURE À CELLE DES ANIMAUX, C'EST-À-DIRE QUE L'HOMME POSSÈDE DANS SON CORPS DES QUANTITÉS CONSIDÉRABLES D'ÉNERGIE DISPONIBLE, INUTILISABLES POUR L'ENTRETIEN DE SON ORGANISME. CETTE ÉNERGIE EST EMPLOYÉE POUR BÂTIR UNE CULTURE, APRÈS AVOIR ÉTÉ EMPLOYÉE POUR DÉVELOPPER SON INTELLIGENCE. LA QUESTION EST DE SAVOIR SI CES RÉSERVES D'ÉNERGIE DISPONIBLE SERONT ABSORBÉES DANS DES ROUTINES CONVENTIONNELLES, *ET AINSI ÉPUISÉES*, OU SI ELLES TROUVERONT PERPÉTUELLEMENT DES MOYENS POUR ÊTRE DE NOUVEAU LIBÉRÉES. *CECI DÉPEND DE L'ÉMOTIONALITÉ INHÉRENTE À LA VIE DANS LA SOCIÉTÉ* (C'EST MOI QUI SOULIGNE, Y.I.).

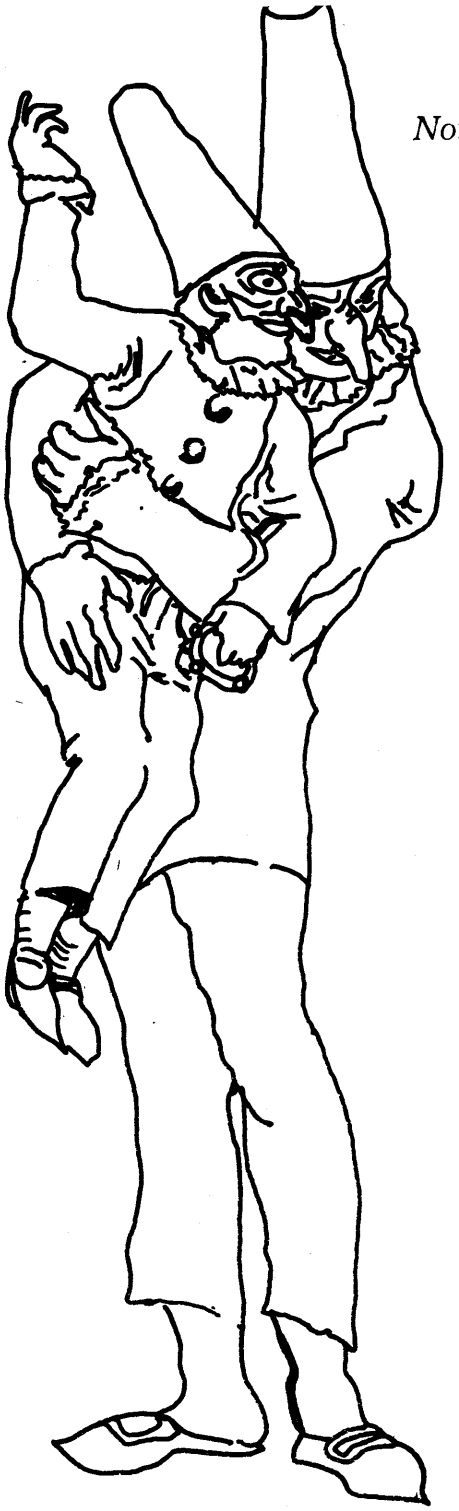
CETTE CONSTATATION, PARFAITEMENT VÉRIDIQUE À MES YEUX, POSE UNE SÉRIE DE PROBLÈMES. PAR EXEMPLE, SI « ÉMOTIVITÉS » ET « DISPROPORTION ENTRE L'IMPORTANCE OBJECTIVE ET L'ÉBRANLEMENT SUBJECTIF » SONT PRESQUE SYNONYMES, ET SI L'ON NE VEUT PAS ÉLIMINER CETTE ÉMOTIVITÉ (TOUT AU CONTRAIRE...), ALORS COMMENT PEUT-ON COMPRENDRE ET BATTRE LA « FAUSSE CONSCIENCE » ? À MON AVIS, LA THÉORIE DU SPECTACLE NOUS DONNE LA RÉPONSE, QU'IL SERAIT IMPOSSIBLE À OBTENIR PAR LA THÉORIE DU CAPITAL OU DE LA MARCHANDISE : EN TANT QUE *RAPPORT SOCIAL*, AMALGAME OU SYMÉTRIE ENTRE ACTIVITÉ/PASSIVITÉ/REPRÉSENTATION DANS LE SENS DU « RIEN N'EST PLUS DISTRAYANT QUE DE VOIR AUTRUI TRAVAILLER À HAUTE TENSION », LE SPECTACLE S'ETEND SUR CETTE DISPROPORTION « IMPORTANCE OBJECTIVE »/« EBRANLEMENT SUBJECTIF » POUR ANÉANTIR, ÉPUISER L'ÉMOTIVITÉ HUMAINE — ON DIRAIT MIEUX : POUR LA RÉDUIRE AUX NÉCESSITÉS DE L'ÉCONOMIE AUTONOME. ALORS LA « LIMITE HUMAINE » SE POSE NON SEULEMENT EN TERMES DE RÉSISTANCE À L'EXPLOITATION, MAIS AUSSI COMME RÉSISTANCE À LA NON-EXPLOITATION DE SES ÉNERGIES : SON MESSAGE EST AUSSI POSITIF, REVENDICATION D'UNE CIVILISATION SUPÉRIEURE, *D'AUTRES MOYENS POUR LIBÉRER L'ÉMOTIVITÉ HUMAINE*, L'ÉMOTIVITÉ DE *L'INDIVIDU*.

JE VOUS ENVOIE CI-JOINT UN EXEMPLAIRE DE « FIN DU XXe SIÈCLE » N° 1, AUTOMNE 1981.

JE VOUS ENVOIE AUSSI UNE LETTRE À JIMMY LALLEMENT, OÙ VOUS POUVEZ TROUVER LA « TABLE DES MATIÈRES » DE CETTE REVUE. LE N° 2, CENTRÉ SUR LA RESTRUCTURATION DU TRAVAIL/AUTOMATION/HOMME ÉCONOMIQUE/L'ÉTAT ACTUEL DE CE DÉVELOPPEMENT EN GRÈCE, A BEAUCOUP DE RETARD (JE VOUDRAIS LE PUBLIER DANS LES PREMIERS MOIS DE 1984, MAIS...).

SALUTATIONS CORDIALES

* NOTE DE LA PAGE 2 : VOIR « ON THE POVERTY OF BERKELEY LIFE », PAR CHRIS SHUTES, P.O. BOX 4502, BERKELEY, CA 94704, USA.



Mesdames les Pingouines et Messieurs les Pingouins,

J'ai lu avec intérêt le numéro 2 de la Banquise. *Je dis avec intérêt, car il marque un début de retour au réel — n'exagérons rien, il ne s'agit que d'un début et telle de vos formules sur la réalité imaginaire des chambres à gaz, mérite de passer à la postérité — mais enfin, il est toujours plaisant d'assister à la décomposition d'un système idéologique.*

En poursuivant ma lecture, je suis tombé, à la page 61, sur la phrase suivante : « Quand le Gouvernement de Vichy, adoptant les lois raciales du IIIe Reich, imposa le port de l'étoile jaune aux Juifs (ce qu'aucun historien révisionniste ne s'est encore aventuré à nier) il se trouva un client de bistrot parisien pour coudre à son revers le symbole de feutre surmonté du mot "Auvergnat". » Malheureuses Pingouines et malheureux Pingouins que vous êtes : aucun historien « révisionniste », si fou soit-il, n'a jamais nié cela, pour la bonne raison que personne ne l'a jamais dit ; même un Pingouin devrait savoir cela : l'étoile jaune est le fruit d'une ordonnance allemande qui ne fut valable que pour la zone occupée. Le Gouvernement de Vichy ne l'a jamais reprise à son compte et, même après novembre 42, elle ne fut pas imposée en zone Sud. Darquier de Pellepoix eut bien l'idée de l'imposer, mais il ne fut pas suivi sur ce point.

Cela dit, je serais intéressé de lire la lettre citée en note page 48 ainsi que le numéro 1 de la Banquise.

Avec mes sentiments bien gelés.

Pierre Vidal-Naquet

Samedi 25 juin 1983

à M. G. Dauvé

Cher Monsieur,

J'ai lu avec intérêt le numéro 2 de la Banquise, *mais je me permets d'appeler votre attention et celle de vos lecteurs sur les points suivants :*

1. Vous écrivez, à la page 39, que « la corporation des historiens » s'est appliquée « à démontrer parfois de façon convaincante, que le petit prof (moi-même, sans nulle vanité) n'est pas aussi rigoureux qu'il le prétend et serait même à l'occasion quelque peu faussaire ». Faites-vous allusion à l'étude où Pierre Vidal-Naquet me traite, lui, d'« Eichmann de papier » (dans le titre) et de « faussaire » ou de « falsificateur » (à peu près à chaque page) ? En ce cas, puis-je vous demander si vous avez lu ma Réponse à Pierre Vidal-Naquet *et sur quel point je resterais à vos yeux quelque peu faussaire ? Peut-être ne songiez-vous pas à Vidal-Naquet mais à tel ou tel autre membre de la « corporation des historiens ». En ce cas, je vous signale que tout ce qui a pu s'écrire contre moi a été collectionné par la LICRA et huit autres associations pour prouver devant les tribunaux que nier l'existence des chambres à gaz homicides de Hitler revenait à « falsifier l'Histoire ». J'ai toujours pensé, pour ma part, que « ce n'est pas devant les tribunaux que l'Histoire peut trouver ses juges ». Mais d'autres, en foule, ont pensé que j'étais bon à livrer aux juges et je n'ai pas entendu grand monde protester contre une persécution judiciaire qui entre maintenant dans sa cinquième année. Il faut croire qu'en quatre ans la LICRA et tous autres n'ont pas trouvé la moindre falsification dans mes écrits. Le 26 avril 1983, la première chambre de la cour d'appel de Paris vient de dire que, pour sa part, elle ne découvre dans mon travail sur les chambres à gaz ni légèreté, ni négligence, ni ignorance délibérée, ni mensonge de quelque côté qu'on se tourne : « Personne ne peut en l'état le convaincre de mensonge », dit-elle, à propos de mes années de recherche et, la cour reconnaît que, si j'écarte les témoignages de l'existence des chambres à gaz, ce n'est pas à la légère. Elle me condamne néanmoins, parce qu'au fond, bien au fond, je dois être un méchant homme et — qui sait ? — peut-être bien une sorte d'avocat des nazis...*

2. A la page 60 vous rapportez le propos d'une publication judéo-turque selon laquelle je serais un « intellectuel nazi » ; si, pour vous, j'appartiens à cette espèce, dites-le clairement.

3. A la page suivante vous commencez un article intitulé « Y a-t-il une question juive ? » par une phrase dont voici le début :

« Quand le Gouvernement de Vichy, adoptant les lois raciales du IIIe Reich, imposa le port de l'étoile jaune aux Juifs (ce qu'aucun historien révisionniste ne s'est encore aventuré à nier)... »

Vous commettez une erreur : bien loin d'imposer le port de l'étoile, le Gouvernement de Vichy s'y est opposé et cela même après l'occupation par les Allemands de la zone sud. Le port de l'étoile jaune est entré en vigueur en Allemagne le 19 septembre 1941. En France il a été imposé le 7 juin 1942 à la plupart des Juifs vivant dans les zones occupées. Ce qui a pu contribuer à votre erreur, c'est peut-être le livre de Georges Wellers intitulé **L'Etoile jaune à l'heure de Vichy** ***; le même Georges Wellers est l'auteur d'un intéressant ouvrage intitulé :*** **Les Chambres à gaz ont existé.** ***Les titres de Georges Wellers sont instructifs, à leur façon.***

Je vous demande de bien vouloir publier ma lettre dans votre prochain numéro.

Bien à vous

R. Faurisson

Nous avons fait savoir à M. Faurisson que nous ne le prenions pas pour un nazi et à M. Vidal-Naquet que nous ne le considérions pas comme un camarade à qui l'on pouvait communiquer des documents. « Lire *La Banquise* ne peut être utile et intéressant que pour ceux qui ont déjà, au départ, un minimum en commun avec nous. » (*LB* n° 2)

Petite anthologie des horreurs contemporaines

« l'armée confondue avec la nation »

(...) on ne réformera pas le service national si, en amont du service national, il n'y a pas l'Education nationale, si en amont du service national, il n'y a pas une préparation civique et *physique* des enfants et des jeunes (...)

(...) il faut arrriver à l'armée préparé (...) par l'école (...)

Il faut une symbiose avec l'Education nationale.

(Interview de Charles Hernu, *Le Monde*, 11 juil. 1981)

(...)La collaboration Défense-Education nationale ne peut se limiter de ce fait à un problème d'enseignement. L'ouverture de l'école, c'est aussi l'ouverture sur les problèmes et les réalités de la défense (...)

(Discours d'A. Savary, à propos du protocole d'accord Défense-Education nationale, *Bulletin officiel*, n° 35, 7 oct. 1982)

Un de nos lecteurs, qui passait rue de Ponthieu au moment d'un hold-up, a eu le réflexe de sortir son portable VHS et de filmer, sur le vif, les minutes qui ont suivi le « flingage » des truands par la police.

Dans ce film on voit, l'homme mourir, ce sont ses derniers soubresauts, le second truand est arrêté par la police et emmené, on voit également le travail du Samu avec masque à oxygène, les impacts de balles sur les voitures en stationnement, les traces de sang sur la chaussée, le travail des policiers, le portrait d'André Le Bars, patron de la brigade anticriminelle du 8e arrondissement, composée de trois hommes et une femme, à qui on devait rendre hommage dans toute la presse. A signaler que grâce au sang froid de ces policiers aucune personne n'a été blessée...

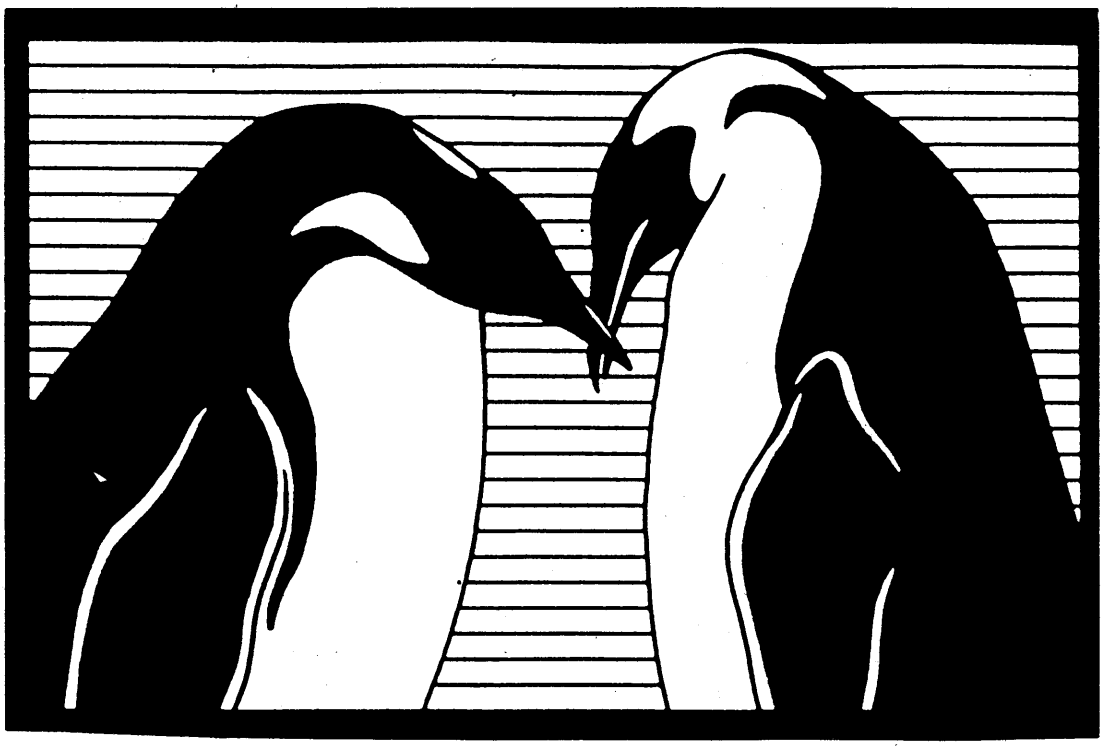
claquent, des cris, des gens qui courent. « C'est un hold-up ! » glapit une femme terrorisée... Je bondis dans le parking où ma caisse est garée au premier sous-sol... Heureusement mon magnétoscope est chargé et la caméra est prête à fonctionner... Je cours, j'ouvre en hâte ma voiture, j'extirpe le magnéto du coffre, j'ouvre la boîte de la caméra et je branche fébrilement : bon Dieu, la cassette vierge, où l'ai-je mise ? Je fouille quelques secondes qui me semblent des heures... Ça y est, tout est prêt... Je remonte au pas de course au premier sous-sol, caméra sur l'épaule. Je passe devant le pompiste médusé, encore un effort : je sors du parking et dehors, contrairement à ce que je pensais, c'est le calme... J'entends une femme s'exclamer : « C'est dégueulasse, il est plein de sang... ». Je filme alors un premier plan des policiers en civil (ils ont des brassards) qui maîtrisent un homme, mais je n'y attache pas d'importance. Un peu plus loin, un homme casqué git dans une flaque de sang et frappe le sol avec sa main droite : je ne bouge pas, mais j'ouvre le zoom sur cet homme qui vient d'attaquer le bijoutier de la galerie. Il est décérébré et agonise. Une voiture du Samu arrive, je sais alors qu'il n'y a plus rien à craindre. Jusqu'à présent, il pouvait y avoir du danger, mais je m'en fichais car avec la Sony sur l'épaule je me prenais pour un Superman ! La peur, je l'ai connue une heure plus tard lorsque j'ai raconté mon aventure à ma femme au téléphone...

"Vidéo 7", 31-3-84

une nouvelle vague d'hôtels bon marché ? Pourquoi pas, après tout, des chambres où l'on accéderait en introduisant quelques pièces dans une machine à sous ?

Telle est l'interrogation que suscitent la présence à Equip'Hôtel, en exclusivité mondiale, du Sleeping concept dessiné par le cabinet Arkhes. Sous la variante la plus simple, il s'agit d'un module de couchage très robuste, inspiré des wagons S.N.C.F., avec des lits superposés que l'on peut rabattre, des blocs sanitaires et des plans de travail, qui équipent déjà le Centre international de séjour Ravel à Paris. L'ensemble, bien dessiné, coloré, peut convenir à un foyer, une caserne, voire une prison.

"Le Monde", 29-10-83



IMPRIMERIE S.P.M. – 14, RUE CHARLES V – PARIS – 272 92 27

DANS LES PROCHAINS NUMEROS...

La guerre (3)

★

Biologie et révolution

★

L'I.S.

★

Le langage

★

Les mésaventures du négatif

ERRATUM

p. 16, 9e lig., au lieu de: "le texte qui suit", lire: "le texte qui précède".

LA BANQUISE
Revue de critique sociale

Resp. publ. : S. Quadruppani

Pour toute correspondance :
LA BANQUISE
B.P. n° 214 75623 Paris Cedex 13

Photocomposition CICERO
(1) 277.12.42

Imprimerie S.P.M.
14, rue Charles V
75004 Paris

CPPAP : 65210
ISSN : 0755-0545
Eté 1984

Les textes publiés dans la BANQUISE peuvent être librement reproduits, sans indication d'origine.

Le prolétariat n'est pas une classe de la société capitaliste. Le processus de sa formation passe par la lutte de classes mais ne se réduit pas à elle.

Pour le capital, les prolétaires ne sont qu'une force de travail productrice de valeur : c'est là leur dépossession, et leur détermination fondamentales.

Mais le capital fournit aux hommes ou leur laisse produire des déterminations particulières, formes de socialités précapitalistes ou nouvelles, qui réalisent les besoins particuliers et dissimulent la détermination fondamentale, la nourrissent et parfois aussi, lui résistent.

Le prolétariat se constitue contre le reste de la société lorsque travailleurs, exclus du travail et déclassés s'attaquent à tout ce qui les réduit à n'être qu'une force du travail. Née de la résistance à la dépossession, c'est-à-dire de l'affrontement entre des besoins — et donc des déterminations — particuliers, et la détermination fondamentale, cette pratique débouche sur la critique du travail. Tendant à l'émancipation de l'activité humaine, elle trouve son contenu dans l'émancipation des richesses humaines aliénées dans les socialités particulières. C'est pourquoi, du point de vue du communisme, il importe de voir où et comment certaines communautés peuvent se défaire sous l'effet du travail moderne et de la lutte des classes, tout en donnant naissance à une activité et des relations sociales subversives.